

SociaLab

Septembre 2018
Settembre 2018

INTERREG V-A France-Italie
ALCOTRA 2014-2020
INTERREG V-A Italia-France
ALCOTRA 2014-2020

Description technique détaillée
Descrizione dettagliata del progetto

PI TER GRAIES Lab



Interreg
ALCOTRA

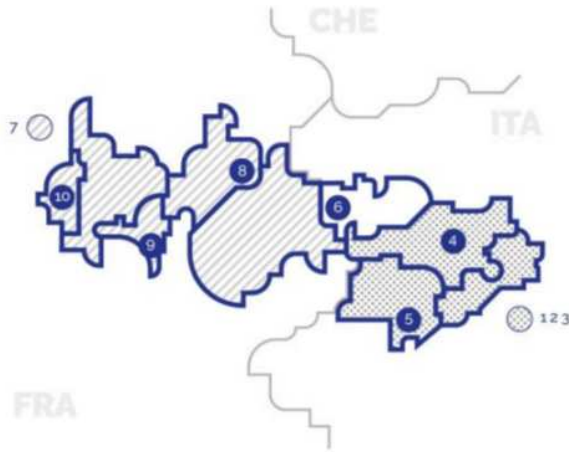
Fonds européen de développement régional
Fondo europeo di sviluppo regionale



UNION EUROPÉENNE
UNIONE EUROPEA

PITER GRAIES Lab

Partenariat • Partenariato



- | | |
|--|---|
| 1. Città metropolitana di Torino (C) | 6. Unité des communes valdôtaines Grand-Paradis |
| 2. Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Torino | 7. Conseil départemental de la Savoie |
| 3. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino | 8. Communauté d'Agglomération Arlysère |
| 4. GAL Valli del Canavese | 9. Communauté de communes Cœur de Savoie |
| 5. GAL Valli di Lanzo Ceronza Casternone | 10. Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard |
- (C) - Coordinateur - Coordinatore

Architecture du PITER • Architettura del PITER



Période de mise en œuvre • Periodo di attuazione



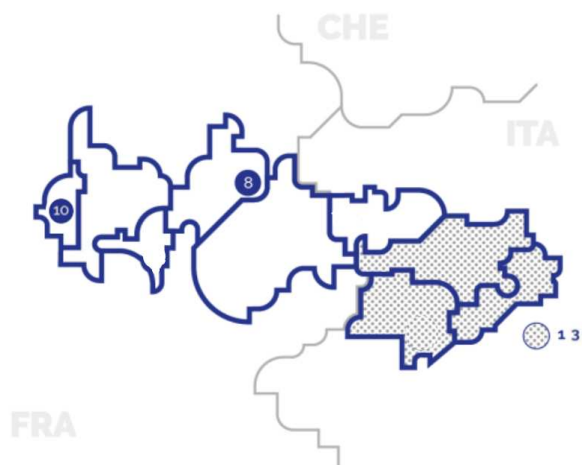
Index

01 Socialab, fiche de synthèse.....	5
02 Présentation du partenariat.....	7
2.1. Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (SMAPS).....	8
2.2. Communauté d'Agglomération Arlysère.....	9
2.3. Città Metropolitana di Torino.....	10
2.4. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino.....	12
03 Contexte de coopération transfrontalière.....	15
3.1. Origine du projet.....	16
3.2. Secteur d'intervention.....	17
Analyse du contexte général.....	18
Analyse SWOT.....	22
3.3. Besoins exprimés.....	26
04 Le projet, cadre logique.....	30
4.1. Logique du projet.....	31
4.2. Référence au programme ALCOTRA : O.S.....	32
4.3. Objectif général.....	33
4.4. Objectifs spécifiques.....	34
4.5. Typologie des actions prévues.....	36
4.6. Résultats attendus.....	37
Meilleure connaissance de l'offre de services existants et des besoins des habitants (WP 3.1).....	37
Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants (WP 3.2, 3.3, 4.2).....	38
Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab (WP 3.1 et 4.3).....	38
Expérimentation de stratégies innovantes d'accès aux services, favorisant la mixité sociale et le lien intergénérationnel (WP 4.1 et 4.3).....	39
4.7. Caractéristiques innovantes.....	42
PITER GRAIES Lab comme facteur innovant des territoires.....	42
Intégration thématique.....	43
Intégration méthodologique.....	44
Caractéristiques innovantes de Socialab.....	47
4.8. Groupes d'activités (WP).....	48
WP 0 Préparation du projet.....	50
WP 1 Gouvernance et gestion administrative.....	51
Activité 1.1 - Gestion opérationnelle.....	51
Activité 1.2 - Gestion administrative et financière.....	52
Activité 1.3 - Suivi et évaluation.....	54
WP 2 Communication.....	56
Activité 2.1 - Promotion des services.....	56
Activité 2.2 - Diffusion des résultats.....	59
WP 3 Identification des modèles d'intervention.....	61
Activité 3.1 - Analyse des besoins et de l'offre à l'échelle locale.....	61
Activité 3.2 - Définition de schémas de fourniture de services.....	63
Activité 3.3 - Modélisation et intégration avec d'autres plans et projets.....	65

WP 4 Expérimentation des modèles.....	67
Activité 4.1 - Activation des espaces de services partagés « Bien Vivre ».....	67
Activité 4.2 - Modélisation et évaluation des expérimentations.....	74
Activité 4.3 - Intégration avec d'autres plans et projets.....	75
4.9. Calendrier global du projet.....	80
4.10. Coûts – Liste détaillée des coûts.....	85
Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (Chef de file).....	86
Communauté d'Agglomération Arlysère.....	87
Ville Métropolitaine de Turin.....	88
Fédération Provinciale Coldiretti de Turin.....	89
4.11. Dimension transfrontalière.....	90
4.12. Intégration aux autres projets du PITER GRAIES Lab.....	92
4.13. Cohérences.....	92
Cohérences avec les autres projets ALCOTRA.....	93
Cohérences avec les politiques et programmes européens.....	94
Cohérences avec les politiques et programmes nationaux.....	95
Cohérences avec les politiques et programmes locaux et régionaux.....	96
4.14. Développement durable.....	96
05 Le projet, plan de financement.....	98
06 Sitographie.....	101
07 Annexes sur les délégataires.....	104
7.1. La Communauté de Communes Val Guiers (CCVG).....	105
7.2. Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38).....	106

01 SocialLab, fiche de synthèse

Partenariat - Partenariato



1. Città Metropolitana di Torino
2. Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Torino
3. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino
4. GAL Valli del Canavese
5. GAL Valli di Lanzo Ceronda Casternone
6. Unité des communes valdôtaines Grand-Paradis
7. Conseil départemental de la Savoie
8. Communauté d'Agglomération Arlysère
9. Communauté de communes Coeur de Savoie
10. Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (C)

(C) – Chef de file - Capofila

 **221**
Communes - Comuni

 **3.607**
Superficie – Surface (km²)

 **366 830**
Habitants - Abitanti

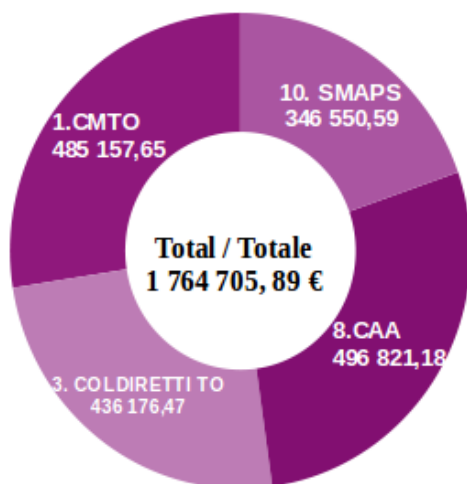
Objectifs

L'objectif du projet Socialab est d'améliorer la qualité, la durabilité et la proximité des services à la population du territoire du PITER GRAIES Lab, par la définition et l'expérimentation d'un service d'aide sociale de proximité, axé sur le bien-être de la communauté, et s'appuyant sur des pratiques innovantes, et collaboratives.

Obiettivi

L'obiettivo del progetto Socialab è di migliorare la qualità, la sostenibilità e la vicinanza dei servizi alla popolazione del territorio del PITER GRAIES Lab, definendo e sperimentando un servizio di assistenza sociale di prossimità, basato sul benessere della comunità e su pratiche innovative e collaborative.

Budget du projet – Budget del progetto



Durée du projet
Durata del progetto
Début – Inizio
01.01.2019

Fin - Fine
31.12.2021



graies.eu

02 Présentation du partenariat

Au préalable à la présentation du contexte d'élaboration du projet et du contenu du projet et de son cadre logique, cette partie détaille les missions, le champ d'intervention et l'expérience de chacun des partenaires en lien avec la thématique du projet. Les partenaires sont au nombre de quatre :

- Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (chef de file);
- Communauté d'Agglomération Arlysère ;
- Città Metropolitana di Torino ;
- Federazione Provinciale Coldiretti di Torino.

Pour davantage de détails, se rapporter à l'annexe 8 Stratégie PITER GRAIES Lab.

2.1. Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (SMAPS)

www.avant-pays-savoyard.com

Forme Juridique

Le SMAPS est un Syndicat Mixte, soit une structure de coopération intercommunale qui regroupe les 36 communes de l'Avant Pays Savoyard à travers 3 structures intercommunales : la Communauté de Communes de Yenne; la Communauté de Communes du lac d'Aiguebelette et la Communauté de Communes Val Guiers. Le siège social du SMAPS est à Belmont-Tramonet (France).

Buts et Objectifs

Le SMAPS intervient à l'échelle du territoire de l'Avant-Pays Savoyard, notamment dans les compétences relevant de l'aménagement du territoire au titre du SCOT, de la culture, de la lecture publique, de la stratégie et des hébergements touristiques, d'une opération programmée de l'amélioration de l'habitat (OPAH) et de la transition énergétique (TEPCV)...

Les compétences du SMAPS sont multiples :

- animer et coordonner un projet de territoire pour l'Avant-Pays Savoyard et négocier des moyens financiers au moyen de contrats ou dispositifs avec l'Europe, l'Etat, la Région Auvergne Rhône-Alpes, le Département de la Savoie ;
- accompagner les communes, les structures intercommunales, des acteurs privés ou associatifs dans le montage de leurs projets.

Expérience

Le SMAPS est investi dans les projets transversaux au bénéfice du citoyen quel que soit son âge. Il est d'ores et déjà engagé dans le développement durable, l'accès à la culture pour tous (actions intergénérationnelles) et la valorisation du patrimoine.

Le SMAPS a participé à l'élaboration du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) de Savoie en faisant reconnaître les

particularités géographiques (monde rural et de moyenne montagne) et démographiques (population vieillissante isolée et arrivée de jeunes familles à forte demande de services) de son territoire mais aussi sa couverture très inégale dans l'accès au numérique. Il a appuyé dès 2015 la réalisation d'un premier niveau d'études sur le « Bien Vivre Ensemble » et la question de l'engagement des élus sur ces sujets.

Le SMAPS réunit 3 territoires dont les histoires et les organisations (choix politique) autour de la question sociale sont différentes : ces différences politiques sont une chance pour créer un laboratoire d'idées et permettre d'ores et déjà d'échanger sur l'efficacité, soit des modèles classiques, soit des modèles innovants et leur « transférabilité ». Dans ce contexte, le SMAPS a produit fin 2017 un diagnostic territorial autour de la cohésion sociale en réunissant de façon novatrice des élus, des institutionnels, des associatifs et des citoyens autour de cette élaboration. Il a su en assurer la réalisation méthodologique, la production de résultats partagés et l'élaboration de plans d'actions. Ce diagnostic territorial, intitulé « Bien Vivre Ensemble en Avant Pays Savoyard. Les services à la population, vecteurs d'un territoire accueillant, dynamique et novateur », a permis d'identifier quatre axes transversaux comme enjeux prioritaires d'un projet social de territoire pour les années à venir. Ces axes sont les suivants : habiter mieux et inventer de nouvelles façons d'habiter, favoriser la mobilité, favoriser le maillage des services, des équipements et des associations, et développer la connaissance réciproque et la mise en réseau des acteurs du territoire. Pour pérenniser cette dynamique le SMAPS a créé une commission transversale au territoire et pluri-partenaire autour de la cohésion sociale et de l'accès aux services, prémisses d'une nouvelle gouvernance.

Délégué

Au sein des 3 structures intercommunales qui composent le SMAPS, la Communauté de Communes Val Guiers (CCVG) dispose d'une expertise en matière de services au public, et de compétences telle que le logement et le cadre de vie, l'action sociale d'intérêt communautaire, ainsi que la création et gestion de maisons de services au public (MSAP). Pour cette raison, le SMAPS a décidé de déléguer à la CCVG la réalisation des activités des WP 2, 3 et 4. Une convention ad-hoc sera signée au moment du lancement du projet. Le chapitre 7.1 fournit de plus amples détails sur les compétences de la CCVG.

2.2. Communauté d'Agglomération Arlysère

<http://www.arlysere.fr/>

Forme Juridique

La Communauté d'Agglomération Arlysère est un EPCI – Établissement Public de Coopération Intercommunale. Elle a été créée au 1er janvier 2017 par fusion de 4 Communautés de Communes qui préexistaient sur le territoire : la CC Beaufortain, la Com'Arly, la CoRAL, et la CC Haute Combe de Savoie.

Buts et objectifs

Les objectifs communs de la CA Arlysère :

- La préservation et la valorisation du capital nature et paysages, comprenant ainsi les questions de déplacements, de foncier, et de développement urbain ;
- Le renforcement de l'identité territoriale, de la qualité de vie et de l'équité territoriale, en particulier afin de favoriser l'accès aux services et activités ;
- Le renforcement du dynamisme économique et l'attractivité.

Ces trois ambitions répondent à l'objectif central d'un avenir équilibré au service de la population dans une logique de développement durable maîtrisé.

Expérience

En tant que communauté d'agglomération, la CA Arlysère bénéficie de compétences étendues, et s'est dotée d'une organisation à même de gérer au mieux les opérations envisagées.

En matière d'action sociale et de services, la CA Arlysère est dotée d'un service spécifiquement dédié avec des techniciens expérimentés qui assurent le suivi des opérations. Ce service travaille en particulier à une prise de compétence élargie de la thématique social – services et travaille en particulier sur la politique de la ville. Dans ce cadre, le service dédié à la thématique social-services a d'ores et déjà participé, avec le Département de la Savoie, à l'élaboration du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP).

La CA Arlysère est dotée de pôles support qui permettent d'accompagner les projets sur le plan administratif et financier. Egalement dotée d'une cellule de Coordination des politiques contractuelles en charge du suivi et de la recherche de financements, elle est habituée à gérer des subventions dont européennes.

Par ailleurs, la CA Arlysère est une Agglomération nouvelle qui bénéficie de l'expérience d'élus et de techniciens expérimentés ayant la volonté partagée de développer le territoire Arlysère (services, attractivité, durabilité) en lien avec les politiques définies par les partenaires Département, Région, État et Union Européenne.

2.3. Città Metropolitana di Torino

www.cittametropolitana.torino.it

Forme Juridique

La Ville Métropolitaine de Turin (VMT) est une entité territoriale de vaste zone, de deuxième niveau, établi par la loi "Delrio", la numéro 56 de 2014 et, depuis le 1er Janvier 2015, remplace la Province de Turin, avec la tâche de coordonner le développement économique et social du

territoire. La VMT compte 316 municipalités, réparties en 11 zones homogènes, pour un total de plus de 2 millions d'habitants.

Buts et objectifs

Le travail de la VMT consiste à :

- Prendre en charge le développement stratégique de la zone métropolitaine ;
- Coordonner le développement économique et social ;
- S'occuper de la promotion et de la gestion intégrées des services, des infrastructures et des réseaux de communication d'intérêt de la ville métropolitaine ;
- S'occuper des relations institutionnelles relatives à leur niveau, y compris celles avec les villes et les zones métropolitaines de toute l'Europe.

Plus précisément, dans le cadre du projet « Socialab », la Ville Métropolitaine dispose de deux services compétents : le Service du Développement Rural et de la Montagne et le Service des Politiques Sociales et de l'Egalité. Son rôle est de relier et de coordonner les organismes chargés du soutien aux personnes vulnérables, et notamment les « Organismes de gestion des fonctions sociales », c'est-à-dire les consortiums d'assistance sociale des communes qui regroupent les fonctions municipales dans ce domaine (ex Conseil régional 328 de 2000 et loi régionale 1 de 2004).

Son rôle de coordination économique et sociale du territoire permet donc à la Ville Métropolitaine de démarrer des projets avec des organismes publics et privés compétents pour améliorer l'accessibilité aux services dans les zones de montagne et rurales, en vue de l'optimisation territoriale et en reliant les différents réseaux de services présents et organisés au niveau municipal ou par des consortiums de municipalités / syndicats de municipalités / vallées de montagne.

Les éléments d'intérêt de la VMT à participer à ce projet sont : l'optimisation territoriale rurale-urbaine, l'amélioration des relations entre les organismes de différents territoires et l'échange constant et le transfert de bonnes pratiques.

Expérience

La VMT, pour sa compétence et pour la possibilité de générer des impacts sur une grande superficie, a participé à un grand nombre de projets :

- Dans le cadre du programme ALCOTRA - période 2007-2013, elle a participé à 20 projets, dont 2 en tant que chef de file et 18 en tant que partenaire. Dans le programme actuel 2014-2020, elle est le chef de file de 3 projets et partenaire de 3 projets ;
- Dans le cadre des programmes de coopération - période 2007-2013, elle était le chef de file de 4 projets et partenaire de 13. Dans la programmation actuelle, elle est partenaire dans 8 projets ;
- Dans le cadre des autres programmes de l'UE (Horizon, ...), elle a été le chef de file de 8 projets et partenaire de 9 projets pendant la période 2007-2013, tandis que dans le programme actuel 2014-2020, elle est partenaire de 3 projets.

L'avantage de la participation aux projets territoriaux transfrontaliers est la possibilité de renforcer les liens et les synergies entre les Municipalités et les Organismes gérant les fonctions d'assistance sociale (Consortiums de Municipalités), et le réseau du privé et du privé social, dans le cadre des politiques régionales, pour :

- Renforcer les bonnes pratiques existantes au niveau municipal ou supra-municipal ;
- Échanger les bonnes pratiques existantes au niveau municipal ou supra-municipal ;
- Étendre les bonnes pratiques de la zone métropolitaine du niveau municipal ou supra-municipal à un niveau territorial plus large (vallée de montagne, syndicats de municipalités de montagne, zone transfrontalière du PITER) en construisant des modèles durables.

Déléataire

Le Consortium C.I.S.S. 38 est en mesure, grâce à la disponibilité et à la compétence de ses ressources humaines internes, de travailler sur des projets d'importance territoriale particulière, également par délégation des autres consortiums membres de l'assistance sociale du territoire concerné. C'est la raison pour laquelle la Ville Métropolitaine de Turin a choisi de recourir à ce déléataire pour certaines actions du WP 4.1 et WP 4.3. Le chapitre 7.2 fournit de plus amples détails sur les compétences du C.I.S.S. 38.

2.4. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino

www.torino.coldiretti.it

Forme juridique

La Federazione provinciale Coldiretti di Torino (Coldiretti Torino) est une association non reconnue, une force sociale qui représente les entreprises agricoles et valorise l'agriculture en tant que ressource économique, humaine et environnementale. Le siège légal de Coldiretti Torino est à Turin.

Le code civil définit l'association non reconnue au Chapitre III du Titre II du Livre I, intitulé « Des associations non reconnues et des comités » et en dicte la discipline dans trois articles (art. 36, 37 et 38 du code civil). Concernant l'objectif, aucune différence n'existe par rapport à ce qui concerne la thématique d'une association reconnue. L'association non reconnue est constituée d'un ensemble de sujets et de biens, visant à poursuivre un but non lucratif (les éventuels bénéfices de l'activité d'entreprise ne peuvent pas être distribués entre les associés, mais sont réinvestis dans l'activité associative). L'absence de reconnaissance n'exclut pas que celle-ci soit un sujet de droit, avec distinction entre le patrimoine de celle-ci et celui des associés individuels. À titre d'exemple, les partis politiques et les syndicats sont, selon la législation italienne, des associations non reconnues.

Buts et objectifs

Coldiretti Torino représente les entreprises agricoles autour des différentes tables rondes de la

gouvernance, en valorisant l'agriculture en tant que ressource économique, humaine et environnementale, en garantissant aux entreprises agricoles des opportunités de développement dans un cadre d'intégration total de l'agriculture avec les intérêts économiques et sociaux du Pays.

Coldiretti s'occupe en particulier de :

- à l'égard des institutions politiques, représenter les intérêts des entreprises agricoles dans le secteur des politiques économiques ;
- encourager le développement de la personne et de son professionnalisme, soutenir le développement de l'entreprise agricole avec une attention particulière à la promotion des jeunes entrepreneurs et des entreprises féminines ;
- identifier les politiques en faveur du développement de la multifonctionnalité et pour un développement écologique, de soutenir les valeurs de qualité et de sécurité des produits alimentaires italiens, dans l'intérêt des entreprises et des consommateurs ;
- mener des enquêtes et des études de nature sociale, technique, économique, financière, d'intérêt pour le secteur agro-alimentaire et les zones rurales ;
- garantir aux entreprises associées l'information politique, syndicale, technique et économique ;
- d'assurer la diffusion de l'activité de formation professionnelle et d'assistance technique dans l'agriculture.

Expérience

Depuis plus de 10 ans, Coldiretti Torino joue un rôle de premier plan dans la dynamique de développement local dans les zones de montagne et rurales en promouvant les exploitations agricoles, non seulement en tant qu'entités privées à but lucratif, mais aussi en tant qu'acteurs dans le développement d'une communauté cohésive qui recherche à la fois la valeur économique et la valeur sociale. Dans ce rôle renouvelé, Coldiretti Torino a promu des chemins de co-planification au sein de réseaux territoriaux et transfrontaliers qui ont impliqué les exploitations agricoles, les coopératives, les services sociaux publics et privés, les autorités locales, les centres d'emploi, les associations, les Unions de Communes, Groupes d'Action Locale (etc.) :

- pour l'inclusion sociale et professionnelle des personnes vulnérables et défavorisées ;
- pour expérimenter de nouveaux systèmes de protection sociale dans des zones où les services publics sont désormais réduits au minimum ;
- pour favoriser l'entrepreneuriat agricole des jeunes avec une vocation sociale dans les zones rurales de montagne, à travers des parcours d'habilitation et de renforcement des capacités ;
- pour la co-planification de nouvelles connaissances et de nouveaux services et l'expérimentation de pratiques innovantes ;
- pour la promotion de parcours de tourisme accessibles pour toutes les personnes ayant des besoins spéciaux ;
- pour le développement de services pour l'enfance ;
- pour la promotion et la protection de la biodiversité ;
- pour le développement de processus innovants d'économie circulaire.

En adhérant à la programmation d'ALCOTRA 2007-2013, la fédération a en outre mis en œuvre le projet "Vergers, biodiversité et jeunes consommateurs", pour soutenir la biodiversité des vergers anciens et promouvoir la consommation de fruits chez les jeunes, en impliquant les consommateurs et les producteurs dans un processus innovant de définition de nouveaux modes de transformation, de consommation et de promotion d'anciens fruits locaux.

Enfin, Coldiretti Torino s'est engagé depuis 2005 dans la promotion de pratiques d'agriculture sociale avec l'expérimentation de parcours de diversification et de multifonctionnalité sociale à travers la création de services innovants tels que : agri-crèches (Coldiretti Torino expérimente la première agri-crèche en Italie), les crèches en famille, les centres de garde d'enfants, les centres d'hébergement d'été réalisés dans les fermes pédagogiques, les « affido » (projets d'accueil éducatif d'enfants en difficulté, parfois en hébergement, par des privés soutenus par les services sociaux), l'insertion par le travail de personnes vulnérables (handicapés physiques et psychiques, ex-détenus, ex-toxicomanes, femmes victimes de traite et de violence, etc).

Ces pratiques ont permis à la fédération d'approfondir le thème émergent de la multifonctionnalité sociale en agriculture, en faisant reconnaître son importance et en diffusant les expérimentations réalisées. Voici quelques-unes des actions/projets les plus importants mis en œuvre et en cours d'exécution :

- Projet "Fermes sociales" (soutenu par le Département du Travail de la Province de Turin, avec la participation de la Zone Ouest et de la Faculté d'Agriculture de l'Université de Turin) : a promu la participation de personnes handicapées ou marginalisées à des expériences de rééducation fonctionnelle et professionnelle, au sein d'exploitations agricoles ou de structures qui peuvent apporter une formation et un emploi ;

- 6 projets d'intégration par le travail de personnes handicapées (financés par la Province de Turin par l'intermédiaire du Fonds Régional pour les Personnes Handicapées) : les projets, actuellement mis en œuvre par autant d'exploitations agricoles, prévoient l'intégration dans l'entreprise de personnes handicapées physiques ou présentant une déficience intellectuelle ;

- 1 projet de « affido » familial et de jour pour les personnes handicapées dans une entreprise agricole du territoire provincial (9 personnes en familles d'accueil) ;

- Projet "Terrabilità" pour l'amélioration de différentes compétences par l'insertion en stage de 12 personnes handicapées et la création d'un kit pour les coopératives et les opérateurs sociaux intéressés par l'agriculture sociale ;

- 2 projets, "Radici" et "Che cabolo d'orto" qui ont conduit à la création de jardins sociaux par l'inclusion de personnes présentant un handicap physique et psychique ;

- Projet "Camellia" : a donné des opportunités d'inclusion sociale et professionnelle à 15 femmes victimes de la traite et de la violence à travers un stage de formation de 6 mois assorti d'une aide économique ;

- Le projet "Nora" : à la suite du succès du projet "Camellia", avec le projet "Nora" a poursuivi les bonnes pratiques en faveur de l'inclusion au travail des femmes victimes de la traite ;

- Projet "Agriable" : afin de rendre le territoire plus accessible et utilisable par tous, un système agritouristique innovant a été activé, avec une attention particulière pour les personnes handicapées.

03 Contexte de coopération transfrontalière

3.1. Origine du projet

Le projet Socialab a pour origine l'identification d'une problématique commune aux territoires des partenaires qui concerne l'accessibilité des services. Dans ces territoires ruraux et de montagne, l'existence de nombreuses zones d'habitat dispersé conduit à une diminution quantitative et qualitative de l'offre de services sociaux et de services au public.

Dans le cadre du projet Socialab, les partenaires ont fait le choix d'aborder la notion de services sociaux, et, plus généralement, de « services au public », sous l'angle de la transversalité. Cela signifie que les services constituant la vie quotidienne des habitants du territoire ne peuvent être abordés de manière séparée. La question du logement est par exemple extrêmement liée à celle de l'emploi et de la mobilité.

S'il existe énormément de typologies de services, répondant à des logiques publiques ou privés, les partenaires de Socialab ont fait le choix de concentrer leur action sur les bouquets de services suivants, en lien avec l'analyse du territoire qu'ils ont réalisée au préalable (voir les pages suivantes pour l'analyse) :

- les services d'information et d'orientation générale sur d'autres services : Centres d'information administrative, information touristique, information jeunesse, maisons de services au public...
- les services liés au droit et à la justice : Tribunaux, Services tutelle et curatelle...
- les services liés aux formalités administratives : mairies, préfectures...
- les services de prestations sociales : Sécurité sociale, Assurance vieillesse...
- les services à domicile (aide ménagère, portage de repas...)
- l'aide et l'accompagnement social, incluant les services publics et le monde associatif
- les services liés à la petite enfance (jusqu'à 6 ans révolus)
- les services d'hébergement

Dans une moindre mesure, les partenaires mèneront également des actions dans les services suivants afin d'assurer l'intégration avec les autres projets simples du PITER GRAIES Lab :

- les services de transport
- les services dédiés à l'emploi
- les services liés à l'économie et la création d'activité
- la culture, le sport et les loisirs

Les bouquets de services suivants ne seront pas abordés dans Socialab, soit parce qu'ils n'ont pas été identifiés comme des enjeux majeurs pour le territoire, soit parce que les partenaires ne disposent pas de la compétence pour ces services :

- les services de sécurité : gendarmerie, ambulances...
- les services d'éducation : écoles, centres spécialisés
- les services de santé
- la formation professionnelle continue
- les services marchands publics : eau, électricité, ramassage des déchets
- les services marchands privés – vie quotidienne : commerces de proximité, boulangerie

La thématique santé pourra être abordée dans le cadre du projet, mais uniquement dans le cadre de l'accès à l'information sur les droits des usagers, et les services de soins disponibles.

La notion d'accessibilité des services ne se traduit pas uniquement par la distance à parcourir pour accéder au service, elle englobe de nombreux facteurs tels que :

- la qualité de l'information disponible et son exhaustivité ;
- le canal de prise de contact entre l'utilisateur et le service : courrier, e-mails, téléphone, RDV physique... ;
- l'adaptation des horaires d'ouverture des services avec les horaires de travail, de transport, les délais d'attente ;
- le temps de trajet pour accéder au service et la qualité de l'offre de transport et/ou des infrastructures ;
- la question du droit ou de l'éligibilité de l'utilisateur pour bénéficier du service ;
- le coût du service, ainsi que les coûts associés (téléphone, transport...), les aides disponibles ;
- l'accessibilité culturelle et sociale (écoute, langage, confort...).

De manière générale, la capacité d'une offre de service à être transversale (non sectorisée) et à raisonner en termes de parcours de l'utilisateur dans sa globalité contribue à la qualité effective et perçue par les usagers.

Les partenaires du projet Socialab ont, à l'occasion de plusieurs rencontres, dressé un état des lieux global de l'offre de services présente sur les territoires, et sont arrivés au constat partagé que l'offre actuelle de services présente un certain nombre de limites en termes d'accessibilité, notamment pour des populations en situation de fragilité. Ces limites concernent l'ensemble des facteurs énoncés ci-dessus (voir l'analyse SWOT plus bas).

3.2. Secteur d'intervention

Afin d'être en mesure d'élaborer un plan d'actions qui réponde de manière concrète aux besoins du territoire, une analyse conjointe de l'offre et de la demande de services a été réalisée. En l'absence d'une base de données transfrontalière, les données françaises et italiennes n'ont pu être que partiellement croisées, ce qui peut expliquer certains décalages en termes de périmètre d'analyse, et la difficulté à comparer les données d'un territoire à l'autre (différences d'indicateurs notamment). Néanmoins, la mise en exergue de ces données, complétées par la connaissance et l'expertise des partenaires concernant leurs territoires d'intervention, ont permis de dresser un état des lieux suffisamment exhaustif pour en tirer des conclusions afin d'élaborer un plan d'actions pertinent.

L'analyse du territoire et de ses besoins comprend ainsi deux parties :

- une analyse du contexte général du territoire, en regroupant et en croisant des données en lien avec la thématique du projet ;
- une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, menaces) réalisée conjointement par les partenaires.

Analyse du contexte général

L'ensemble des données mentionnées ci-dessous ont été collectées par l'intermédiaire de l'INSEE, de la Ville Métropolitaine de Turin, de la Fédération Provinciale Coldiretti de Turin, et s'appuient sur les éléments de diagnostic du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public de Savoie (SDAASP 73).

Territoire

Le territoire du projet comprend un total de 221 communes.

Le territoire des partenaires italiens concernés par le projet Socialab (Città Metropolitana di Torino et Federazione Provinciale Coldiretti di Torino) comprend, à lui seul, 146 communes pour un total de 247 453 habitants. Environ la moitié de ces communes (76) comptent moins de 1000 habitants :

- La zone de Ciriacese – Valli di Lanzo compte 101 997 habitants, dont près d'un tiers est situé dans les communes de Cirie et San Maurizio Canavese ;
- La zone de Canavese Occidentale comprend 83 762 habitants, dont près de 40 % se concentrent dans les communes de Castellamonte, Cuorgne et Rivarolo Canavese ;
- La zone de d'Eporediese comprend 89 694 habitants, dont 25 % résidant dans la commune d'Ivrea.

Un tiers des habitants du territoire se concentrent ainsi dans 6 communes.

Côté français, les territoires du SMAPS et de la CA Arlysère comprennent un total de 75 communes.

Sur les 39 communes du territoire de la CA Arlysère, la commune d'Albertville compte à elle seule un tiers des habitants du territoire, tandis que 27 communes comptent moins de 1000 habitants.

Sur les 36 communes du territoire du SMAPS, 29 communes comptent moins de 1000 habitants. Les communes les plus peuplées, Le Pont de Beauvoisin, Saint-Genix-sur-Guiers, Yenne et Novalaise, concentrent à elles seules près de 40 % de la population du territoire.

Sur les territoires du SMAPS et de la CA Arlysère, on constate donc que plus d'un tiers des habitants résident dans 5 communes, et que les trois quart des communes comptent moins de 1000 habitants, avec un habitat rural et dispersé.

Populations

Sur l'ensemble de la partie italienne du territoire du projet Socialab, l'indice de vieillesse est en moyenne de 199 %, soit près de 50 % supérieur à l'indice de vieillesse moyen en Italie (135%).

Les communes de moins de 1000 habitants, en particulier celles situées à l'ouest de Valli di Lanzo et au nord-ouest de Canavese Occidentale et d'Eporedise, sont également les communes ayant l'indice de vieillesse le plus élevé (plus de 300%). En Eporedise, l'indice de vieillesse dépasse 200 % dans la plupart des communes, y compris Ivrea.

La proportion de jeunes de moins de 18 ans est la plus importante dans les communes de Givoletto, Busano et San Maurizio Canavese (supérieur à 19%), tout en restant proche de la moyenne nationale italienne.

Sur le territoire de la CA Arlysère, la population a augmenté de 2,5 % depuis 2008, alors que dans le même temps, sur le territoire du SMAPS, la population a augmenté de 7 %. Pour autant, sur chacun de ces deux territoires côté français, on constate, depuis 2008, une évolution plus importante de la tranche d'âge des plus de 60 ans, qui représente désormais 25 % de la population, à la fois sur le territoire de la CA Arlysère et sur celui du SMAPS. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne française qui est de 23,4 %.

Sur l'ensemble des territoires, le taux de dépendance (c'est-à-dire le rapport en pourcentage entre la population d'âge non actif et la population active) est relativement élevé : 57,49 % pour la CA Arlysère, 59,44 % pour le territoire côté italien, et jusqu'à 64,44 % pour le territoire du SMAPS.

Les territoires italiens du projet comptaient en 2016 un total de 6 946 personnes au chômage (personnes inscrites pour la première fois ou ayant renouvelé leur statut de demandeur d'emploi), ce qui représente 4,07 % des 15-64 ans. Sur ces mêmes territoires, en 2015, ce sont 6401 adultes, ne présentant pas de handicap, qui se sont tournés vers les services sociaux pour des problèmes liés à la détresse économique et sociale. Ce chiffre représente 3,90 % de la population âgée de 18 à 64 ans.

Transport et réseaux routiers

Les zones italiennes concernées par le projet sont toutes desservies par un système de routes communales, provinciales et des lignes de chemin de fer qui les relient à Turin. La zone d'Eporediese comprend un réseau routier et ferroviaire plus important, car il s'agit également d'un territoire de liaison avec la France par l'intermédiaire d'une autoroute qui mène au tunnel du Mont-Blanc. Les territoires de Ciriace -Valli di Lanzo et du Canavese Occidentale connaissent une situation différente, avec un réseau routier moins dense composé essentiellement de routes communales dans un territoire de montagne où le Parc National du Gran Paradiso constitue une frontière physique. La ligne ferroviaire, qui s'arrête dans les communes de Ceres et de Pont Canavese, assure toutefois la liaison avec le chef-lieu et l'aéroport international de Caselle.

Côté français, les territoires du SMAPS et de la CA Arlysère sont globalement bien reliés au reste de la Savoie et aux territoires limitrophes. Le territoire de l'Avant-Pays Savoyard est desservi par l'autoroute A43, autoroute alpine qui relie Lyon à Modane pour rejoindre le tunnel de Fréjus vers l'Italie, et dont l'axe traverse Chambéry en passant à proximité de l'aéroport Chambéry Savoie Mont Blanc. De plus, le territoire du SMAPS est en partie desservi par une ligne de chemin de fer avec trois gares dans l'Avant-Pays. La CA Arlysère est principalement desservie par un réseau de routes départementales et communales s'articulant autour d'Albertville. La commune d'Albertville est par ailleurs traversée par une ligne ferroviaire reliant

plus largement Saint-Pierre-d'Albigny à Bourg-Saint-Maurice, et reliant Albertville à Annecy (Haute-Savoie).

Activités agricoles

Au sein des territoires du projet, les activités agricoles constituent une ressource importante, en particulier pour les territoires italiens. En effet, le territoire de la Ville Métropolitaine de Turin comprend, au dernier recensement (2010) un total de 14 249 exploitations agricoles, pour un total de 263 691 hectares. En comparaison, le département de la Savoie, où sont situés les territoires des partenaires français (SMAPS et Arlysère) comptait, en 2010, 2 750 exploitations, pour une surface totale de 192 000 hectares. Les exploitations agricoles des territoires italiens, si elles sont plus nombreuses, sont en moyenne d'une surface plus petite que celles des territoires français : 24 hectares en moyenne côté italien, contre 42 hectares côté français.

L'âge moyen des dirigeants des entreprises agricoles de la zone, côté italien, est de 60 ans. 13 % d'entre eux ont plus de 75 ans, alors que les 18-30 ans ne représentent que 4 % du total. Les dirigeants des entreprises agricoles âgés de 31 à 45 ans représentent 17 % du total, tandis que la majorité est âgée de 46 à 75 ans (35 % ont entre 46 et 60 ans, et 31 % entre 61 et 75 ans). Ces données révèlent une situation à risque, avec la nécessité de rendre la zone plus attractive pour les jeunes entrepreneurs du secteur agricole.

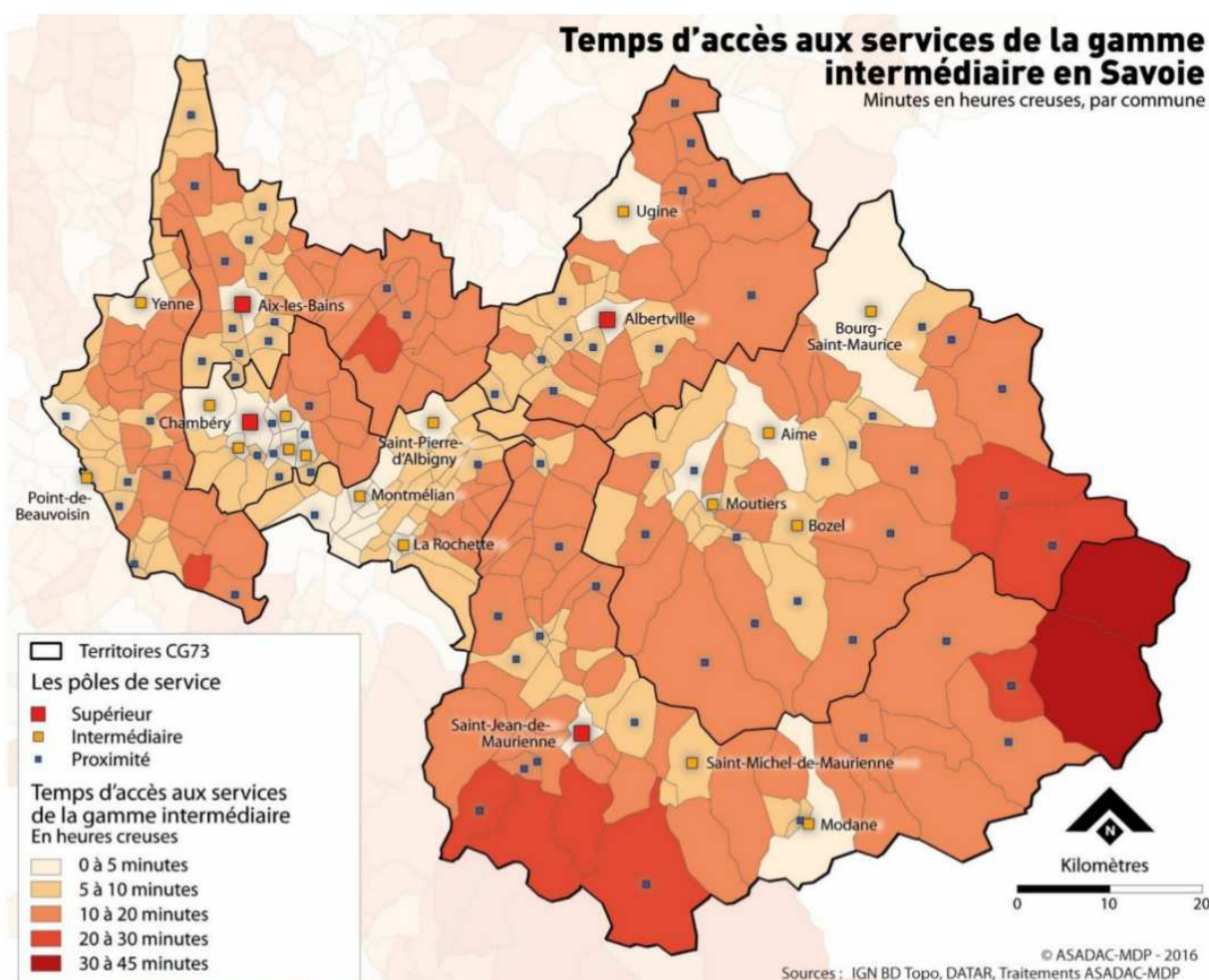
Enfin, il convient de signaler que les femmes ne représentent que 30 % des responsables d'entreprises agricoles dans la zone considérée. Cet aspect est considérable si l'on tient compte du fait que les activités d'agriculture sociale sont largement réalisées par des femmes.

Offre et accessibilité des services

Sur les 39 communes du territoire de la CA Arlysère, le temps d'accès aux services de la gamme intermédiaire¹, en heures creuses, est supérieur à 10 minutes pour la moitié des communes (celles-ci étant majoritairement situées dans la partie nord-est du territoire). Sur les 36 communes du territoire du SMAPS, ce temps d'accès est supérieur à 10 minutes pour une vingtaine de communes. Sur le territoire de la CA Arlysère, ce temps d'accès aux services, plus important que la moyenne française, est en partie contrebalancé par le fait que certaines communes peuvent être considérées comme des pôles de proximité (accès à des services postaux, écoles, petits commerces, banques, pharmacies, médecins...). C'est le cas pour certaines communes du Val d'Arly et de la Haute Combe de Savoie, auxquelles il faut ajouter les pôles urbains d'Albertville et Ugine. Sur le territoire de l'Avant-Pays Savoyard, les communes de Yenne, Pont-de-Beauvoisin et Saint-Genix-sur-Guiers sont les principaux pôles de proximité, avec, dans une moindre mesure, celles de Saint-Béron et de La Bridoire. De plus, sur le territoire du SMAPS, l'accès au panier d'équipements « seniors », tel que défini par l'INSEE (notamment services de santé, services à domicile ou d'hébergement dédiés aux personnes âgées) représente un enjeu car, pour environ la moitié des communes de ce territoire, le temps d'accès à ces

1 La base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE recense 110 typologies d'équipements classés en 3 gammes, en fonction de leur fréquence sur le territoire : une gamme de proximité, une gamme intermédiaire et une gamme supérieure. Plus d'informations sur le site de l'INSEE : <https://insee.fr/fr/statistiques/2578377?sommaire=2410933>

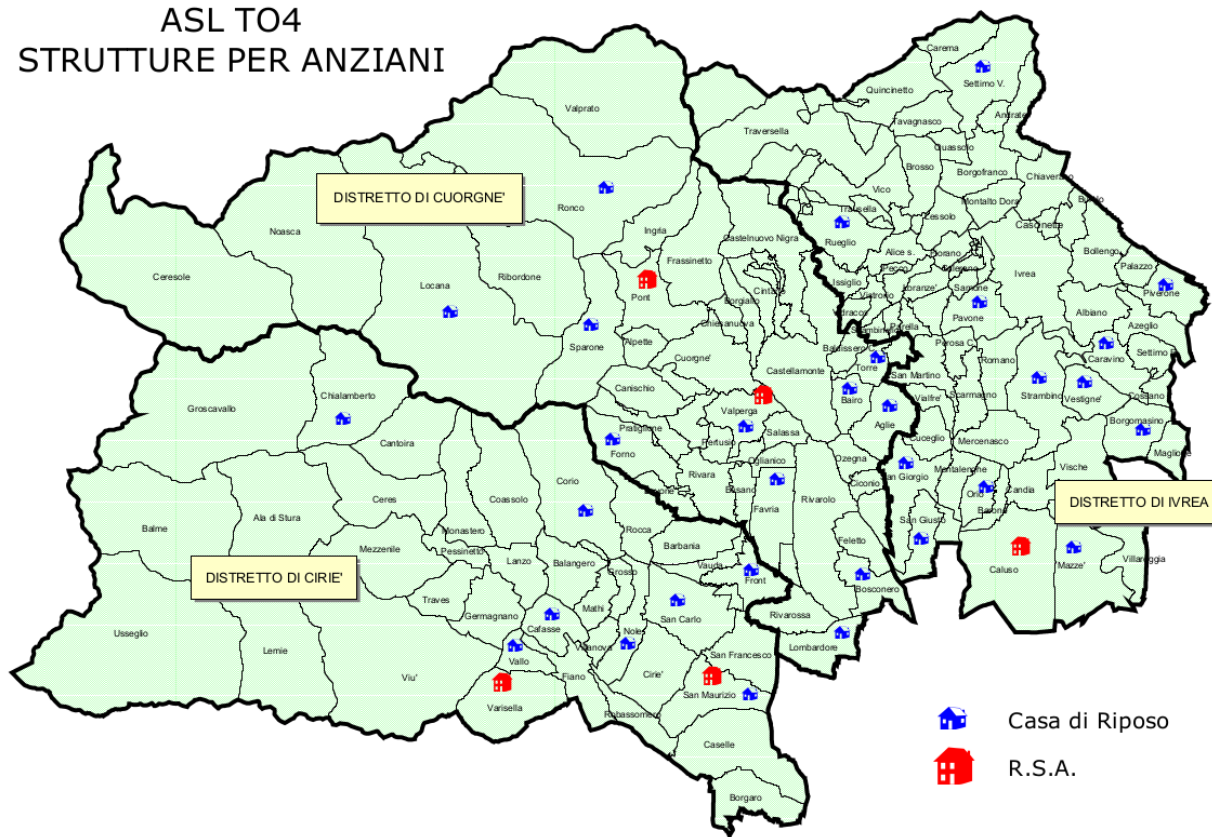
équipements est de l'ordre de 15 à 19 minutes, ces communes faisant partie des zones où les temps d'accès sont les plus longs. A l'échelle de la Savoie, 10 % des personnes âgées de 65 ans ou plus sont à plus de 12 minutes des équipements du panier « seniors ».



Source : Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) de Savoie, 2018, cartographie réalisée par AGATE (Agence Alpine des Territoires) avec les données de l'IGN BD Topo et du CGET.

Sur les territoires italiens, l'implantation et l'accessibilité des services au public et en particulier des services sociaux mettent en avant des situations contrastées. Les pharmacies sont plutôt bien implantées sur l'ensemble des territoires du projet, bien qu'un certain nombre de communes n'en soient pas dotées (ce qui est le cas pour plus de la moitié des communes situées dans le Canavese Occidentale). L'ensemble des territoires disposent de 4 hôpitaux, respectivement situés à Lanzo, Cirié, Cuorné et Ivrea, d'un service de santé à domicile situé à Rivarolo, et de 4 services de continuité des soins situés à Viu', Ceres, Locana et Pont Canavese. Concernant les services dédiés aux personnes âgées, les territoires sont dotés de 31 maisons de repos et de 4 résidences pour personnes âgées (Residenze Sanitarie Assistite – RSA) situées à Varisella, San Maurizio, Valperga et Pont Canavese. On relève toutefois une faible présence de ces services dédiés aux personnes âgées à l'ouest de Valli di Lanzo et au nord-ouest de Canavese Occidentale et d'Eporedise alors même que ces zones comprennent les communes où l'indice de vieillesse est le plus élevé de l'ensemble des territoires italiens du projet.

ASL TO4 STRUTTURE PER ANZIANI



Source : Ville Métropolitaine de Turin

Analyse SWOT

Cette analyse a été réalisée à l'occasion d'une rencontre spécifique associant les représentants des 4 partenaires et élargie à d'autres structures et organismes publics et privés de leurs territoires spécifiques, afin de dresser une analyse partagée par le plus grand nombre. Les résultats de cette analyse sont synthétisés ci-dessous.

Forces :

- La richesse du monde associatif et sa complémentarité avec les pouvoirs publics pour développer les services dans les territoires ruraux ;
- Un mode de gestion intercommunale qui fonctionne bien ;
- Une forte attention portée à l'enfance dans les territoires (formation des opérateurs, système de protection, innovation sociale) ;
- Pour les personnes âgées, une diversification de l'offre de domiciliation, avec, en Italie, une recherche d'intégration sociale ;
- Infrastructures autoroutières, ferroviaires pour le transport de voyageurs et de marchandises en liaison directe avec les principaux centres économiques européens ;
- Pôles urbains/bourgs-centres avec une offre articulée de services (sociaux, culturels, économiques, etc.).

Faiblesses :

- Un manque de proximité des services (les services sont à la fois lointains, et les possibilités de mobilité insuffisantes) ;
- Vieillesse de la population et augmentation du nombre de personnes âgées ;
- Les politiques d'inclusion des populations fragiles sont trop sectorielles ;
- La communication entre les services est insuffisante, ce qui rend l'information moins fluide et compréhensible pour les usagers ;
- Faible participation des populations fragiles et isolées aux instances de décision ;
- Disparité des besoins entre les ménages issus du monde rural et ceux issus de la ville ;
- Arrivée de familles jeunes et de retraités (côté français) qui accroissent les besoins de services et de déplacements ;
- Réduction progressive des services à la population (dispositifs médicaux, culture, formation, etc.) dans les régions de montagne et rurales et concentration dans les centres urbains ;
- Absence d'un réseau de transport en commun capillaire, surtout dans les territoires italiens, au service de la population, des touristes et du système économique dans son ensemble ;
- Demande accrue de services y compris de la part de strates de la population qui par le passé n'avaient pas besoin de services sociaux (nouvelles pauvretés) ;
- Une faible coordination entre le public et le privé en ce qui concerne le financement des plans de services (côté français) ;
- Le manque de mise en réseaux des services entraîne des chevauchements et un manque de coordination ;
- Manque de services petite enfance, les services existants présentent des horaires inadéquats et un manque de places ;
- Manque d'intégration des personnes âgées et handicapées dans des lieux non spécialisés.

Opportunités :

- Réorganisation et renforcement des services à la personne dans les zones plus rurales et de montagne ;
- Développement des services de transport collectifs ou semi-collectifs au profit de tous (résidents, actifs dont travailleurs saisonniers, touristes) ;
- Fournir une meilleure accessibilité et une plus grande diversité modale pour les résidents, les travailleurs et les touristes des régions où les transports en commun sont moins compétitifs ;
- Disponibilité de ressources inédites (agriculture, artisanat, etc.) pour revisiter les services à la personne dans les zones rurales et de montagne ;
- Faire tomber les frontières administratives pour prendre en compte les flux de personnes ;
- La tendance à l'ouverture publique des données (open data) afin d'avoir une analyse commune et partagée des enjeux des territoires.

Menaces :

- Diminution des ressources disponibles pour alimenter des niveaux appropriés de services, à la fois pour des raisons internes (diminution de l'assiette fiscale pour les impôts locaux, structures

administratives plus petites etc.) et pour des raisons externes (coupures dans les transferts aux entités locales, révisions des dépenses publiques etc.) ;

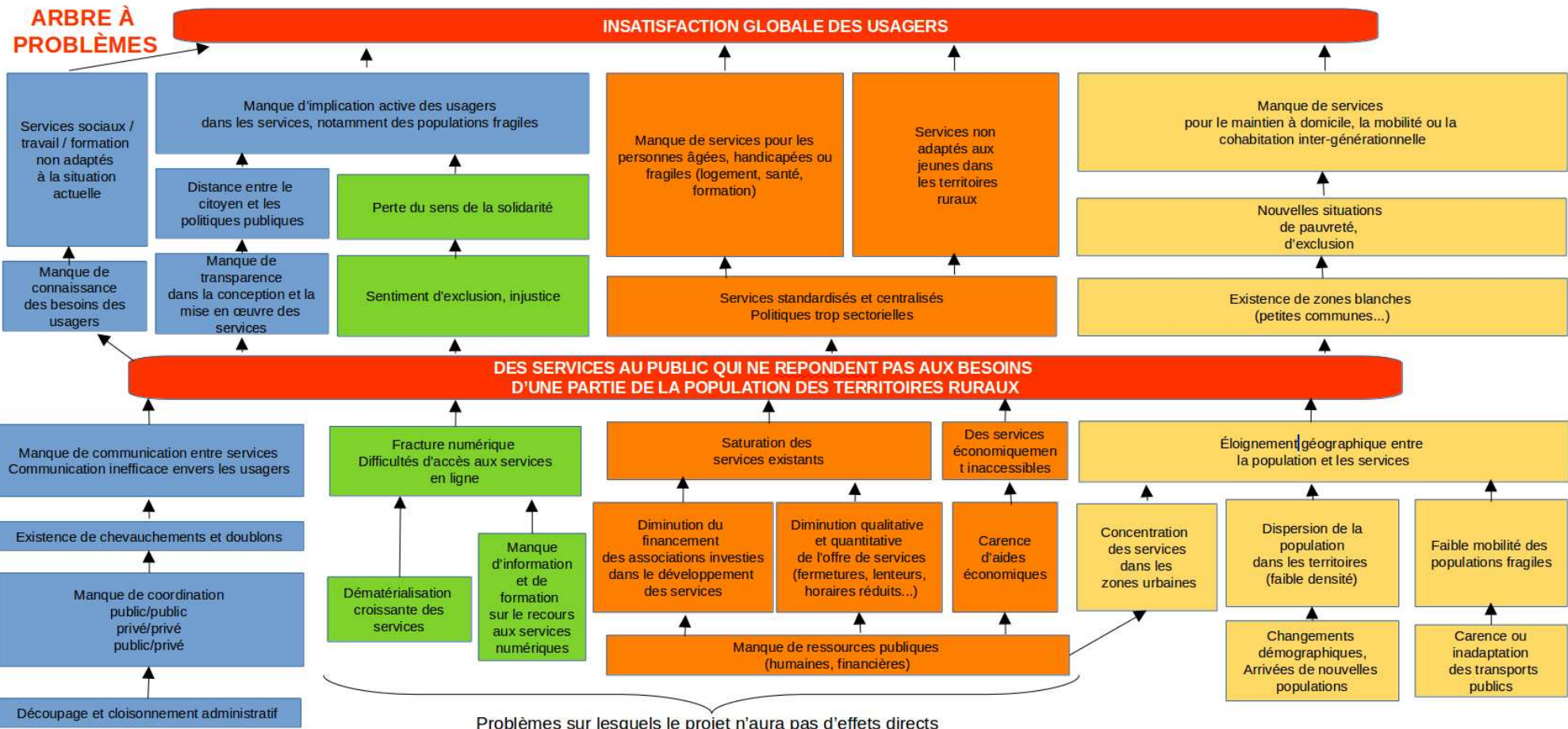
- Le manque de services pour les jeunes dans les territoires ruraux et de montagne risque d'entraîner une fuite de la population jeune et instruite vers les centres urbains ;

- Influence d'une polarité urbaine conduisant à des « territoires dortoirs » ;

- La dématérialisation progressive des services entraîne un risque d'accroissement de la fracture numérique.

L'arbre des problèmes ci-dessous synthétise l'ensemble des problématiques qui ont été identifiées lors de cette phase de concertation.

ARBRE À PROBLÈMES



3.3. Besoins exprimés

L'analyse du contexte territorial complétée par l'analyse SWOT réalisée par les partenaires fait ressortir différents enjeux.

Améliorer le maillage des services

Différentes problématiques ont été repérées concernant le maillage des services. Outre des temps d'accès plus longs que la moyenne, notamment pour les services s'adressant aux personnes âgées, la répartition des services du quotidien est loin d'être homogène sur les territoires. Les changements démographiques (vieillesse de la population) couplés à l'arrivée de nouvelles populations sur les territoires (familles jeunes et retraités, en particulier côté français) renforcent le phénomène de dispersion des habitants dans des zones rurales et de montagne à faible densité. Alors que ces publics sont en demande d'une offre de service supplémentaire ou adaptée, les services au public et services sociaux restent majoritairement concentrés dans les zones urbaines. A cela, il faut ajouter une carence ou une inadaptation des modes de transport qui ont des conséquences sur la mobilité des usagers et constituent un autre facteur d'éloignement géographique entre la population et les services.

Ainsi, l'existence de « zones blanches » (zones peu pourvues en services) dans les petites communes rurales crée des inégalités d'accès aux services. Ces zones blanches risquent de créer des situations d'exclusion, notamment pour des publics déjà en situation de fragilité.

Associer les usagers des services aux instances de gouvernance

Par ailleurs, bien que le territoire transfrontalier soit doté d'un réseau associatif développé, au contact régulier avec les usagers et en capacité de faire remonter les besoins, on observe un manque d'ouverture des opérateurs dans la conception et la mise en œuvre des services. En effet, l'organisation ou la ré-organisation des services sur les territoires sont souvent issues de réflexions s'appuyant sur la logique interne des opérateurs (optimisation, réduction des coûts), sans pour autant tenir compte des besoins réels des usagers. De manière générale, les logiques de partenariat public/privé demanderaient à être davantage développées afin de croiser les regards et les attentes.

Ce manque d'intégration active des usagers et/ou de leurs représentants dans la manière de penser les services crée une distance entre les politiques publiques et les citoyens, lesquels, à leur tour, se sentent moins enclins à s'investir dans des instances de concertation.

Développer le système de connaissance de l'offre et des besoins des usagers

Ce manque d'espaces de gouvernance associant les usagers a une autre conséquence directe : les pouvoirs publics et les opérateurs ont une faible connaissance des besoins des usagers, ce qui ne permet pas d'adapter les services sociaux à la réalité et à la diversité des attentes. De plus, les logiques de découpage et de cloisonnement administratif, le manque de communication entre opérateurs de services, entraînent un défaut de coordination qui

suscitent parfois des chevauchements, voire des doublons dans la manière d'organiser les services.

A contrario, la mise en place d'un système de connaissance comparativement de l'offre (recensement et inter-connaissance des opérateurs et intervenants) et des besoins (connaissance des attentes des usagers) permettrait d'optimiser la présence des services sur les territoires. Dans ce contexte, les usages rendus possibles par l'open-data (ouverture des données) permettraient d'envisager une lecture plus fine des enjeux territoriaux en matière d'accessibilité des services.

Développer l'information sur les services

Le manque de communication entre opérateurs est aussi de nature à brouiller la communication sur les services à destination des usagers. L'information est alors dispersée, difficile d'accès, elle devient moins compréhensible pour les usagers. A cela il faut ajouter le phénomène croissant de dématérialisation des services, qui, s'il n'est pas accompagné, risque de renforcer la fracture numérique, notamment pour des publics déjà en situation de fragilité. Le fait de maintenir des lieux d'accueil physique, où l'information reste disponible, tout en développant la médiation numérique, devient une nécessité.

Conclusion : améliorer l'accessibilité aux services avec une attention particulière pour certains publics

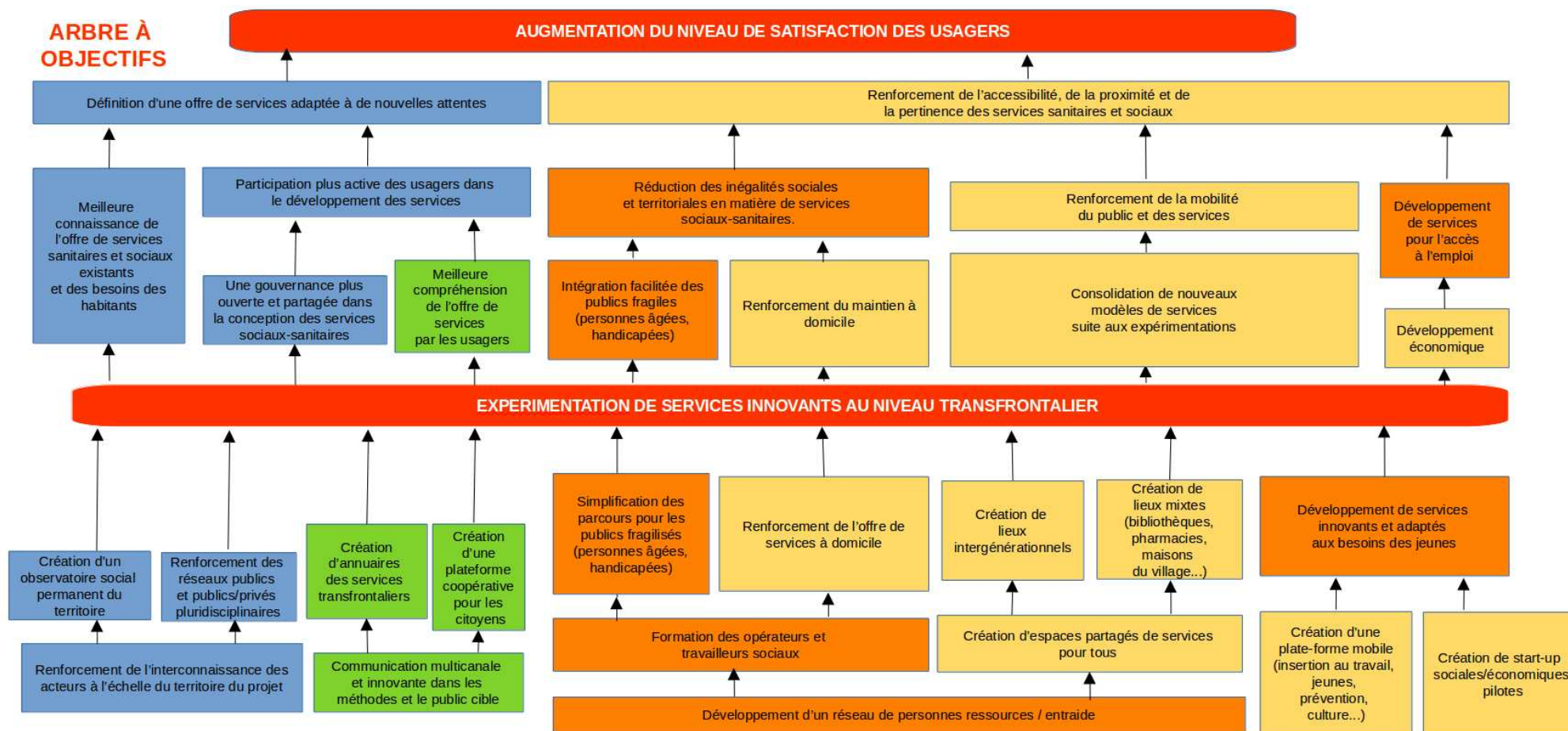
L'ensemble des enjeux détaillés ci-dessus mettent en évidence des politiques sectorielles en matière de services, qui répondent à des logiques de standardisation et de centralisation. De fait, cela entraîne des situations d'exclusion pour certains publics :

- les services dans les territoires ruraux ne sont peu ou pas adaptés aux besoins des jeunes (notamment en matière de formation, ou d'accès à l'emploi). Il y a ainsi un risque de fuite de cette population vers les centres urbains, alors même que les territoires ruraux comprennent une diversité de ressources (notamment agricoles) insuffisamment valorisées auprès des jeunes, qui restent peu représentés dans l'entrepreneuriat agricole ;
- les services dédiés aux personnes âgées et/ou dépendantes sont trop cloisonnés (logement, santé) ou rendent difficile le maintien à domicile ;
- les services ne s'adaptent pas aux personnes en difficulté économique (nouvelles pauvretés), qui, en raison de nouvelles situations de précarité, ont des besoins nouveaux, y compris en termes de mobilité.

Dans tous les cas, les logiques sectorielles actuelles ne permettent pas de développer des liens inter-générationnels et ne favorisent pas la mixité sociale des publics. A contrario, une approche plus transversale entre services (espaces partagés) et entre publics (économie du partage) permettrait de rendre les territoires plus attractifs grâce à une approche CCLD (Community Led Local Development) impliquant la participation des citoyens dans la co-création de politiques de développement local.

L'arbre à objectifs ci-dessous synthétise l'ensemble des réflexions ci-dessus, lesquelles sont issues de la phase de concertation qui a mené à l'élaboration du projet.

ARBRE À OBJECTIFS



04 Le projet, cadre logique

4.1. Logique du projet

Objectif général	Améliorer la qualité, la durabilité et la proximité des services à la population du territoire, par la définition et l'expérimentation d'un service d'aide sociale de proximité, axé sur le bien-être de la communauté, et s'appuyant sur des pratiques innovantes, et collaboratives.	
Objectifs spécifiques	<p>- Définir une offre de services adaptée à l'évolution des besoins et à de nouvelles attentes</p> <p>- Réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services</p> <p><i>Cibles :</i> <i>Moins de 18 ans, personnes âgées et/ou handicapées, personnes vulnérables de 18 à 65 ans.</i></p> <p><i>Territoire :</i> <i>Territoire ALCOTRA, et en particulier, le territoire qui comprend le SMAPS, la CA Arlysère, la partie nord de la Città metropolitana di Torino (zones homogènes 7,8 et 9).</i></p>	
Résultats attendus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Meilleure connaissance de l'offre de services existants et des besoins des habitants 2. Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants 3. Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab 4. Expérimentation de stratégies innovantes d'accès aux services, favorisant la mixité sociale et le lien intergénérationnel 	
Activités	WP 0 Préparation du projet	<i>0.1 Création du dossier de candidature</i>
	WP 1 Gouvernance et gestion administrative fonctionnel aux résultats attendus n°1, 2, 3, 4	<i>1.1. Gestion opérationnelle</i> <i>1.2. Gestion administrative et financière</i> <i>1.3. Suivi et évaluation</i>
	WP 2 Communication fonctionnel aux résultats attendus n°1, 2, 3, 4	<i>2.1. Promotion des services</i> <i>2.2. Diffusion des résultats</i>
	WP 3 Identification des modèles d'intervention fonctionnel aux résultats attendus n° 1, 2 et 3	<i>3.1. Analyse des besoins et de l'offre à l'échelle locale</i> <i>3.2. Définition de schémas de fourniture de services</i> <i>3.3. Modélisation et intégration avec d'autres plans et projets</i>

	<p>WP 4 Expérimentation des modèles fonctionnel aux résultats attendus n° 2, 3 et 4</p>	<p><i>4.1. Activation des espaces de services partagés « Bien Vivre »</i> <i>4.2. Modélisation et évaluation des expérimentations</i> <i>4.3. Intégration avec d'autres plans et projets</i></p>
--	--	--

4.2. Référence au programme ALCOTRA : O.S.

Le projet Socialab s'inscrit dans les objectifs du programme ALCOTRA, dans le cadre de l'axe 4 « Inclusion sociale et citoyenneté européenne », et en particulier de l'objectif spécifique 4.1.

AXE 4 : INCLUSION SOCIALE ET CITOYENNETE EUROPEENNE

Objectif spécifique 4.1 : Favoriser les services socio-sanitaires pour lutter contre le dépeuplement en zones de montagne et rurales. Mettre au point des services sanitaires et sociaux, en particulier dans les zones rurales et de montagne.

Lutter contre le dépeuplement en zones de montagne et rurales implique nécessairement de travailler sur la proximité et l'accessibilité des services :

- un premier enjeu est l'inclusion et le maintien du lien social pour les personnes originaires de ces territoires et qui sont en situation de vulnérabilité. L'analyse SWOT a en effet montré que les territoires du projet sont particulièrement concernés par le phénomène de vieillissement de la population, voire de risque de précarisation et d'exclusion pour des personnes en difficulté économique.
- Un second enjeu est l'attractivité du territoire pour les nouveaux arrivants ou les personnes souhaitant s'y établir durablement. Les jeunes et les familles doivent en effet pouvoir accéder à une offre de services complète, ce qui est souvent loin d'être acquis en milieu rural et de montagne.
- Un troisième point, non moins important, est donné par la nécessité de rendre attractifs ces territoires aussi aux personnes n'étant pas en situation de vulnérabilité. Les données statistiques indiquent que dans le territoire, surtout dans certains secteurs, la présence de jeunes entrepreneurs est limitée. Pour répondre au vieillissement de la population et des entreprises, il est certainement nécessaire d'intervenir avec des parcours d'innovation (en lien avec le projet InnovLab), mais aussi en offrant des services adaptés pour l'amélioration de la qualité de la vie.

Pour faire face à ces trois enjeux, le projet consistera à **renforcer la présence et le recours aux services existants**, par des logiques de mutualisation sur des lieux partagés, d'intervention de managers sociaux pour animer des réseaux de proximité formels et informels et des outils innovants pour la mobilité des personnes fragiles, qui assureront le rôle de relais, mais aussi de modes de communication et d'information innovants. Le projet permettra

également de **développer de nouveaux services**, notamment en matière d'inclusion dans l'environnement rural des publics en difficulté ou en termes de montée en autonomie et en capacité des publics jeunes.

Le projet vise également à instaurer des modes de gouvernance nouveaux, favorisant l'innovation sociale, notamment à travers le développement de partenariats publics-privés. De plus, la mise en place d'approches bottom-up permettra l'implication concrète des usagers dans l'amélioration de la qualité et l'accessibilité des services, mais aussi dans le développement de nouveaux services et/ou de nouveaux modes d'organisation des services. Cette approche est de nature à favoriser l'inclusion sociale.

La dimension transfrontalière du projet permettra de mettre en place des actions communes pour répondre à des enjeux identifiés à la fois comme similaires mais nécessitant également des actions adaptées en fonction des territoires. Le travail transfrontalier permet aussi de créer de l'émulation par l'échange de pratiques dans la manière de concevoir et mettre en œuvre les services sociaux, et plus généralement les services au public. De manière générale, le bilan des actions et expérimentations mises en œuvre par le partenariat Socialab fera l'objet d'une évaluation et d'une analyse partagées (définition de modes opératoires et de critères communs).

Le projet contribuera ainsi à accroître la valeur des indicateurs de réalisation et de résultat de l'objectif spécifique 4.1., en développant de nouveaux services et en visant un niveau de satisfaction élevé des utilisateurs des services au public et services sociaux expérimentés dans la zone transfrontalière.

4.3. Objectif général

L'objectif général du projet est d'améliorer la qualité, la durabilité et la proximité des services à la population du territoire, par la définition et l'expérimentation d'un service d'aide sociale de proximité, axé sur le bien-être de la communauté, et s'appuyant sur des pratiques innovantes, et collaboratives (mode Lab).

Ces pratiques collaboratives permettront d'acquérir une meilleure connaissance du territoire et des besoins, au plus près des usagers. L'implication des usagers permettra également de concevoir de nouveaux services, ou de nouvelles manières d'organiser les services, sur un mode innovant : dans ce modèle, l'utilisateur n'est plus seulement utilisateur du service, il en devient acteur à part entière.

De fait, ces pratiques collaboratives en mode « Living Lab » favoriseront la création d'un réseau de services d'aide sociale de proximité et l'expérimentation de modèles axés sur le bien-être de la communauté. En effet, le postulat est que le bien-être de la communauté (satisfaction des besoins, sentiment d'inclusion) peut largement être atteint si les services sont pensés et mis en œuvre par et pour les usagers. Cet aspect est cohérent avec la stratégie générale du PITER GRAIES Lab, qui est de rendre le territoire attractif, en particulier dans les zones rurales et de

montagne, grâce à une méthodologie de travail se basant sur la co-création ouverte, l'approche CCLD et les Living Lab.

Cet objectif s'inscrit en cohérence avec la stratégie EUROPA 2020, qui comprend notamment un objectif d'inclusion sociale par la réduction des risques de pauvreté et d'exclusion. Le projet est également cohérent avec la stratégie macro-régionale EUSALP qui prévoit, dans le groupe d'action 5, de promouvoir l'accessibilité aux services publics.

4.4. Objectifs spécifiques

En lien avec l'objectif spécifique 4.1, le projet Socialab comprend deux objectifs spécifiques :

- Définir une offre de services adaptée à l'évolution des besoins et à de nouvelles attentes – W.P. 3.1 3.2 et 3.3 ;
- Réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services – W.P. 2.1. 4.1 4.2 et 4.3

Définir une offre de services adaptée à l'évolution des besoins et à de nouvelles attentes

Afin de structurer et d'optimiser l'offre de services dans les zones rurales et de montagne du territoire du projet, il est nécessaire d'établir au préalable un diagnostic de territoire. Ce diagnostic est essentiel afin de recenser l'existant mais aussi d'identifier les comportements et habitudes des usagers.

L'objectif est d'analyser et de comparer :

- d'une part l'offre de services existante et présente sur le territoire : repérage des zones déjà bien pourvues par thématique de services, repérage des zones blanches, mais aussi identification de ressources différentes, susceptibles d'être mobilisées de façon nouvelle (ex : agriculture) dans la logique de l'innovation sociale. S'appuyer sur l'existant est important car l'analyse du contexte du territoire par les partenaires a montré que le manque de coordination ou simplement d'interconnaissance entre opérateurs de services pouvaient susciter des doublons et de fait un manque de lisibilité pour les usagers ;
- d'autre part les besoins actuels et/ou non pourvus en associant les usagers à la démarche. Cela permet notamment d'identifier les habitudes de fréquentation, de comprendre pourquoi certains services sont saturés quand d'autres sont sous-utilisés.

Cette étape de diagnostic permettra la création d'un observatoire du territoire (WP 3.1) et la définition de schémas de services locaux (WP 3.2), qui serviront alors d'outils de planification. Pour que ces outils de planification soient opérants, le partenariat définira des indicateurs d'évaluation (WP 3.3) qui seront utilisés pour suivre les expérimentations du WP 4.

L'étape du diagnostic, selon la démarche Living Lab, est également importante dans la mesure où elle permet, en règle générale, d'associer l'utilisateur à la conception du service. Les avantages sont multiples :

- confrontation des résultats du diagnostic avec la réalité telle que vécue par les usagers, qui permet d'affiner ou de conforter le diagnostic ;
- conception de services en adéquation avec le besoin réel de l'utilisateur, et non en fonction des seules contraintes matérielles ou organisationnelles des opérateurs ;
- identification de personnes ressources, dans le cadre des Lab, qui seront un appui pour la mise en œuvre, et faciliteront la diffusion des expérimentations.

Réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services

Améliorer la qualité et la proximité des services sur ces territoires implique également de réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services.

Comme l'a montré l'analyse du contexte territorial, les freins à l'accessibilité des services sont multiples : manque d'information, éloignement géographique entre les services de base et de nombreux usagers, horaires d'ouverture inadéquats, rigidité de l'offre de services.

En fonction des résultats du diagnostic et du plan d'actions des schémas de services locaux, le projet SocialLab permettra de mener des expérimentations, pour réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services, selon trois approches complémentaires :

1. Faire en sorte que le service se rapproche de l'utilisateur (WP 4.1), en mobilisant et en animant des « managers sociaux » sur les territoires, qui assureront un relais entre les usagers et les opérateurs de services. Ces managers sociaux interviendront au plus près des réalités des territoires : recensement des besoins, relais d'information, proposition de solutions adaptées... Au contact direct avec les usagers et les réseaux de solidarité locale, ces managers sociaux contribueront à renforcer la proximité des services, notamment pour les publics en difficulté et éloignés des services. De plus, d'un point de vue économique, cette approche peut conduire à une réduction du coût des interventions sociales pour les populations fragiles, avec une référence particulière aux maladies chroniques : réduction du coût des infrastructures dans le cas de l'entretien à domicile, économies d'échelle dans le cas du partage des espaces de vie diurne.
2. Faire en sorte que l'utilisateur se rapproche du service (WP 4.3), en développant la mobilité des usagers, notamment des plus fragiles. Au-delà d'un service en tant que tel, la mobilité peut aussi être créatrice d'emplois, y compris pour des publics en difficulté économique. Cette typologie d'expérimentations se fera en lien étroit avec le projet MobiLab.
3. Inventer des logiques intermédiaires (WP 4.1), en créant des espaces partagés ou lieux de rencontres qui permettent, en un seul endroit, de mutualiser l'accès à une variété de services, avec une entrée généraliste (maison de services au public) ou plus spécifique (résidences pour personnes âgées, entreprises agricoles, marchés des agriculteurs...).

Ces expérimentations concerneront en particulier les jeunes, les personnes âgées et/ou dépendantes et les personnes en difficulté économique, dans un même objectif d'inclusion sociale. Une attention particulière sera portée à l'évaluation et la modélisation des

expérimentations (WP 4.2) afin de favoriser leur capitalisation et leur répliquabilité en dehors des territoires du projet.

L'ensemble de ces solutions se veulent complémentaires, elles permettent dans leur ensemble d'améliorer la proximité des services, et donc de faciliter le maintien des populations et des familles au sein du territoire du projet, mais aussi de rendre ce territoire attractif pour de potentiels nouveaux arrivants.

4.5. Typologie des actions prévues

Le projet Socialab prévoit plusieurs types d'actions, toutes conformes aux typologies d'actions prévues dans le cadre de l'objectif spécifique 4.1 « Services sanitaires et sociaux », en particulier :

- **l'expérimentation de « modèles organisationnels pour la création et la gestion d'espaces polyvalents de rencontre, de services d'inclusion/activités sociales dans les zones de montagne destinés à des personnes en difficulté »** : actions visant à développer des espaces de services partagés (mutualisation de services en un même lieu), ou à ouvrir des lieux spécialisés à de nouveaux publics (résidences pour personnes âgées ouvertes sur l'extérieur, entreprises agricoles, marchés des agriculteurs...), actions étendues à d'autres opérateurs dans le cadre de l'intégration avec les autres projets simples du PITER GRAIES Lab (WP 2.1, 3.1, 4.1 et 4.3)
- **la « construction de réseaux d'échange de bonnes pratiques dans les différents territoires »** : l'ensemble des actions menées donneront lieu à de l'échange de pratiques, notamment à travers l'organisation de voyages d'études, l'évaluation partagée des expérimentations et de la manière de les transférer d'un territoire à l'autre, la diffusion des résultats du projet et l'intégration avec d'autres projets (WP 2.1, 2.2., 3.1, 3.2, 3.3, 4.1, 4.2 et 4.3)
- **des « actions destinées à accroître l'autonomie et le maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes grâce à des services innovants tels que [...] soutien aux activités quotidiennes et à l'accès aux services du territoire »** : actions de sensibilisation permettant l'adaptation de l'habitat des personnes âgées et dépendantes afin d'améliorer la santé et le confort des personnes (accès facilité aux services de rénovation énergétique, habitat partagé...) dans le cadre des WP 2.1 et 4.1.
- **le soutien aux réseaux de proximité pour répondre aux besoins de la population** : identification et formation de managers sociaux, actions visant à favoriser l'accès au droit des personnes vulnérables, en matière juridique, de santé ou d'accès au numérique, analyse des besoins des usagers en mode Lab en s'appuyant sur les réseaux de proximité, intégration avec d'autres projets s'appuyant déjà sur des réseaux de proximité (WP 2.1, 3.1, 4.1 et 4.3)

Types d'actions	WP 2		WP 3			WP 4		
	2.1	2.2	3.1	3.2	3.3	4.1	4.2	4.3
Expérimentation de modèles organisationnels pour la création et la gestion d'espaces polyvalents de rencontre, de services d'inclusion/activités sociales dans les zones de montagne destinés à des personnes en difficulté								
Construction de réseaux d'échange de bonnes pratiques dans les différents territoires								
Actions destinées à accroître l'autonomie et le maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes grâce à des services innovants								
Soutien aux réseaux de proximité pour répondre aux besoins de la population								

4.6. Résultats attendus

Les résultats attendus du projet SocialLab sont au nombre de quatre :

1. Meilleure connaissance de l'offre de services existants et des besoins des habitants ;
2. Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants ;
3. Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab ;
4. Expérimentation de stratégies innovantes d'accès aux services, favorisant la mixité sociale et le lien intergénérationnel.

Meilleure connaissance de l'offre de services existants et des besoins des habitants (WP 3.1)

Le projet SocialLab permettra de construire un système de connaissance des territoires concernés sur la thématique des services au public et particulier des services sociaux. Ce système de connaissance se traduira par :

- des données quantitatives et qualitatives sur l'offre de services existants mais également sur les besoins des habitants (bilan territorial consolidé) ;
- des retours d'expérience permettant de capitaliser les expérimentations déjà menées sur les territoires en matière de services à la population, en mettant l'accent tant sur les aspects positifs que sur les points d'amélioration.

Cette meilleure connaissance tant de l'offre de services que des besoins des habitants sera un outil précieux, au-delà de la durée du projet, pour éclairer et appuyer les processus décisionnels à venir : - sur la mise en place de nouveaux services ;

- sur le regroupement et/ou la mutualisation de services existants.

Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants (WP 3.2, 3.3, 4.2)

Au-delà du système de connaissance en lui-même (analyse participative avec l'utilisateur, bases de données, système documentaire...), le projet donnera lieu à la création d'outils d'analyse de la pertinence de l'offre de services des territoires par rapport aux besoins des habitants. Ces outils d'analyse se déclineront de la manière suivante :

- la définition d'indicateurs de mesure de la qualité sociale et de la durabilité des expérimentations (WP 3.3) dont la pertinence sera éprouvée dans le cadre des expérimentations qui seront menées dans le WP 4 ;
- le résultat des expérimentations elles-mêmes qui permettront de valider ou d'affiner les hypothèses formulées lors de l'étude préalable du territoire (par exemple : à quelles conditions la création d'espaces de services partagés répond concrètement aux besoins des habitants ? Quels sont les facteurs de succès et les risques ? Comment maîtriser ces risques ? ...) - WP 4.2

Les indicateurs, les fiches expériences et la documentation d'analyse des leviers et des freins trouveront une pérennité dans les pratiques des partenaires, et plus largement des territoires, au-delà de la durée du projet. Ils constitueront en effet une méthodologie de travail transférable sur des projets à venir, grâce à l'appropriation par les acteurs des outils d'analyse.

Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab (WP 3.1 et 4.3)

La méthode Living Lab, que nous décrivons plus précisément dans le chapitre 4.7, est un mode de gouvernance innovant qui présente entre autres l'avantage d'associer étroitement les usagers à la conception et la mise en œuvre de l'offre de services, en les rendant acteurs de la démarche.

Comme les autres projets simples du PITER Graies Lab, le projet Socialab place la méthode Living Lab au cœur de sa conception et de sa mise en œuvre. Ces nouvelles formes de gouvernance bottom-up associant les usagers et plus généralement les parties prenantes des territoires ont en partie déjà été testées par certains territoires du projet, qui auront ainsi les clés pour appréhender le déploiement de la démarche.

Une fois instaurés, les modèles de gouvernance selon la méthode Living Lab auront vocation à perdurer pour plusieurs raisons :

- les techniciens , au même titre que les instances classiques de décision politique, seront acculturés à l'animation de démarches participatives ;
- une synergie entre les acteurs des services (organismes publics, opérateurs privés, associations) et les citoyens aura permis de confronter les points de vue en vue d'aboutir à une vision partagée. Ce processus d'intelligence collective, s'il démontre son efficacité, emportera

l'adhésion des parties prenantes sur son bien-fondé. Les acteurs mobilisés dans le cadre du projet prendront alors l'habitude de travailler sur ce mode de gouvernance.

Au-delà du périmètre géographique et de la durée du projet, la diffusion et l'analyse des résultats portera aussi sur l'expérimentation de ce mode de gouvernance « Living Lab », afin d'envisager un transfert sur d'autres territoires ou d'autres projets à venir.

Expérimentation de stratégies innovantes d'accès aux services, favorisant la mixité sociale et le lien intergénérationnel (WP 4.1 et 4.3)

Afin de contribuer à l'atteinte de l'objectif spécifique de réduction des inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services, il convient de s'écarter des approches traditionnelles, telles que décrites dans le SWOT (les faiblesses), pour expérimenter des stratégies innovantes, basées non seulement sur l'approche Living Lab, mais aussi sur l'approche CCLD (Community Led Local Development). Les territoires disposent en effet de ressources qui, une fois identifiées (en lien avec le résultat attendu n°1), seront davantage valorisées et mises à contribution pour renforcer l'accès aux services. Ces ressources sont les opérateurs de services existants (y compris le secteur privé), mais aussi les ressources agricoles, voire les usagers eux-mêmes. C'est pourquoi les stratégies expérimentées ne viseront pas à introduire une nouvelle strate de services, mais bien à s'appuyer sur des logiques de communauté et de réseaux de proximité existants, afin d'imaginer de nouvelles manières d'intervenir dans les territoires.

Les actions de communication multicanales et innovantes dans les méthodes et les publics cibles permettront une meilleure compréhension de l'offre de services par les usagers. Cette meilleure compréhension permettra de lutter contre des phénomènes de non-recours à certains services existants ou de mauvaise orientation. De plus, les usagers, même en situation de fragilité, seront d'autant plus enclins à participer activement au développement de nouveaux services qu'ils appréhenderont mieux l'offre de services existante.

Les parcours des publics fragilisés (personnes âgées et dépendantes, personnes en difficulté économique) seront simplifiés, ce qui facilitera leur intégration sociale :

- le renforcement de l'offre de services à domicile permettra le maintien à domicile de personnes qui auparavant n'en auraient pas eu la possibilité ou les moyens économiques ;
- la mobilisation d'un réseau de managers sociaux et la création d'espaces de services partagés pour tous, la création de lieux intergénérationnels, ainsi que l'utilisation innovante de ressources telles que les entreprises agricoles et les marchés de producteurs, contribueront conjointement à l'inclusion sociale ;
- l'amélioration des possibilités de mobilité pour les personnes isolées leur permettra d'accéder aux établissements de santé et aux lieux de rencontres, là où il n'est pas possible de travailler sur des réseaux de proximité.

Enfin, le développement de services innovants et adaptés aux besoins des jeunes (notamment via la création de start-up pilotes à vocation sociale, le renforcement des capacités des jeunes)

favorisera le développement économique des territoires concernés et en particulier le développement de services pour l'accès à l'emploi.

Les espaces de services partagés qui seront expérimentés dans le cadre du WP 4.1 serviront eux-mêmes de laboratoires d'innovation. En effet, la logique de mutualisation à l'oeuvre dans ces espaces sera analysée avec deux enjeux sous-jacents :

- la pérennisation : il s'agira, à travers un premier bilan, d'évaluer si la création et le développement de ces espaces aboutit de fait à une efficacité collective à moindre coût, tout en répondant à des besoins non pourvus auparavant. Ce travail permettra de garantir, moyennant d'éventuels ajustements, le maintien dans la durée de ces espaces de services partagés ;
- la transférabilité du modèle : en fonction de facteurs de succès ou de points de vigilance identifiés, le projet permettra d'envisager la diffusion de ce modèle de mutualisation, apportant ainsi une offre de services supplémentaires par la présence collective de services là où, pensés séparément, ces services n'auraient pu être présents.

Lien avec les indicateurs

L'objectif spécifique 4.1 « Favoriser le développement de services sanitaires et sociaux afin de lutter contre le dépeuplement des territoires ruraux et de montagne » prévoit :

- l'indicateur de résultat suivant : Niveau de satisfaction des utilisateurs des services sanitaires, sociaux et d'aide à la personne expérimentés dans la zone transfrontalière ;
- l'indicateur de réalisation suivant : Nombre de services et interventions développés.

Concernant l'indicateur de résultat, le niveau de satisfaction des utilisateurs des services expérimentés dans la zone transfrontalière fera partie des indicateurs de référence pour l'évaluation du projet. Ce niveau de satisfaction portera tant sur le contenu (les expérimentations de stratégies innovantes d'accès aux services) que sur la forme (le modèle de gouvernance selon l'approche « Living Lab »), et contribuera à évaluer si le projet a bien permis de réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services. Pour ce faire, des sondages, dont les modalités seront définies conjointement entre les partenaires, seront effectués auprès des usagers, dans le cadre des activités du WP 4.2. Le niveau de satisfaction visé est de 80 %.

Concernant l'indicateur de réalisation, à savoir le nombre de services et interventions développés, l'objectif est d'en développer **quatre** :

- 1 intervention d'analyse des besoins et de l'offre avec la méthode Living Lab (WP 3.1)
- 1 intervention visant à planifier des schémas de services locaux (WP 3.2)
- 1 service d'entraide sociale de proximité (WP 4.1)
- 1 service de mobilité solidaire et de tourisme accessible (WP 4.3)

La mutualisation de moyens et la mixité des publics seront les fils conducteurs de ces services/interventions, afin d'assurer un impact maximum, tant au niveau de la durabilité économique des dispositifs qu'en termes d'appropriation par les publics.

Valeur ajoutée de l'approche intégrée (transfrontalière)

Bien que les constats qui ont mené à la construction de ce projet de coopération transfrontalière soient partagés entre les partenaires (nécessité d'améliorer l'offre de services), tous ne partagent pas les mêmes expériences en termes de :

- manière d'organiser localement les services ;
- méthodologie de travail mise en œuvre pour analyser et mieux connaître les territoires (types de données, informations difficiles à croiser ou à recouper...) ;
- solutions envisagées par le passé face à la diminution de l'offre de services en milieu rural et aux inégalités qui en résultent ;
- expériences et leçons tirées de l'expérimentation de ces solutions.

De plus, compte-tenu des réglementations en France (exemple : schémas de services) et en Italie (exemple : agriculture sociale), les mises en œuvre devront s'adapter à ces différences.

En particulier, les activités des WP 3 et WP 4 seront menées de trois manières :

- des méthodologies similaires afin de garantir la valeur ajoutée de l'approche transfrontalière (WP 3.1, 3.3, 4.1 et 4.2) ;
- des approches spécifiques en fonction des publics cibles prioritaires identifiés sur les différents territoires du projet (WP 4.1, 4.3) ;
- le transfert de bonnes pratiques non présentes de part et d'autre de la frontière (WP 3.2).

Le fait d'aborder le projet SocialLab à travers une approche transfrontalière présente ainsi des avantages à plusieurs niveaux :

- **pour les partenaires** : l'échange de pratiques culturelles dans la manière d'aborder les services au public et services sociaux (groupe de travail partagé, retours d'expérience, voyages d'études...) créera une émulation qui permettra de part et d'autre de la frontière d'envisager de nouvelles manières de faire. De plus, les partenaires pourront s'appuyer les uns les autres sur leurs expertises complémentaires afin d'aboutir à la définition de méthodologies communes (tant dans la manière de définir l'offre de services que dans la manière de l'évaluer) ;
- **pour les groupes cibles** : la mise en place d'une gouvernance transfrontalière permettra d'associer les usagers sur un mode opératoire similaire tout en analysant les comportements, différents d'un territoire à l'autre, et riches d'enseignements ;
- **pour les zones du projet** : les territoires concernés bénéficieront d'une réduction des inégalités en matière d'accès aux services par la mise en œuvre des mêmes modes opératoires à l'échelle transfrontalière (espaces de services partagés, managers sociaux, mutualisation de lieux et de moyens...) ;
- **pour la zone du programme** : bien que les partenaires du projet ne couvrent qu'une partie de la zone du programme, les résultats des expérimentations menées seront diffusés plus

largement au sein de cette zone afin d'envisager de transférer certaines méthodologies ou approches à d'autres territoires rencontrant des problématiques similaires en matière d'accès aux services, qu'ils soient en France ou en Italie.

4.7. Caractéristiques innovantes

Les aspects innovants qui caractérisent le projet Socialab sont de deux types : d'un côté les facteurs imputables à la stratégie globale du PITER GRAIES Lab, de l'autre les facteurs propres au projet.

Stratégie du PITER GRAIES Lab

Faisant référence au PITER GRAIES Lab, et tels que décrits dans la note détaillée du PCC, les aspects innovants concernent :

- La lecture du PITER GRAIES Lab comme un élément innovant par rapport aux dynamiques de développement des territoires ;
- L'intégration thématique et l'intégration méthodologique, poursuivant le travail et la configuration choisis durant la phase de candidature.

PITER GRAIES Lab comme facteur innovant des territoires

Le partenariat du PITER, et donc aussi celui de Socialab, considère le PITER GRAIES Lab comme le début d'un itinéraire d'innovation territoriale.

Par innovation territoriale on entend la stimulation (directe ou indirecte) d'un changement dans les caractéristiques sociales, économiques, de gouvernance, etc. des contextes locaux et supra-locaux suivant une logique de mise en œuvre des opportunités et/ou de qualité.

En se référant spécifiquement au PITER GRAIES Lab on peut observer la dimension « innovation » que ce soit en adoptant un point de vue interne qu'externe au PITER.

En ce qui concerne le point de vue interne, comme décrit ci-dessus, les actions, l'approche, la structure, le parcours de travail et les résultats attendus du PITER GRAIES Lab peuvent tous être considérés comme des éléments d'innovation pour le territoire.

En observant le PITER de l'extérieur, en tant que partie des dynamiques de développement des territoires, il peut être considéré comme un laboratoire territorial d'innovation thématique et sur le plan de la gouvernance, comme le début d'une trajectoire d'innovation territoriale.

Si nous plaçons le PITER dans la spirale de l'innovation nous pouvons observer que : la phase 1 correspond à la phase où les partenaires ont partagé l'opportunité de travailler ensemble et de saisir le « défi » promu par ALCOTRA. Dans la deuxième phase les partenaires ont travaillé méthodiquement et de manière intégrée et partagée à la définition des projets (phase de candidature). Les phases 3, 4 et 5 correspondent à la période de mise en œuvre au cours de

laquelle nous expérimenterons des outils.



Image tirée de Scuola di Tecnologia Civiche (Ecole de Technologies civiles), intervention de Marco Zappalorto, Nesta Italia (Nesta Italia, Innovation Teams and labs. A practice guide, ©Nesta 2014, p. 14²

La phase 5 est la phase dans laquelle débutera le parcours de réflexion et de la première mise en valeur du travail effectué et des compétences et connaissances acquises, un travail qui devra nécessairement se produire dans les pages successives de la spirale d'innovation, phases qui ne rentrent pas dans l'arc temporel du PITER. Par conséquent, le parcours de valorisation, aura lieu dans le PITER, avec une réflexion précise sur l'avenir, et il devra être un Objectif de chaque partenaire individuel et du partenariat dans son ensemble.

Intégration thématique

Le PITER GRAIES Lab, et donc aussi SocialLab, est caractérisé par deux types d'Intégration thématique (ce que l'on fait): Intégration thématique interne et l'Intégration thématique externe.

L'intégration thématique interne concerne les synergies entre les actions envisagées non seulement au sein des projets simples du PITER mais aussi entre projets simples. En effet, dans le PITER, les projets simples sont reliés entre eux: il y a des dynamiques d'utilité fonctionnelle (je réalise une action spécifique pour un projet qui me permettra de mettre en œuvre d'autres actions pour un autre projet) et/ou dynamiques de partenariat avec un Objectif partagé (l'ensemble des actions de plusieurs projets permet d'atteindre un résultat spécifique).

L'intégration thématique externe, prend en considération les intégrations thématiques avec d'autres projets développés sur le territoire local, au niveau de la zone du PITER et à échelle européenne et internationale. Dans ce cadre s'insèrent les intégrations repérées lors de la phase

² Document disponible sur le site de Nesta.uk : www.nesta.org.uk/publications/innovation-teams-and-labs-practice-guide

de candidature avec les PITEM et les autres PITER. (Pour plus d'informations voir la section 4.11.)

Intégration méthodologique

Ce niveau d'intégration concerne le "comment ça se passe" et fait référence à tous les aspects communs des projets simples (y compris SocialLab) et qui concourent à poursuivre les objectifs généraux du PITER, alignés avec la stratégie/l'idée forte identifiée.

A l'intérieur de l'Intégration méthodologique nous retrouvons :

- PCM – Approche du Cadre Logique (pour plus d'informations consulter l'Annexe 6 de la Stratégie du PITER GRAIES Lab);
- Co-création ouverte;
- Approche Lab.

Co-création ouverte

Co-création signifie « donner vie avec » à des stratégies et solutions avec d'autres personnes, en tenant compte d'autres points de vue, d'une variété de besoins, en mettant en réseau informations, connaissances et ressources. La co-création permet des approches personnalisées, adaptées aux exigences des citoyens et des entreprises, et prête une attention particulière à la co-diffusion, au partage et à la valorisation des résultats, des compétences et des connaissances apprises pour répondre à des besoins spécifiques.

Dans le cadre du PITER, l'objectif est de développer et promouvoir une « co-création ouverte », soit un parcours de co-création dans lequel la dimension de base de données ouverte (open data) est un élément essentiel et pivot.



Cycle de vie de l'innovation³
(OECD, Public sector innovation lifecycle study on learning for innovation)

³ OECD, Public sector innovation lifecycle study on learning for innovation

Cette approche méthodologique permettra de:

- rechercher simultanément, sur le même territoire, dans un temps restreint, avec une mise en parallèle constante/un échange constant, les solutions optimales en fonction des cinq éléments clés (gouvernance, innovation, tourisme, mobilité et services sociaux);
- disposer des compétences territoriales, thématiques et techno-opératives d'un nombre significatif d'acteurs (les partenaires avec des relais dans leurs réseaux locaux et supra-locaux);
- mettre en valeur l'expérience et les résultats obtenus au fur et à mesure.

Approche Living Lab

Les partenaires, comme décrit, considèrent le PITER GRAIES Lab comme partie d'un parcours d'innovation territoriale. L'innovation concerne les dynamiques de gouvernance, les actions proposées, les objectifs mais aussi et surtout la méthode de travail.

Outre une référence spécifique à la méthode et aux approches décrites, ils considèrent comme fondamentale l'expérimentation de la dimension Living Lab (LL), comprise comme espace d'une vaste et efficace co-création avec le territoire (WP 3.1 et 4 de Socialab).

Définition

L'ENoLL, le réseau Européen des Living Lab⁴, définit les Living Lab comme des écosystèmes innovants ouverts et centrés sur l'utilisateur. Ces écosystèmes fonctionnent en utilisant une approche de co-création systématique avec l'utilisateur final (systematic user co-creation approach), approche qui permet d'intégrer les processus de recherche et d'innovation au sein des communautés et dans des environnements réels.

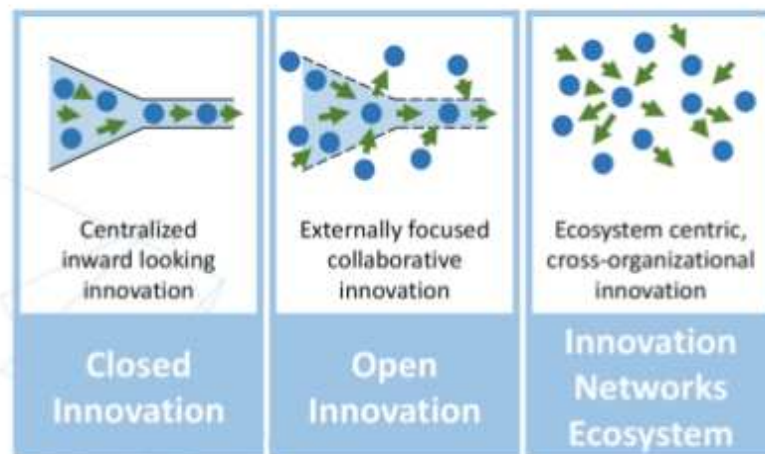


Image tirée de ENoLL: Learning Lab⁵

Les Living Lab sont donc à la fois des organisations axées sur la pratique qui facilitent et encouragent une innovation ouverte et collaborative, à la fois des environnements ou des

⁴ ENoLL: www.openlivinglabs.eu

⁵ ENoLL Learning Lab, Day 0, 28.08.2017, Krakow (Poland)

arènes réelles où l'innovation ouverte (open innovation) et les processus d'innovation de l'utilisateur (user innovation processes) peuvent être étudiés et soumis à des expériences et/ou où de nouvelles solutions sont développées.

En résumé, les Living Lab fonctionnent comme des intermédiaires entre les citoyens, les organismes de recherche, les entreprises, les villes et les régions pour la co-création conjointe de valeur, le prototype rapide ou la validation pour améliorer l'innovation et les entreprises (par exemple, les input et les idées sur comment une situation spécifique peut être améliorée avec des solutions intelligentes; co-crée des solutions; fournir des données à l'aide de services; tester des produits/services; etc.).

Éléments caractérisants

Qui: peuvent participer tous les acteurs concernés à titres divers (multi-stakeholder participation). Les LL sont basés sur le Quadruple Helix Model (modèle de la Quadruple hélice) selon lequel toutes les catégories doivent être impliquées: personnes (citoyens/utilisateurs), gouvernement (à différentes échelles), industrie et université/monde de la recherche.

Comment: (orchestration) gestion ponctuelle (orchestration); intégration d'approches différentes (approche multi-méthode); implication active des utilisateurs finaux potentiels (active user involvement).

Dans quel cadre: l'approche des LL est multithématique, il n'y a pas de restrictions en ce qui concerne les thèmes (culture, innovation urbaine, patrimoine culturel, qualité de vie, ICT, durabilité, inclusion sociale, etc.).

Où: contextes réels pour une expérimentation efficace et test (real-life setting).

Pourquoi: co-création (co-creation) de solutions qui seront plus efficaces et durables parce que répondant à des besoins réels et définies à partir de solutions réelles et non hypothétisées.

Principes clé

Les Activités des Living Lab sont basées sur cinq principes clé qui peuvent être utilisés à la fois comme des outils pour guider la planification et les prestations du processus d'innovation, et aussi comme outils pour évaluer le processus d'innovation et pour s'assurer qu'il est conçu et réalisé dans le mode des Living Lab :

- **Valeur** (Value). Les processus LL devraient soutenir la création de valeur à la fois pour les partenaires (valeur métier) et pour les utilisateurs présumés de l'innovation (expérience comme valeur);

- **Influence** (Influence). Les utilisateurs présumés devraient être considérés comme des partenaires actifs et compétents et des experts dans le domaine. Cet aspect est fondamental car leur implication et leur influence dans les processus d'innovation sont essentielles. Il est donc important de montrer l'impact que leur contribution peut avoir sur l'innovation afin de motiver la participation et l'engagement ;

- **Développement durable** (Sustainability). Les LL utilisent des approches qui répondent aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures à satisfaire leurs besoins d'un point de vue économique, social et écologique ;

- **Ouverture** (Openness). Dans les LL, le présumé est que le processus d'innovation s'enrichit davantage si les perspectives, les points de vue, sont multiples ;

- **Réalisme** (Realism). L'une des pierres angulaires des LL est que les activités doivent se dérouler dans un environnement réaliste, naturel et réel. Par exemple, les meilleurs résultats en termes de validation et de vérification, proviennent de la mise à disposition de prototypes pendant une durée suffisamment longue et dans les mêmes conditions « de vie réelle » dans lesquelles les produits ou services seraient utilisés une fois activés/mis sur le marché.

Valeur ajoutée

Pourquoi impliquer les utilisateurs finaux/les citoyens? Parce que...

- ce sont les experts d'un territoire/service/etc. et il est de leur droit de pouvoir influencer des choix, services, etc.;
- de cette façon on accédera à un nombre plus grand d'idées et de solutions originales et créatives;
- les groupes multidisciplinaires raisonnent mieux, car ils ont en général une vision plus ample;
- ils ont des attentes réalistes;
- en développant la compétence technique des utilisateurs, un processus de perfectionnement et d'éducation de la collectivité se met en place ;
- si la compétence technique des utilisateurs est développée, on commence un parcours de renforcement et d'éducation de la communauté ;
- permet d'équilibrer les relations de pouvoir.

Le partenariat a défini l'intégration méthodologique du PITER GRAIES Lab grâce au soutien :

- d'une Equipe Lab constituée d'experts en innovation et développement local : Marco Zappalorto et Sylvain Bouchard (Annexe 6 de la Stratégie) ;
- ENoLL, le réseau européen des Living Labs, auquel le PITER GRAIES Lab a adhéré par le biais de son Coordinateur, Città metropolitana di Torino (Annexe 6 de la Stratégie du Plan).

Caractéristiques innovantes de SocialLab

D'autres aspects innovants propres au projet simple SocialLab sont également à prendre en considération :

- la mise en place d'espaces de services partagés, afin de rapprocher les services des usagers, tout en réalisant des économies d'échelles par de la mutualisation (plusieurs services en un même lieu) ;
- la mobilisation et l'animation de managers sociaux, véritables relais entre les usagers et les opérateurs de services ;
- la mobilisation de ressources nouvelles (entreprises agricoles, marchés des producteurs), afin de développer les réseaux de solidarité locale à travers des partenariats publics-privés.

4.8. Groupes d'activités (WP)

WP 0	Préparation du projet	0.1 Création du dossier de candidature
WP 1	Gouvernance et gestion administrative	1.1 Gestion opérationnelle
		1.2 Gestion administrative et financière
		1.3 Suivi et évaluation
WP 2	Communication	2.1 Promotion des services
		2.2 Diffusion des résultats
WP 3	Identification des modèles d'intervention	3.1 Analyse des besoins et de l'offre à l'échelle locale
		3.2 Définition de schémas de fourniture de services
		3.3 Modélisation et intégration avec d'autres plans et projets
WP 4	Expérimentation des modèles	4.1 Activation des espaces de services partagés « Bien Vivre »
		4.2 Modélisation et évaluation des expérimentations
		4.3 Intégration avec d'autres plans et projets

Le projet Socialab est décomposé en 5 WP et chaque WP comprend des activités intégrées et similaires sur la méthodologie même si elles nécessitent des déclinaisons spécifiques en fonction des partenaires. L'ensemble des activités concourt à l'atteinte de l'objectif général du projet, qui est d'améliorer la qualité, la durabilité et la proximité des services à la population du territoire, en développant des pratiques innovantes et collaboratives.

Avant de décliner le détail de chaque WP, il convient d'apporter les précisions suivantes :

- les partenaires de Socialab seront impliqués dans certaines activités du PITER GRAIES Lab pour lesquelles les coûts seront pris en charge par le PCC. Ce sera le cas pour la formation du partenariat (WP 2.1, 3.1 et 4.1 du PCC) et les activités de renforcement des partenariats lorsque le PITER touchera à sa fin (WP 3.4 du PCC) ;

- certaines activités nécessiteront un effort important de coordination avec le PCC, en particulier l'évaluation, qui doit être conforme avec l'approche donnée par le PCC, et la diffusion des résultats, dont la coordination au niveau de l'ensemble des projets simples repose sur le PCC ;
- les WP 3.1, 3.3, 4.1 et 4.2 de SocialLab demanderont une forte coordination entre les quatre partenaires : en effet, si les applications pourront être différentes d'un territoire à l'autre en fonction des partenaires, il conviendra d'être attentif à conserver et garantir une approche intégrée ;
- le WP 4.3 de SocialLab implique, de par sa nature, une interaction forte avec d'autres plans et projets en particulier les projets MobiLab, InnovLab et ExplorLab : le projet SocialLab pourra ainsi tirer bénéfice de certains résultats et recommandations du projet MobiLab, et des méthodologies développées par InnovLab, tout en contribuant aux objectifs et actions d'ExplorLab.

WP 0 Préparation du projet

Objectif : Préparer le contenu du projet et rédiger le dossier de candidature.

Description détaillée :

La préparation du projet a donné lieu à une phase de concertation et de co-construction assez large au cours de laquelle ont été associés différents acteurs des territoires concernés. L'élaboration du dossier de candidature a ainsi donné lieu à différents types de rencontres territoriales :

- des réunions de concertation impliquant différents acteurs d'un même territoire (par exemple : la Commission Services à la population et cohésion sociale du SMAPS, concertation avec l'ensemble des maires du territoire du projet pour la Ville Métropolitaine de Turin) ;
- des réunions transversales qui ont rassemblé l'ensemble des parties prenantes de la totalité des territoires du projet afin d'effectuer la co-construction du projet ;
- des réunions entre partenaires du projet Socialab afin d'élaborer des plans d'actions consolidés et d'assurer la cohérence globale du projet ;
- des échanges transversaux avec les autres projets simples du PITER GRAIES Lab et avec d'autres PITER et PITEM ;

Un travail de mise en forme par une assistance technique a ainsi permis de finaliser la candidature tout en s'assurant du respect des règles du programme ALCOTRA.

Partenaire responsable de l'activité : SMAPS

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés :

- Communes et structures de coopération intercommunale : Commune d'Ivrea, Communauté de Communes Val Guiers, Syndicat Intercommunal Basse Tarentaise et Action Sociale (SIBTAS)
- Consortium de services sociaux : Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38), Consorzio Servizi Sociali INterventi e RELazioni Territoriali (IN.RE.TE.), Consorzio CISS di Cirié
- Consortium de coopératives sociales : Società Cooperativa Sociale Liberitutti
- Autres structures et services publics : Agenzia Piemonte Lavoro, Conseil de développement territorial, Délégation territoriale à la vie sociale (DTVS) de l'Avant-Pays Savoyard, ASL TO4
- Associations et fondations : Fondazione Operti, Fondazione di Comunità del Canavese, CSD Diacona Valdese, Association Isactys, Association Pari Solidarité, Association AVIE, Association Fourmilienne

Localisation : Les locaux des partenaires ont accueilli les réunions à tour de rôle.

Calendrier : 01.05.2017 – 30.09.2018

Livrables : Le dossier de candidature et la saisie du contenu du projet sur la plateforme Synergie, en français et en italien, ainsi que les pièces administratives complémentaires.

WP 1 Gouvernance et gestion administrative

Ce groupe d'activités comprend le suivi global de l'ensemble du projet Socialab, lequel suivi doit se faire en cohérence avec les règles de gouvernance définies en accord avec l'ensemble des partenaires, et dont le chef de file est garant, avec les règles administratives et financières du programme ALCOTRA et en conformité avec les règlements nationaux et européens applicables.

Activité 1.1 - Gestion opérationnelle

Objectifs :

- Garantir une bonne organisation et un suivi opérationnel optimal des différentes étapes du projet ;
- S'assurer que les objectifs globaux du projet soient atteints ;
- Maintenir une bonne communication interne entre les partenaires.

Description détaillée :

Pour faciliter l'atteinte de ces objectifs et garantir l'implication de chacun des partenaires dans le suivi et la gestion opérationnelle du projet, le projet Socialab donnera lieu à la mise en place d'un groupe de travail transfrontalier qui perdurera tout au long de la durée du projet. Chaque partenaire désignera un chef de projet chargé de représenter le partenaire dans le cadre de ce groupe de travail. Le groupe de travail se réunira deux fois par an.

Au sein du groupe de travail, le chef de file sera responsable de :

- rendre compte de la réalisation du projet devant l'Autorité de Gestion et l'Autorité de Certification ;
- coordonner les actions mises en œuvre par l'ensemble des partenaires et en garantir la cohérence ;
- assurer le démarrage et la mise en œuvre du projet selon les modalités prévues par la convention FEDER ;
- préparer les ordres du jour et les compte-rendus des réunions transfrontalières : les ordres du jour seront transmis au groupe de travail en amont de chaque réunion et les compte-rendus leur seront envoyés dans les jours suivants la réunion.

La convention de coopération transfrontalière définit les obligations respectives du chef de file et des partenaires, ainsi que les modalités de coopération entre les partenaires.

Parallèlement aux réunions du groupe de travail transfrontalier, chaque partenaire organisera localement deux réunions par an afin d'associer, tout au long de la réalisation du projet, les parties prenantes de son territoire qui avaient été conviées lors de la phase d'élaboration du projet (WP 0).

Enfin, sur les trois ans du projet, les partenaires participeront à six réunions thématiques, qui porteront soit sur l'interaction du projet Socialab avec les autres projets simples du PITER GRAIES Lab, soit sur un aspect technique particulier relevant du contenu des activités du projet Socialab.

La gestion opérationnelle du projet Socialab consistera donc à coordonner les parties prenantes internes et externes au projet selon trois niveaux :

- au niveau transfrontalier avec l'ensemble des partenaires de Socialab (6 réunions) ;
- au niveau du territoire de chaque partenaire de Socialab (24 réunions) ;
- au niveau transfrontalier dans le cadre du PITER GRAIES Lab (6 réunions).

Afin d'optimiser les déplacements et les ressources budgétaires, les réunions de coordination des partenaires de Socialab et les réunions avec les autres projets simples du PITER GRAIES Lab seront, dans la mesure du possible, définies sur des jours communs.

Le calendrier des réunions sera établi de telle sorte qu'il puisse y avoir des allers-retours entre ces trois niveaux de suivi : il est en effet important d'intégrer les apports des parties prenantes des territoires au sein des réunions transfrontalières, et, à l'inverse, de transmettre à ces parties prenantes les attentes et décisions du groupe de travail.

Partenaire responsable de l'activité : SMAPS

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers

Localisation : La gestion opérationnelle aura lieu dans les locaux des partenaires et lors de réunions transfrontalières.

Calendrier : 01.01.2019 – 31.12.2021

Livrables :

- 1 instance de gouvernance transfrontalière
- 6 ordres du jour et comptes-rendus de réunions
- 24 réunions territoriales
- 6 réunions techniques et thématiques

Activité 1.2 - Gestion administrative et financière

Objectifs :

- Assurer un suivi administratif du projet selon les règles et normes du programme ALCOTRA
- Garantir une gestion financière rigoureuse et conforme au budget prévu

Description détaillée :

Dans le cadre du groupe de travail transfrontalier, chaque partenaire désignera un responsable du suivi administratif et financier qui sera chargé de mettre en œuvre les outils de gestion nécessaire au bon suivi financier du projet, et de garantir le respect des procédures administratives en vigueur, notamment en termes de passation de marchés publics.

Comme le prévoit la convention de coopération transfrontalière, le chef de file :

- sera en charge de souscrire la convention FEDER au nom de l'ensemble du partenariat ;
- sera l'interlocuteur unique de l'Autorité de Gestion, qu'il informera du démarrage du projet et à qui il apportera des réponses aux demandes d'informations ou de modifications concernant le projet ;
- sera chargé de communiquer aux autres partenaires les décisions du Comité de Suivi ;
- effectuera les demandes de versement des crédits FEDER et transférera aux autres partenaires leurs quote-part respectives ;
- coordonnera l'élaboration des rapports annuels d'avancement et du rapport final d'exécution.

Chaque partenaire aura, quant à lui, la responsabilité de :

- transmettre dans les délais convenus toutes les informations utiles au chef de file lui permettant de rendre compte de l'avancement administratif et financier du projet ;
- mettre en place un système de comptabilité distinct et propre au projet, avec des outils de suivi spécifiques et une codification comptable appropriée ;
- contribuer aux remontées de dépenses semestrielles.

Pour ce qui est de la coordination et de la réalisation de toutes les actions nécessaires à la gestion administrative et financière, chaque partenaire, selon son organisation interne, a choisi de recourir ou non à une assistance technique externe.

Partenaire responsable de l'activité : SMAPS

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, Les organes de référence du programme ALCOTRA.

	Audit	Personnel interne	Assistance technique externe
Syndicat Mixte Avant Pays Savoyard	X	X	X
CA Arlysère	X	X	
Ville Métropolitaine de Turin		X	X
Coldiretti Torino		X	X

Localisation : La gestion administrative et financière aura lieu dans les locaux des partenaires.

Calendrier : 01.01.2019 – 31.12.2021

Livrables :

3 rapports annuels

6 rapports d'avancement technique et 6 remontées de dépenses semestrielles

Activité 1.3 - Suivi et évaluation

Objectifs :

- Mettre en œuvre une méthodologie de suivi continu des résultats du projet
- Apprécier la mise en œuvre et les résultats du projet au regard de leur degré de réalisation et de leur impact sur la situation initiale

Description détaillée :

Le groupe de travail transfrontalier en charge de la gestion opérationnelle du projet sera garant de la mise en œuvre de modalités de suivi et d'évaluation appropriées.

Concernant le suivi, une méthodologie commune sera définie conjointement entre les partenaires en début de projet afin de suivre l'avancement des activités tout en étant attentif à ce que le plan d'actions réalisé ne s'écarte pas du plan d'actions prévisionnel. Le cas échéant, cette méthodologie de suivi permettra d'ajuster, au cours du projet, les manières de travailler et de gérer le déroulement des activités.

La méthodologie de suivi du projet sera élaborée en cohérence avec le plan de suivi et le format de suivi des projets simples élaborés par le PCC. Le suivi portera sur les données financières et budgétaires, sur l'avancement par étapes et le respect des délais, sur le respect des procédures (propres au programme ALCOTRA et spécifiques au partenariat de Socialab), sur le respect des critères de mise en œuvre des activités (critères communs au sein du PITER GRAIES Lab ou spécifiques aux activités de Socialab).

Concernant l'évaluation, il s'agira de collecter, tout au long du déroulement du projet, les informations utiles permettant d'apprécier si les résultats intermédiaires sont atteints et si l'état d'avancement permet d'anticiper l'atteinte des résultats attendus globaux du projet dans les délais prévus. Cette évaluation in itinere permettra le cas échéant de réajuster certaines actions en fonction de l'évolution du contexte ou de la survenue d'événements imprévus.

Enfin, le rapport d'évaluation finale permettra de répondre à des questions telles que :

- les objectifs et activités mis en œuvre dans le cadre du projet étaient-ils pertinents par rapport aux problèmes identifiés durant la phase d'élaboration du projet ?
- les résultats atteints ont-ils contribué à remplir les objectifs initialement fixés ?
- ces résultats ont-ils eu un impact avéré sur les groupes cibles ?

- les moyens mis en œuvre dans la réalisation du projet étaient-ils raisonnables en termes de coût, de quantité, de délais... ?
- ces moyens permettent-ils d'envisager la pérennisation des activités au-delà de la durée du projet (durabilité économique, appropriation par les groupes cibles...)?

Partenaire responsable de l'activité : SMAPS

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers

Localisation : Le suivi et l'évaluation auront lieu dans les locaux des partenaires.

Calendrier : 01.01.2019 – 31.12.2021

Livrables :

- 1 méthodologie commune de suivi définie en début de projet
- 3 rapports d'évaluation du projet (2 rapports intermédiaires et 1 rapport final)

WP 2 Communication

Ce groupe d'activités comprend toutes les actions de communication interne et externe qui favoriseront la bonne réalisation des actions du projet. Seront abordées ici :

- les activités de communication en tant que fonction support déterminante à la réussite d'autres activités (incluses dans les WP 3 et 4) ;
- les activités de communication en tant que telles, c'est-à-dire que le fait de communiquer contribue à l'atteinte des objectifs du projet et à l'utilisation optimale des services par l'utilisateur ;
- les activités de communication concourant à la pérennisation des résultats du projets (diffusion des résultats).

Activité 2.1 - Promotion des services

Objectifs :

- Faire connaître et promouvoir l'offre de services existante sur le territoire du partenariat
- Communiquer sur les activités qui seront menées dans le cadre des WP 3 et 4
- Favoriser l'accès à l'information par les usagers et limiter les phénomènes de non-recours
- Toucher des publics cibles éloignés des services grâce à une communication multi-canaux innovante

Description détaillée :

La promotion des services auprès des habitants est une composante essentielle du développement de l'accessibilité des services. Trop souvent, on observe des phénomènes de non-recours à des services et à des droits tout simplement par manque d'information.

C'est pourquoi les partenaires vont mener différentes actions de communication afin de renforcer l'information sur les services, et en particulier sur les activités et expérimentations innovantes qui seront menées dans les WP 3 et 4.

En matière de services, différents critères permettent de déterminer si **une information est pertinente**⁶ :

- **Fiable et vérifiée** : l'information provient de l'opérateur lui-même ou de son représentant, cela est d'autant plus vrai lorsque les usagers eux-mêmes ont participé à la vérification de l'information ;
- **Complète** : l'information comprend toutes les variables (horaires, coûts, préalables nécessaires) permettant à l'utilisateur de gagner du temps et d'éviter une mauvaise compréhension ou interprétation ;
- **Transversale** : l'information prend en compte les autres services (par exemple les modes de transport pour accéder à un guichet de services publics) ;

⁶ Source : Vade-mecum « Valoriser l'existant par une information performante », ADRETS, 2012, guide financé par le Fonds Européen Agricole pour un Développement Rural

- **Précise** : l'information peut relever d'un premier niveau général (via un point d'accueil ou une plateforme web) ou d'un second niveau plus spécialisé (l'opérateur de service lui-même) ;
- **Accessible** : les supports pour accéder à l'information sont variés (papier, numérique...), simple d'accès ou facile à utiliser (ergonomie d'un site web, document facile à lire et à comprendre) ;
- **Mise à jour** : l'information est régulièrement actualisée, au besoin en faisant appel à un réseau de contributeurs.

Parmi les difficultés repérées, on constate souvent que la méconnaissance de l'offre de services par les habitants mène à des services sous-utilisés, des erreurs d'orientation, et un sentiment général de mécontentement voire d'exclusion. L'information est dispersée, surabondante, et les supports de communication sont réalisés en fonction des organismes, mais pas des besoins de la population.

Le projet Socialab propose d'apporter une réponse concrète à ces problématiques, tout en garantissant l'impact en termes de communication des activités menées dans les WP 3 et 4.

Pour cela, les partenaires de Socialab mettront en œuvre deux types d'activités :

- la création d'outils d'orientation et de communication ;
- la mise en œuvre d'actions de communication online et offline.

Création d'outils d'orientation et de communication

La création d'outils d'orientation et de communication renforcera l'impact des actions menées à destination des personnes en situation de fragilité ou avec des besoins d'accompagnement. Ces outils répondent à plusieurs objectifs :

- rendre accessible l'information sur les services à des publics qui en sont habituellement éloignés ;
- mettre à profit des lieux habituellement fréquentés par ces publics, en les outillant davantage avec des instruments de communication adéquats (réunions d'informations au format innovant, outils numériques permettant de rendre accessible l'information sur les démarches -administratives par exemple – à réaliser sur internet) ;
- limiter les phénomènes de non-recours en sensibilisant les publics sur leurs droits.

Pour ce faire, les partenaires ont entamé un recensement des lieux stratégiques pour positionner ces outils d'orientation et de communication. Le SMAPS et Arlysère positionneront des bornes de médiation numérique au sein des Maisons de Services au Public (MSAP) et/ou centres sociaux de leurs territoires. La Ville Métropolitaine de Turin et Coldiretti organiseront des séances d'information au sein des espaces de services partagés (voir WP 4.1) qui seront identifiés en collaboration avec les municipalités. Ces lieux pourront être les suivants : résidences pour personnes âgées, fermes agricoles, bibliothèques, bureaux municipaux... En complément, la VMT ouvrira un guichet spécifiquement dédié aux personnes sous tutelle, au Tribunal d'Ivrea, afin de traiter la question des administrations de soutien.

Actions de communication online et offline

L'information devant être ciblée selon les besoins, les portails internet qui globalisent une offre de services sont des outils efficaces pour apporter un premier niveau d'information. Ces plateformes sont d'autant plus stratégiques que 80 % des demandes concernent une information de premier niveau : à quelle heure ouvre tel guichet d'aides sociales ? Quel document dois-je fournir pour constituer un dossier ? ...

Ces plateformes web constitueront un outil efficace pour communiquer vis-à-vis d'un public le plus large possible, tant sur les activités menées dans le cadre du projet Socialab, que sur les services à disposition des usagers. L'information online s'adressera en effet non seulement aux usagers locaux, mais également aux touristes, afin de tenir compte de leurs besoins spécifiques en termes de services, en cohérence avec le projet simple ExplorLab, afin de contribuer à l'attractivité du territoire. Au sein du partenariat, l'alimentation de sites internet existants et/ou la création de plateformes types annuaires de services seront pris en charge par les partenaires Arlysère et SMAPS.

Afin de compléter les actions de communication online, chaque partenaire utilisera ses propres outils de communication pour diffuser l'information sur le projet dans ses réseaux :

- édition de brochures papiers, roll up et goodies ;
- diffusion dans les guichets de services (par exemple : MSAP, bureaux Epaca de Coldiretti Torino) ;
- utilisation de brochures papiers à grande diffusion (par exemple le journal de Coldiretti Torino diffusé à 9 000 personnes) afin de toucher des personnes ou structures lointaines et éloignées des outils numériques.

Les cibles de ces différentes actions de communication sont les suivantes :

- les personnes en difficulté économique ;
- les personnes âgées et dépendantes ;
- les jeunes et les familles ;
- les touristes et les saisonniers.

Partenaire responsable de l'activité : Arlysère

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet

Localisation : Les actions de promotion des services auront lieu sur les territoires d'intervention des partenaires.

Calendrier : 01.02.2019 – 31.12.2021

Certaines activités se dérouleront sur une échelle de temps plus resserrée :

- Les événements de sensibilisation auront lieu entre octobre 2019 et octobre 2020 ;
- Le guichet spécialisé au Tribunal de Ivrea ouvrira de octobre 2019 à octobre 2021 ;

- Les supports de communication seront édités dès la première année du projet pour être utilisés lors des temps forts qui vont rythmer les trois ans.

Livrables :

20 outils d'orientation et de communication ciblés : 5 outils physiques (guichet ou numérique) et 15 événements d'information et sensibilisation

4 supports de communication online et offline : sites web, brochures

Activité 2.2 - Diffusion des résultats

Objectifs :

- Valoriser les résultats intermédiaires et finaux du projet vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes
- Assurer la pérennisation des activités du projet, en particulier des expérimentations menées, au-delà de la durée du projet
- Favoriser l'exportation des expérimentations entre les différents territoires et en dehors des territoires du projet

Description détaillée :

La diffusion des résultats revêt une importance particulière, à la fois pour maintenir la mobilisation des parties prenantes tout au long du projet, en leur démontrant les réalisations et avancées concrètes, mais également pour communiquer au-delà afin de favoriser l'appropriation des activités par d'autres acteurs.

La diffusion des résultats de SociaLab, se fera, comme pour les autres projets simples, en coordination étroite avec le PCC et son plan de communication.

Dans ce cadre, plusieurs activités sont prévues tout au long du projet, en complément des actions de communication déjà prévues par le PCC.

L'organisation d'une conférence transfrontalière de lancement marquera un premier temps fort pour le projet. Ce séminaire d'une journée sera organisé côté français par Arlysère. Au-delà de la présentation générale du projet, la journée permettra de favoriser l'implication des parties prenantes du territoire transfrontalier au sein des différents réseaux des partenaires (élus, techniciens, opérateurs, associations...).

L'organisation d'une conférence transfrontalière de fin de projet permettra de communiquer sur les activités réalisées, les résultats du projet, et de mener une réflexion sur la manière de pérenniser et de diffuser les expérimentations au-delà de la durée et des territoires du projet. Ce séminaire de fin sera organisé par Coldiretti Torino côté italien, en collaboration avec la Ville Métropolitaine de Turin.

Enfin, un rapport final de diffusion sera élaboré sous la forme d'un livre blanc. Ce document reprendra l'historique et le déroulement du projet, et comprendra l'ensemble des fiches expériences (élaborées dans le cadre du WP 4.2) ainsi que des recommandations destinées à d'autres acteurs souhaitant s'appropriier la ou les démarches mises en œuvre. Ce livre blanc sera rédigé par le SMAPS (via le délégué CC Val Guiers), en collaboration avec les autres partenaires au cours des derniers mois du projet, afin d'être largement diffusé.

Partenaire responsable de l'activité : SMAPS – délégué CC Val Guiers

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet

Localisation : Les actions de diffusion des résultats auront lieu sur les territoires des partenaires. Le séminaire de lancement aura lieu en France sur le territoire d'Arlyère (lieu à définir), et le séminaire de clôture aura lieu en province de Turin (lieu à définir).

Calendrier : 01.01.2019 – 31.12.2021

Le calendrier détaillé, notamment pour les conférences de lancement et de clôture, sera établi au début de la mise en œuvre du projet en coordination avec le PCC et les autres projets simples.

Livrables :

2 conférences transfrontalières d'une journée (lancement et clôture)

1 livre blanc valant rapport de diffusion des résultats et de recommandations

WP 3 Identification des modèles d'intervention

Ce groupe d'activités répond à l'objectif spécifique de définir une offre de services adaptée à l'évolution des besoins et à de nouvelles attentes (voir chapitre 4.4). Les résultats attendus des activités des WP 3.1, 3.2 et 3.3 correspondent aux résultats attendus 1, 2 et 3 (voir chapitre 4.6), à savoir :

- Meilleure connaissance de l'offre de services existants et des besoins des habitants
- Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants
- Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab

Activité 3.1 - Analyse des besoins et de l'offre à l'échelle locale

Objectifs :

- Mettre en place un observatoire des besoins et de l'offre à l'échelle du territoire
- Produire une analyse de la pertinence de l'offre de services, formelle et informelle, et des ressources du territoire, par rapport aux besoins des habitants
- Créer des instances de gouvernance participative nouvelles

Description détaillée :

Afin d'améliorer les services existants et/ou de développer de nouveaux services, il est nécessaire d'acquérir une connaissance fine, d'une part des besoins des habitants (leur vécu, leurs pratiques, leurs attentes), d'autre part de l'offre de service existante. Cette connaissance, afin d'être analysée de manière optimale, a vocation à être alimentée continuellement à travers des outils spécifiquement dédiés.

Afin de placer l'utilisateur au centre de la réflexion, un travail participatif d'analyse des besoins spécifiques des zones montagnardes va être mené en intégrant des usagers habitants selon la méthode « Living Lab ». Au-delà du Lab en lui-même, l'objectif est de créer un groupe de travail permanent qui perdurera après l'expérimentation. Ce travail participatif donnera également lieu à un inventaire des services existants sur les territoires, mais aussi de recensement et de capitalisation d'initiatives innovantes en matière de services sociaux et de services au public.

A l'occasion d'une réunion de projet, les partenaires échangeront et définiront une méthodologie commune pour la création de Lab sur leurs territoires. Afin d'assurer un transfert méthodologique, l'ensemble des partenaires s'appuieront sur le PCC (formation, boîte à outils, accompagnement) et auront également recours à un accompagnement par un prestataire spécialiste de la méthode Lab, afin d'aborder les thèmes spécifiques à SocialLab.

Les Living Lab seront construits à partir des réseaux des partenaires constitués des secteurs public, privé, social, associatif, et universitaire et avec une attention particulière pour certains publics cibles (qui pourront varier selon les partenaires) : jeunes déscolarisés sans emploi,

personnes en difficulté économique, personnes âgées et dépendantes isolées, petite enfance et jeunesse. Les services concernés seront ceux définis dans le chapitre 3.1 du présent document, incluant les services sociaux assurés par des contributions privées, les transports et les services à domicile. L'ensemble de l'analyse se fera en relation et en cohérence avec le PITEM Pro Sol et le PITER Coeur des Alpes (projet Coeur Solidaire).

Suivant cette méthodologie, chaque partenaire mettra en œuvre un à deux Lab sur son territoire. Arlysère complétera ce travail par une analyse juridique et financière permettant d'homogénéiser sur l'ensemble de son territoire la prise de compétence de la Communauté d'Agglomération en matière de CIAS (centres intercommunaux d'action sociale). Les résultats de cette analyse seront communiqués à l'ensemble des partenaires du projet Socialab, et pourra servir de retour d'expérience utile à la Ville Métropolitaine de Turin, dans le cadre d'études prospectives sur le développement et l'homogénéisation des services.

L'ensemble des remontées d'informations seront systématisées à travers un outil d'inventaire partagé entre les partenaires (base de données, cartographies...), afin de faciliter le travail à distance entre les réunions. Dans le cadre des réunions de travail, les partenaires échangeront régulièrement sur les méthodologies de mise en œuvre des Lab, afin de mener un travail comparatif des actions menées et des résultats associés.

Partenaire responsable de l'activité : Coldiretti

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet (institutions, élus, techniciens, opérateurs publics et privés, associations, universités), groupes d'usagers en situation de fragilité (jeunes déscolarisés, personnes en difficulté économique, personnes âgées et dépendantes...).

Localisation : Les actions d'analyse des besoins et de l'offre à l'échelle locale auront lieu sur les territoires des partenaires.

Calendrier : 01.02.2019 – 30.09.2021

Livrables :

6 Living Lab

1 analyse juridique et financière préalable à la création d'un CIAS pour Arlysère

Activité 3.2 - Définition de schémas de fourniture de services

Objectifs :

- Construire des schémas locaux de fourniture de services à partir des analyses du WP 3.1 (basés sur le cadre réglementaire français)
- Organiser un transfert d'expérience entre partenaires sur la méthodologie d'élaboration d'un schéma local de services

Description détaillée :

La définition d'un schéma local de fourniture de services répond à plusieurs enjeux⁷ :

- inscrire les services dans une politique globale de développement ;
- mettre les services au centre d'une politique d'accueil en complément d'une politique de l'habitat et d'une politique économique ;
- créer des opportunités pour optimiser l'offre de services sur un territoire, le schéma étant un outil préalable à la coordination.

Côté français, la loi NOTRe du 7 août 2015 a rendu obligatoire le fait d'élaborer, à l'échelle des départements, des Schémas Départementaux d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP). Les SDAASP comprennent un diagnostic et un plan d'actions sur six ans. Ils ont pour but de repérer les principaux déséquilibres entre l'offre de services (publics/privés, marchands/non-marchands) et les besoins des habitants et de définir un programme d'actions partenarial.

Si les schémas de services se font à l'échelle des départements, les collectivités locales, tout particulièrement les établissements publics de coopération intercommunale, constituent bien une échelle intéressante pour développer des schémas de services locaux. En effet les élus et techniciens étant aux premières lignes de contact avec la population, ils sont souvent les mieux à même de prendre en compte la globalité des besoins de la population.

Côté italien, il n'existe pas de réglementation fournissant un cadre juridique pour la mise en œuvre de plans ou de schémas de services, au sens le plus large du terme. Comparativement au contexte français, il y a donc un réel enjeu à ce que les partenaires italiens puissent bénéficier d'un retour d'expérience des partenaires français, tant sur la manière d'élaborer les schémas que sur leurs contenus.

Sur les territoires français du projet Socialab, le SDAASP du Département de Savoie a été adopté en 2018, mais d'autres schémas locaux de services avaient déjà été initiés à l'exemple du Schéma de Services du Pays de Maurienne élaboré entre 2014 et 2016⁸. Sur le modèle de cette expérience réussie, et à partir des éléments d'analyse issus du WP 3.1., les partenaires français (le SMAPS par délégation à la CC Val Guiers et Arlyère) vont chacun élaborer un schéma local de fourniture de services.

⁷ Source : Vade-mecum « Faire un schéma de développement à moyen terme », ADRETS, 2012, guide financé par le Fonds Européen Agricole pour un Développement Rural

⁸ Le schéma est consultable ici : http://www.maurienne.fr/fr/il4-maurienne_p204-schema-de-services.aspx

Ces schémas locaux seront élaborés selon une méthodologie éprouvée et résolument partenariale.

En amont du schéma, il s'agira d'effectuer un travail préparatoire d'élaboration d'un cahier des charges précis qui sera construit de manière cohérente et coordonnée entre les partenaires. Bien que le champ thématique soit vaste (les services au public), le cahier des charges devra être relativement précis sur le périmètre géographique et thématique abordé, ainsi que sur la méthodologie (approche transversale et participative). Ce cahier des charges permettra à chacun des partenaires de sélectionner un prestataire pour se faire accompagner dans l'élaboration du schéma.

En outre, la conférence transfrontalière de lancement de SocialLab organisée par Arlysère sera l'opportunité de faire participer des acteurs disposant d'une solide expérience en matière d'élaboration de schémas de services (par exemple : le Département de Savoie, le Syndicat du Pays de Maurienne).

Pendant la réalisation du schéma, une démarche à la fois participative (intégrant des citoyens) et partagée (entre élus et techniciens) sera mise en œuvre. Cette démarche collective permettra d'avoir une vision à long terme, de faciliter l'appropriation de la démarche par les acteurs de terrain, et d'avoir une approche transversale visant notamment un décloisonnement des différents secteurs et opérateurs de services. Ceci est important puisque le manque de mise de réseau et la faible coordination des services entre eux avaient été repérés comme des difficultés récurrentes lors de l'analyse du territoire (voir chapitre 3.2).

Afin de s'imprégner de cette méthodologie participative et transversale, mais aussi de mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans l'élaboration des schémas (sur la forme et le contenu), les partenaires italiens effectueront un voyage d'études sur les territoires des partenaires français pendant la construction de ces schémas locaux de fourniture de services. Ce voyage d'études permettra aux partenaires italiens d'élaborer une ébauche de schéma de service pour la zone du projet en vue de préparer les expérimentations à entreprendre.

En aval du schéma, c'est-à-dire pendant la phase de mise en œuvre des actions, le schéma constituera un document de référence pour le développement des services sur les territoires concernés, à la fois comme outil d'animation et comme cadre de référence.

Les schémas locaux de fourniture de services viseront à définir une offre de services plus égalitaire et homogène sur les territoires, en portant une attention particulière à certains publics marginalisés. Ces schémas permettront également de prendre en compte les particularités de certains territoires, où le tourisme est particulièrement développé (stations notamment), et en lien avec ExplorLab, d'aborder certains services sous l'angle spécifique des touristes et des travailleurs saisonniers. En effet, les besoins de services formulés par ces publics (santé, logement, mobilité...) nécessitent une approche différenciée et des actions à part entière.

Partenaire responsable de l'activité : Arlysère

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet (institutions, élus, techniciens, opérateurs publics et privés, associations, universités), groupes d'usagers.

Localisation : Les schémas de fourniture des services seront réalisés sur les territoires des partenaires français (SMAPS et CA Arlysère), avec la participation ponctuelle des partenaires italiens (VMT et Coldiretti).

Calendrier : 01.02.2019 – 01.02.2021

Livrables :

2 schémas locaux de fourniture de services (SMAPS, par délégation à la CC Val Guiers, et Arlysère)

1 ébauche de schéma de services pour le territoire italien (VMT et Coldiretti)

Activité 3.3 - Modélisation et intégration avec d'autres plans et projets

Objectifs :

- Modéliser la démarche d'élaboration des schémas de services (W.P. 3.2)
- Définir un premier ensemble d'indicateurs permettant de mesurer la qualité sociale et la durabilité économique des expérimentations qui seront menées dans le cadre du W.P. 4.1

Description détaillée :

La modélisation est une étape intermédiaire importante entre l'observation des besoins et la définition de schémas de services d'une part, et la mise en place des expérimentations sur le terrain d'autre part.

La démarche de modélisation en elle-même permet en effet de vérifier les hypothèses formulées lors de l'analyse préalable à la définition du projet, et de confronter ces hypothèses aux résultats de l'analyse des besoins/de l'offre mais aussi au contenu des plans d'actions élaborés dans les schémas de services. Cette démarche permet également de préparer l'étape d'évaluation qui suivra la mise en œuvre des expérimentations : elle vise en effet à définir préalablement et/ou parallèlement à l'étape des expérimentations, les modalités d'évaluation qui permettront d'attester du succès et de l'atteinte des objectifs visés, mais également des conditions de pérennisation et de répliquabilité de ces expérimentations.

Pour répondre à cette démarche, les partenaires mettront en œuvre les activités ci-dessous. Les partenaires réaliseront conjointement une fiche expérience modélisant la démarche ayant vu naître les schémas de service afin d'envisager une reproduction de la méthode et une réutilisation des outils, en vue de favoriser la répliquabilité des résultats.

Lors des réunions de suivi opérationnel du groupe de travail transfrontalier, les partenaires définiront également un modèle de fiche expérience qui permettra de rendre compte des expérimentations menées dans le cadre du W.P. 4.1. Ce modèle de fiche expérience sera décliné en fonction d'une série d'indicateurs qui seront également définis conjointement entre les partenaires.

Le but de ces indicateurs est de refléter de manière pertinente la qualité sociale et la durabilité économique des expérimentations qui seront menées. La durabilité économique permet d'envisager la pérennisation sur le long terme des modèles testés (y compris en termes de réduction des coûts de l'aide sociale) et d'envisager leur transférabilité. La qualité sociale consiste à évaluer dans quelle mesure une réponse a été apportée (partiellement ou complètement) à des besoins identifiés comme spécifiques (y compris du point de vue de la perception psychologique des usagers).

Afin d'entamer le travail de réflexion sur les indicateurs et le modèle de fiche expérience, un temps spécifique pourra être dédié lors du séminaire de lancement du projet (voir W.P. 2.2).

Afin de mener à bien cette activité de modélisation, les partenaires porteront une attention particulière à l'intégration avec d'autres plans et projets comme suit :

- Application de la méthode Living Lab aux actions prévues sur l'ensemble du WP 3 : cette méthode est transversale et concerne tous les projets du PITER GRAIES Lab. Dans le projet SocialLab, elle sera déclinée selon les contenus et les actions spécifiques du projet ;
- Interactions avec le PITEM Pro Sol et le PITER Coeur des Alpes afin de définir des indicateurs de la qualité sociale et de la durabilité économique (comme expliqué ci-dessus) cohérents entre les différents plans intégrés. L'objectif étant de croiser et de confronter les choix d'indicateurs.

Partenaire responsable de l'activité : Arlysère

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet, autres partenaires du PITER GRAIES Lab, partenaires du PITEM Pro Sol, partenaires du PITER Coeur des Alpes

Localisation : Les activités de modélisation auront lieu dans les locaux des partenaires.

Calendrier : 01.02.2019 – 31.05.2021

Livrables :

- 1 fiche expérience rendant compte de la démarche menée dans le cadre des schémas de services
- 1 modèle de fiche expérience pour rendre compte des expérimentations
- 1 liste d'indicateurs pour mesurer la qualité sociale et la durabilité économique des expérimentations.

WP 4 Expérimentation des modèles

Ce groupe d'activités répond à l'objectif spécifique de réduire les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services (voir chapitre 4.4). Les résultats attendus des activités des WP 4.1, 4.2 et 4.3 correspondent aux résultats attendus 2, 3 et 4 (voir chapitre 4.6), à savoir :

- Analyse et meilleure appréhension de la pertinence de l'offre de services par rapport aux besoins des habitants
- Introduction de modèles de gouvernance partagée transférables grâce à la méthode Living Lab
- Expérimentation de stratégies innovantes d'accès aux services, favorisant la mixité sociale et le lien intergénérationnel

Activité 4.1 - Activation des espaces de services partagés « Bien Vivre »

Objectifs :

- Expérimenter des modèles innovants permettant de renforcer l'accessibilité des services en zones rurales
- Renforcer la cohésion sociale en développant des actions permettant la mixité des publics
- Développer des offres de services de proximité en s'appuyant sur des managers sociaux
- Favoriser l'autonomie et la montée en capacité de publics en situation de fragilité

Description détaillée :

Les espaces de services partagés « Bien Vivre » visent à simplifier le parcours des usagers dans l'accès aux services, notamment des usagers en situation de fragilité (jeunes déscolarisés, personnes en difficulté économique, personnes âgées et dépendantes...). Aussi les activités prévues consisteront à capitaliser et à renforcer les logiques existantes qui fonctionnent déjà à petite échelle, tout en faisant des usagers les véritables acteurs de ces espaces de services partagés, dans une démarche de montée en capacité et en autonomie (empowerment), et de développement de la cohésion sociale.

L'ensemble des expérimentations qui seront menées s'appuieront sur l'approche CCLD (Community Led Local Development). Cette approche se base sur 4 fondamentaux⁹ :

- elle est localisée au niveau sub-régional ou local ;
- elle est menée par la communauté locale et les acteurs locaux eux-mêmes, avec les représentants des usagers, mais aussi les pouvoirs publics et les opérateurs privés, dans une logique de partenariats publics-privés ;
- elle s'effectue par le biais d'une approche de développement local multi-sectoriel, prenant en compte les besoins locaux et le potentiel existant ;
- elle s'appuie sur des logiques d'innovation, de coopération et de mise en réseaux.

9 Source : Fiche d'information de la Commission Européenne sur l'approche CCLD : http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/community_en.pdf

Afin de mener à bien ces expérimentations, les partenaires de SocialLab ont identifié 5 macro-actions. Ces macro-actions sont complémentaires car elles répondent à des enjeux différents. En effet, lutter contre les inégalités sociales et territoriales en matière d'accès aux services implique :

- soit d'intervenir sur la proximité géographique des services (mobilité, lieux), afin de lutter contre les inégalités territoriales ;
- soit de développer des dispositifs spécifiques auprès de publics jugés prioritaires (personnes en situation de fragilité, jeunes...) en vue de favoriser leur autonomie ou leur montée en capacité, afin de lutter contre les inégalités sociales.

L'ensemble des macro-actions seront déclinées en fonction des contextes territoriaux préalablement analysés, et seront toutes conformes à l'approche CCLD.

Deux macro-actions s'adressent à l'ensemble des publics afin de favoriser des logiques de mixité sociale et/ou de proximité géographique :

- la mobilisation et la formation de managers sociaux pour animer les territoires ;
- la création et/ou le développement de lieux partagés mutualisant l'accès aux services .

Trois autres macro-actions ciblent en particulier des catégories d'utilisateurs pour lesquelles seront développées des actions spécifiques, conformément à l'analyse préalable à la construction du projet (voir chapitre 3.2). Il s'agit soit d'utilisateurs dont le taux de présence (représentativité) est élevé sur les territoires (personnes âgées et dépendantes, adultes en difficulté économique), soit d'utilisateurs qui contribueront, grâce à leur présence et leur implication, à rendre attractifs les territoires du projet pour les générations à venir (jeunes et familles) et pour les personnes qui habitent déjà les territoires et qui y développent des activités d'entreprises (agricoles notamment). Les trois autres macro-actions seront donc les suivantes :

- le développement de dispositifs permettant l'adaptation de l'habitat des personnes âgées et dépendantes ;
- la mise en œuvre d'activités favorisant l'autonomie des jeunes ;
- la montée en capacité des adultes en difficulté économique (nouvelles pauvretés) par la mobilisation locale des ressources alimentaires et agricoles.

Mobilisation et animation de managers sociaux

Par managers sociaux, nous entendons des personnes qui, de par leur connaissance des territoires et leur expertise en animation de communautés ou de réseaux d'acteurs, seront à même d'identifier les demandes des utilisateurs et d'y apporter une réponse au plus près des besoins. Selon les partenaires, ces personnes seront soit recrutées et rémunérées en interne (au besoin avec l'appui ponctuel d'un prestataire qualifié), soit identifiées et formées sur la base du bénévolat. Lors de la mise en place de ces managers sociaux, les partenaires de SocialLab mèneront ensemble une réflexion et rédigeront un profil de référence. Les missions du manager social pourront notamment comprendre :

- le recueil et l'organisation d'informations sur les services, ainsi que leur diffusion ;
- la création, l'animation et/ou le renforcement de réseaux territoriaux ou de solidarité locale ;

- la recherche et la capitalisation d'initiatives innovantes en matière de services sur les territoires en vue de les dupliquer ;
- la recherche de synergies entre les acteurs (y compris en impliquant les personnes âgées comme ressources, notamment sur les territoires italiens) ;
- l'accompagnement d'expérimentations locales sur les territoires ;
- le rôle de relais entre les besoins du territoire (usagers) et les opérateurs de services.

Le SMAPS et Arlysère vont chacun mettre en place un manager social. La VMT activera, quant à elle, (par l'intermédiaire du délégataire CISS 38) au moins 4 managers sociaux, qui auront le rôle d'animateurs de communauté, sur 4 territoires différents. Les managers sociaux de la VMT recevront une formation spécifique portant sur le développement rural et l'agriculture sociale, pour devenir des agents facilitant la réalisation de pratiques innovantes qui impliqueront les entreprises agricoles. Cette formation théorique et pratique s'adressera également à des équipes d'intervenants ciblés, qui viendront appuyer les managers sociaux. En complément, Coldiretti va identifier et former au moins 6 seniors de communauté bénévoles qui seront choisis parmi les représentants des secteurs de l'agriculture et de l'artisanat. Pour ce faire, Coldiretti prendra en charge le travail d'animation et de mobilisation collective des seniors de communauté. Il s'agira de personnes connues et déjà actives dans les territoires impliqués qui auront pour tâche de surveiller, de rapporter, d'animer (surtout vis-à-vis des personnes âgées) et d'aider les managers sociaux à se mettre en réseau. En outre, avec le senior de la communauté, les activités de vieillissement actif seront promues à partir de l'offre déjà présente dans la région et, si cela ne suffit pas, ils seront les ambassadeurs de la planification d'une nouvelle offre en ce sens.

Création et développement de lieux partagés

Les lieux partagés offrent des possibilités de mutualisation qui permettent à un ensemble de services d'être présents à plusieurs, là où, pris individuellement, ils ne pourraient exister de façon pérenne. C'est particulièrement le cas dans les zones rurales et de montagne, où la faible densité de population peut remettre en question la durabilité économique de différents services établis de manière séparée. C'est pourquoi des lieux partagés vont être expérimentés par les partenaires selon des modalités différentes, mais qui permettront à chaque fois, par la mutualisation, de répondre à des besoins non pourvus. Pour ce faire, les partenaires ont convenu d'expérimenter ces lieux partagés selon deux modes opératoires :

- la création ou le développement d'espaces innovants favorisant l'accès à un bouquet de services à travers un accompagnement des usagers dans leurs démarches quotidiennes et/ou leur vie sociale ;
- la diversification d'espaces existants afin d'apporter des services supplémentaires permettant de toucher davantage de publics.

A travers le groupe de travail transfrontalier, ces modes opératoires seront analysés comparativement et en s'appuyant sur les indicateurs définis dans le W.P. 3.3.

Le SMAPS (par délégation à la CC Val Guiers) et la CA Arlysère vont aménager des espaces innovants (MSAP - Maisons de Services au Public notamment¹⁰), afin de favoriser l'accès aux services dans une logique de proximité avec les bassins d'emploi. Ces espaces innovants permettront, au plus près de l'utilisateur, de garantir l'accès à un bouquet de services du quotidien, tout en créant du lien social.

La VMT identifiera différents lieux, choisis en collaboration avec les administrations municipales (bureaux municipaux, centres et résidences pour personnes âgées, bibliothèques, autres lieux) qui, suite à des réunions d'animation ou de formation, bénéficieront d'un accroissement de leur potentiel en termes d'offre de services ou d'information sociale et d'équipements. Le choix des services en question et le contenu des réunions d'information dépendront des besoins du territoire. Coldiretti Torino cartographiera les fermes locales intéressées à fournir l'espace physique et les compétences nécessaires pour répondre aux besoins locaux.

Coldiretti et la VMT vont également développer un dispositif innovant visant à ouvrir sur l'extérieur des résidences pour personnes âgées (au moins 4 Residenze Sanitarie Assistite – RSA). L'objectif sera d'améliorer la qualité des produits alimentaires, y compris, dans la mesure du possible, via l'établissement de relations avec les exploitations agricoles locales afin de bénéficier de produits locaux. Dans ce contexte, la RSA pourrait devenir un point de référence pour expérimenter l'impact social de la qualité de l'approvisionnement alimentaire, un aspect qui pourrait être lié à l'innovation dans les réseaux alimentaires. Plus généralement, ce dispositif créera des moments de partage avec le territoire autour de la nourriture, y compris pour les migrants ou les familles, dont les résidents seront les protagonistes (déjeuners en plein air, soirées à thème et animations culturelles sur l'alimentation, traditions liées à l'alimentation...). En plus de la restauration, d'autres services peuvent être ouverts sur l'extérieur (buanderie, salles de bains, création de jardins potagers collectifs où il y a des terrains disponibles...). En outre, les fermes situées à proximité des RSA seront mises en réseau pour faciliter les activités des résidents en contact avec la nature et les animaux, la socialisation et l'exercice physique (par exemple, travail sur la psychomotricité, "communautés de marche"). Enfin, la RSA pourra accueillir d'autres activités de laboratoire de référence pour l'ensemble de la Communauté et ne s'adressant pas seulement aux personnes âgées (famille, réseau familial, résidents).

Dispositifs pour personnes âgées et dépendantes pour l'adaptation de l'habitat

Les activités d'analyse des territoires préalables à la conception du projet ont montré que le risque d'isolement des personnes âgées et dépendantes est important dans les territoires ruraux et de montagne concernés par le projet. Les conséquences de l'isolement peuvent être

10 Le principe de la MSAP est de proposer un guichet d'accueil multi-services, sous la forme d'un point d'accueil polyvalent assurant un premier niveau d'information aux habitants sur les services du quotidien. La MSAP signe une convention locale avec différents opérateurs nationaux du champ de l'emploi et de l'action sociale (Pôle Emploi, CAF, CARSAT, CPAM, MSA). Cette convention locale prévoit entre autres les modalités de formation de l'agent d'accueil MSAP, pour qu'il ou elle puisse renseigner les habitants. Au-delà de sa fonction de point d'accueil, la MSAP a vocation à s'inscrire dans un projet de territoire, afin de mettre en œuvre des animations pour entretenir le lien et la cohésion sociale entre les habitants. Ce dispositif a fait ses preuves puisqu'il existe actuellement plus de 1 200 MSAP en France, dont plus d'une centaine dans les Alpes.

multiples : difficultés économiques non repérées, risques sanitaires, situations de précarité énergétique...C'est pourquoi les partenaires souhaitent tester des dispositifs visant à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées, par des actions d'appropriation de l'habitat.

Au sein du partenariat, le choix a été fait de mener cette expérimentation sur le territoire du SMAPS, car il s'agit du territoire du projet où le taux de dépendance (c'est-à-dire le rapport en pourcentage entre la population d'âge non actif et la population active) est le plus élevé, et où l'enjeu d'accès aux équipements de services du panier « seniors » est le plus important (voir le chapitre 3.2).

Le SMAPS (par délégation à la CC Val Guiers) va ainsi mener un important de travail de diagnostic de l'existant (identification et recensement des publics « à risque ») et de préconisations basées sur l'offre et les solutions existantes. Ce travail de diagnostic portera sur les dispositifs permettant le maintien à domicile des personnes âgées et dépendantes tout en rompant l'isolement, avec une attention portée à la gestion de l'énergie dans le logement (pour lutter contre la précarité énergétique). Suite à ce travail, seront organisées des actions de sensibilisation à la construction, la rénovation énergétique et l'habitat partagé, impliquant les différents acteurs intervenant dans le domaine du logement (bailleurs, artisans, travailleurs sociaux...). Le but de ces événements de sensibilisation sera de :

- communiquer sur les notions de confort, de santé et de valeur patrimoniale liées à l'adaptation de l'habitat ;
- rendre les parcours de rénovation plus fluides pour les usagers (simplification).

L'agent d'accueil de la MSAP sera également formé pour pouvoir renseigner les usagers concernés par ces problématiques et identifier les situations difficiles.

Ces actions de sensibilisation donneront lieu à un séminaire de restitution auquel seront conviés l'ensemble des acteurs et des élus du territoire. De plus, en lien avec InnovLab, le SMAPS organisera un « Hackathon » afin d'identifier des propositions innovantes dans le cadre de sa réflexion sur les politiques d'adaptation de l'habitat pour les personnes âgées et dépendantes (voir le W.P. 4.3).

Pour favoriser une bonne intégration entre ces actions menées par le SMAPS et celles menées par la VMT et Coldiretti sur les RSA, les membres de la Commission sociale du SMAPS (élus, techniciens et associatifs) réaliseront un voyage d'études en Italie afin d'observer la mise en œuvre des expérimentations, de visiter les lieux (RSA) et d'échanger avec les intervenants italiens.

Activités favorisant l'autonomie des jeunes

Les activités visant à rendre les jeunes plus autonomes et à faire en sorte qu'ils s'impliquent dans le développement de l'offre de services du territoire participent à l'attractivité du territoire et à l'installation durable des jeunes et des familles dans les territoires ruraux et de montagne. C'est pourquoi les partenaires ont fait le choix de mener des expérimentations visant, soit à rendre les jeunes acteurs de la vie du territoire, soit à créer des parcours de renforcement de leurs capacités. Le choix a été fait de mener ces expérimentations sur les territoires italiens, dans des zones où les jeunes sont fortement représentés, et notamment en tirant parti des ressources agricoles disponibles.

Coldiretti et la VMT soutiendront ainsi des actions visant à renforcer les centres familiaux gérés par les consortiums de protection sociale, en particulier des actions de soutien aux jeunes NEET et aux adolescents (après l'école, devoirs, soutien aux projets créatifs proposés par les jeunes).

Coldiretti et la VMT mèneront également un projet de développement des compétences des enfants et des adolescents dans une communauté de logements, en collaboration avec le Tribunal pour mineurs (tribunale dei minorenni) de Turin, à travers l'agriculture. Ce projet aura lieu au sein de la communauté de Brosso : deux foyers familiaux et une pension intégrée y accueilleront 12 enfants et adolescents de 10 à 17 ans. Les activités consisteront en la création d'un jardin collectif et en la réalisation de travaux agricoles, le soin des animaux et la collecte d'herbes sauvages. Si la Communauté de Brosso est identifiée comme la zone de lancement du projet, les fermes de Val Chiusella et un ou deux éducateurs seront impliqués. Pour les adolescents, ce programme sera l'occasion d'évaluer s'il est intéressant et pertinent de recevoir une formation spécifique pour travailler dans le secteur agricole.

Enfin, Coldiretti va diversifier des exploitations agricoles pour en faire des lieux de création de « laboratoires verts » en vue d'autonomiser les jeunes en difficulté par la création de parcours de renforcement des capacités en lien avec l'activité agricole. L'accompagnement sera organisé sur les modes suivants :

- sur le modèle d'« une famille pour une famille » : une famille d'exploitants agricoles accueillera et soutiendra une famille en situation de fragilité, en offrant des espaces et des moments d'accueil et d'activités partagées ;
- à travers la création de jardins partagés, où des entreprises agricoles pourront mettre à disposition des portions de terrains et des compétences spécifiques, afin que les personnes fragiles aient des espaces et des outils pour produire leur nourriture.

Lors de la phase de repérage initiale, 120 entreprises agricoles seront sollicitées au sein de 6 territoires (20 par territoire), afin d'aboutir au démarrage et à la mise en œuvre de 6 démarrages d'expériences pilotes (1 par territoire).

Mobilisation locale de ressources alimentaires/agricoles pour lutter contre les nouvelles pauvretés

Les adultes en difficulté économique doivent également bénéficier d'une attention particulière, dans un contexte où les carences de pouvoir d'achat, créées par des situations de chômage ou de précarité de l'emploi, mènent à des situations de précarité sociale. Cela entraîne une forte sollicitation des opérateurs de services sociaux tout en développant un sentiment d'exclusion. Cependant, on observe dans les territoires que certaines formes de solidarité locale se créent autour d'initiatives de bien-être génératif (don - restitution - pacte de réciprocité) qui permettent d'allier durabilité économique et valeur ajoutée sociale.

Ces formes de solidarité locale étant déjà très présentes dans les territoires italiens, la Ville Métropolitaine de Turin et Coldiretti mèneront deux types d'expérimentations visant à renforcer ces expériences locales ayant permis avec succès de lutter contre les nouvelles pauvretés.

Coldiretti mobilisera les marchés de campagne locaux (Mercati di Campagna Amica) afin de promouvoir et de créer des pratiques d'innovation sociale. Ces marchés jouent un rôle important dans la mise en valeur de l'agriculture italienne, en termes de promotion des traditions et de la culture, mais aussi de protection de l'environnement par une alimentation saine, accessible à un prix équitable et raisonnable¹¹. Dans ce contexte, Coldiretti analysera les pratiques existantes de récupération des aliments ou de dons pour les ménages en difficulté financière, afin de les recenser et les promouvoir. Sur la base des expériences actuelles, un marché sera choisi afin d'y expérimenter la création d'un réseau de soutien et de capacité et le don de nourriture aux familles en difficulté, en s'inspirant également d'expériences consolidées comme « Fa Bene ».

Enfin, la Ville Métropolitaine de Turin et Coldiretti vont travailler à la création d'une association foncière (ASFO) à Borgiallo et à renforcer l'ASFO d'Usseglio. Les ASFO visent à consolider de petites portions de terres non cultivées afin de stimuler l'entrepreneuriat agricole et la création d'emplois. L'objectif sera de créer des passerelles pour le développement des compétences dans les exploitations agricoles ou pour la création d'entreprises, de sorte que des terres non cultivées puissent être acquises pour entretenir le territoire et offrir des opportunités aux personnes en difficulté économique. Ces actions relevant de l'entrepreneuriat agricole seront menées en cohérence avec le projet InnovLab, à travers le partenaire Coldiretti.

Partenaire responsable de l'activité : Ville Métropolitaine de Turin

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, Consortium intercommunal des services de protection sociale (C.I.S.S. 38), réseaux des partenaires du projet (institutions, élus, techniciens, opérateurs publics et privés, associations, universités), groupes d'usagers en situation de fragilité (jeunes déscolarisés, personnes en difficulté économique, personnes âgées et dépendantes...), fondations communautaires.

Localisation : Les expérimentations liées aux espaces de services partagés auront lieu sur les territoires des partenaires.

Calendrier : 01.01.2019 – 31.12.2021

Certaines activités se dérouleront sur une échelle de temps plus resserrée :

- Les managers sociaux de la VMT et Coldiretti seront formés entre mai 2019 et septembre 2019, puis ils interviendront sur les territoires de octobre 2019 à mai 2021.
- Les réunions d'information visant à diversifier l'offre de services dans les différents lieux (VMT/Coldiretti) auront lieu la troisième année du projet.
- L'activation de nouveaux services au sein des résidences pour personnes âgées se feront entre février 2020 et février 2021.

¹¹ Consulter le site internet de la Fondazione Campagna Amica pour plus d'informations : <https://www.campagnamica.it/chi-siamo/>

—Les activités de développement des compétences pour les enfants et les adolescents par l'agriculture se dérouleront de septembre 2019 à septembre 2021.

Livrables :

4 dispositifs de mobilisation de managers sociaux

4 dispositifs de lieux partagés

1 dispositif territorial pour l'adaptation de l'habitat des personnes âgées et dépendantes (SMAPS)

3 dispositifs favorisant l'autonomie des jeunes

2 dispositifs de mobilisation locale de ressources agro-alimentaires pour lutter contre les nouvelles pauvretés

La synthèse d'évaluation globale de l'ensemble de ces dispositifs sera intégrée dans le livre blanc prévu dans le W.P. 4.2.

Activité 4.2 - Modélisation et évaluation des expérimentations

Objectifs :

- Évaluer les expérimentations menées dans le cadre du W.P. 4.1 ;
- Définir des modèles permettant la pérennisation des expérimentations ;
- Définir des modèles permettant la transférabilité des expérimentations sur d'autres territoires.

Description détaillée :

L'étape d'évaluation des expérimentations permettra de rendre compte de leur efficacité (a-t-on obtenu l'effet escompté ?), de leur efficience (les moyens disponibles ont-ils été optimisés ?) et de leur impact (a-t-on contribué à améliorer la situation des bénéficiaires ?). Cette étape permettra d'une part d'anticiper la mise en place de modèles durables pour pérenniser dans la durée les expérimentations qui auront été concluantes, et d'autre part d'envisager la transférabilité et la diffusion de ces modèles sur d'autres territoires.

Pour ce faire, les partenaires s'appuieront sur les éléments élaborés dans le cadre du W.P. 3.3 :

- le modèle de fiche expérience commun à tous les partenaires ;
- la liste d'indicateurs rendant compte de la qualité sociale et de la durabilité économique des expérimentations.

Chaque expérimentation menée dans le W.P. 4.1 donnera lieu à une fiche expérience qui comprendra une série d'indicateurs, à la fois qualitatifs et quantitatifs, ainsi que des préconisations concernant la mise en place de modèles organisationnels et/ou de gouvernance favorisant le succès de la démarche.

Chaque fiche expérience sera complétée d'une évaluation de la satisfaction des usagers des services et/ou interventions expérimenté(e)s. Cette évaluation se fera dans le cadre de sondages sur des panels d'usagers dans les différents lieux où auront été menées les expérimentations.

L'ensemble des fiches expériences seront compilées dans le cadre d'un livre blanc.

Comme dans le cadre du W.P. 3.3, ce travail d'évaluation et de modélisation des expérimentations se fera en interaction avec le PITEM Pro Sol et le PITER Coeur des Alpes, et donnera lieu à des rencontres spécifiques.

Partenaire responsable de l'activité : Ville Métropolitaine de Turin

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, réseaux des partenaires du projet, partenaires du PITEM Pro Sol, partenaires du PITER Coeur des Alpes, groupes d'usagers ayant bénéficié des expérimentations du W.P. 4.1

Localisation : Les activités de modélisation et d'évaluation des expérimentations auront lieu dans les locaux des partenaires. Les sondages seront menés auprès de panels d'usagers sur les lieux des expérimentations du W.P. 4.1.

Calendrier : 01.05.2020 – 31.12.2021

Livrables :

1 livre blanc comprenant au moins 10 fiches expériences (une par expérimentation menée).

Activité 4.3 - Intégration avec d'autres plans et projets

Objectifs :

- Assurer l'intégration des activités de SocialLab avec celles d'autres projets simples du PITER GRAIES Lab ;
- Assurer l'intégration des activités de SocialLab avec celles d'autres PITER/PITEM, en particulier le PITER Coeur des Alpes et le PITEM MITO ;
- Assurer l'intégration des activités de SocialLab avec d'autres projets locaux.

Description détaillée :

Afin d'assurer l'intégration cohérente des activités de SocialLab avec d'autres plans ou projets déjà lancés ou se déroulant en parallèle, les partenaires interviendront à plusieurs niveaux.

Intégration avec le PCC et le PITER GRAIES Lab : Living Lab

La méthode Living Lab sera appliquée aux actions prévues dans le WP 4 : cette méthode est transversale et concerne tous les projets du PITER GRAIES Lab. Dans le projet SocialLab, elle

sera déclinée selon les contenus et les actions spécifiques, en particulier dans le cadre de l'activation des espaces de services partagés « Bien Vivre ».

Intégration avec MobiLab et le PITER Coeur des Alpes

La mobilité est identifiée comme l'un des facteurs de l'accessibilité des services : mobilité des usagers pour accéder aux services, ou mobilité inversée avec l'itinérance des services (voir chapitre 4.4). Afin d'agir sur le paramètre de la mobilité des personnes en situation de fragilité, il est prévu deux types d'intégrations entre les projets Socialab et MobiLab.

La première intégration concerne les lieux d'information sur les services (W.P. 2.1 de Socialab) et les lieux partagés de services (W.P. 4.1 de Socialab) qui seront utilisés, pour certains d'entre eux et en fonction de l'impact souhaité, afin d'y placer des informations sur les services de mobilité. Ce travail sera assuré en particulier par Arlysère et la VMT, tous deux partenaires de MobiLab.

La deuxième intégration concerne les services de mobilité solidaire qui seront expérimentés dans le cadre de Socialab, sous la forme de transport à la demande (TAD) social, à partir des préconisations de l'étude menée dans le cadre de MobiLab. Arlysère mettra en œuvre ces préconisations sur son territoire, et la VMT appuiera le lancement d'une start-up de TAD social dans les vallées du Lanzo (accompagnement, formation) et renforcera le TAD dans la région du Canavese, en élargissant le territoire couvert. L'objectif sera d'identifier un modèle qui intègre et renforce les expériences existantes des municipalités et des organismes de gestion, vers la durabilité économique, et vers des modèles de gouvernance spécifiques en fonction des échelles territoriales. Ces services de TAD social pourront se faire de manière cohérente avec l'accès aux espaces de services partagés « Bien Vivre » (les cantines des résidences pour personnes âgées – RSA – par exemple).

L'intégration sur ce même thème de la mobilité se fera également avec le PITER Coeur des Alpes, qui prévoit entre autres des actions d'intégration de transports publics et privés à des fins socio-sanitaires, avec la mise en place d'un modèle transfrontalier de transport à la demande.

Intégration avec ExplorLab et le PITEM MITO

De manière générale, l'ensemble des réflexions et actions qui seront menées dans le projet Socialab (annuaires de services, schémas de services, diffusions d'informations...) intègrent les touristes et les travailleurs saisonniers en tant que publics présents sur les territoires des partenaires, et potentiellement bénéficiaires de certains services. Afin de renforcer cette interaction, une attention particulière sera portée au croisement entre les Living Lab des deux projets simples, par exemple en intégrant des opérateurs sociaux à l'activité Living Lab d'ExplorLab, et/ou en intégrant des opérateurs du tourisme à l'activité Living Lab de Socialab.

Les réunions inter-projets simples (voir le WP 1.1) permettront un transfert de compétences entre les partenaires des deux projets simples (par exemple, avec des échanges sur la réalisation de documents/outils portant sur l'accessibilité des hébergements touristiques, ou encore

l'accessibilité des outils de communication). Arlysère aménagera un espace partagé de services en gare d'Albertville, lieu stratégique, à destination tant des locaux que des touristes, excursionnistes afin de mettre en avant information, orientation et valorisation des services, des offres de mobilités, des activités touristiques et de loisirs. Cet espace constituera une « petite maison de l'outdoor », en interaction avec le PITEM MITO.

Des actions en vue de développer le « tourisme pour tous » ont par ailleurs été programmées dans le cadre de SocialLab. La VMT et Coldiretti mèneront à cet effet des actions afin d'améliorer l'accès aux services touristiques. Coldiretti, en particulier, impliquera des fermes auberges, des gîtes ruraux, des entreprises d'agriculture sociale, et des fermes pédagogiques dans des actions relevant également du « tourisme pour tous ». Ces actions concerneront l'accessibilité des installations d'hébergement pour tous types de publics, et l'accessibilité du tourisme en général pour les publics défavorisés, tout particulièrement les jeunes défavorisés.

Intégration avec InnovLab

L'intégration avec le projet InnovLab sera assurée par la mise en œuvre de la méthode du Lab et du Hackathon (voir W.P. 4.1 du projet InnovLab pour le détail de cette méthode). La méthode du Hackathon permet, sur un temps très court, de regrouper des développeurs, des experts, et des designers de services, et de lancer une compétition afin de créer une émulation et des propositions innovantes pour améliorer les services existants. Dans ce cadre, le SMAPS (par délégation à la CC Val Guiers) organisera un Hackathon afin d'identifier des propositions innovantes dans le cadre de ses actions sur les politiques d'adaptation de l'habitat pour les personnes âgées et dépendantes (comme mentionné dans le W.P. 4.1 de SocialLab).

Par ailleurs, à travers Coldiretti, également partenaire d'InnovLab, les actions visant à développer l'agriculture sociale par la création d'associations foncières (ASFO) et la valorisation agricole de terres non cultivées (voir le WP 4.1 de SocialLab) contribueront à stimuler l'entrepreneuriat agricole et la création d'emplois. Ces actions seront menées en cohérence avec les actions d'InnovLab visant à développer de nouveaux modèles d'affaires pour les petites et moyennes entreprises.

Intégration avec d'autres projets de développement local

Par ailleurs, le projet SocialLab s'intègre avec d'autres projets locaux sur le territoire italien.

Le projet "Fa Bene" est un projet/processus de bien-être génératif circulaire qui vise à construire de nouvelles alliances et à accroître le réseau social pour lutter contre la pauvreté dans un contexte de copropriété et de culture de la responsabilité. Il s'agit de donner des aliments frais invendus sur les marchés locaux, à des familles en difficulté financière qui retourneront l'équivalent de ce qu'elles ont reçu en nourriture sous forme de travail bénévole. C'est une opportunité de sortir de l'isolement social en renforçant le capital social des familles en difficulté économique (et de la communauté). Au sein de SocialLab, les bonnes pratiques en matière de retour de nourriture et de bénévolat qui font partie de la philosophie "Fa Bene" seront également renforcées. Ces bonnes pratiques seront mises à profit conjointement par la

VMT et Coldiretti, pour évoluer vers une meilleure connexion avec le réseau des citoyens actifs, à travers la création de « Alternative Food Networks » Solidaires.

Par ailleurs, une expérience réussie de création d'une start-up mixte employant des italiens et des migrants en difficulté économique, pour cultiver des terrains privés abandonnés par le biais d'une association foncière, avait été menée à Usseglio. Dans le cadre de Socialab, l'association foncière d'Usseglio sera renforcée, et une autre association foncière sera créée à Borgiallo (voire en d'autres lieux situés en haute montagne), impliquant des actions telles que : mise en place d'accords avec les propriétaires et les exploitations agricoles, recensement des parcelles, alignement cadastral, cartes des cultures, plan de gestion, conception du projet entrepreneurial. Une collecte de fonds aura lieu pour rémunérer un arpenteur, un agronome, un forestier, et la création d'actes juridiques. Cette action sera assurée par la VMT.

L'intégration avec ces deux derniers projets (Fa Bene et l'association foncière à Borgiallo) se fera en lien étroit avec les autres actions prévues par Coldiretti dans le cadre de la macro-action « Mobilisation locale de ressources alimentaires/agricoles pour lutter contre les nouvelles pauvretés » décrite dans le W.P. 4.1.

Partenaire responsable de l'activité : Coldiretti

Partenaires participants : Tous les partenaires

Autres organismes concernés : Communauté de Communes Val Guiers, Consortium intercommunal des services de protection sociale (C.I.S.S. 38), réseaux des partenaires du projet Socialab, ensemble des autres partenaires du PITER GRAIES Lab, partenaires du PITER Coeur Alpes (projet simple Coeur Solidaire), opérateurs de transport, usagers en difficulté économique, y compris les migrants.

Localisation : Les activités globales d'intégration de Socialab avec d'autres plans et projets auront lieu dans les locaux des partenaires, dans le cadre de réunions transversales au PITER GRAIES Lab. Pour certaines des activités, les territoires précis d'intervention ont déjà été définis :

- Les dispositifs de TAD social sur le versant italien auront lieu dans les vallées du Lanzo et la région du Canavese.
- L'extension du projet Fa Bene aura lieu sur le territoire du CISS 38.
- La création de l'association foncière aura lieu a minima à Borgiallo.

Calendrier : 01.02.2019 – 31.12.2021

Certaines activités se dérouleront sur une échelle de temps plus resserrée :

- Le Hackathon aura lieu en juillet 2020.
- Les dispositifs de TAD social dans les vallées du Lanzo et dans la région du Canavese seront développés entre février 2020 et décembre 2021.
- La création de l'association foncière à Borgiallo aura lieu entre février 2019 et février 2021.

Livrables :

4 points d'information sur les services de mobilité dans des « lieux phares » au sein des espaces de services partagés (lien avec MobiLab)

2 expérimentations de dispositifs de TAD social (lien avec MobiLab et le PITER Coeur des Alpes)

1 Hackathon comprenant des propositions innovantes pour l'adaptation de l'habitat des personnes âgées et dépendantes (lien avec InnovLab)

2 expérimentations visant à promouvoir l'information sur les services auprès des touristes et le tourisme pour tous

1 renforcement des bonnes pratiques de dons en nourriture fraîche contre restitution en travail volontaire (lien avec Fa Bene)

1 association foncière créée à Borgiallo (en synergie avec le renforcement de l'association foncière d'Usseglio).

4.9. Calendrier global du projet

Groupe d'activités (WP)	Activité	2017			2018			2019			2020			2021							
			P	P	P	P	P	P	L.87193												
0 Préparation du projet			P	P	P	P	P	P	L.87193												
	0.1 Rédaction du dossier de candidature		A	A	A	A	A	A	0.1.1 L.87193												
1 Gouvernance et gestion administrative										P L.87199 L.87200 L.87201	P	P	P L.87198 L.87202	P L.87199 L.87200	P	P	P L.87195 L.87198 L.87202	P L.87199 L.87200	P	P	P L.87194 L.87196 L.87197 L.87198 L.87202
	1.1 Gestion opérationnelle									A	A	A	A	A	A	A	A 1.1.2 L.87195	A	A	A	A 1.1.1 L.87194 1.1.3 L.87196 1.1.4 L.87197
	1.2 Gestion administrative et financière									A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198	A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198	A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198

	1.3 Suivi et évaluation									A 1.3.1 L.87201	A	A	A 1.3.2 L.87202	A	A	A	A 1.3.2 L.87202	A	A	A	A 1.3.2 L.87202	
2	Communication									P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P L.87203 L.87204 L.87205 L.87207
	2.1 Promotion des services									A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 2.1.1 L.87203 2.1.2 L.87204
	2.2 Diffusion des résultats									A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 2.2.1 L.87205 2.2.2 L.87207
3	Identification des modèles d'intervention									P	P	P	P	P	P	P	P	P L.87208 L.87209 L.87214 L.87215	P L.87210 L.87212 O.2	P L.87213	P O.1	

4 Expérimentation des modèles									P	P	P	P L.87225	P	P	P	P L.87224	P	P	P L.87222	P L.87216 L.87217 L.87218 L.87219 L.87220 L.87221 L.87223 L.87225 L.87226 L.87227 O.1 O.2
	4.1 Activation des espaces de services partagés "Bien Vivre"								A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 4.1.1 L.87216 4.1.2 L.87217 4.1.3 L.87218 4.1.4 L.87219 4.1.5 L.87220

	4.2 Modélisation et évaluation des expérimentations														A	A	A	A	A	A	A 4.2.1 L.87221
	4.3 Intégration avec d'autres plans et projets							A	A	A	A 4.3.4 L.87225	A	A	A	A	A 4.3.3 L.87224	A	A	A	A 4.3.1 L.87222	A 4.3.2 L.87223 4.3.4 L.87225 4.3.5 L.87226 4.3.6 L.87227

4.10. Coûts – Liste détaillée des coûts

Légende

1	Frais de personnel / Spese di personale	PER
2	Frais de bureau et frais administratifs / Spese d'ufficio e amministrative	BUR
3	Frais de déplacement et d'hébergement / Spese di viaggio e soggiorno	DEP
4	Frais liés au recours à des compétences et à des services externes / Spese per consulenze e servizi esterni	SER
5	Dépenses d'équipement / Spese per attrezzature	EQU
6	Dépenses d'infrastructures et de BTP / Spese di infrastruttura e di edilizia	BTP

Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (Chef de file)

N. WP	N. Activité / N. Attività	Description Dépense / Spesa	Catégorie de dépense / Categoria di spesa	Chiffre / Quantificazione			Deja soutenu / Già sostenuto	Répartition / Ripartizione			Déléataire / Soggetti attuatori Communauté de Communes Val Guiers (CCVG)				
				Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità		Total activité / Totale attività	Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)					Année 3 / Anno 3 (2021)
0	1	Rédaction du projet	SER	16 000,00	forfait	1	16 000,00	16 000,00							
1	1	Gestion opérationnelle	PER	209,00	jour/jour	45	9 405,00		3 405,00	3 000,00	3 000,00		6 155,00	157 238,00	Frais de personnel
1	1	Frais généraux	BUR		forfait		23 585,70		9 213,90	7 493,25	6 878,55		23 585,70	23 585,70	Frais de bureau
1	1	Frais missions personnel	DEP	250,00	unité/unità	38	9 500,00		3 500,00	3 000,00	3 000,00		9 000,00	165 726,89	Autres coûts directs
1	2	Gestion administrative et financière	PER	259,00	jour/jour	54	13 986,00		5 698,00	4 144,00	4 144,00		13 986,00		
1	2	Audit	SER	2 000,00	unité/unità	3	6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00				
1	2	Assistance administrative et financière (AMO)	SER	500,00	jour/jour	10	5 000,00		3 000,00	1 000,00	1 000,00				
1	3	Suivi et évaluation	PER	259,00	jour/jour	31	8 029,00		3 626,00	1 813,00	2 590,00		8 029,00		
2	1	Supports de communication	SER	666,00	jour/jour	15	9 990,00		3 990,00	3 000,00	3 000,00		9 990,00		
2	1	Equipe des guichets de services – MSAP	EQU	18 216,89	unité/unità	1	18 216,89		10 000,00	8 216,89			18 216,89		
2	1	Appui à la communication	PER	209,00	jour/jour	57	11 913,00		3 971,00	3 971,00	3 971,00		11 913,00		
2	2	Rapport de diffusion des résultats	SER	625,00	jour/jour	8	5 000,00				5 000,00		5 000,00		
2	2	Diffusion des résultats	PER	209,00	jour/jour	10	2 090,00				2 090,00		2 090,00		
3	1	Analyse des besoins et de l'offre	PER	209,00	jour/jour	48	10 032,00		6 897,00	3 135,00			10 032,00		
3	1	Organisation Living Lab	SER	3 700,00	unité/unità	1	3 700,00		2 700,00	1 000,00			3 700,00		
3	2	Accompagnement à l'élaboration d'un schéma de	SER	26 640,00	unité/unità	1	26 640,00		20 000,00	6 640,00			26 640,00		
3	3	Modélisation fiche expérience et indicateurs	PER	209,00	jour/jour	19	3 971,00		2 090,00	1 881,00			3 971,00		
4	1	Espace de services partagés	SER	19 980,00	unité/unità	1	19 980,00		9 980,00	5 000,00	5 000,00		19 980,00		
4	1	Manager social	PER	209,00	jour/jour	57	11 913,00		5 913,00	3 000,00	3 000,00		11 913,00		
4	1	Suivi espace de services partagés	PER	209,00	jour/jour	235	49 115,00		17 556,00	16 511,00	15 048,00		49 115,00		
4	1	Dispositifs d'adaptation de l'habitat / personnes âgées	SER	700,00	jour/jour	60	42 000,00		20 000,00	15 000,00	7 000,00		42 000,00		
4	1	Suivi dispositif d'adaptation de l'habitat / personnes âgées	PER	209,00	jour/jour	120	25 080,00		9 000,00	8 000,00	8 080,00		25 080,00		
4	2	Modélisation et évaluation	PER	209,00	jour/jour	26	5 434,00			3 000,00	2 434,00		5 434,00		
4	3	Organisation Living Lab	SER	3 700,00	unité/unità	1	3 700,00		1 300,00	1 200,00	1 200,00		3 700,00		
4	3	Suivi de l'intégration avec InnovLab et ExplorLab	PER	209,00	jour/jour	30	6 270,00		3 270,00	1 500,00	1 500,00		6 270,00		
		Totale					346 550,59	16 000,00	147 109,90	103 505,14	79 935,55		315 800,59		

Communauté d'Agglomération Arlyère

N. WP		N. Activité / N. Attività	Descrizione	Catégorie de dépense / Categoria di spesa	Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità	Total activité / Totale attività	Deja soutenu / Già sostenuto	Répartition / Ripartizione				
		Dépense / Spesa							Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)	Année 3 / Anno 3 (2021)			
0			1 Rédaction du projet											
1			1 Gestion opérationnelle	PER	373,00	jour/giorno	54	20 142,00		6 714,00	6 714,00	6 714,00	229 395,00	Frais de personnel
1			1 Frais généraux	BUR		forfait		34 409,25		11 469,75	11 469,75	11 469,75	34 409,25	Frais de bureau
1			2 Gestion administrative	PER	373,00	jour/giorno	36	13 428,00		4 476,00	4 476,00	4 476,00	233 016,93	Autres couts directs
1			2 Audit	SER	2 000,00	unité/unità	3	6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00		
1			3 Suivi et évaluation	PER	373,00	jour/giorno	15	5 595,00		1 865,00	1 865,00	1 865,00		
2			1 Supports de communication du projet	SER	2 000,00	unité/unità	1	2 000,00		2 000,00				
2			1 Equipement des guichets de services	SER	4 500,00	unité/unità	6	27 000,00		13 500,00	13 500,00			
2			1 Communication online et offline	PER	373,00	jour/giorno	30	11 190,00		3 730,00	3 730,00	3 730,00		
2			1 Communication online et offline : outils web	SER	5 000,00	unité/unità	3	15 000,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00		
2			2 Diffusion des résultats	PER	373,00	jour/giorno	15	5 595,00		1 119,00	1 119,00	3 357,00		
2			2 Séminaire de lancement du projet	SER	3 035,28	unité/unità	1	3 035,28		3 035,28				
2			2 Organisation du séminaire de lancement	PER	373,00	jour/giorno	5	1 865,00		1 865,00				
3			1 Analyse des besoins et de l'offre	PER	373,00	jour/giorno	120	44 760,00		22 380,00	22 380,00			
3			1 Organisation Living Lab	SER	5 700,00	unité/unità	1	5 700,00		2 850,00	2 850,00			
3			1 Appropriation de la méthode Living Lab	PER	373,00	jour/giorno	24	8 952,00		4 476,00	4 476,00			
3			1 Analyse juridique et financière pour la création d'un CIAS	SER	13 000,00	unité/unità	2	26 000,00		13 000,00	13 000,00			
3			1 Formation par un organisme qualifié - création d'un CIAS	SER	2 000,00	unité/unità	1	2 000,00		2 000,00				
3			2 Accompagnement à l'élaboration d'un schéma de services	SER	28 000,00	unité/unità	1	28 000,00		14 000,00	10 000,00	4 000,00		
3			2 Suivi de l'élaboration du schéma de services	PER	373,00	jour/giorno	70	26 110,00		3 730,00	7 460,00	14 920,00		
3			3 Modélisation fiche expérience et indicateurs	PER	373,00	jour/giorno	30	11 190,00		3 730,00	3 730,00	3 730,00		
4			1 Espace de services partagés	SER	37 000,00	unité/unità	1	37 000,00		20 000,00	17 000,00			
4			1 Manager social	PER	373,00	jour/giorno	132	49 236,00		16 412,00	16 412,00	16 412,00		
4			2 Modélisation et évaluation	PER	373,00	jour/giorno	40	14 920,00				14 920,00		
4			3 Intégration avec MobilLab : mise en œuvre du TAD social	SER	19 000,00	unité/unità	3	57 000,00		19 000,00	19 000,00	19 000,00		
4			3 Suivi du TAD social	PER	373,00	jour/giorno	15	5 595,00		1 865,00	1 865,00	1 865,00		
4			3 Organisation Living Lab	SER	5 700,00	unité/unità	1	5 700,00			2 850,00	2 850,00		
4			3 Suivi et appropriation de la méthode Living Lab	PER	373,00	jour/giorno	24	8 952,00		2 238,00	2 238,00	4 476,00		
4			3 Intégration avec ExplorLab : Espace de services partagés en gare	SER	18 581,65	unité/unità	1	18 581,65		18 581,65				
4			3 Suivi de l'intégration avec ExplorLab	PER	373,00	jour/giorno	5	1 865,00		1 865,00				
			Totale					496 821,18	0,00	202 901,68	173 134,75	120 784,75		

Ville Métropolitaine de Turin

N. WP		Descrizione		Chiffre / Quantificazione				Répartition / Ripartizione			Déléataire / Soggetti attuatori	
N. WP	N. Attività / N. Attività	Dépense / Spesa	Catégorie de dépenses / Categoria di spesa	Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità	Total activité / Totale attività	Deja soutenu / Già sostenuto	Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)	Année 3 / Anno 3 (2021)	Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38)
0	1	Creazione dossier candidatura										
1	1	Gestione operativa	PER	120,00	jour/giorno	115	13 800,00		4 600,00	4 600,00	4 600,00	
												25 800,00 personale ufficio e amministrative
1	1	Missioni personale	DEP	250,00	unité/unità	6	1 500,00		500,00	500,00	500,00	
1	2	Gestione amministrativa	PER	120,00	jour/giorno	75	9 000,00		3 000,00	3 000,00	3 000,00	
1	2	Assistenza tecnica amministrativa / rendicontazioni	SER		forfait		11 617,65		11 617,65			
1	3	Monitoraggio / indicatori	SER		forfait		2 000,00		1 000,00	1 000,00		
2	1	Attività informative	PER	120,00	jour/giorno	25	3 000,00		3 000,00			
2	1	Attività informative	SER		forfait		2 000,00		2 000,00			
2	1	Guichet Tribunale Ivrea	SER		forfait		35 000,00		35 000,00			
2	2	Brochure di comunicazione	SER		forfait		2 000,00			2 000,00		
3	1	Osservatorio e bilancio consolidato	SER		forfait		15 000,00		15 000,00			
3	1	Organizzazione Living Lab	SER		forfait		5 600,00		5 600,00			
3	2	Viaggio studio	DEP	250,00	unité/unità	10	2 500,00			2 500,00		
3	3	Set di indicatori	SER		forfait		5 000,00			5 000,00		
4	1	Manager sociali / animatori di comunità	SER	30 000,00	unité/unità	4	120 000,00			60 000,00	60 000,00	120 000
4	1	Altri operatori di supporto animatori di comunità	SER		unité/unità	1	20 000,00			20 000,00		
4	1	Formazione animatori	SER		forfait		20 000,00		20 000,00			
4	1	Favorire sviluppo spazi condivisi	SER		forfait		75 000,00			50 000,00	25 000,00	
4	1	Ragazzi in Comunità	SER		forfait		20 000,00			20 000,00		
4	1	Rafforzamento centri famiglie e sostegno adolescenti e giovani	SER		forfait		30 000,00			30 000,00		30 000
4	2	Modelizzazione	SER		forfait		15 000,00			7 500,00	7 500,00	
4	3	Organizzazione Living Lab	SER		forfait		5 600,00			5 600,00		
4	3	Progetto Fa Bene e sinergie con azioni su ecc. alimentari	SER		forfait		26 540,00			26 540,00		26 540
4	3	Associazione fondiaria	SER		forfait		15 000,00		15 000,00			
4	3	Integrazioni con ExplorLab	SER		forfait		10 000,00			10 000,00		
4	3	Integrazioni con Mobilab : Mobilità a chiamata (sociale)	SER		forfait		20 000,00			20 000,00		
		Totale					485 157,65	0,00	116 317,65	268 240,00	100 600,00	176540

Fédération Provinciale Coldiretti de Turin

		Descrizione		Chiffre / Quantificazione			Répartition / Ripartizione						
N. WP	N. Activité / N. Attività	Dépense / Spesa	Catégorie de dépense / Categoria di spesa	Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità	Total activité / Totale attività	Deja soutenu / Già sostenuto	Anneé 1 / Anno 1 (2019)	Anneé 2 / Anno 2 (2020)	Anneé 3 / Anno 3 (2021)		
0	1	Creazione dossier candidatura											
1	1	Gestione operativa	PER		forfait		47 282,00		15 760,67	15 760,67	15 760,66	70 923,00	20% altri diretti
1	1	Spese generali	BUR		forfait		10 638,45		3 546,15	3 546,15	3 546,15	10 638,45	15% personale
1	1	Missioni personale	DEP	200,00	unité / unità	12	2 400,00		800,00	800,00	800,00	354 615,02	altri diretti
1	2	Gestione amministrativa	PER		forfait		23 641,00		7 880,33	7 880,33	7 880,34		
1	2	Assistenza tecnica amministrativa	SER	350,00	jour / giorno	60	21 000,00		7 000,00	7 000,00	7 000,00		
1	3	Monitoraggio	SER	300,00	jour / giorno	12	3 600,00		1 200,00	1 200,00	1 200,00		
2	1	Promozione dei servizi	SER	200,00		30	6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00		
2	2	Seminario finale	SER	300,00	jour / giorno	10	3 000,00				3 000,00		
3	1	Analisi bisogni/Osservatorio partecipato	SER	400,00	jour / giorno	100	40 000,00		30 000,00	10 000,00			
3	1	Organizzazione Living Lab	SER	250,00	jour / giorno	20	5 000,00		2 500,00	2 500,00			
3	2	Definizione schema servizi - Viaggio studio	DEP	250,00	unité / unità	2	500,00			500,00			
3	3	Modelizzazione	SER	300,00	jour / giorno	12	3 600,00		1 800,00	1 800,00			
4	1	Manager sociali (senior di comunità)	SER	300,00	jour / giorno	90	27 000,00		9 000,00	9 000,00	9 000,00		
4	1	Strumenti e attrezzature	EQU	615,02	unité / unità	1	615,02			615,02			
4	1	Favorire sviluppo spazi condivisi - (es. RSA, aziende)	SER	300,00	jour / giorno	307	92 100,00		28 500,00	31 800,00	31 800,00		
4	1	Sostegno adolescenti e giovani in percorsi di AS	SER	300,00	jour / giorno	127	38 100,00		12 600,00	12 600,00	12 900,00		
4	2	Modelizzazione e valutazione delle sperimentazioni	SER	300,00	jour / giorno	12	3 600,00			1 800,00	1 800,00		
4	3	Organizzazione Living Lab	SER	250,00	jour / giorno	20	5 000,00		2 500,00	2 500,00			
4	3	Integrazioni con Mobilab e Innovlab: organizzazione azioni	SER	300,00	jour / giorno	15	4 500,00		1 500,00	1 500,00	1 500,00		
4	3	Alternative Food Networks solidali (Fa Bene)	SER	300,00	jour / giorno	136	40 800,00		14 400,00	14 400,00	12 000,00		
4	3	Persone fragili Mobilitazione risorse (es. ASFO)	SER	200,00	jour / giorno	169	33 800,00		12 000,00	11 800,00	10 000,00		
4	3	Integrazione con Explorlab	SER	200,00	jour / giorno	120	24 000,00		8 000,00	8 000,00	8 000,00		
		Totale					436 176,47	0,00	160 987,15	147 002,17	128 187,15		

4.11. Dimension transfrontalière

Bien que les constats qui ont mené à la construction de ce projet de coopération transfrontalière soient partagés entre les partenaires (nécessité d'améliorer l'offre de services), tous ne partagent pas les mêmes expériences en termes de :

- manière d'organiser localement les services ;
- méthodologie de travail mise en œuvre pour analyser et mieux connaître les territoires (types de données, informations difficiles à croiser ou à recouper...) ;
- solutions envisagées par le passé face à la diminution de l'offre de services en milieu rural et aux inégalités qui en résultent ;
- expériences et leçons tirées de l'expérimentation de ces solutions.

De plus, compte-tenu des réglementations en France (exemple : schémas de services) et en Italie (exemple : agriculture sociale), les mises en œuvre devront s'adapter à ces différences.

En particulier, les activités des WP 3 et WP 4 seront menées de trois manières :

- des méthodologies similaires afin de garantir la valeur ajoutée de l'approche transfrontalière (WP 3.1, 3.3, 4.1 et 4.2) ;
- des approches spécifiques en fonction des publics cibles prioritaires identifiés sur les différents territoires du projet (WP 4.1, 4.3) ;
- le transfert de bonnes pratiques non présentes de part et d'autre de la frontière (WP 3.2).

Le fait d'aborder le projet Socialab à travers une approche transfrontalière présente ainsi des avantages à plusieurs niveaux :

- **pour les partenaires** : l'échange de pratiques culturelles dans la manière d'aborder les services au public et services sociaux (groupe de travail partagé, retours d'expérience, voyages d'études...) créera une émulation qui permettra de part et d'autre de la frontière d'envisager de nouvelles manières de faire. De plus, les partenaires pourront s'appuyer les uns les autres sur leurs expertises complémentaires afin d'aboutir à la définition de méthodologies communes (tant dans la manière de définir l'offre de services que dans la manière de l'évaluer) ;
- **pour les groupes cibles** : la mise en place d'une gouvernance transfrontalière permettra d'associer les usagers sur un mode opératoire similaire tout en analysant les comportements, différents d'un territoire à l'autre, et riches d'enseignements ;
- **pour les zones du projet** : les territoires concernés bénéficieront d'une réduction des inégalités en matière d'accès aux services par la mise en œuvre des mêmes modes opératoires à l'échelle transfrontalière (espaces de services partagés, managers sociaux, mutualisation de lieux et de moyens...) ;
- **pour la zone du programme** : bien que les partenaires du projet ne couvrent qu'une partie de la zone du programme, les résultats des expérimentations menées seront diffusés plus largement au sein de cette zone afin d'envisager de transférer certaines méthodologies ou

approches à d'autres territoires rencontrant des problématiques similaires en matière d'accès aux services, qu'ils soient en France ou en Italie.

4.12. Intégration aux autres projets du PITER GRAIES Lab

SociaLab	
Intégration thématique interne	PCC <ul style="list-style-type: none"> - Formation - Communication - Suivi - Evaluation
	MobiLab <ul style="list-style-type: none"> - Expérimentation de services de « mobilité solidaire » (TAD social) - Identification de “lieux phares” où seront placées les informations sur les services de mobilité
	InnovLab <ul style="list-style-type: none"> - Hackathon comprenant des propositions innovantes pour l’adaptation de l’habitat des personnes âgées et dépendantes, selon la méthode d’InnovLab, avec une formation - Intégration des actions d’agriculture sociale au développement de nouveaux modèles d’affaires
	ExplorLab <ul style="list-style-type: none"> - Intégration, dans les schémas de services locaux, de services dédiés aux touristes et aux travailleurs saisonniers (santé, mobilité, logement...) - Transferts de compétences entre projets sur les questions liées à l’accessibilité du tourisme - Actions en faveur du tourisme pour tous - Aménagement d’un espace de services partagé en gare (petite maison de l’outdoor), à destination tant des locaux que des touristes

4.13. Cohérences

Le projet SociaLab a été conçu et sera mené en cohérence avec d’autres projets similaires, ce qui permettra d’éviter les phénomènes de doublons ou la fragmentation des actions. L’objectif est d’explorer au maximum les synergies mutuelles et bénéfiques réciproques entre projets, tout en apportant une valeur ajoutée plus importante au programme ALCOTRA. En effet, les impacts et résultats attendus sur la zone du programme seront d’autant plus importants si les plans et projets retenus travaillent dans la coordination et la concertation.

Cohérences avec les autres projets ALCOTRA

Le PITER des Hautes Vallées « Coeur des Alpes » a pour objectif de faire du territoire une « Destination intelligente » en le rendant plus attractif pour les habitants, les touristes et les entreprises et en assurant une haute qualité de vie. Le PITER comprend, en dehors du PCC, 4 projets simples : Coeur Innovant (pour les entreprises), Coeur Résilient (pour les habitants, travailleurs et touristes), Coeur en Mouvement (pour développer des solutions de mobilité douce), et Coeur Solidaire. Ce dernier projet Coeur Solidaire, dont la Ville Métropolitaine de Turin est chef de file, a pour objectif de créer les conditions pour que les populations montagnardes des Hautes Vallées puissent bénéficier de services essentiels de qualité, en vue de l'innovation sociale et de l'intégration des spécificités des zones de montagne. Il comprend parmi ses actions la création d'un réseau transfrontalier d'échanges de bonnes pratiques visant à la conception et à la capitalisation de passerelles pour l'innovation sociale, ainsi que l'expérimentation de nouveaux services/projets dans ce sens.

Le projet Coeur Solidaire a notamment en commun avec Socialab l'expérimentation de lieux partagés et de managers sociaux (personnes ressources), c'est pourquoi la modélisation des indicateurs (W.P. 3.3 de Socialab) et l'évaluation des expérimentations menées par Socialab (W.P. 4.2) se feront en coordination étroite avec le projet Coeur Solidaire afin de définir une méthodologie commune.

Le PITEM PRO-SOL (Prossimità Solidale) a pour objectif de développer les solidarités de proximité dans l'accès aux services et se décline selon 4 projets simples en plus du PCC :

- un projet « Jeunes » visant à faciliter l'interaction avec les jeunes préadolescents et les adolescents vulnérables dans les zones montagneuses et rurales grâce au développement, à la mise en réseau et à l'innovation ;
- un projet « Femmes » visant à mettre en place un système de soutien des femmes pour l'accès plus facile et plus immédiat aux services de santé, et la conciliation entre le travail et la famille ;
- un projet « Seniors » qui vise à proposer des solutions innovantes issues d'un travail comparatif entre différents systèmes qui co-existent pour les mêmes besoins de la population âgée ;
- un projet « Proximité » qui permettra d'identifier des outils et des modèles pour développer les services en réseau afin de construire un écosystème autour de la santé et du bien-être en zone de montagne.

Son chef de file est la Région Piémont.

Le PITEM PRO-SOL a en commun avec Socialab tant certains des publics cibles (personnes âgées, jeunes) que l'objectif de travailler sur des modèles innovants, en associant étroitement les usagers. C'est pourquoi, là encore, la modélisation des indicateurs et l'évaluation des expérimentations menées par le projet Socialab (W.P. 3.3 et 4.2) se feront en étroite coordination avec le PITEM PRO-SOL afin de définir une méthodologie commune.

Le PITEM MITO (Modèles intégrés pour le tourisme outdoor) a pour objectif de créer un marché international pour le tourisme outdoor dans l'espace ALCOTRA. Les 4 projets composant la stratégie du PITEM utilisent le schéma suivant : créer les conditions pour harmoniser les informations sur l'offre outdoor et les rendre interopérables, qualifier le produit touristique grâce à la formation des opérateurs, réaliser les infrastructures, essayer des solutions durables pour l'utilisation, capitaliser l'expérience de gestion des services et de la promotion. Le but est de favoriser la continuité, le renouvellement et la satisfaction des amateurs de sport outdoor à travers une offre claire, sûre et qualitative en contribuant à la diversification de l'offre touristique et à la désaisonnalisation.

Dans le cadre de Socialab, la mise en place d'un espace de services partagé par la CA Arlysère, en gare d'Albertville (WP 4.3), constituera un lieu stratégique pour délivrer de l'information à destination en particulier des touristes sur l'ensemble des services qui leur sont accessibles. Cette « petite maison de l'outdoor » pourra se construire en interaction avec le PITEM MITO, notamment dans l'objectif de rendre les informations interopérables.

Cohérences avec les politiques et programmes européens

La stratégie Europe 2020 a pour objectif une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle vise notamment à « réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes touchées ou menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale »¹². Le projet Socialab contribue à cet objectif par ses actions de formation, de remobilisation par le travail des personnes en difficulté économique, et de création de lien social avec les personnes marginalisées ou fragilisées (notamment à travers les managers sociaux et plus généralement les espaces de services partagés).

Le programme Alpine Space est un « programme transnational de coopération territoriale européenne qui vise à soutenir le développement régional durable dans la région alpine »¹³. Le projet Socialab s'inscrit particulièrement en cohérence avec les priorités 1.2 (Améliorer la délivrance des services d'intérêt général) et 4 (Une bonne gouvernance de l'Espace Alpin), car il participe au renforcement de l'attractivité des Alpes pour l'installation et le maintien durable des habitants, y compris les plus fragiles, grâce au développement d'offres de services innovantes et faisant appel à des modèles de gouvernance nouveaux (Living Lab).

La Déclaration de Cork 2.0, publiée suite à la Conférence Européenne sur le Développement Rural, qui a réuni, les 5 et 6 septembre 2016 en Irlande, plus de 340 porteurs d'intérêts du développement rural. La Déclaration (intervenue 20 ans après de la Déclaration de Cork de 1996) indique 10 orientations politiques dont devrait s'inspirer une politique agricole et rurale innovatrice, intégrée et inclusive dans l'Union Européenne. Les points « 1. Promouvoir la prospérité des zones rurales », « 2. Renforcer les chaînes de valeur rurales » et « 3. Investir dans

12 Source : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/framework/europe-2020-strategy_fr

13 Source : <http://www.espacealpin.fr/a-propos/le-prog-espace-alpin/qu-est-ce-que-le-programme->

la rentabilité et dans la vitalité des zones rurales » sont particulièrement significatifs pour le projet Socialab.

Le projet est également cohérent avec la **stratégie macro-régionale EUSALP** qui prévoit, dans le groupe d'action 5, de promouvoir l'accessibilité aux services publics.

Cohérences avec les politiques et programmes nationaux

En Italie, la Stratégie Zones Internes (Strategia Aree Interne) repose sur l'hypothèse que les zones éloignées des "pôles urbains" présentent de plus grands problèmes d'accès aux services essentiels (éducation, santé et mobilité) et vise à soutenir la promotion de projets de développement local en faveur de ces zones. Les zones internes doivent donc chacune définir une stratégie de zone, afin de mettre en œuvre des projets de développement local et visant l'amélioration des services. Cette stratégie de zone s'appuie sur une analyse des spécificités de chaque territoire. Le projet Socialab s'inscrit en cohérence avec la Stratégie Zones Internes dans la mesure où il adopte une approche méthodologique visant d'une part à analyser les besoins et l'état de l'offre de services au niveau local, d'autre part de proposer l'expérimentation de solutions qui s'appuient sur cette analyse préalable.

Par ailleurs, en Italie, la **Loi 141 du 18 août 2015** régit l'agriculture sociale, en introduisant des mesures qui prévoient : a) l'insertion sociale et au travail des travailleurs en situation de handicap et des travailleurs défavorisés, personnes défavorisées et mineurs en âge de travailler, insérés dans des projets de réhabilitation sociale ; b) des prestations et activités sociales et de services pour les communautés locales par l'utilisation de ressources matérielles et immatérielles de l'agriculture ; c) des prestations et services thérapeutiques en s'appuyant également sur les animaux et la culture de plantes; d) des initiatives d'éducation environnementale et alimentaire, de sauvegarde de la biodiversité animale, y compris par l'organisation de fermes sociales et éducatives. Le projet Socialab va contribuer en particulier à la réalisation des points a) et b) précités.

En France, la loi NOTRe du 7 juillet 2015 (Nouvelle Organisation territoriale de la République) a rendu obligatoire l'élaboration de Schémas d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) au niveau de chaque département français. Ces schémas, définis pour une durée de 6 ans, définissent un programme d'actions destinées à renforcer l'offre de services dans les zones présentant un déficit d'accessibilité des services. De plus, cette même loi prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2017, une communauté de communes peut exercer, en plus de ses compétences obligatoires classiques, la compétence optionnelle de création et de gestion d'une Maison de services au public (MSAP). Les MSAP, en tant que « guichets uniques » et points d'accueil polyvalents, participent en ce sens à l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des services publics. Le projet Socialab s'inscrit en cohérence avec cette politique, tant par la méthodologie d'élaboration des schémas de services locaux (W.P. 3.2) que pour la création et le développement d'espaces innovants d'accès à des services mutualisés- dont MSAP (W.P. 4.1).

Cohérences avec les politiques et programmes locaux et régionaux

Les plans stratégiques locaux (PSL) des GAL Valli del Canavese¹⁴, Valli di Lanzo, Ceronda e Casternone prévoient, dans le cadre du domaine thématique « Développement et innovation des filières » de stimuler et de soutenir l'agriculture sociale, dont un certain nombre d'initiatives ont déjà vu le jour sur les territoires, afin de tester et d'échanger sur les pratiques en matière de bien-être rural innovant. Le projet Socialab rejoint ces aspects notamment dans le fait de créer ou développer des associations foncières ou de former les jeunes ou les personnes en difficulté économique aux métiers agricoles, ce qui contribuera à favoriser le dynamisme de la filière.

La Région Piémont a lancé un appel sur la Mesure 16.9.1 Projets d'agriculture sociale, pour promouvoir les réseaux locaux de communautés en utilisant les ressources matérielles et immatérielles de l'agriculture, et pour réaliser des actions visant au développement de capacités, d'inclusion sociale et au travail, de loisirs et de services utiles pour la vie quotidienne. Nous considérons parfaitement cohérent cette mesure avec les actions du présent projet Socialab.

En Savoie, le SDAASP, adopté courant 2018, prévoit dans ses actions phares de renforcer le maillage du territoire en MSAP, tout en assurant la continuité et la complémentarité entre l'accès physique et numérique aux services. Le projet Socialab prévoit quant à lui l'installation de bornes de médiation numérique (W.P. 2.1) autant que la création de lieux de services partagés (W.P. 4.1) en vue de communiquer et de faciliter l'accès aux services.

Enfin, dans l'Avant-Pays Savoyard, le SMAPS a réalisé, de novembre 2016 à octobre 2017, un diagnostic complet sur le « Bien Vivre Ensemble », avec l'appui de Territoires Conseils. Ce diagnostic, intitulé « Les services à la population, vecteurs d'un territoire accueillant, dynamique, novateur », identifie 4 axes transversaux structurants comme enjeux prioritaires des années à venir : habiter mieux et inventer de nouvelles façons d'habiter, favoriser la mobilité, favoriser le maillage des services, des équipements et des associations, développer la connaissance réciproque et la mise en réseau des acteurs du territoire. Le projet Socialab s'inscrit en totale cohérence avec chacun des axes (notamment dans les W.P. 4.1 et 4.3).

4.14. Développement durable

Le projet Socialab intègre plusieurs aspects relevant de la stratégie européenne pour le développement durable.

Dans le cadre du W.P. 4.1, les actions suivantes auront un impact positif sur l'environnement :

14 Source : http://galvallidelcanavese.it/wp-content/uploads/2016/11/psl-per-sito_def.pdf

- la mise en place d'actions de sensibilisation pour la rénovation énergétique des bâtiments (macro-action « Dispositif pour personnes âgées et dépendantes pour l'adaptation de l'habitat ») , et notamment pour lutter contre la précarité énergétique des foyers en difficulté, contribuera à réduire les consommations énergétiques des bâtiments et aura donc un impact positif en termes d'efficacité énergétique et de lutte contre le changement climatique ;
- la récupération des invendus alimentaires dans le cadre de la création d'un réseau de dons et d'entraide sociale (marché de campagne local) permettra, tout comme le projet Fa Bene (W.P. 4.3) de réduire le gaspillage alimentaire et les quantités de déchets produits sur les marchés ;
- les « laboratoires verts » des entreprises agricoles promouvront des styles de vie et de consommation durables à faible impact environnemental, en impliquant directement les jeunes dans la diffusion de ces bonnes pratiques ;
- globalement, la création d'espaces de services partagés de proximité (RSA, MSAP...) sera de nature à favoriser les échanges en circuits courts, et donc à réduire les déplacements polluants et coûteux en énergie.

De manière générale, la stratégie globale du PITER GRAIES Lab consiste à mettre en œuvre des modèles de gouvernance transfrontalière (méthode des Living Lab) qui ont pour but non seulement de favoriser l'implication des usagers dans la définition des projets de demain, mais aussi de pérenniser cette implication dans la durée. Cela rejoint le volet « social » du développement durable qui nécessite la participation du plus grand nombre afin de rendre les actions plus justes et efficaces.

05 Le projet, plan de financement

CO-FINANCEURS du PROGRAMME			CONTRIBUTION				BUDGET TOTAL ELIGIBLE	
Source de cofinancement	Montant	Taux de cofinancement	Contribution publique			Contribution privée	Total contribution	
			Contribution nationale	Autre contribution publique	Total contribution publique			
FEDER	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €
Total fonds UE	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €
Total	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €

N° du partenaire	Nom du partenaire	Pays	Total éligible	Subvention du fonds		Contreparties		
				Montant du fonds	Pourcentage sur le total éligible	Total contreparties	Détail des contreparties	
							Contrepartie publique	Contrepartie privée
LP1	Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard	FRANCE	346 550,59 €	294 568,00 €	85.00 %	51 982,59 €	51 982,59 €	0,00 €
PP1	Communauté d'Agglomération Arlysère	FRANCE	496 821,18 €	422 298,00 €	85.00 %	74 523,18 €	74 523,18 €	0,00 €
PP2	Città Metropolitana di Torino	ITALIE	485 157,65 €	412 384,00 €	85.00 %	72 773,65 €	72 773,65 €	0,00 €
PP3	FEDERAZIONE PROVINCIALE COLDIRETTI TORINO	ITALIE	436 176,47 €	370 750,00 €	85.00 %	65 426,47 €	0,00 €	65 426,47 €
Sous—total des partenaires de la zone du programme (territoire de l'UE)			1 764 705,89 €	1 500 000,00 €	85.00 %	264 705,89 €	199 279,42 €	65 426,47 €
Total			1 764 705,89 €	1 500 000,00 €	85.00 %	264 705,89 €	199 279,42 €	65 426,47 €

06 Sitographie

Agenzia Piemonte Lavoro : <http://www.agenziapiemontelavoro.it/>

Association AVIE : <http://www.avie73.fr>

Association Fourmilienne : <http://fourmilienne.fr/>

Association P.A.R.I. Solidarité : <http://www.parisolidarite.fr/>

Città Metropolitana di Torino : <http://www.cittametropolitana.torino.it>

Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38) : <http://www.ciss38.it>

Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali Ciriè : <https://www.ciscirie.it/>

Consorzio Servizi Sociali INterventi e RELazioni Territoriali (IN.RE.TE.) : <http://www.inrete.to.it>

Communauté d'Agglomération Arlysère : <http://www.arlysere.fr/>

Communauté de Communes Val Guiers : <https://www.ccvalguiers.fr/>

Commune d'Ivrea : <https://www.comune.ivrea.to.it/>

CSD Diacona Valdese : <https://www.diaconiavaldese.org/>

Déclaration de Cork 2.0 :

https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/cork-declaration_en.pdf

EnoLL, le réseau européen des Living Lab: <https://www.openlivinglabs.eu>

Federazione Provinciale Coldiretti di Torino : <http://www.torino.coldiretti.it>

Fiche d'information de la Commission Européenne sur l'approche CCLD :

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/community_en.pdf

Fondazione Campagna Amica : <https://www.campagnamica.it/>

Fondazione di Comunità del Canavese : <http://www.fondazionecomunitacanavese.it/>

Isactys : <https://isactys.com/>

Plan stratégique local (PSL) du GAL Valli del Canavese :

http://galvallidelcanavese.it/wp-content/uploads/2016/11/psl-per-sito_def.pdf

Projet Fa Bene : <http://www.fabene.org>

Schéma de services du Pays de Maurienne :

http://www.maurienne.fr/fr/il4-maurienne_p204-schema-de-services.aspx

Società Cooperativa Sociale Liberitutti : <http://www.consorziokairos.org/liberitutti/>

Stratégie Europe 2020 :

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/framework/europe-2020-strategy_fr

Stratégie nationale Zones Internes : <http://www.agenziacoesione.gov.it/it/arint/>

Stratégie macro-régionale européenne EUSALP : <https://www.alpine-region.eu/>

Syndicat Intercommunal Basse Tarentaise et Action Sociale : <http://sibtas.fr/>

Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard : <http://avant-pays-savoyard.com/>

07 Annexes sur les délégataires

7.1. La Communauté de Communes Val Guiers (CCVG)

www.ccvalguiers.fr

Statut juridique

Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI).

Buts et objectifs

Créée en 2000, la Communauté de communes Val Guiers comprend 13 communes (Avressieux, Belmont-Tramonet, Bridoire, Champagneux, Domessin, Grésin, Pont-de-Beauvoisin, Rochefort, Saint-Béron, Saint-Genix-sur-Guiers, Saint-Maurice-de-Rotherens, Sainte-Marie d'Alvey et Verel-de-Montbel).

La Communauté de communes Val Guiers a pour objet d'associer les communes membres au sein d'un espace de solidarité, en vue de l'élaboration d'un projet commun de développement. Sur ce territoire, la CCVG exerce de plein droit en lieu et place de ces 13 communes (Principe d'exclusivité), un ensemble de compétences qui lui ont été transférées ou déléguées (Principe de spécialité) avec pour objectif de développer des solidarités intercommunales et de répondre aux besoins de la population. Ainsi, la CCVG assure directement la gestion de services et d'activités en vue de favoriser le développement local et de contribuer à la mise en œuvre d'une politique cohérente d'aménagement du territoire.

Compétences

La CCVG exerce, au titre des compétences obligatoires, les missions suivantes :

- aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T.) et schémas de secteur ;
- actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 ;
- création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

La CCVG s'est par ailleurs dotée de compétences optionnelles telles que :

- protection et mise en valeur de l'environnement pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire (notamment accompagnement de la transition énergétique) ;
- politique en faveur du logement et du cadre de vie pour la conduite des actions d'intérêt communautaire ;
- création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;

- construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels ou sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire ;
- action sociale d'intérêt communautaire ;
- assainissement ;
- création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public d'intérêt communautaire.

L'ensemble des compétences exercées aujourd'hui par la CCVG, notamment en termes de services au public et de politiques en faveur du logement, lui confèrent une expertise qui justifie le recours à ce délégataire pour le SMAPS.

7.2. Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38)

<http://www.ciss38.it>

Statut juridique

Consortium de services sociaux (CISS)

Buts et objectifs

Le Consorzio Servizi Sociali C.I.S.S. 38 est une autorité locale qui constitue un point de référence pour 36 municipalités associées pour l'exercice des fonctions de protection sociale (41 municipalités à compter de 2019). Les activités du C.I.S.S. 38 sont conformes aux principes et objectifs établis par la Loi régionale n° 1/2004. La population de référence (77.702 habitants - données 31.12.2017) réside dans les communes susmentionnées (très grande superficie d'environ 883 km² correspondant à environ 13% du territoire provincial), caractérisée par l'extension particulière en haute montagne (659 km²) et par une dispersion territoriale exceptionnelle qui en résulte. Sur les 41 municipalités, la majorité ont une population de moins de 2 000 habitants, dont 16 en ont moins de 500. Avec les services de santé et autres services de la communauté locale, le Consortium contribue à promouvoir le bien-être personnel, la prévention des malaises et l'amélioration de la qualité de vie.

Compétences

Le Consortium, avec les interventions du Service Social Professionnel (Familles, Mineurs et Adultes / Zone Complémentaire, Personnes Agées et Handicapées) et avec la Zone de Développement Communautaire, contribue à promouvoir l'autodétermination de l'individu, le renforcement et le soutien de la famille, le réseau parental et la solidarité sociale, garantissant le droit des individus et leurs familles à participer à la définition de projets personnalisés. Le

Consortium prépare et fournit des services et des interventions visant à éliminer et à surmonter les situations de besoin et de difficulté que la personne et la famille peuvent rencontrer au cours de leur vie et à développer une communauté solidaire. Il garantit également une activité d'information, d'accueil, d'écoute, d'observation et d'évaluation des besoins et des demandes d'aide, avec pour conséquence l'activation des ressources les plus appropriées pour surmonter les obstacles économiques et sociaux. Chaque activité du consortium s'inspire des principes d'impartialité, d'économie, de transparence, d'accessibilité, de publicité, d'efficacité et d'efficacité. L'organe directeur et de contrôle du Consortium est l'Assemblée des municipalités associées.

Le Consortium C.I.S.S. 38 est en mesure, grâce à la disponibilité et à la compétence de ses ressources humaines internes, de travailler sur des projets d'importance territoriale particulière, également par délégation des autres consortiums membres de l'assistance sociale du territoire concerné. C'est la raison pour laquelle la Ville Métropolitaine de Turin a choisi de recourir à ce délégataire pour certaines actions du WP 4.1 et WP 4.3.

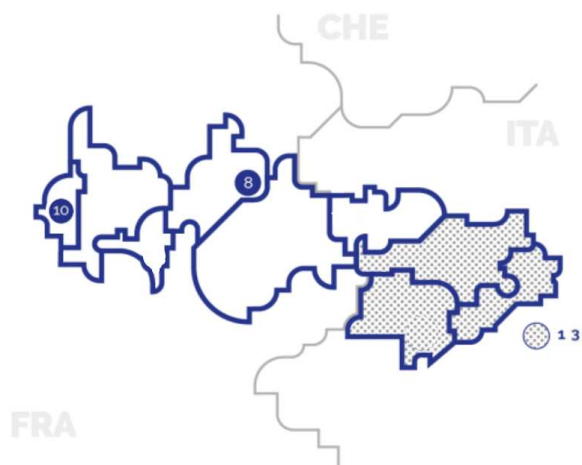
Index

01	SociaLab, scheda di sintesi	110
02	Presentazione del partenariato	112
2.1.	Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (SMAPS)	113
2.2.	Communauté d'Agglomération Arlysère	114
2.3.	Città Metropolitana di Torino	115
2.4.	Federazione Provinciale Coldiretti di Torino	117
03	Contesto di cooperazione transfrontaliera	120
3.1.	Problematiche individuate	121
3.2.	Ambito d'intervento	122
	Analisi del contesto generale	123
	Analisi SWOT	127
3.3.	Bisogni espressi	131
04	Il progetto, quadro logico	134
4.1.	Logica del progetto	135
4.2.	Riferimenti al programma ALCOTRA: O.S.	136
4.3.	Obiettivo generale	137
4.4.	Obiettivi specifici	138
4.5.	Tipologia di azioni previste	140
4.6.	Risultati attesi	141
	Migliore conoscenza dell'offerta dei servizi esistenti e delle esigenze degli abitanti (WP 3.1)	141
	Analisi e migliore comprensione della pertinenza dei servizi offerti in relazione ai bisogni degli abitanti (WP 3.2, 3.3, 4.2)	142
	Introduzione di modelli di governance condivisa trasferibili attraverso il metodo Living Lab (WP 3.1 e 4.3)	142
	Sperimentazione di strategie innovative per l'accesso ai servizi, la promozione della diversità sociale e i legami intergenerazionali (WP 4.1 e 4.3)	143
4.7.	Caratteristiche innovative	146
	PITER GRAIES Lab come elemento innovativo dei territori	146
	Integrazione tematica	147
	Integrazione metodologica	148
	Caratteristiche innovative del SociaLab	152
4.8.	Gruppi di Attività (WP)	153
WP 0	Preparazione del progetto	155
WP 1	Governance e gestione amministrativa	157
	Attività 1.1 - Gestione operativa	157
	Attività 1.2 - Gestione amministrativa e finanziaria	158
	Attività 1.3 - Monitoraggio e valutazione	160
WP 2	Comunicazione	162
	Attività 2.1 - Promozione dei servizi	162
	Attività 2.2 - Diffusione dei risultati	165
WP 3	Identificazione dei modelli di intervento	167
	Attività 3.1 - Analisi delle esigenze locali e dell'offerta	167
	Attività 3.2 - Definizione di piani di fornitura di servizi	168
	Attività 3.3 - Definizione dei modelli e integrazione con altri piani e progetti	171
WP 4	Sperimentazione dei modelli	173

Attività 4.1 - Attivazione di aree di servizio condivise per il "Vivere Bene" della Comunità	173
Attività 4.2 - Definizione dei modelli e valutazione delle sperimentazioni	180
Attività 4.3 - Integrazione con altri piani e progetti	181
4.9. Calendario generale del progetto	185
4.10. Costi - Elenco dettagliato dei costi	190
Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (Capofila)	191
Communauté d'Agglomération Arlysère	192
Città Metropolitana di Torino	193
Federazione Provinciale Coldiretti di Torino	194
4.11. Dimensione transfrontaliera	195
4.12. Integrazione con altri progetti del PITER GRAIES Lab	196
4.13. Coerenza	197
Coerenza con altri progetti ALCOTRA	197
Coerenza con le politiche ed i programmi europei	198
Coerenza con le politiche e i programmi nazionali	199
Coerenza con le politiche e i programmi locali e regionali	200
4.14. Sviluppo sostenibile	200
05 Il progetto, piano di finanziamento	202
06 Sitografia	205
07 Allegati sui soggetti attuatori	208
7.1. La Comunità dei comuni della Val Guiers (CCVG)	209
7.2. Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio-Assistenziali (C.I.S.S. 38)	210

01 SocialLab, scheda di sintesi

Partenariat - Partenariato



1. Città Metropolitana di Torino
2. Camera di Commercio Industria Artigianato e Agricoltura di Torino
3. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino
4. GAL Valli del Canavese
5. GAL Valli di Lanzo Ceronda Casternone
6. Unité des communes valdôtaines Grand-Paradis
7. Conseil départemental de la Savoie
8. Communauté d'Agglomération Arlysère
9. Communauté de communes Coeur de Savoie
10. Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (C)

(C) – Chef de file - Capofila

 **221**
Communes - Comuni

 **3.607**
Superficie – Surface (km²)

 **366 830**
Habitants - Abitanti

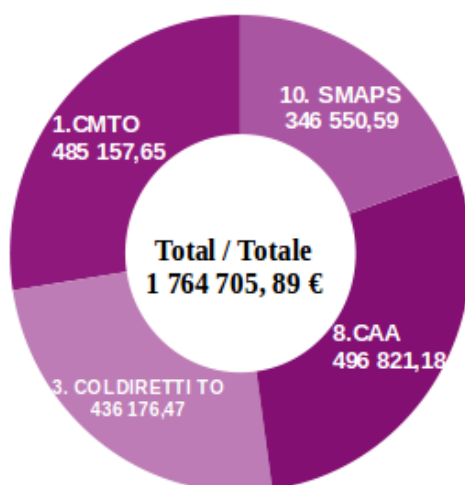
Objectifs

L'objectif du projet SociaLab est d'améliorer la qualité, la durabilité et la proximité des services à la population du territoire du PITER GRAIES Lab, par la définition et l'expérimentation d'un service d'aide sociale de proximité, axé sur le bien-être de la communauté, et s'appuyant sur des pratiques innovantes, et collaboratives.

Obiettivi

L'obiettivo del progetto SociaLab è di migliorare la qualità, la sostenibilità e la vicinanza dei servizi alla popolazione del territorio del PITER GRAIES Lab, definendo e sperimentando un servizio di assistenza sociale di prossimità, basato sul benessere della comunità e su pratiche innovative e collaborative.

Budget du projet – Budget del progetto



Durée du projet
Durata del progetto
Début – Inizio
01.01.2019

Fin - Fine
31.12.2021



graies.eu

02 Presentazione del partenariato

Prima di presentare il contesto in cui il progetto è stato sviluppato, il suo contenuto ed il suo quadro logico, questa sezione descrive le missioni, il campo di intervento e l'esperienza di ciascuno dei partner in relazione al tema del progetto. I partner sono quattro:

- Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard (SMAPS), capofila;
- Communauté d'Agglomération Arlysère;
- Città Metropolitana di Torino;
- Federazione Provinciale Coldiretti di Torino.

Per maggiori dettagli, si veda l'Allegato 8 della Strategia del PITER GRAIES Lab.

2.1. Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (SMAPS)

www.avant-pays-savoie.com

Forma giuridica

Lo SMAPS è un Sindacato Misto, una struttura di cooperazione intercomunale che riunisce i 36 comuni della bassa Savoia attraverso 3 strutture intercomunali: la comunità dei comuni di Yenne, la comunità dei comuni del lago di Aiguebelette e la comunità dei comuni della Val Guiers. La sede centrale dello SMAPS si trova a Belmont-Tramonet (Francia).

Finalità e obiettivi

Lo SMAPS interviene nel territorio della bassa Savoia, in particolare nei settori riguardanti la pianificazione territoriale per SCOT, cultura, lettura pubblica, strategia turistica e alloggi, un'operazione pianificata di miglioramento degli alloggi (OPAH) e di transizione energetica (TEPCV)....

Lo SMAPS ha svariate competenze:

- animare e coordinare un progetto territoriale per la bassa Savoia e negoziare le risorse finanziarie attraverso contratti o dispositivi Europei, Nazionali, della regione Alvernia-Rodano-Alpi, del Dipartimento della Savoia;
- accompagnare i comuni, le strutture intercomunali e gli attori privati o associativi nell'elaborazione dei loro progetti.

Esperienza

Lo SMAPS è coinvolto in progetti trasversali a beneficio di cittadini di tutte le età. Si è già impegnato a favore dello sviluppo sostenibile, dell'accesso alla cultura per tutti (azioni intergenerazionali) e della valorizzazione del patrimonio.

Lo SMAPS ha partecipato all'elaborazione del Sistema Dipartimentale per il Miglioramento dell'Accesso ai Servizi Pubblici (SDAASP) in Savoia, riconoscendo le specificità geografiche (mondo rurale e di media montagna) e demografiche (invecchiamento e isolamento della

popolazione e arrivo di giovani famiglie con una forte domanda di servizi) del suo territorio, ma anche la sua copertura molto squilibrata in termini di accesso digitale. Già nel 2015 ha sostenuto la realizzazione di un primo livello di indagine sul "vivere bene insieme" e la questione dell'implicazione degli assessori sul tema.

Lo SMAPS riunisce 3 territori le cui storie e organizzazioni (scelte politiche) intorno alla questione sociale sono diverse: queste differenze politiche rappresentano un'opportunità per creare un laboratorio di idee e permettere sin da subito di discutere sull'efficienza, tanto dei modelli classici quanto di quelli innovativi, e sulla loro "trasferibilità". In questo contesto, lo SMAPS ha prodotto alla fine del 2017 una diagnosi territoriale sulla coesione sociale, riunendo in modo innovativo funzionari, istituzioni, associazioni e cittadini attorno a questo elaborato. È stato in grado di garantire l'applicazione metodologica, la produzione di risultati condivisi e lo sviluppo di piani d'azione. Questa diagnosi territoriale, intitolata "Vivere Bene insieme nell'Avant Pays Savoyard. Servizi alla popolazione, vettori di un territorio accogliente, dinamico e innovativo", ha permesso di identificare quattro assi trasversali come temi prioritari per il progetto sociale del territorio per i prossimi anni. Questi assi sono i seguenti: vivere meglio e inventare nuovi modi di abitare, incoraggiare la mobilità, favorire la messa in rete dei servizi, risorse e associazioni, sviluppare la conoscenza reciproca e la messa in rete tra gli attori del territorio. Per perpetuare questa dinamica, lo SMAPS ha creato una commissione trasversale e pluri-partenariale sulla coesione sociale e l'accesso ai servizi, premessa di una nuova governance.

Soggetti attuatori

Nell'ambito delle tre strutture intercomunali che compongono lo SMAPS, la Comunità dei Comuni della Val Guiers dispone di competenze in materia di servizi al pubblico, tra le quali l'alloggio e l'ambiente di vita, l'azione sociale di interesse comunitario, nonché la creazione e la gestione di centri di servizi al pubblico (MSAP). Per questo motivo, lo SMAPS ha deciso di affidare alla CCVG l'attuazione delle attività del WP 2, 3 e 4. Un accordo ad hoc verrà firmato all'inizio del progetto. Il capitolo 7.1 fornisce maggiori dettagli sulle competenze del CCVG.

2.2. Communauté d'Agglomération Arlysère

<http://www.arlysere.fr/>

Forma giuridica

La Communauté d'Agglomération Arlysère è un EPCI – Stabilimento Pubblico di Cooperazione Intercomunale. È stata creata il 1° gennaio 2017 dalla fusione di 4 comunità di comuni preesistenti sul territorio: la CC Beaufortain, la Com'Arly, il CoRAL e la CC Haute Combe de Savoie.

Finalità e obiettivi

Gli obiettivi comuni della CA Arlysère:

- La preservazione e la valorizzazione della natura e del paesaggio, tra cui le questioni relative ai mezzi di trasporto, al territorio e allo sviluppo urbano ;
- Il rafforzamento dell'identità territoriale, della qualità della vita e dell'equità territoriale, mediante la promozione dell'accesso ai servizi e alle attività ;
- Il rafforzamento della dinamica economica e dell'attrattività.

Queste tre ambizioni rispondono all'obiettivo centrale di un futuro equilibrato al servizio della popolazione in una logica di sviluppo sostenibile controllato.

Esperienza

In quanto agglomerato urbano, la CA Arlysère dispone di ampie competenze, e si è dotata di un'organizzazione in grado di gestire nel modo più efficace possibile le operazioni previste.

In termini di azione sociale e servizi, la CA Arlysère dispone di un servizio specificatamente dedicato, con tecnici esperti che controllano le diverse operazioni. Tale servizio lavora in particolare sull'ampliamento delle competenze del tema del sociale e dei servizi e si occupa più precisamente di politica urbana. In tale contesto, il servizio dedicato alla tematica dei servizi sociali partecipa e continua a partecipare, con il Dipartimento della Savoia, allo sviluppo del Piano dipartimentale per il miglioramento dell'accessibilità dei servizi al pubblico (SDAASP).

La CA Arlysère è dotata di servizi di supporto che forniscono sostegno amministrativo e finanziario ai progetti. Dispone inoltre di un'unità di coordinamento delle politiche contrattuali incaricata di monitorare e reperire finanziamenti, utilizzata per gestire le sovvenzioni, comprese quelle europee.

Inoltre, la CA Arlysère è un nuovo agglomerato che beneficia dell'esperienza di rappresentanti e di tecnici esperti aventi la volontà comune di sviluppare il territorio dell'Arlysère (servizi, attrattività, sostenibilità) in linea con le politiche definite dai partner: il Dipartimento, la Regione, lo Stato e l'Unione Europea.

2.3. Città Metropolitana di Torino

www.cittametropolitana.torino.it

Forma giuridica

La Città Metropolitana di Torino (CMT) è un vasto ente territoriale, di secondo livello, istituito con la legge "Delrio", n. 56 del 2014 e, dal 1° gennaio 2015, sostituisce la Provincia di Torino con il compito di coordinare lo sviluppo economico e sociale del territorio. La CMT conta 316 comuni, suddivisi in 11 zone omogenee, per un totale di oltre 2 milioni di abitanti.

Finalità e obiettivi

L'attività della CMT consiste nel:

- Prendere in carico lo sviluppo strategico dell'area metropolitana;
- Coordinare lo sviluppo economico e sociale
- Occuparsi della promozione e gestione integrata di servizi, infrastrutture e reti di comunicazione di interesse per la città metropolitana;
- Intrattenere le relazioni istituzionali a ciascun livello, comprese quelle con le città e le aree metropolitane di tutta Europa.

Più precisamente, nell'ambito del progetto "Socialab", la Città Metropolitana dispone di due servizi competenti: il Servizio Sviluppo Rurale e Montano e il Servizio Politiche Sociali e di Parità. Il suo ruolo è quello di mettere in relazione e coordinare gli organismi di sostegno alle persone vulnerabili, in particolare gli "Organismi di gestione delle funzioni sociali", ossia i consorzi socio- assistenziali dei Comuni che raggruppano le funzioni comunali in questo campo (ex Consiglio regionale 328 del 2000 e legge regionale 1 del 2004).

Il suo ruolo di coordinamento economico e sociale del territorio consente quindi alla Città Metropolitana di avviare progetti con enti pubblici e privati competenti per migliorare l'accessibilità ai servizi nelle aree montane e rurali, in un'ottica di ottimizzazione territoriale e collegando le diverse reti di servizi presenti e organizzate a livello comunale o da consorzi di comuni / unioni di comuni / valli montane.

Gli elementi di interesse che portano la CMT a partecipare a questo progetto sono: l'ottimizzazione territoriale rurale-urbana, il miglioramento delle relazioni tra le organizzazioni dei diversi territori e il costante scambio e trasferimento di buone pratiche.

Esperienza

La CMT, per sua competenza e possibilità di generare impatti su un'ampia area, ha partecipato ad un gran numero di progetti:

- Nell'ambito del programma ALCOTRA 2007-2013, ha partecipato a 20 progetti, di cui 2 in qualità di capofila e 18 in qualità di partner. Nell'attuale programma 2014-2020 è capofila di 3 progetti e partner di altri 3;
- Nell'ambito dei programmi di cooperazione 2007-2013, è stata capofila di 4 progetti e partner di 13. Nell'attuale programmazione, è partner di 8 progetti;
- Nel quadro degli altri programmi dell'UE (Horizon, ...), è stata capofila di 8 progetti e partner di 9 progetti nel periodo 2007-2013, mentre nell'attuale programma 2014-2020 è partner di 3 progetti.

Il vantaggio della partecipazione a progetti territoriali transfrontalieri è la possibilità di rafforzare i legami e le sinergie tra i comuni e gli enti che gestiscono funzioni di assistenza sociale (consorzi di comuni), e la rete del privato e privato-sociale, nel quadro delle politiche regionali, per:

- Rafforzare le buone pratiche esistenti a livello comunale o sovracomunale;
- Scambiare le buone pratiche esistenti a livello comunale o sovracomunale;

- Estendere le buone pratiche dell'area metropolitana dal livello comunale o sovracomunale ad un livello territoriale più ampio (valli montane, comuni montani, area transfrontaliera PITER) costruendo modelli sostenibili.

Soggetti attuatori

Il Consorzio C.I.S.S. 38 è in grado, grazie alla disponibilità e alla competenza delle proprie risorse umane interne, di lavorare su progetti di particolare rilevanza territoriale e in quanto soggetto attuatore per conto di altri consorzi membri dell'assistenza sociale del territorio interessato. Questo è il motivo per cui la Città Metropolitana di Torino ha scelto di affidare a questo soggetto attuatore alcune azioni del WP 4.1 e WP 4.3. Il capitolo 7.2 fornisce maggiori dettagli sulle competenze del C.I.S.S. 38.

2.4. Federazione Provinciale Coldiretti di Torino

www.torino.coldiretti.it

Forma giuridica

La Federazione provinciale Coldiretti di Torino (Coldiretti Torino) è un'associazione non riconosciuta, un ente che rappresenta le imprese agricole e valorizza l'agricoltura in quanto risorsa economica, umana e ambientale. La Coldiretti Torino ha sede legale a Torino.

Il Codice Civile definisce le associazioni non riconosciute nel Capitolo III del Titolo II del Libro I, intitolato "Delle Associazioni non riconosciute e dei comitati" e ne prevede inoltre la disciplina in tre articoli (artt. 36, 37 e 38 del Codice Civile). Per quanto riguarda l'obiettivo, non c'è differenza rispetto ad un'associazione riconosciuta. L'associazione non riconosciuta è costituita da un insieme di soggetti e beni, finalizzati al perseguimento di un fine di lucro (gli utili derivanti dall'attività imprenditoriale non possono essere distribuiti tra i soci, ma sono reinvestiti nell'attività associativa). Il mancato riconoscimento non esclude che quest'ultimo sia un soggetto giuridico, con una distinzione tra il patrimonio di quest'ultimo e quello dei singoli soci. Ad esempio, i partiti politici e i sindacati sono, secondo la legge italiana, associazioni non riconosciute.

Finalità e obiettivi

Coldiretti Torino rappresenta le aziende agricole alle varie tavole rotonde della governance, valorizzando l'agricoltura come risorsa economica, umana e ambientale, garantendo opportunità di sviluppo alle imprese agricole in un quadro di totale integrazione dell'agricoltura con gli interessi economici e sociali del paese.

La Coldiretti si occupa in particolare di:

- per quanto riguarda le istituzioni politiche, rappresentare gli interessi delle imprese agricole nella settore della politica economica;

- favorire lo sviluppo della persona e della sua professionalità, a sostegno dello sviluppo delle imprese agricole con particolare attenzione alla promozione dei giovani imprenditori e l'imprenditoria femminile;
- individuare le politiche a favore dello sviluppo della multifunzionalità e di un uso più efficiente delle risorse, dello sviluppo ecologico, per sostenere i valori di qualità e sicurezza dei prodotti alimentari italiani, nell'interesse delle imprese e dei consumatori;
- realizzare indagini e studi di carattere sociale, tecnico, economico e finanziario, di interesse per il settore agroalimentare e le zone rurali;
- garantire l'informazione politica, sindacale, tecnica ed economica alle società che ne fanno parte;
- garantire la diffusione dell'attività di formazione professionale e di assistenza tecnica nei settori agricoli.

Esperienza (relativa alla gestione di progetti multi-attori e relativa al tema del progetto)

Coldiretti Torino, ormai da più di 10 anni, gioca un ruolo di primo piano nelle dinamiche di sviluppo locale delle aree montane e rurali promuovendo le aziende agricole, non solo come soggetti privati che perseguono finalità di profitto, ma come attori dello sviluppo di una comunità coesa che perseguono nel contempo valore economico e valore sociale. In questo rinnovato ruolo, Coldiretti Torino ha promosso percorsi di co-progettazione nell'ambito di reti territoriali e transfrontaliere che hanno coinvolto aziende agricole, cooperative, servizi socio assistenziali pubblici e privati, enti locali, centri per l'impiego, associazioni, Unioni di Comuni, Gal (ecc):

- per l'inclusione sociale e lavorativa di persone vulnerabili e svantaggiate;
- per la sperimentazione di nuovi sistemi di welfare nelle aree in cui i servizi pubblici sono ormai ridotti al minimo;
- per favorire l'imprenditorialità giovanile agricola con vocazione sociale in aree rurali montane, attraverso percorsi di abilitazione e capacitazione;
- per la co-progettazione di nuovi saperi e servizi e la sperimentazione di pratiche innovative
- per la promozione di percorsi di turismo accessibile per tutte le persone portatrici di bisogni speciali;
- per lo sviluppo di servizi per l'infanzia;
- per la promozione e la tutela della biodiversità;
- per lo sviluppo di processi innovativi di economia circolare.

Aderendo alla programmazione Alcotra 2007-2013, la federazione ha inoltre realizzato il Progetto "Frutteti, Biodiversità e Giovani Consumatori", per sostenere la biodiversità degli antichi frutteti e promuovere il consumo di frutta tra i giovani, coinvolgendo consumatori e produttori in un processo innovativo di definizione di nuove modalità di trasformazione, consumo e promozione dell'antica frutta locale.

Infine, Coldiretti Torino è impegnata dal 2005 nella promozione di pratiche di agricoltura sociale, con la sperimentazione di percorsi di diversificazione e multifunzionalità sociale attraverso la realizzazione di servizi innovativi quali: gli agri-asili (è di Coldiretti Torino la

sperimentazione del primo agri-asilo in Italia), i nidi in famiglia, i centri di custodia oraria, i centri estivi realizzati nelle fattorie didattiche, l'affido diurno e familiare di persone vulnerabili e disabili, l'inserimento al lavoro di soggetti fragili: disabili fisici e intellettivi, ex detenuti, ex tossicodipendenti, donne vittime di tratta e violenza ecc.

Queste pratiche hanno permesso alla federazione di approfondire il nascente tema della multifunzionalità sociale in agricoltura comprendendo l'importanza dello stesso e ampliando le sperimentazioni avviate. Di seguito, alcune tra le azioni/progetti più significativi realizzati e in corso di realizzazione:

- Progetto "Fattorie Sociali" (sostenuto dall'Assessorato al Lavoro della Provincia di Torino, con il coinvolgimento di Zona Ovest e della Facoltà di Agraria dell'Università di Torino): ha promosso la partecipazione di persone disabili o in condizione di emarginazione sociale ad esperienze di rieducazione funzionale e di lavoro, all'interno di aziende agricole o di strutture che potessero creare, oltre alla formazione, un volano occupazionale;
- 6 progetti di inserimento lavorativo di persone disabili (finanziati dalla Provincia di Torino sul Fondo Regionale Disabili): i progetti, in fase di realizzazione da parte di altrettante aziende agricole, prevedono l'inserimento di persone disabili intellettive e fisiche in azienda.
- 1 progetto di affido familiare e diurno di soggetti disabili presso un'azienda agricola del territorio provinciale (9 persone in affido)
- Progetto "Terrabilità" per la valorizzazione delle diverse abilità attraverso l'inserimento in tirocinio di 12 persone con disabilità e la creazione di un Kit per cooperative e operatori sociali interessati all'agricoltura sociale
- 2 progetti, "Radici" e "Che cavolo d'orto" che hanno portato alla creazione di orti sociali attraverso l'inclusione di persone con disabilità psichica e fisica
- Progetto "Camelia": ha dato opportunità di inclusione socio-lavorativa a 15 donne vittime della tratta e della violenza con un tirocinio formativo di 6 mesi corredato da un incentivo economico.
- Progetto "Nora", in seguito al successo del progetto "Camelia", con il progetto "Nora" si sono proseguite le buone pratiche a favore dell'inclusione al lavoro delle donne vittime di tratta
- Progetto "Agriable": al fine di rendere il territorio più accessibile e fruibile per tutti è stato attivato un sistema agriturismo innovativo, con un'attenzione specifica alle persone con disabilità.

03 Contesto di cooperazione transfrontaliera

3.1. Problematiche individuate

Il progetto SociaLab trova la sua origine nell'identificazione di una problematica comune ai territori dei partner che riguarda l'accessibilità dei servizi. In queste zone rurali e montane, la presenza di molte zone residenziali periferiche comporta una diminuzione quantitativa e qualitativa dell'offerta dei servizi sociali e di servizio al pubblico.

Nell'ambito del progetto SociaLab, i partner hanno scelto di affrontare la nozione di servizi sociali e, più in generale, di "servizi al pubblico" da un punto di vista trasversale. Ciò significa che i servizi che costituiscono la vita quotidiana degli abitanti del territorio non possono essere affrontati separatamente. La questione dell'alloggio, ad esempio, è strettamente legata a quella dell'occupazione e della mobilità.

Nonostante esistano molti tipi di servizi, che rispondono a logiche pubbliche o private, i partner del SociaLab hanno scelto di concentrare la loro azione sui seguenti pacchetti di servizi, in relazione all'analisi del territorio effettuata precedentemente (per l'analisi si vedano le pagine seguenti):

- servizi d'informazione e di orientamento generale su altri servizi: centri d'informazione amministrativa, informazioni turistiche, informa giovani, centri di servizi al pubblico, ecc.
- servizi connessi al diritto e alla giustizia: Tribunali, servizi di tutela e curatela...
- servizi connessi alle formalità amministrative: municipi, prefetture...
- servizi sociali: sicurezza sociale, assicurazione vecchiaia, ecc.
- servizi a domicilio (pulizie, trasporto pasti, ecc.)
- assistenza e accompagnamento sociale, compresi i servizi pubblici e il mondo associativo
- servizi per la prima infanzia (fino a 6 anni)
- servizi di accoglienza e alloggio.

In misura minore, i partner realizzeranno azioni anche nei seguenti servizi, al fine di garantire l'integrazione con altri progetti semplici del PITER GRAIES Lab:

- servizi di trasporto
- servizi per l'impiego
- servizi connessi all'economia e alla creazione di impresa
- cultura, sport e tempo libero.

I seguenti pacchetti di servizi non saranno affrontati nel SociaLab, sia perché non identificati come questioni importanti per il territorio, sia per la mancanza di competenze dei partner in tali ambiti:

- servizi di sicurezza: polizia, ambulanze...
- servizi educativi: scuole, centri specializzati
- servizi sanitari
- formazione professionale continua
- servizi del mercato pubblico: acqua, elettricità, raccolta dei rifiuti
- servizi del mercato privato - vita quotidiana: negozi e commerci locali, panifici...

Il tema della salute potrà essere affrontato nell'ambito del progetto, ma solo nell'ambito dell'accesso alle informazioni sui diritti degli utenti e sui servizi di assistenza disponibili.

Il concetto di accessibilità dei servizi non si riflette solo nella distanza da percorrere per accedervi, ma comprende anche molti altri fattori, tra i quali:

- la qualità e la completezza delle informazioni disponibili;
- il canale di contatto tra l'utente e il servizio: posta, e-mail, telefono, appuntamento fisico...;
- l'adeguamento degli orari di apertura dei servizi a seconda degli orari di lavoro, di trasporto e dei tempi di attesa;
- i tempi di spostamento necessari per accedere al servizio e la qualità dell'offerta e/o dell'infrastruttura di trasporto;
- la questione del diritto o dell'idoneità dell'utente a beneficiare del servizio;
- il costo del servizio, nonché i costi associati (telefono, trasporto, ecc.), i sussidi disponibili, ecc;
- l'accessibilità culturale e sociale (ascolto, lingua, comfort...).

In generale, la capacità di un'offerta di servizi di essere trasversale (non settoriale) e di pensare in termini di percorso dell'utente nel suo insieme, contribuisce alla qualità effettiva percepita dagli utenti.

I partner del progetto SociaLab hanno stilato, in occasione di diversi incontri, un inventario globale dei servizi offerti nei territori e sono giunti alla conclusione condivisa che l'attuale offerta di servizi presenta un certo numero di limiti in termini di accessibilità, in particolare per le popolazioni in situazione di fragilità. Questi limiti valgono per tutti i fattori sopra indicati (cfr. l'analisi SWOT nelle pagine che seguono).

3.2. Ambito d'intervento

Per poter sviluppare un piano d'azione che risponda in modo concreto alle esigenze del territorio, è stata condotta un'analisi congiunta della domanda e dell'offerta di servizi. In mancanza di una banca dati transfrontaliera, i dati francesi e italiani hanno potuto essere incrociati solo parzialmente, il che può giustificare alcune discrepanze in termini di portata dell'analisi e di difficoltà nel confrontare i dati da un territorio all'altro (in particolare le differenze tra gli indicatori). Tuttavia, la valorizzazione di questi dati, completata dalle conoscenze e dalle competenze dei partner per quanto riguarda i propri territori di intervento, ha permesso di costituire un inventario della situazione sufficientemente esaustivo per trarre conclusioni utili all'elaborazione di un piano d'azione pertinente.

L'analisi del territorio e delle sue esigenze si articola quindi in due parti:

- un'analisi del contesto generale del territorio, attraverso la raccolta e l'incrocio dei dati relativi alla tematica del progetto;
- un'analisi SWOT (punti di forza, di debolezza, opportunità e minacce) condotta congiuntamente dai partner.

Analisi del contesto generale

L'insieme dei dati riportati di seguito sono stati raccolti tramite l'INSEE, la Città Metropolitana di Torino, la Federazione Provinciale Coldiretti di Torino, e si basano su elementi diagnostici dello SDAASP 73 (Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public de Savoie – Schema Dipartimentale di Miglioramento dell'Accesso ai Servizi Pubblici della Savoia).

Territorio

La zona di progetto comprende un totale di 221 comuni.

Il territorio dei partner italiani coinvolti nel progetto SociaLab (Città Metropolitana di Torino e Federazione Provinciale Coldiretti di Torino) comprende 146 comuni per un totale di 247 453 abitanti. Circa la metà di questi comuni (76) ha meno di 1000 abitanti.

- Il territorio del Ciriacese - Valli di Lanzo conta 101.997 abitanti, di cui quasi un terzo vive nei comuni di Cirie e San Maurizio Canavese :

- Il territorio del Canavese occidentale conta 83 762 abitanti, di cui quasi il 40% vive nei comuni di Castellamonte, Cuorgne e Rivarolo Canavese.

- L'area Eporediese conta 89.694 abitanti, il 25% dei quali vive nel comune di Ivrea.

Un terzo degli abitanti del territorio è così concentrato in 6 comuni.

Per quanto riguarda la Francia, i territori dello SMAPS e della CA Arlysère comprendono complessivamente 75 comuni.

Dei 39 comuni del territorio della CA Arlysère, il comune di Albertville rappresenta da solo un terzo degli abitanti del territorio, mentre 27 comuni hanno meno di 1000 abitanti.

Dei 36 comuni del territorio SMAPS, 29 hanno meno di 1000 abitanti. I comuni più popolati, Le Pont de Beauvoisin, Saint-Genix-sur-Guiers, Yenne e Novalaise, rappresentano quasi il 40% della popolazione del territorio.

Nei territori SMAPS e CA Arlysère, più di un terzo degli abitanti risiede in 5 comuni, e tre quarti dei comuni hanno meno di 1000 abitanti, con abitazioni rurali e decentrate.

Popolazioni

Nell'intera parte italiana dell'area di progetto SociaLab, l'indice di vecchiaia è in media del 199%, ovvero superiore di quasi il 50% all'indice medio di vecchiaia in Italia (135%).

I comuni con meno di 1000 abitanti, in particolare quelli ad ovest delle Valli di Lanzo e a nord-ovest del Canavese Occidentale e dell'Eporedise, sono anche i comuni con il più alto indice di vecchiaia (oltre il 300%). Nel caso di Eporedise, l'indice di vecchiaia supera il 200% nella maggior parte dei comuni, compresa Ivrea.

La percentuale più alta di giovani sotto i 18 anni si registra nei comuni di Givoletto, Busano e San Maurizio Canavese (oltre il 19%), restando vicina alla media nazionale italiana.

Sul territorio della CA Arlysère, la popolazione è aumentata del 2,5% dal 2008, a differenza del territorio dello SMAPS dove la popolazione è aumentata del 7%. Tuttavia, in ciascuno di questi due territori del versante francese, dal 2008 è stato constatato un maggiore cambiamento nella fascia di età oltre i 60 anni, che ora rappresenta il 25% della popolazione, in entrambi i territori, CA Arlysère e SMAPS. Questa cifra è leggermente superiore alla media francese, che è del 23,4%.

Nell'insieme dei territori, l'indice di dipendenza (ossia il rapporto percentuale tra la popolazione in età inattiva e la popolazione attiva) è relativamente elevato: 57,49% per la CA Arlysère, 59,44% per il territorio del versante italiano e fino al 64,44% per il territorio dello SMAPS.

I territori italiani del progetto contavano nel 2016 un totale di 6.946 disoccupati (persone iscritte per la prima volta ai servizi per l'impiego o che hanno rinnovato il loro status di persone in cerca di lavoro), che rappresentano il 4,07% della popolazione tra i 15 e i 64 anni. Negli stessi territori, nel 2015, 6401 adulti senza disabilità si sono rivolti ai servizi sociali per problemi legati al disagio economico e sociale. Questa cifra rappresenta il 3,90% della popolazione di età compresa tra i 18 e i 64 anni.

Trasporti e reti stradali

Le zone italiane interessate dal progetto sono tutte servite da una rete di strade e linee ferroviarie comunali e provinciali che le collegano a Torino. L'area Eporediese comprende una rete stradale e ferroviaria più importante, poiché territorio di collegamento con la Francia attraverso un'autostrada che conduce al traforo del Monte Bianco. I territori di Ciriacese -Valli di Lanzo e del Canavese occidentale si trovano in una situazione diversa, con una rete stradale meno fitta composta principalmente da strade comunali in un territorio montano dove il Parco Nazionale del Gran Paradiso costituisce un confine fisico. La linea ferroviaria, che ferma nei comuni di Ceres e Pont Canavese, garantisce tuttavia il collegamento con il capoluogo e l'aeroporto internazionale di Caselle.

Sul versante francese, i territori dello SMAPS e della CA Arlysère sono generalmente ben collegati con il resto della Savoia e con i territori limitrofi. Il territorio dell'Avant-Pays Savoyard è servito dall'autostrada A43, un'autostrada alpina che collega Lione a Modane per arrivare al tunnel del Fréjus verso l'Italia e il cui asse attraversa Chambéry passando vicino all'aeroporto di Chambéry Savoia Monte Bianco. Inoltre, il territorio SMAPS è in parte servito da una linea ferroviaria con tre stazioni nell'Avant-Pays Savoyard. La CA Arlysère è servita principalmente da una rete di strade dipartimentali e comunali intorno ad Albertville. Albertville è attraversata anche da una linea ferroviaria che collega Saint-Pierre-d'Albigny a Bourg-Saint-Maurice e Albertville ad Annecy (Alta Savoia).

Attività agricole

All'interno dei territori del progetto, le attività agricole costituiscono una risorsa importante, in particolare per i territori italiani. Infatti, il territorio della Città Metropolitana di Torino include, all'ultimo censimento (2010), un totale di 14.249 aziende agricole, per un totale di 263.691 ettari. In confronto, il dipartimento della Savoia, dove si trovano i territori dei partner francesi (SMAPS e Arlysère) aveva, nel 2010, 2.750 aziende agricole, per una superficie totale di 192.000 ettari. La dimensione media delle aziende agricole in Italia, sebbene più numerose, è inferiore a quella della Francia: 24 ettari in media sul versante italiano, rispetto ai 42 ettari del versante francese.

L'età media dei rappresentanti legali delle aziende agricole dell'area italiana è di 60 anni. Il 13% ha più di 75 anni, mentre i più giovani (18-30 anni) rappresentano il 4% del totale. I dirigenti di imprese agricole tra 31 e 45 anni sono il 17%, mentre la maggioranza sostanziale ha tra 46 e 75 anni: il 35% ne ha 46-60 e il 31% è tra i 61 e i 75 anni.

Questi dati sono indice di una situazione a rischio: emerge in maniera evidente la necessità di rendere l'area più attrattiva, soprattutto per giovani imprenditori del settore agricolo.

Un altro dato da evidenziare è quello del genere: le donne infatti rappresentano soltanto il 30% dei responsabili delle aziende dell'area considerata. Questo aspetto è rilevante anche in considerazione del fatto che le attività di agricoltura sociale sono realizzate soprattutto da donne.

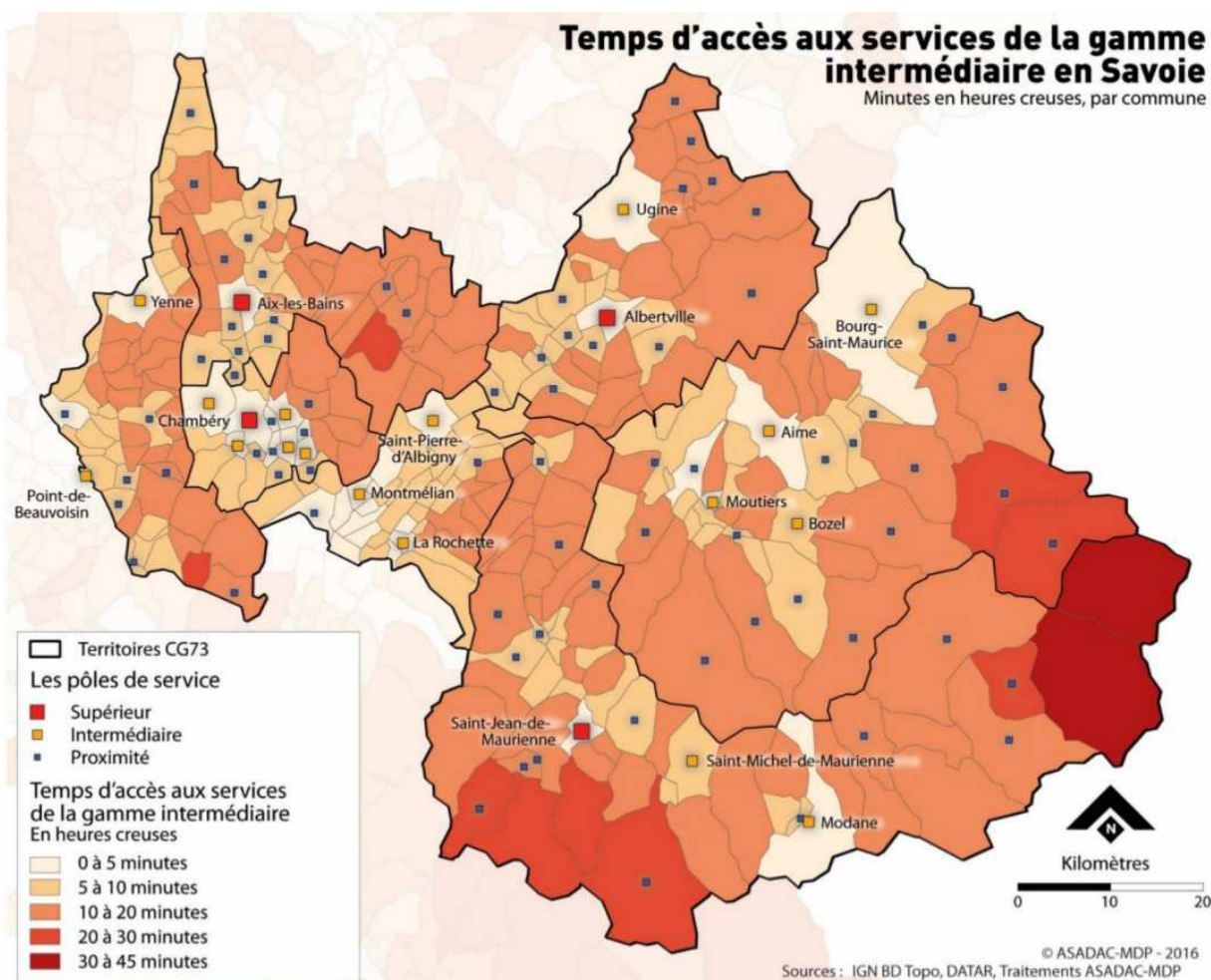
Offerta di servizi e accessibilità

La metà dei 39 comuni della zona della CA Arlysère (la maggior parte dei quali si trova nella parte nord-orientale della zona) dispone di un accesso ai servizi di portata intermedia¹ di oltre 10 minuti. Sui 36 comuni del territorio dello SMAPS, questo tempo per raggiungere i servizi è superiore a 10 minuti per una ventina di comuni. Sul territorio della CA Arlysère, questo periodo di accesso ai servizi è più importante della media francese ed è in parte compensato dal fatto che alcuni comuni possono essere considerati come centri locali (accesso ai servizi postali, scuole, piccoli negozi, banche, farmacie, medici...). È il caso di alcuni comuni della Val d'Arly e della Haute Combe de Savoie, ai quali si aggiungono i centri urbani di Albertville e Ugine. Sul territorio dell'Avant-Pays Savoyard, i comuni di Yenne e Pont-de-Beauvoisin possono essere considerati come i principali centri locali, insieme a quelli di Saint-Genix-sur-Guiers, Saint-Béron e della Bridoire, seppur in misura minore. Inoltre, nel territorio dello SMAPS, l'accesso al paniere di offerta per i "senior", come definito dall'INSEE (in particolare servizi sanitari, servizi a domicilio o alloggi dedicati agli anziani) rappresenta una sfida poiché, per circa la metà dei comuni di questo territorio, il tempo di accesso a tali strutture è dell'ordine di 15-19 minuti,

1

Il database delle apparecchiature permanenti (BPE) dell'INSEE elenca 110 tipi di apparecchiature classificate in 3 gamme, a seconda della loro frequenza sul territorio: una gamma di prossimità, una gamma intermedia e una gamma superiore. Maggiori informazioni sul sito web di INSEE: <https://insee.fr/fr/statistiques/2578377?sommaire=2410933>

trovandosi nelle zone in cui i tempi di accesso sono più lunghi. In tutta la Savoia, il 10% delle persone di 65 anni o più si trova a più di 12 minuti di distanza dai servizi dedicati ai "senior".

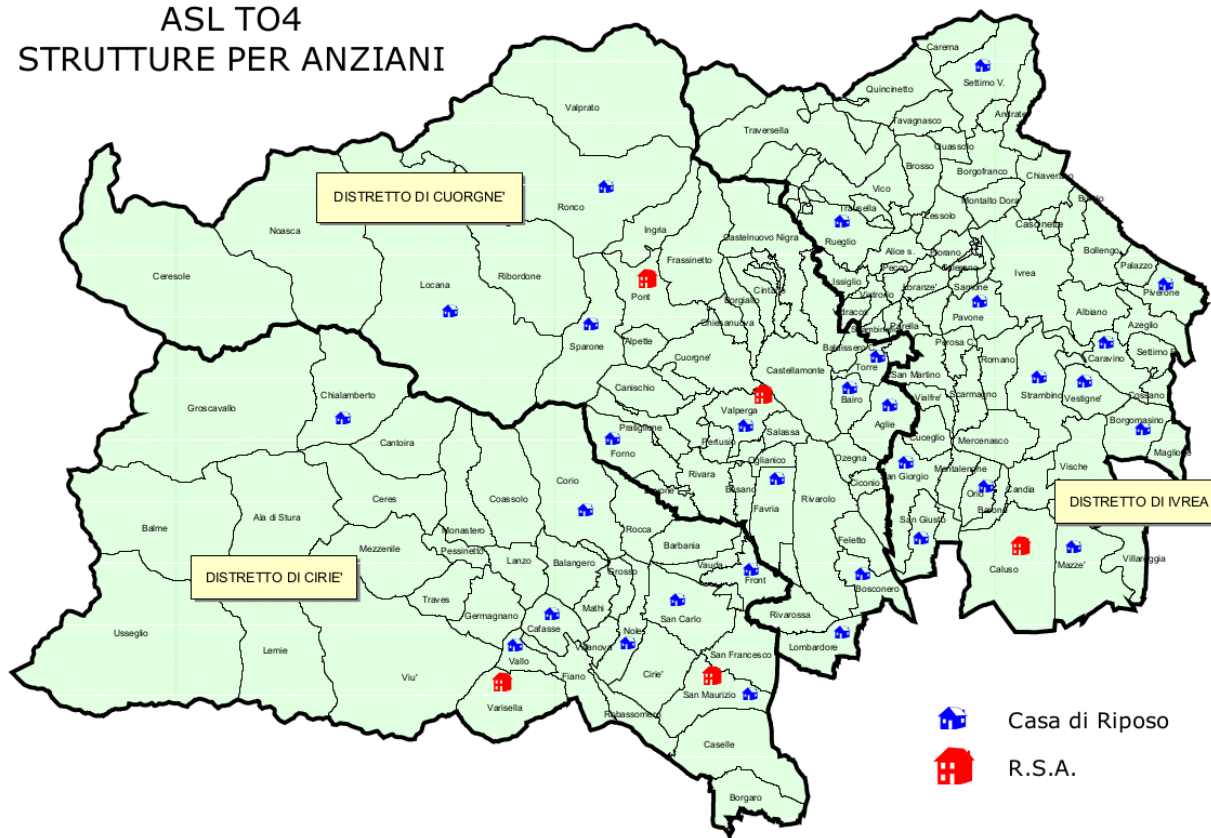


Fonte: Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) de Savoie, 2018, mappatura effettuata da AGATE (Agence Alpine des Territoires) con dati dell'IGN BD Topo e del CGET.

In Italia, l'ubicazione e l'accessibilità dei servizi al pubblico e in particolare dei servizi sociali evidenziano situazioni contrastanti. Le farmacie sono piuttosto ben insediate su tutti i territori del progetto, anche se un certo numero di comuni non ne dispone (come avviene per oltre la metà dei comuni del Canavese occidentale). In tutti i territori sono presenti 4 ospedali, rispettivamente a Lanzo, Cirié, Cuorné e Ivrea, un servizio sanitario domiciliare con sede a Rivarolo e 4 servizi di continuità sanitaria con sede a Viu', Cerere, Locana e Pont Canavese. Per quanto riguarda i servizi per gli anziani, i territori dispongono di 31 case di riposo e 4 residenze per anziani (Residenze Sanitarie Assistite - RSA) situate a Varisella, San Maurizio, Valperga e Pont Canavese. Tuttavia, la presenza di questi servizi per gli anziani a ovest delle Valli di Lanzo e a nord-ovest del Canavese Occidentale e dell'Eporedise è scarsa, anche se in queste aree sono compresi i comuni dove l'indice di vecchiaia è il più alto di tutte le aree italiane del progetto.

ASL TO4 STRUTTURE PER ANZIANI

Fonte:
Città



Metropolitana di Torino

Analisi SWOT

Tale analisi è stata condotta in occasione di un incontro specifico che ha coinvolto i rappresentanti dei 4 partner ed è stata estesa ad altre strutture ed enti pubblici e privati dei rispettivi territori, al fine di elaborare un'analisi condivisa dal maggior numero possibile di attori. I risultati di questa analisi sono riassunti di seguito.

Punti di forza:

- La ricchezza del mondo associativo e la sua complementarità con le autorità pubbliche per sviluppare servizi nei territori rurali;
- Un metodo di gestione inter-municipale che funziona bene;
- Una forte attenzione all'infanzia nei territori (formazione degli operatori, sistema di protezione, innovazione sociale)
- Per gli anziani, una diversificazione dell'offerta di domiciliazione, con, in Italia, una ricerca di integrazione sociale
- Autostrade, infrastrutture ferroviarie per il trasporto di passeggeri e merci con collegamenti diretti ai principali centri economici europei
- Centri urbani/centri città con un'offerta articolata di servizi (sociali, culturali, economici, ecc.)

Punti di debolezza :

- Mancanza di prossimità dei servizi (i servizi sono lontani e le opportunità di mobilità insufficienti)
- Invecchiamento della popolazione e aumento del numero degli anziani
- Politiche di inclusione delle popolazioni fragili troppo settoriali
- Comunicazione insufficiente tra i servizi, il che rende l'informazione meno fluida e meno comprensibile per gli utenti
- Scarsa partecipazione delle popolazioni fragili e isolate agli organi decisionali
- Disparità dei bisogni tra famiglie rurali e urbane
- L'arrivo di giovani famiglie e pensionati (in Francia) che aumentano il bisogno di servizi e di mezzi di trasporto
- Graduale riduzione dei servizi alla popolazione (dispositivi medici, cultura, formazione, ecc.) nelle zone montane e rurali e concentrazione nei centri urbani
- Mancanza di una forte rete di trasporti pubblici, soprattutto nei territori italiani, al servizio della popolazione, dei turisti e del sistema economico nel suo complesso
- Aumento della domanda di servizi anche da parte di strati della popolazione che in passato non avevano bisogno di servizi sociali (nuove povertà)
- Scarso coordinamento tra il settore pubblico e quello privato per quanto riguarda il finanziamento dei piani di servizi (in Francia)
- La mancanza di messa in rete dei servizi determina sovrapposizioni e difficoltà di coordinamento
- Mancanza di servizi per la prima infanzia, orari inadeguati e carenza di spazi nei servizi esistenti
- Mancanza di integrazione degli anziani e dei disabili in luoghi non specializzati

Opportunità :

- Riorganizzazione e rafforzamento dei servizi alla persona nelle zone rurali e di montagna
- Sviluppo dei servizi di trasporto collettivi o semi collettivi a beneficio di tutti (residenti, popolazione attiva di cui lavoratori stagionali, turisti)
- Fornire una migliore accessibilità e diversità di mezzi a residenti, lavoratori e turisti nelle regioni in cui il trasporto pubblico è meno competitivo
- Disponibilità di risorse inedite (agricoltura, artigianato, ecc.) per rivedere i servizi alla persona nelle zone rurali e montane
- Abbattere le frontiere amministrative per tener conto del flusso di persone
- Tendenza verso l'accesso pubblico ai dati (open-data) per svolgere un'analisi comune e condivisa delle questioni territoriali

Minacce :

- Diminuzione delle risorse disponibili per fornire un livello adeguato di servizi, sia per ragioni interne (riduzione della base imponibile per le tasse locali, minori strutture amministrative, ecc.) e per ragioni esterne (tagli agli enti locali, revisione delle spese pubbliche, ecc.)

- La mancanza di servizi per i giovani nelle zone rurali e di montagna può portare ad un esodo della popolazione giovane e istruita verso i centri urbani
- Influenza della polarità urbana che porta le aree montane a divenire dei "territori dormitorio"
- La progressiva dematerializzazione dei servizi comporta il rischio di un crescente divario digitale.

Il seguente albero dei problemi riassume tutte le problematiche individuate durante questa fase di consultazione.

ALBERO DEI PROBLEMI

INSODDISFAZIONE GLOBALE DEGLI UTENTI



SERVIZI AL PUBBLICO CHE NON RISPONDONO AI BISOGNI DI UNA PARTE DELLA POPOLAZIONE DEI TERRITORI RURALI



Problemi sui quali il progetto non avrà degli effetti diretti

3.3. Bisogni espressi

L'analisi del contesto territoriale completata dall'analisi SWOT condotta dai partner evidenzia diversi aspetti.

Migliorare la rete di servizi

Sono stati individuati vari problemi per quanto riguarda la messa in rete dei servizi. Oltre a tempi di accesso più lunghi della media, in particolare per i servizi agli anziani, la distribuzione dei servizi quotidiani è lunga dall'essere omogenea su tutto il territorio. I cambiamenti demografici (invecchiamento della popolazione) e l'arrivo di nuove popolazioni nei territori (famiglie giovani e pensionati, in particolare sul versante francese) rafforzano il fenomeno della dispersione degli abitanti nelle zone rurali e di montagna a bassa densità. Anche se questi gruppi chiedono un'offerta di servizi supplementare o adattata, i servizi al pubblico ed i servizi sociali restano concentrati soprattutto nelle aree urbane. A ciò si aggiunge la mancanza o l'inadeguatezza dei mezzi di trasporto, che hanno conseguenze sulla mobilità degli utenti e costituiscono un altro fattore di distanza geografica tra la popolazione e i servizi.

Così, l'esistenza di "zone bianche" (aree poco servite) nei piccoli comuni rurali crea disuguaglianze nell'accesso ai servizi. Tali zone bianche rischiano di creare situazioni di esclusione, in particolare per gruppi già fragili.

Includere gli utenti dei servizi agli organi direttivi

Inoltre, sebbene il territorio transfrontaliero disponga di una rete sviluppata di associazioni, in contatto regolare con gli utenti e in grado di trasmettere i bisogni delle popolazioni, vi è una mancanza di apertura da parte degli operatori nella progettazione e nell'attuazione dei servizi. Infatti, l'organizzazione o la riorganizzazione dei servizi nei territori sono spesso il risultato di riflessioni basate sulla logica interna degli operatori (ottimizzazione, riduzione dei costi), senza tener conto delle reali esigenze degli utenti. In generale, la logica del partenariato pubblico-privato dovrebbe essere ulteriormente sviluppata al fine di incrociare prospettive e aspettative.

Questa mancanza di integrazione attiva degli utenti e/o dei loro rappresentanti nella concezione dei servizi crea una distanza tra le politiche pubbliche e i cittadini che, a loro volta, si sentono meno inclini a partecipare agli organi consultivi.

Sviluppare un sistema di conoscenza dell'offerta e delle esigenze degli utenti

Questa mancanza di spazi di governance che coinvolgano gli utenti, ha un'altra conseguenza diretta: le autorità pubbliche e gli operatori hanno una scarsa conoscenza delle esigenze degli utenti, il che rende impossibile adattare i servizi sociali alla realtà e alla diversità delle aspettative. Inoltre, la logica della divisione e della compartimentazione amministrativa, la mancanza di comunicazione tra gli operatori dei servizi, determina una mancanza di

coordinamento che talvolta porta a sovrapposizioni o addirittura a duplicazioni nell'organizzazione dei servizi.

D'altra parte, l'implementazione di un sistema comparativo di conoscenza dell'offerta (identificazione e inter-conoscenza degli operatori e degli stakeholder) e dei bisogni (conoscenza delle aspettative degli utenti) permetterebbe di ottimizzare la presenza dei servizi sul territorio. In questo contesto, gli usi resi possibili dall'apertura dei dati consentirebbero di prevedere una lettura più dettagliata delle questioni territoriali in termini di accessibilità dei servizi.

Sviluppare l'informazione sui servizi

La mancanza di comunicazione tra gli operatori rischia inoltre di confondere la comunicazione sui servizi per gli utenti. Le informazioni sono quindi disperse, di difficile accesso e diventano meno comprensibili per gli utenti. A ciò si aggiunge il crescente fenomeno della dematerializzazione dei servizi che, se non accompagnato, rischia di rafforzare il divario digitale, in particolare per il pubblico che si trova già in una situazione di fragilità. È necessario mantenere le aree di ricezione fisica, dove l'informazione rimane disponibile, sviluppando nel contempo la mediazione digitale.

Conclusione: migliorare l'accessibilità dei servizi con un'attenzione particolare per alcuni tipi di pubblico

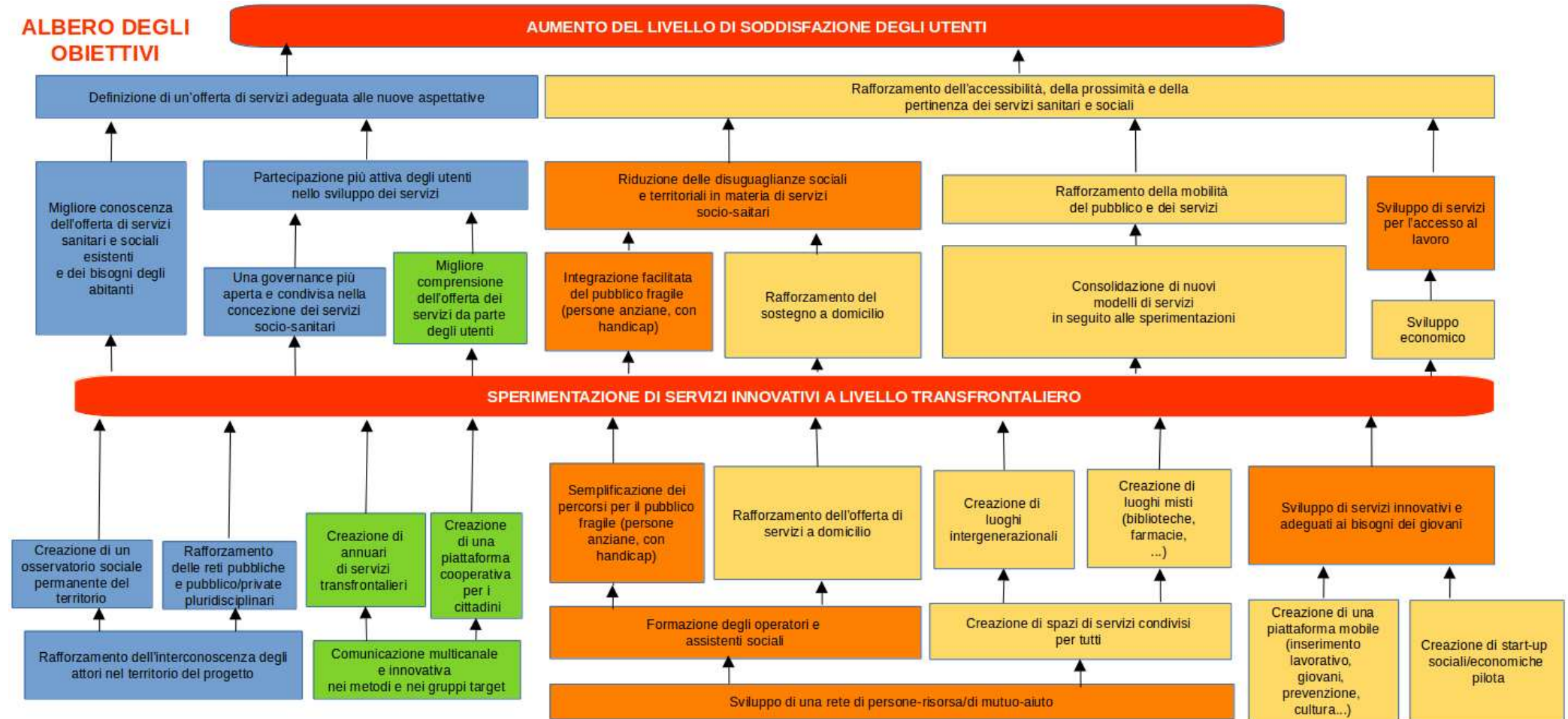
Tutte le sfide sopra descritte mettono in evidenza le politiche settoriali in termini di servizi, che rispondono alla logica della standardizzazione e della centralizzazione. Di fatto, ciò porta a una situazione di esclusione per alcuni gruppi:

- i servizi nelle zone rurali sono inadeguati o non adeguati alle esigenze dei giovani (in particolare in termini di formazione o di accesso all'occupazione). Vi è quindi il rischio che questa popolazione fugga verso i centri urbani, anche se le zone rurali presentano una diversità di risorse (soprattutto agricole) che non è sufficientemente valorizzata dinnanzi ai giovani, i quali rimangono quindi scarsamente rappresentati nell'imprenditoria agricola;
- i servizi dedicati agli anziani e/o alle persone non autosufficienti sono troppo frammentati (alloggio, salute) o rendono difficile la permanenza a casa;
- i servizi non si adattano alle persone in difficoltà economiche (nuova povertà) che, a causa di nuove situazioni di precarietà, hanno nuove esigenze, anche in termini di mobilità.

In ogni caso, l'attuale logica settoriale non consente lo sviluppo di legami intergenerazionali e non favorisce l'eterogeneità del pubblico. D'altra parte, un approccio più trasversale tra servizi (spazi condivisi) e pubblico (economia condivisa) permetterebbe di rendere i territori più attraenti grazie ad un approccio CCLD (Community Led Local Development) che coinvolge i cittadini nella co-creazione delle politiche di sviluppo locale.

L'albero degli obiettivi che segue riassume tutte le riflessioni di cui sopra, emerse dalla fase di consultazione che ha portato allo sviluppo del progetto.

ALBERO DEGLI OBIETTIVI



04 Il progetto, quadro logico

4.1. Logica del progetto

Obiettivo generale	Migliorare la qualità, la sostenibilità e la prossimità dei servizi alla popolazione locale, definendo e sperimentando un servizio di assistenza sociale basato sulla comunità, concentrato sul benessere della comunità e basato su pratiche innovative e collaborative.	
Obiettivi specifici	<p>- Definire un'offerta di servizi adeguata all'evoluzione dei bisogni e alle nuove aspettative</p> <p>- Ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali in materia di accesso ai servizi</p> <p><i>Target:</i> Giovani sotto i 18 anni, anziani e/o disabili, persone vulnerabili tra i 18 e i 65 anni.</p> <p><i>Territorio:</i> territorio ALCOTRA, in particolare l'area che comprende lo SMAPS, la CA Arlysère e la parte settentrionale della Città metropolitana di Torino (zone omogenee 7, 8 e 9).</p>	
Risultati attesi	<ol style="list-style-type: none"> 1. Migliore conoscenza dei servizi esistenti e delle esigenze degli abitanti 2. Analisi e migliore conoscenza della pertinenza dell'offerta di servizi in relazione ai bisogni degli abitanti. 3. Introduzione dei modelli di governance condivisa trasferibili con il metodo "Living Lab" 4. Sperimentazione di strategie innovative di accesso ai servizi, promuovendo la diversità sociale ed i legami intergenerazionali 	
Attività	WP 0 Preparazione del progetto	<i>0.1 Redazione del dossier di candidatura</i>
	WP 1 Governance e gestione amministrativa <i>legato ai risultati attesi n°1, 2, 3, 4</i>	<i>1.1. Gestione operativa</i> <i>1.2. Gestione amministrativa e finanziaria</i> <i>1.3. Monitoraggio e valutazione</i>
	WP 2 Comunicazione <i>legato ai risultati attesi n°1, 2, 3, 4</i>	<i>2.1. Promozione dei servizi</i> <i>2.2. Diffusione dei risultati</i>
	WP 3 Identificazione dei modelli di intervento <i>legato ai risultati attesi n° 1, 2 e 3</i>	<i>3.1. Analisi dei bisogni e dell'offerta locale</i> <i>3.2. Definizione di piani di fornitura di servizi</i>

		<i>3.3. Definizione dei modelli e integrazione con altri piani e progetti</i>
	WP 4 Sperimentazione dei modelli <i>legato ai risultati attesi n° 2, 3 e 4</i>	<i>4.1. Attivazione di aree di servizio condivise per il "Vivere Bene" della Comunità</i> <i>4.2. Definizione dei modelli e valutazione delle sperimentazioni</i> <i>4.3. Integrazione con altri piani e progetti</i>

4.2. Riferimenti al programma ALCOTRA: O.S.

Il progetto SocialLab rientra tra gli obiettivi del programma ALCOTRA, nell'asse 4 "Inclusione sociale e cittadinanza europea" e in particolare nell'obiettivo specifico 4.1.

ASSE 4: INCLUSIONE SOCIALE E CITTADINANZA EUROPEA

Obiettivo specifico 4.1: Promuovere i servizi sociali e sanitari per combattere lo spopolamento nelle zone montane e rurali. Sviluppare dei servizi sanitari e sociali, in particolare nelle zone rurali e di montagna.

Combattere lo spopolamento nelle zone montane e rurali significa necessariamente lavorare sulla prossimità e l'accessibilità dei servizi:

- una prima questione riguarda l'inclusione ed il mantenimento dei legami sociali per le persone provenienti da questi territori e che si trovano in una situazione vulnerabile. L'analisi SWOT ha mostrato che i territori del progetto sono particolarmente toccati dal fenomeno dell'invecchiamento della popolazione e dal rischio di precarietà ed esclusione per le persone in difficoltà economica.
- Un secondo aspetto è l'attrattività del territorio per i nuovi arrivati o per le persone che desiderano stabilirvisi in modo permanente. I giovani e le famiglie devono poter accedere ad una gamma completa di servizi, che spesso è ben lungi dall'essere acquisita nelle zone rurali e montane.
- Un terzo punto, non meno importante, è dato dalla necessità di rendere attrattivi questi territori anche alle persone non in situazione di vulnerabilità. I dati statistici indicano che nel territorio, soprattutto in alcuni settori, la presenza di giovani imprenditori è limitata. Per rispondere all'invecchiamento della popolazione e delle imprese, è certamente necessario intervenire con percorsi di innovazione (legati al progetto InnovLab) ma anche offrendo adeguati servizi per il miglioramento della qualità della vita.

Per affrontare queste tre sfide, il progetto consisterà nel **rafforzare la presenza e l'utilizzo dei servizi esistenti**, attraverso la condivisione di risorse in luoghi condivisi, l'intervento dei manager sociali per animare le reti di prossimità, formali e informali e di strumenti innovativi per la mobilità delle persone fragili che fungeranno da punti di riferimento, ma anche di mezzi

di comunicazione e di informazione innovativi. Il progetto consentirà inoltre di **sviluppare nuovi servizi**, in particolare nel campo dell'inclusione in ambito rurale per le persone in difficoltà, o della capacitazione dei giovani.

Il progetto mira inoltre a stabilire nuove modalità di governance che promuovano l'innovazione sociale, in particolare attraverso lo sviluppo di partenariati pubblico-privato. Inoltre, l'attuazione di approcci bottom-up consentirà il coinvolgimento concreto degli utenti nel miglioramento della qualità e dell'accessibilità dei servizi, ma anche nello sviluppo di nuovi servizi e/o di nuovi modi per organizzarli. Questo approccio promuove l'inclusione sociale.

La dimensione transfrontaliera del progetto consentirà di realizzare azioni congiunte per rispondere a problemi individuati come simili, ma che richiedono anche azioni specifiche, adattate ai territori. Il lavoro transfrontaliero crea inoltre emulazione attraverso lo scambio di pratiche nel modo di concepire ed applicare i servizi sociali e più in generale i servizi al pubblico. In generale, la valutazione delle azioni e degli esperimenti realizzati dal partenariato del SocialLab sarà oggetto di una valutazione e di un'analisi condivise (definizione di procedure e criteri operativi comuni).

Il progetto contribuirà quindi ad aumentare il valore degli indicatori di realizzazione e di risultato dell'obiettivo specifico 4.1., sviluppando nuovi servizi e puntando ad un elevato livello di soddisfazione degli utenti dei servizi al pubblico e sociali nell'area transfrontaliera.

4.3. Obiettivo generale

L'obiettivo generale del progetto è di migliorare la qualità, la sostenibilità e la prossimità dei servizi alla popolazione locale, definendo e sperimentando un servizio di assistenza sociale di prossimità, concentrato sul benessere della comunità e basato su pratiche innovative e collaborative (secondo il modello Lab).

Queste pratiche collaborative consentiranno di acquisire una migliore conoscenza del territorio e delle sue esigenze, il più vicino possibile agli utenti. Il coinvolgimento degli utenti consentirà inoltre di progettare nuovi servizi, o nuove modalità di organizzazione dei servizi stessi, in modo innovativo: secondo questo modello, l'utente non è più soltanto un utente del servizio, ma ne diventa attore a pieno titolo.

Queste pratiche collaborative del modello "Living Lab", infatti, favoriranno la creazione di una rete di servizi di assistenza sociale di prossimità e la sperimentazione di modelli basati sul benessere della comunità. Il presupposto è che il benessere della comunità (soddisfazione dei bisogni, senso di inclusione) può per lo più essere raggiunto se i servizi sono progettati e realizzati da e per gli utenti. Questo aspetto è coerente con la strategia generale del PITER GRAIES Lab, che consiste nel rendere il territorio attraente, soprattutto nelle zone rurali e montane, attraverso una metodologia di lavoro basata sulla co-creazione aperta, l'approccio CCLD e i Living Lab.

Questo obiettivo è coerente con la strategia Europa 2020, che comprende un obiettivo di inclusione sociale attraverso la riduzione dei rischi di povertà e di esclusione. Il progetto è inoltre coerente con la strategia macro-regionale EUSALP che prevede, nella Task Force 5, la promozione dell'accessibilità ai servizi pubblici.

4.4. Obiettivi specifici

In relazione all'obiettivo specifico 4.1, il progetto SocialLab persegue due obiettivi specifici:

- Definire un'offerta di servizi adeguata all'evoluzione dei bisogni ed alle nuove aspettative - W.P. 3.1 3.2 e 3.3
- Ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali in materia di accesso ai servizi - W.P. 2.1. 4.1 4.2 e 4.3

Definire un'offerta di servizi adeguata all'evoluzione dei bisogni ed alle nuove aspettative

Al fine di strutturare e ottimizzare l'offerta di servizi nelle aree rurali e montane del progetto, è necessario innanzitutto stabilire una diagnosi territoriale. Questa diagnosi è essenziale per identificare ciò che già esiste, ma anche il comportamento e le abitudini degli utenti.

L'obiettivo è quello di analizzare e confrontare:

- Da un lato, l'offerta di servizi esistente e presente sul territorio: identificazione di aree già ben attrezzate per tipologia di servizio, identificazione di aree bianche, ma anche identificazione di risorse "altre", che possono essere mobilitate in modo nuovo (es. agricoltura) nella logica dell'innovazione sociale. Fare affidamento sull'esistente è importante poiché l'analisi del contesto da parte dei partner ha dimostrato che la mancanza di coordinamento o semplicemente di conoscenza tra gli operatori di servizi può portare a duplicazioni e di fatto ad una mancanza di fruibilità da parte degli utenti;
- dall'altro, le esigenze attuali e/o insoddisfatte coinvolgendo gli utenti nel processo. Questo aiuta ad identificare le abitudini di frequenza ed a capire perché alcuni servizi sono saturi quando altri sono sottoutilizzati.

Questa fase diagnostica consentirà la creazione di un osservatorio del territorio (WP 3.1) e la definizione di schemi di servizi locali (WP 3.2), che saranno poi utilizzati come strumenti di pianificazione. Per rendere operativi questi strumenti di pianificazione, la partnership definirà degli indicatori di valutazione (WP 3.3) che saranno utilizzati per monitorare gli esperimenti del WP 4.

Anche la fase diagnostica, secondo l'approccio "Living Lab", è importante in quanto consente di coinvolgere l'utente nella progettazione del servizio. I vantaggi sono molteplici:

- confronto dei risultati della diagnosi con la realtà vissuta dagli utenti, consentendo di affinare o consolidare la diagnosi stessa;
- progettazione di servizi adeguati alle reali esigenze dell'utente e non solo ai vincoli materiali o organizzativi degli operatori;

- identificazione di persone-risorsa, per ogni Lab, che contribuiranno all'attuazione e faciliteranno la diffusione delle sperimentazioni.

Ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi

Migliorare la qualità e la prossimità dei servizi in questi territori significa anche ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi.

Come ha dimostrato l'analisi del contesto territoriale, vi sono molti ostacoli all'accessibilità dei servizi: mancanza di informazioni, distanza geografica tra i servizi di base ed un gran numero di utenti, orari di apertura inadeguati, rigidità dell'offerta dei servizi.

A seconda dei risultati della diagnosi e del piano d'azione degli schemi dei servizi locali, il progetto Socialab permetterà di avviare delle sperimentazioni, per ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi, utilizzando tre approcci complementari:

1. Assicurarsi che il servizio sia più vicino all'utente (WP 4.1), mobilitando e mettendo a disposizione dei "manager sociali" nei territori, che fungeranno da collegamento tra gli utenti e gli operatori di servizio. Questi manager sociali lavoreranno il più vicino possibile alle realtà dei territori: individuando i bisogni, informando, proponendo soluzioni adeguate e personalizzate, ecc. A contatto diretto con gli utenti e le reti locali di solidarietà, tali manager sociali contribuiranno a rafforzare la prossimità dei servizi, in particolare per le persone più in difficoltà e lontane dai servizi. Inoltre, da un punto di vista economico, questo approccio si ritiene possa determinare una riduzione del costo degli interventi sociali per le popolazioni fragili, con particolare riferimento alle patologie croniche: riduzione del costo delle infrastrutture in caso di mantenimento a domicilio, economie di scala in caso di condivisione degli spazi di vita diurna
2. Avvicinare l'utente al servizio sviluppando la mobilità degli utenti (WP 4.3), in particolare di quelli più vulnerabili. Al del servizio in quanto tale, la mobilità può anche creare posti di lavoro per le persone con difficoltà economiche. Questo tipo di sperimentazione sarà strettamente legata al progetto MobiLab.
3. Creare spazi condivisi o luoghi di incontro (WP 4.1) che consentano di concentrare, in un unico luogo, e di condividere l'accesso ad una varietà di servizi, con un ingresso generalista (sportello dei servizi al pubblico) o più specifico (residenze sanitarie assistite, aziende agricole, mercati degli agricoltori ecc.).

Tali sperimentazioni riguarderanno in particolare i giovani, gli anziani e/o le persone non autosufficienti e le persone in difficoltà economica, tutti accomunati dallo stesso obiettivo di inclusione sociale. Particolare attenzione sarà dedicata alla valutazione e alla modellizzazione degli esperimenti (WP 4.2) al fine di promuoverne la capitalizzazione e la replicabilità al di fuori dei territori del progetto.

Tutte queste soluzioni sono complementari e, insieme, consentono di migliorare la prossimità dei servizi e quindi di facilitare il mantenimento delle popolazioni e delle famiglie all'interno dell'area territoriale coperta dal progetto, e di renderla così attraente per i potenziali nuovi abitanti.

4.5. Tipologia di azioni previste

Il progetto SocialLab prevede diverse tipologie di azioni, tutte in linea con le tipologie previste nell'obiettivo specifico 4.1 "Servizi sanitari e sociali", in particolare:

- **la sperimentazione di “modelli organizzativi per la creazione e gestione di luoghi polifunzionali di incontro (luoghi condivisi), di servizi di inserimento/attività sociali in montagna per persone in difficoltà”**: azioni volte a sviluppare spazi multiservizio (concentrazione dei servizi in uno stesso luogo), o di aprire spazi specializzati a un nuovo pubblico (residenze per anziani aperte all'esterno, aziende agricole, mercati degli agricoltori...), azioni estese ad altri operatori nell'ambito dell'integrazione con gli altri semplici progetti del PITER GRAIES Lab (WP 2.1, 3.1, 4.1 e 4.3).

- **la “costruzione di reti per lo scambio di buone pratiche nei vari territori”**: tutte le azioni svolte daranno luogo a scambi di pratiche, in particolare mediante l'organizzazione di viaggi di studio, la valutazione condivisa delle esperienze e delle loro modalità di trasferimento da un territorio all'altro, la diffusione dei risultati dei progetti e l'integrazione con altri progetti, ecc. (WP 2.2., 3.1, 3.2, 3.3, 4.2 et 4.3)

- **delle “azioni volte ad aumentare l'autonomia e il sostegno domiciliare delle persone anziane o non autosufficienti attraverso servizi innovativi quali [...] il sostegno alle attività quotidiane e l'accesso ai servizi sul territorio”**: azioni di sensibilizzazione che consentano l'adattamento dell'alloggio delle persone anziane e non autosufficienti al fine di migliorare la salute e il comfort delle persone (accesso facilitato ai servizi di ristrutturazione energetica, alloggi condivisi, ecc.) all'interno dei W.P 2.1 e 4.1.

- **il sostegno alle reti locali di prossimità per rispondere alle esigenze della popolazione**: identificazione e formazione di manager sociali, azioni per promuovere l'accesso ai diritti delle persone vulnerabili in campo giuridico, sanitario o dell'accesso digitale, analisi delle esigenze degli utenti con il metodo Lab in base alle reti locali, integrazione con altri progetti già in base alle reti locali (WP 2.1, 3.1, 4.1 e 4.3)

Tipi di azioni	WP 2		WP 3			WP 4		
	2.1	2.2	3.1	3.2	3.3	4.1	4.2	4.3
Sperimentazione di modelli organizzativi per la creazione e gestione di luoghi di incontro polivalenti, servizi di inserimento/attività sociali in zona montana per persone in difficoltà								
Costruzione di reti di scambio di buone pratiche nei diversi territori								
Azioni volte ad aumentare l'autonomia e il sostegno domiciliare delle persone anziane o non autosufficienti attraverso servizi innovativi								
Sostegno alle reti locali di prossimità per rispondere alle esigenze della popolazione								

4.6. Risultati attesi

I risultati attesi del progetto SocialLab sono quattro:

1. Migliore conoscenza dell'offerta dei servizi esistenti e delle esigenze degli abitanti
2. Analisi e migliore comprensione della pertinenza dei servizi offerti in relazione ai bisogni degli abitanti
3. Introduzione di modelli di governance condivisa trasferibili attraverso il metodo Living Lab
4. Sperimentazione di strategie innovative per l'accesso ai servizi, la promozione della diversità sociale e i legami intergenerazionali.

Migliore conoscenza dell'offerta dei servizi esistenti e delle esigenze degli abitanti (WP 3.1)

Il progetto SocialLab permetterà di mettere a punto un sistema di conoscenza dei territori interessati sul tema dei servizi al pubblico e in particolare dei servizi sociali. Ne risulterà il seguente sistema di conoscenze:

- dati quantitativi e qualitativi sull'offerta dei servizi esistenti ma anche sulle esigenze degli abitanti (bilancio territoriale consolidato);
- feedback per capitalizzare le esperienze già realizzate di servizi alla popolazione nei territori, con particolare attenzione agli aspetti positivi e alle aree di miglioramento.

Questa migliore conoscenza dei servizi offerti e delle esigenze degli abitanti rappresenterà uno strumento prezioso, per tutta la durata del progetto, al fine di informare e sostenere i futuri processi decisionali:

- sull'attuazione di nuovi servizi;
- sul raggruppamento e/o la messa in comune di servizi esistenti.

Analisi e migliore comprensione della pertinenza dei servizi offerti in relazione ai bisogni degli abitanti (WP 3.2, 3.3, 4.2)

Oltre al sistema di conoscenza stesso (analisi partecipata con l'utenza, banche dati, sistema di documentazione, ecc.), il progetto creerà strumenti per analizzare la pertinenza dell'offerta di servizi dei territori rispetto alle esigenze degli abitanti. Questi strumenti di analisi saranno declinati come segue:

- la definizione di indicatori di misura della qualità sociale e della sostenibilità delle sperimentazioni (WP 3.3), la cui pertinenza sarà confermata a seconda dei risultati degli esperimenti effettuati nel WP 4;
- i risultati delle sperimentazioni stesse, che consentiranno di convalidare o affinare le ipotesi formulate durante lo studio preliminare del territorio (ad esempio: a quali condizioni la creazione di spazi di servizio condivisi risponde concretamente ai bisogni degli abitanti? Quali sono i fattori di successo e quali i rischi? Come controllare questi rischi? ...).

Gli indicatori, le schede di esperienza e la documentazione per l'analisi delle leve e dei freni, troveranno continuità nelle pratiche dei partner, e più in generale dei territori, al di là della durata del progetto. Essi costituiranno infatti una metodologia di lavoro che potrà essere trasferita ai progetti futuri, grazie all'appropriazione da parte degli attori di tali strumenti di analisi.

Introduzione di modelli di governance condivisa trasferibili attraverso il metodo Living Lab (WP 3.1 e 4.3)

Il metodo Living Lab, che descriveremo più dettagliatamente nel capitolo 4.7, è un metodo innovativo di governance che ha il vantaggio di coinvolgere da vicino gli utenti nella progettazione e nell'implementazione dell'offerta di servizi, rendendoli attori dell'approccio stesso.

Come gli altri progetti semplici del PITER Graies Lab, anche il progetto SocialLab pone il metodo Living Lab al centro della sua progettazione ed implementazione. Queste nuove forme di governance bottom-up che coinvolgono gli utenti e più in generale gli stakeholder dei territori, sono già state in parte sperimentate in alcune aree territoriali del progetto, le quali avranno gli strumenti per guidare l'implementazione dell'approccio.

Una volta stabiliti, i modelli di governance del Living Lab saranno sostenibili per diversi motivi:

- i tecnici, così come gli organi politici tradizionali, saranno acculturati all'animazione degli approcci partecipativi;

- la sinergia tra gli attori dei servizi (enti pubblici, operatori privati, associazioni) e i cittadini permetterà di confrontare i punti di vista per giungere ad una visione condivisa. Questo processo di intelligenza collettiva, se dimostrerà la sua efficacia, otterrà il sostegno delle parti interessate in base ai suoi meriti. Gli attori coinvolti nel progetto si abitueranno quindi a lavorare su questa modalità di governance.

Al di là dell'ambito geografico e della durata del progetto, la diffusione e l'analisi dei risultati si concentreranno inoltre sulla verifica di questa modalità di governance "Living Lab", al fine di prevederne il trasferimento in altri territori o progetti futuri.

Sperimentazione di strategie innovative per l'accesso ai servizi, la promozione della diversità sociale e i legami intergenerazionali (WP 4.1 e 4.3)

Per contribuire all'obiettivo specifico di riduzione delle disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi, è necessario allontanarsi dagli approcci tradizionali, come descritto nel documento SWOT (punti di debolezza), per sperimentare strategie innovative, basate non solo sull'approccio Living Lab, ma anche sull'approccio CCLD (Community Led Local Development). I territori dispongono di risorse che, una volta identificate (in relazione al risultato atteso 1), saranno ulteriormente sviluppate e utilizzate per rafforzare l'accesso ai servizi. Tali risorse sono gli operatori dei servizi esistenti (compreso il settore privato), ma anche le risorse agricole e persino gli utenti stessi. Per questo le strategie sperimentate non mireranno a introdurre un nuovo strato di servizi, ma piuttosto ad affidarsi alle logiche comunitarie e alle reti locali esistenti, per immaginare nuove modalità di intervento sui territori.

Le azioni di comunicazione multicanale e innovative, tanto nei metodi quanto nel pubblico target, consentiranno una migliore comprensione dell'offerta di servizi da parte degli utenti. Questa migliore comprensione consentirà di combattere i fenomeni di mancato utilizzo di taluni servizi esistenti o di cattivo orientamento. Inoltre, gli utenti, anche in situazioni di fragilità, saranno tanto più inclini a partecipare attivamente allo sviluppo di nuovi servizi quanto più comprenderanno l'offerta dei servizi esistenti.

I percorsi per i gruppi vulnerabili (anziani e persone non autosufficienti, persone in difficoltà economiche) saranno semplificati, il che faciliterà la loro integrazione sociale:

- il rafforzamento dell'offerta di servizi a domicilio consentirà alle persone che in precedenza non avrebbero avuto la possibilità o i mezzi economici, di restare a casa;
- la mobilitazione di una rete di manager sociali e la creazione di spazi di servizio condivisi per tutti, la creazione di spazi intergenerazionali, nonché l'utilizzo innovativo di risorse quali le aziende agricole ed i mercati di produttori, contribuiranno congiuntamente all'inclusione sociale;
- il miglioramento della mobilità per permettere alle persone isolate di raggiungere i presidi sanitari ed i luoghi di aggregazione laddove non sia possibile lavorare sulle reti di prossimità.

Infine, lo sviluppo di servizi innovativi adattati alle esigenze dei giovani (in particolare attraverso la creazione di start-up pilota a vocazione sociale, il rafforzamento delle capacità dei giovani) favorirà lo sviluppo economico dei territori interessati e in particolare lo sviluppo di servizi per l'accesso all'occupazione.

Gli spazi di servizi condivisi che saranno testati nell'ambito del WP 4.1 fungeranno da veri e propri laboratori di innovazione. In effetti, la logica di mutualizzazione in atto in questi spazi sarà analizzata secondo le seguenti questioni di fondo:

- la sostenibilità: una valutazione iniziale definirà se la creazione e lo sviluppo di queste aree portino effettivamente a un'efficienza collettiva, rispondendo allo stesso tempo alle esigenze non soddisfatte in precedenza. Questo lavoro consentirà di garantire, fatti salvi eventuali adeguamenti, il mantenimento a lungo termine di questi spazi di servizio condivisi;
- la trasferibilità: in funzione dei fattori di successo o dei punti di vigilanza individuati, il progetto consentirà di prevedere la diffusione di questo modello di mutualizzazione, fornendo così un'ulteriore gamma di prestazioni attraverso la presenza collettiva di servizi laddove, considerati separatamente, tali servizi non avrebbero potuto essere presenti.

Collegamento agli indicatori

L'obiettivo specifico 4.1 "Promuovere lo sviluppo dei servizi sanitari e sociali per combattere lo spopolamento delle zone rurali e montane" prevede quanto segue:

- il seguente indicatore di risultato: livello di soddisfazione degli utenti dei servizi sanitari, sociali e di assistenza alla persona sperimentati nell'area transfrontaliera;
- il seguente indicatore di realizzazione: Numero di servizi e di interventi sviluppati.

Per quanto riguarda l'indicatore di risultato, il livello di soddisfazione degli utenti dei servizi sperimentati nell'area transfrontaliera farà parte dei parametri di riferimento per la valutazione del progetto. Questo livello di soddisfazione riguarderà sia i contenuti (sperimentazione di strategie innovative per l'accesso ai servizi) che la forma (il modello di governance secondo l'approccio "Living Lab") e contribuirà a valutare se il progetto ha permesso di ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi. A tal fine, dei sondaggi, le cui modalità saranno definite congiuntamente dai partner, saranno sottoposti agli utenti nell'ambito delle attività del WP 4.2. L'obiettivo di soddisfazione è dell'80%.

Per quanto riguarda l'indicatore di realizzazione, ossia il numero di servizi e di interventi sviluppati, l'obiettivo è di raggiungerne quattro:

- 1 intervento di analisi dei bisogni e dell'offerta con il metodo Living Lab (WP 3.1)
- 1 intervento di pianificazione di schemi di servizi locali (WP 3.2)
- 1 servizio di assistenza sociale di prossimità (WP 4.1)
- 1 servizio di mobilità solidale e servizio di turismo accessibile (WP 4.3)

La messa in comune delle risorse e l'eterogeneità degli attori coinvolti saranno i fili conduttori di questi servizi/interventi, al fine di garantire il massimo impatto, sia in termini di sostenibilità economica dei sistemi che in termini di appropriamento da parte del pubblico.

Valore aggiunto dell'approccio integrato (transfrontaliero)

Sebbene i risultati che hanno portato alla costruzione di questo progetto di cooperazione transfrontaliera siano condivisi tra i partner (necessità di migliorare l'offerta di servizi), non tutti condividono le stesse esperienze in termini di:

- Organizzazione dei servizi a livello locale;
- Metodologia di lavoro applicata per analizzare e comprendere al meglio i territori (tipi di dati, informazioni difficili da integrare o da verificare...);
- Soluzioni considerate in passato per la riduzione dell'offerta di servizi nelle zone rurali e le conseguenti disuguaglianze;
- Esperienze e insegnamenti tratti dalla sperimentazione di tali soluzioni.

Inoltre, tenuto conto delle normative francesi (esempio: regimi di servizi) e italiane (esempio: agricoltura sociale), l'attuazione dovrà adeguarsi a tali differenze.

In particolare, le attività del WP 3 e del WP 4 si svolgeranno in tre modi:

- metodologie simili per garantire il valore aggiunto dell'approccio transfrontaliero (WP 3.1, 3.3, 4.1 e 4.2);
- approcci specifici in funzione dei destinatari prioritari individuati nei diversi territori del progetto (WP 4.1, 4.3);
- il trasferimento di buone pratiche non presenti su entrambi i lati del confine (WP 3.2).

Il fatto di considerare il progetto SocialLab attraverso un approccio transfrontaliero presenta quindi vantaggi a diversi livelli:

- **per i partner:** lo scambio di pratiche nell'approccio ai servizi al pubblico e sociali (gruppo di lavoro condiviso, feedback, viaggi di studio...) che consentirà ad entrambi i lati della frontiera di prendere in considerazione nuovi modi di fare. Inoltre, i partner potranno attingere alle reciproche competenze complementari per definire metodologie comuni (sia nel modo in cui l'offerta di servizi viene definita che nel modo in cui viene valutata);
- **per i gruppi target:** l'attuazione della governance transfrontaliera consentirà di coinvolgere gli utenti secondo una modalità operativa simile, analizzandone allo stesso tempo i comportamenti, che differiscono da un territorio all'altro e perciò ricco di insegnamenti;
- **per le aree del progetto:** i territori interessati beneficeranno di una riduzione delle disuguaglianze nell'accesso ai servizi attraverso l'attuazione degli stessi metodi operativi su scala transfrontaliera (aree di servizio condivise, manager sociali, condivisione di luoghi e risorse, ecc);

- **per la zona del programma:** anche se i partner del progetto coprono solo una parte della zona del programma, i risultati delle sperimentazioni condotte saranno diffusi su larga scala al fine di stimolare il trasferimento di talune metodologie o approcci in altri territori con problemi analoghi in termini di accesso ai servizi, siano essi in Francia o in Italia.

4.7. Caratteristiche innovative

Gli aspetti innovativi che caratterizzano il progetto Socialab sono di due livelli: da un lato si hanno elementi riconducibili alla strategia complessiva del PITER GRAIES Lab, dall'altro alcuni elementi propri del progetto.

Strategia del PITER GRAIES Lab

Con riferimento al PITER GRAIES Lab, come descritto nella relazione dettagliata del PCC, gli aspetti innovativi concernono:

- lettura del PITER GRAIES Lab come elemento innovativo rispetto alle dinamiche di sviluppo dei territori;
- integrazione tematica e integrazione metodologica, proseguendo il lavoro e l'impostazione adottata in fase di candidatura.

PITER GRAIES Lab come elemento innovativo dei territori

Il partenariato del PITER, e pertanto anche di Socialab, considera il PITER GRAIES Lab l'inizio di un percorso di innovazione territoriale.

Per innovazione territoriale si intende la stimolazione (diretta o indiretta) di un cambiamento delle caratteristiche sociali, economiche, di governance, ecc. dei contesti locali e sovralocali in una logica di implementazione delle opportunità e/o della qualità.

Con specifico riferimento al PITER GRAIES Lab si può osservare la dimensione "innovazione" sia adottando un punto di vista interno al PITER sia esterno.

Per quanto concerne il punto di vista interno, come descritto precedentemente, le azioni, l'approccio, la struttura, il percorso di lavoro e i risultati attesi dal PITER GRAIES Lab possono essere tutti considerati elementi di innovazioni per il territorio.

Osservando il PITER dall'esterno, come parte delle dinamiche di sviluppo dei territori, può essere considerato come un laboratorio territoriale per l'innovazione tematica e sul piano della governance, come l'inizio di un percorso di innovazione territoriale.

INNOVATION SPIRAL



Immagine tratta da Scuola di Tecnologie Civiche, intervento di Marco Zappalorto, Nesta Italia (Nesta Italia, Innovation Teams and labs. A practice guide, ©Nesta 2014, p. 14²)

Se poniamo infatti il PITER all'interno della spirale dell'innovazione si osserva che: la fase 1 corrisponde alla fase in cui il partenariato ha condiviso l'opportunità di lavorare insieme e di cogliere la "sfida" promossa da ALCOTRA. Nella fase 2 i partner hanno lavorato con metodo e in maniera integrata e condivisa alla definizione dei progetti (fase di candidatura). Le fasi 3, 4 e 5 corrisponde al periodo di attuazione nel corso del quale si sperimenteranno strumenti e azioni che verranno valutati e ridefiniti in relazioni agli obiettivi di progetto.

La fase 5 è la fase in cui si avvierà il percorso riflessione e prima valorizzazione del lavoro realizzato e delle competenze e conoscenze acquisite, un lavoro che dovrà però necessariamente continuare nelle fasi successive della spirale dell'innovazione, fasi che non rientrano nell'arco temporale del PITER. Il percorso di valorizzazione, di conseguenza, avverrà sia nel PITER, con una riflessione puntuale sul futuro, sia dovrà essere un obiettivo di ogni singolo partner e del partenariato nel suo complesso.

Integrazione tematica

Il PITER GRAIES Lab, e quindi anche Socialab, si caratterizza per due tipologie di integrazione tematica (cosa si fa): integrazione tematica interna e integrazione tematica esterna.

2

Documento disponibile sul sito del Nesta.uk : www.nesta.org.uk/publications/innovation-teams-and-labs-practice-guide

L'integrazione tematica interna concerne le sinergie tra le azioni previste non solo all'interno dei singoli progetti del PITER ma anche tra i progetti singoli. Nel PITER, infatti, i progetti singoli solo tra loro interconnessi: vi sono dinamiche di utilità funzionale (realizzo una specifica azione in un progetto che mi consentirà di attuare altre azioni in un altro progetto) e/o dinamiche di compartecipazione ad un obiettivo condiviso (l'insieme delle azioni di più progetti consente di raggiungere uno specifico risultato).

L'integrazione tematica esterna, prende in considerazione le integrazioni tematiche con altri progetti sviluppati sul territorio locale, a livello di area di PITER e a scala europea ed internazionale (integrazione tematica esterna). In questa cornice si inseriscono le integrazioni individuate in fase di candidatura con i PITEM e gli altri PITER.
(Per un approfondimento si rimanda al paragrafo 4.11.)

Integrazione metodologica

Questo livello di integrazione concerne il “come si fa” e si riferisce a tutti gli aspetti comuni ai progetti singoli (compreso SocialLab) e che concorrono a perseguire gli obiettivi generali del PITER, in linea con la strategia / l'idea forza individuata.

All'interno dell'integrazione metodologica ritroviamo:

- PCM – Approccio del Quadro Logico (per un approfondimento si rimanda all'Allegato 6 della Strategia del PITER GRAIES Lab)
- Co-creazione aperta;
- Approccio Lab.

Co-creazione aperta

Co-creazione significa “dar vita con” a strategie e soluzioni con altre persone, tenendo conto di altri punti di vista, di una molteplicità di esigenze, mettendo in rete informazioni, conoscenze e risorse. La co-creazione consente approcci personalizzati che si adattano in modo appropriato alle esigenze dei cittadini e delle imprese e pone particolare attenzione alla co-diffusione, alla condivisione e alla valorizzazione dei risultati, delle competenze e delle conoscenze apprese per rispondere a specifici bisogni.

Con specifico riferimento al PITER, si intende sviluppare e promuovere una “co-creazione aperta”, ovvero un percorso di co-creazione nel quale la dimensione open data è basilare e funzionale al raggiungimento degli obiettivi.



Ciclo di vita dell'innovazione³
(OECD e Commissione Europea, studi sul ciclo di vita dell'innovazione)

Questa impostazione metodologica consentirà di:

- ricercare contemporaneamente, su uno stesso territorio, in un arco temporale ristretto, con un confronto costante, soluzioni ottimali in relazione ai cinque elementi chiave;
- disporre delle competenze territoriali, tematiche e tecnico-operative di un numero significativo di attori (i partner con i soggetti facenti delle loro reti locali e sovralocali);
- valorizzare l'esperienza e i risultati progressivamente ottenuti.

Approccio Living Lab

I partner, come descritto, considerano il PITER GRAIES Lab come parte di un percorso di innovazione territoriale. L'innovazione interessa le dinamiche di governare, le azioni proposte, gli obiettivi ma anche e soprattutto il metodo di lavoro.

Con specifico riferimento al metodo, oltre agli approcci descritti, ritengono fondamentale la sperimentazione della dimensione Living Lab, intesa come spazi di ampia ed effettiva co-creazione con il territorio (WP 3.1 e 4 del Socialab).

Definizione

L'ENoLL, la rete Europea dei Living Lab⁴ (alla quale il PITER GRAIES Lab aderisce attraverso il suo Coordinatore – allegato 6 della Strategia del Piano), definisce i Living Lab come ecosistemi innovativi aperti e centrati sull'utente. Questi ecosistemi operano utilizzando un approccio di

³ OECD, Public sector innovation lifecycle study on learning for innovation

⁴ ENoLL: www.openlivinglabs.eu

co-creazione sistematico con l'utente finale (systematic user co-creation approach), approccio che consente di integrare i processi di ricerca e innovazione nelle comunità e negli ambienti reali.

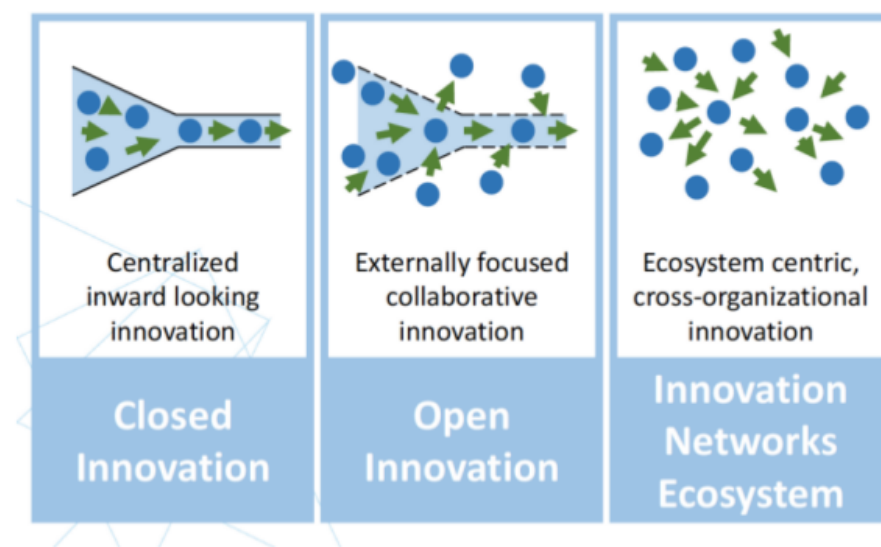


Immagine tratta da ENoLL: Learning Lab⁵

I Living Lab sono, pertanto, sia organizzazioni orientate alla pratica che facilitano e promuovono l'innovazione aperta e collaborativa, sia ambienti o arene reali in cui l'innovazione aperta (open innovation) e i processi di innovazione dell'utente (user innovation processes) possono essere studiati e sottoposti a esperimenti e/o dove nuove soluzioni vengono sviluppate.

I Living Lab, in sintesi, operano come intermediari tra i cittadini, le organizzazioni che si occupano di ricerca, le aziende, le città e le regioni per la co-creazione congiunta di valore, la prototipazione rapida o la convalida per potenziare l'innovazione e le imprese (es. input e idee su come una specifica situazione può essere migliorata con soluzioni intelligenti; co-creare soluzioni; fornire dati usando servizi; testare prodotti / servizi; ecc.).

Elementi caratterizzanti

Chi: possono partecipare tutti gli attori a vario titolo interessati (multi-stakeholder participation). I LL si basano sul Quadruple Helix Model (modello della Quadrupla elica) secondo il quale tutte le categorie devono essere coinvolte: persone (cittadini/utenti), governo (alle diverse scale), industria e università/mondo della ricerca.

Come: gestione puntuale (orchestration); integrazione di approcci differenti (multi-method approach); coinvolgimento attivo dei potenziali utenti finali (active user involvement).

In quali ambiti: l'approccio dei LL è multitematico, non vi sono vincoli rispetto agli ambiti tematici (cultura, innovazione urbana, patrimonio culturale, qualità della vita, ICT, sostenibilità, inclusione sociale, ecc.)

⁵ ENoLL Learning Lab, Day 0, 28.08.2017, Krakow (Poland)

Dove: contesti reali per un'effettiva sperimentazione e test (real-life setting);

Perché: co-creazione (co-creation) di soluzioni che saranno maggiormente efficaci e sostenibili perché rispondenti a reali bisogni e definite a partire da situazioni reali e non ipotizzate.

Principi chiave

Le attività nei Living Lab (LL) si basano su cinque principi chiave che possono essere utilizzati sia come strumenti per guidare la pianificazione e le prestazioni del processo di innovazione, sia come strumenti per valutare il processo di innovazione e assicurarsi che sia progettato e svolto secondo la modalità Living Lab:

- **Valore** (Value). I processi LL dovrebbero supportare la creazione di valore sia per i partner (valore di business) sia per gli utenti presunti dell'innovazione (esperienza come valore);
- **Influenza** (Influence). I presunti utenti dovrebbero essere considerati come partner attivi e competenti e esperti di dominio. Questo aspetto è fondamentale perché il loro coinvolgimento e la loro influenza nei processi di innovazione è essenziale. Per motivare la partecipazione e il coinvolgimento è pertanto importante illustrare l'impatto che i loro contributi può avere sull'innovazione;
- **Sostenibilità** (Sustainability). I LL utilizzano approcci che soddisfano i bisogni del presente senza compromettere la possibilità per le generazioni future di soddisfare i loro bisogni da una prospettiva economica, sociale ed ecologica;
- **Apertura** (Openness). Nei LL il presupposto è che il processo di innovazione si arricchisce maggiormente se le prospettive, i punti di vista, sono molteplici.
- **Realismo** (Realism). Uno dei capisaldi dei LL è che le attività dovrebbero essere svolte in un ambiente realistico, naturale e reale. I risultati migliori in termini di validazione e verifica, ad esempio, provengano dalla messa a disposizione dei prototipi per un tempo sufficientemente lungo e nelle stesse condizioni "di vita reale" in cui i corrispondenti prodotti o servizi sarebbero utilizzati una volta attivati/immessi nel mercato.

Valore aggiunto

Perché coinvolgere gli utenti finali /cittadini? Perché...

- sono degli esperti di un territorio/servizio/ecc. ed è loro diritto poter influenzare scelte, servizi, ecc;
- in questo modo si avrà un numero maggiore di idee e soluzioni con originalità, creatività;
- i gruppi multidisciplinari pensano meglio in quanto riescono a comprendere le diverse prospettive;
- hanno aspettative realistiche;
- sviluppando la competenza tecnica degli utenti si avvia un percorso di potenziamento ed educazione della collettività;
- consente di bilanciare i rapporti di forza.

Il partenariato ha definito l'integrazione metodologica del PITER GRAIES Lab attraverso il supporto di:

- un team di esperti in innovazione e sviluppo locale: Marco Zappalorto e Sylvain Bouchard (Allegato 6 della Strategia);
- ENoLL, la rete europea dei Living Labs, alla quale il PITER GRAIES Lab ha aderito attraverso

il suo Coordinatore, la Città metropolitana di Torino (Allegato 6 della Strategia del Piano).

Caratteristiche innovative del Socialab

Altri aspetti innovativi specifici del progetto semplice Socialab sono presi in considerazione:

- la creazione di spazi di servizi condivisi, al fine di avvicinare i servizi agli utenti, realizzando nel contempo economie di scala attraverso la mutualizzazione (più servizi nello stesso luogo);
- la mobilitazione e il coordinamento dei manager sociali, vero e proprio legame tra gli utenti e gli operatori dei servizi;
- la mobilitazione di nuove risorse (aziende agricole, mercati agricoli), al fine di sviluppare reti locali di solidarietà attraverso partenariati pubblico-privato.

4.8. Gruppi di Attività (WP)

WP 0	Preparazione del progetto	0.1 Redazione del dossier di candidatura
WP 1	Governance e gestione amministrativa	1.1 Gestione operativa
		1.2 Gestione amministrativa e finanziaria
		1.3 Monitoraggio e valutazione
WP 2	Comunicazione	2.1 Promozione dei servizi
		2.2 Diffusione dei risultati
WP 3	Identificazione dei modelli d'intervento	3.1 Analisi dei bisogni e dell'offerta a livello locale
		3.2 Definizione di piani di fornitura di servizi
		3.3 Definizione dei modelli e integrazione con altri piani e progetti
WP 4	Sperimentazione dei modelli	4.1 Attivazione di aree di servizio condivise per il «Vivere Bene» della Comunità
		4.2 Definizione dei modelli e valutazione delle sperimentazioni
		4.3 Integrazione con altri piani e progetti

Il progetto Socialab è suddiviso in 5 WP e ogni WP include attività integrate e simili sulla metodologia, e che richiedono specifiche variazioni a seconda dei partner. Tutte le attività contribuiscono al raggiungimento dell'obiettivo generale del progetto, che è quello di migliorare la qualità, la sostenibilità e la vicinanza dei servizi territoriali alla popolazione, attraverso lo sviluppo di pratiche innovative e collaborative.

Prima di entrare nel dettaglio di ciascun WP, è necessario precisare quanto segue:

- I partner del Socialab saranno coinvolti in alcune attività del PITER GRAIES Lab i cui costi saranno a carico del PCC: ciò vale per la formazione di partenariati (WP 2.1, 3.1 e 4.1 del PCC) e per le attività di rafforzamento del partenariato una volta terminato il PITER (WP 3.4 del PCC);

- alcune attività richiederanno un notevole sforzo di coordinamento con il PCC, in particolare la valutazione, che deve essere coerente con l'approccio fornito dal PCC, e la diffusione dei risultati, il cui coordinamento per tutti i progetti semplici é basato sul PCC;
- I WP 3.3, 4.1 e 4.2 del SocialLab richiederanno un forte coordinamento tra i quattro partner: mentre le applicazioni possono variare da un territorio all'altro a seconda dei partner, è necessario mantenere e garantire un approccio integrato;
- Il WP 4.3 del SocialLab implica, per sua natura, una forte interazione con altri piani e progetti, in particolare con i progetti MobiLab, InnovLab e ExplorLab: il progetto SocialLab beneficerà così di alcuni risultati e raccomandazioni del progetto MobiLab e delle metodologie sviluppate dall'InnovLab, contribuendo allo stesso tempo agli obiettivi e alle azioni dell'ExplorLab.

WP o Preparazione del progetto

Obiettivo: Preparare il contenuto del progetto e redigere il dossier di candidatura

Descrizione dettagliata:

La preparazione del progetto ha dato luogo ad una fase di consultazione e di co-progettazione piuttosto ampia, durante la quale sono stati coinvolti diversi attori dei territori interessati. La preparazione del fascicolo di candidatura ha quindi dato luogo a diversi tipi di incontri territoriali:

- riunioni di consultazione coinvolgenti diverse parti interessate dello stesso territorio (per esempio: la commissione SMAPS per i servizi alla popolazione e la coesione sociale, consultazione con tutti i sindaci del territorio del progetto per la Città Metropolitana di Torino);
- incontri trasversali che hanno riunito l'insieme degli stakeholder di tutti i territori del progetto per co-costruire il progetto;
- incontri tra i partner del progetto SocialLab per sviluppare piani d'azione consolidati e garantire la coerenza globale del progetto;
- scambi trasversali con gli altri progetti semplici del PITER GRAIES Lab e con altri PITER e PITEM.

L'assistenza tecnica ha contribuito a finalizzare la candidatura, garantendo nel contempo il rispetto delle norme del programma ALCOTRA.

Partner responsabile dell'attività: SMAPS

Partner partecipanti: tutti i partner

Altre organizzazioni interessate:

- Comuni e strutture di cooperazione intercomunale: Comune di Ivrea, Comunità dei Comuni della Val Guiers, Sindacato Intercomunale della Bassa Tarantasia e Azione Sociale (SIBTAS)
- Consorzio di Servizi Sociali: Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio-Assistenziali (C.I.S.S. 38), Consorzio Servizi Sociali INterventi e RELazioni Territoriali (IN.RE.TE.), Consorzio CISS di Cirié
- Consorzio di cooperative sociali: Società Cooperativa Sociale Liberitutti
- Altre strutture e servizi pubblici: Agenzia Piemonte Lavoro, Consiglio per lo Sviluppo Territoriale, Delegazione Territoriale per la Vita Sociale (DTVS) delle Prealpi Savoiarde, ASL TO4
- Associazioni e fondazioni: Fondazione Operti, Fondazione di Comunità del Canavese, CSD Diacona Valdese, Associazione Isactys, Associazione Pari Solidarité, Associazione AVIE, Associazione Fourmilienne.

Localizzazione: a rotazione, le strutture partner hanno ospitato le riunioni.

Calendario: 01.05.2017 - 30.09.2018

Prodotti: il dossier di candidatura e l'inserimento del contenuto del progetto nella piattaforma Synergie, in francese e in italiano, nonché i documenti amministrativi complementari.

WP 1 Governance e gestione amministrativa

Questo insieme di attività comprende il monitoraggio complessivo dell'intero progetto Socialab, il quale deve essere svolto nel rispetto delle regole di governance definite di comune accordo con tutti i partner e di cui il capofila è responsabile, nonché nel rispetto del regolamento amministrativo e finanziario del programma ALCOTRA e delle normative nazionali ed europee applicabili.

Attività 1.1 - Gestione operativa

Obiettivi:

- Garantire una buona organizzazione e un monitoraggio operativo ottimale delle varie fasi del progetto;
- Assicurarsi che gli obiettivi generali del progetto siano raggiunti;
- Mantenere una buona comunicazione interna tra i partner.

Descrizione dettagliata:

Per facilitare il raggiungimento di tali obiettivi e garantire il coinvolgimento di ciascuno dei partner nel monitoraggio e nella gestione operativa del progetto, il progetto Socialab creerà un gruppo di lavoro transfrontaliero attivo per tutta la durata del progetto. Ogni partner designerà un capo progetto che lo rappresenterà in questo gruppo di lavoro. Il gruppo di lavoro si riunirà due volte all'anno.

All'interno di tale gruppo di lavoro, il capofila sarà responsabile di:

- Riferire i risultati del progetto all'Autorità di Gestione e all'Autorità di Certificazione;
- Coordinare le azioni attuate da tutti i partner e garantirne la coerenza;
- Assicurare l'avvio e l'attuazione del progetto conformemente alle disposizioni dell'accordo FESR;
- preparare gli ordini del giorno e i verbali delle riunioni transfrontaliere: gli ordini del giorno verranno trasmessi al gruppo di lavoro prima di ogni riunione e i verbali inviati nei giorni successivi alla riunione.

La convenzione di cooperazione transfrontaliera definisce gli obblighi rispettivi del capofila e dei partner, nonché le modalità di cooperazione tra i partner.

Parallelamente alle riunioni del gruppo di lavoro transfrontaliero, ogni partner organizzerà a livello locale due riunioni all'anno al fine di associare, per tutta la durata del progetto, gli attori territoriali che erano stati invitati durante la fase di sviluppo del progetto (WP 0).

Infine, durante i tre anni del progetto, i partner parteciperanno a sei incontri tematici, che si concentreranno sull'interazione del progetto Socialab con gli altri progetti semplici del PITER

GRAIES Lab, o su un particolare aspetto tecnico relativo al contenuto delle attività del progetto Socialab.

La gestione operativa del progetto Socialab consisterà pertanto nel coordinare gli attori interni ed esterni del progetto a tre livelli:

- a livello transfrontaliero con tutti i partner del Socialab (6 incontri);
- a livello locale, sul territorio di ciascun partner Socialab (24 incontri);
- a livello transfrontaliero nel quadro del PITER GRAIES Lab (6 incontri).

Al fine di ottimizzare gli spostamenti e le risorse economiche, le riunioni di coordinamento dei partner del Socialab e gli incontri con altri progetti semplici del PITER GRAIES Lab saranno, per quanto possibile, definiti in giorni comuni.

Il calendario degli incontri sarà stabilito in modo tale che vi sia uno scambio tra questi tre livelli di monitoraggio: è infatti importante integrare il contributo degli attori territoriali negli incontri transfrontalieri e, al contrario, trasmettere a questi ultimi le aspettative e le decisioni del gruppo di lavoro.

Partner responsabile dell'attività: SMAPS

Partner partecipanti: tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers.

Localizzazione: La gestione operativa si svolgerà presso i partner e in occasione di riunioni transfrontaliere.

Calendario: 01.01.2019 – 31.12.2021

Prodotti:

- 1 organo di governance transfrontaliero
- 6 ordini del giorno e verbali delle riunioni
- 24 riunioni territoriali
- 6 riunioni tecniche e tematiche

Attività 1.2 - Gestione amministrativa e finanziaria

Obiettivi:

- Assicurare il monitoraggio amministrativo del progetto secondo le regole e gli standard del programma ALCOTRA
- garantire una gestione finanziaria rigorosa e conforme al bilancio previsto

Descrizione dettagliata:

Nel gruppo di lavoro transfrontaliero, ciascun partner nominerà un responsabile del controllo amministrativo e finanziario che si occuperà dell'utilizzazione degli strumenti di gestione necessari per un adeguato monitoraggio finanziario del progetto e per garantire il rispetto delle procedure amministrative in vigore, in particolare in materia di appalti pubblici.

Come previsto dalla convenzione di cooperazione transfrontaliera, il capofila:

- sarà responsabile della firma della convenzione FESR a nome dell'intero partenariato;
- sarà l'unico interlocutore dell'Autorità di Gestione, alla quale comunicherà l'avvio del progetto e fornirà risposte a richieste di informazioni o modifiche riguardanti il progetto stesso;
- sarà responsabile della comunicazione ai partner delle decisioni del Comitato di Sorveglianza;
- presenterà le richieste di pagamento degli stanziamenti FESR e trasferirà i rispettivi contributi ai partner;
- coordinerà la preparazione dei rapporti annuali sullo stato di avanzamento e della relazione finale del progetto.

Ciascun partner sarà responsabile di:

- trasmettere al capofila, entro i termini convenuti, tutte le informazioni pertinenti che gli consentano di comunicare sullo stato di avanzamento amministrativo e finanziario del progetto;
- prevedere un sistema di contabilità separato e specifico per ciascun progetto, con strumenti di monitoraggio specifici e un'adeguata codifica contabile;
- contribuire alla raccolta delle spese semestrali.

Per quanto riguarda il coordinamento e l'attuazione di tutte le azioni necessarie alla gestione amministrativa e finanziaria, ciascun partner, a seconda della propria organizzazione interna, ha scelto se ricorrere o meno all'assistenza tecnica esterna.

Partner responsabile dell'attività: SMAPS

Partner partecipanti: tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, gli organismi di riferimento del programma ALCOTRA.

	Audit	Personale interno	Assistenza tecnica esterna
Sindacato Misto dell'Avant Pays Savoyard	X	X	X
CA Arlysère	X	X	
Città Metropolitana di Torino		X	X
Coldiretti Torino		X	X

Localizzazione: La gestione amministrativa e finanziaria si svolgerà nelle sedi dei partner.

Calendario: 01.01.2019 – 31.12.2021

Prodotti:

3 rapporti annuali

6 relazioni sullo stato di avanzamento tecnico e 6 relazioni semestrali sulle spese

Attività 1.3 - Monitoraggio e valutazione

Obiettivi:

- Applicare una metodologia per il monitoraggio continuo dei risultati del progetto
- Valutare l'attuazione e i risultati del progetto in termini di possibilità di realizzazione e di impatto sulla situazione iniziale.

Descrizione dettagliata:

Il gruppo di lavoro transfrontaliero incaricato della gestione operativa del progetto garantirà l'attuazione di adeguate disposizioni di monitoraggio e valutazione.

Per quanto riguarda il monitoraggio, una metodologia comune sarà definita congiuntamente tra i partner all'inizio del progetto al fine di seguire i progressi delle attività, prestando attenzione a che il piano d'azione realizzato non si discosti dal piano d'azione previsionale. Se necessario, questa metodologia di monitoraggio consentirà di adeguare, nel corso del progetto, le modalità di lavoro e di gestione delle attività.

La metodologia di monitoraggio del progetto sarà sviluppata in linea con il piano di monitoraggio e con il formato di monitoraggio dei progetti semplici sviluppati dal PCC. Il monitoraggio riguarderà i dati finanziari e di bilancio, i progressi per tappe e il rispetto delle scadenze, il rispetto delle procedure (specifiche per il programma ALCOTRA e specifiche per il

partenariato di Socialab) ed i criteri di realizzazione delle attività (criteri comuni nell'ambito del PITER GRAIES Lab o specifici per le attività del Socialab).

Per quanto riguarda la valutazione, si tratterà di raccogliere, nel corso del progetto, informazioni utili che consentano di valutare se i risultati intermedi siano stati raggiunti e se i progressi compiuti consentano di anticipare il raggiungimento dei risultati globali del progetto entro i termini previsti. Questa valutazione in itinere consentirà, se necessario, di adattare alcune azioni in funzione dell'evoluzione del contesto o del verificarsi di eventi imprevisti.

Infine, il rapporto di valutazione finale risponderà a domande quali:

- Gli obiettivi e le attività del progetto erano pertinenti rispetto ai problemi individuati durante la fase di sviluppo del progetto?
- i risultati ottenuti hanno contribuito al raggiungimento degli obiettivi inizialmente fissati?
- Questi risultati hanno avuto un impatto comprovato sui gruppi target?
- Le risorse utilizzate per la realizzazione del progetto sono state ragionevoli in termini di costi, quantità, scadenze, ecc.?
- Questi mezzi permettono di prevedere la sostenibilità delle attività oltre la durata del progetto (sostenibilità economica, appropriazione da parte dei gruppi target...)?

Partner responsabile dell'attività: SMAPS

Partner partecipanti: tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers

Localizzazione: Il monitoraggio e la valutazione si svolgeranno presso le sedi dei partner.

Calendario: 01.01.2019 - 31.12.2021

Prodotti:

1 metodologia di monitoraggio comune definita all'inizio del progetto

3 rapporti di valutazione del progetto (2 intermedi ed 1 relazione finale di valutazione)

WP 2 Comunicazione

Questo gruppo di attività comprende tutte le azioni di comunicazione interna ed esterna che promuoveranno la corretta attuazione delle azioni del progetto. Si affronteranno i seguenti punti:

- le attività di comunicazione come funzione di supporto determinante per il successo di altre attività (incluse nel WP 3 e 4);
- l'importanza delle attività di comunicazione stesse, poiché il fatto di comunicare adeguatamente contribuisce alla presentazione adeguata dei servizi esistenti ed alla più consapevole fruizione da parte dell'utente;
- le attività di comunicazione che contribuiscano alla sostenibilità dei risultati del progetto (diffusione dei risultati).

Attività 2.1 - Promozione dei servizi

Obiettivi:

- Far conoscere e promuovere l'offerta dei servizi esistenti sul territorio del partenariato
- Comunicare sulle attività che saranno effettuate nell'ambito del WP 3 e 4
- Promuovere l'accesso degli utenti all'informazione e limitare i fenomeni di mancato ricorso
- Raggiungere un pubblico lontano dai servizi attraverso una comunicazione innovativa multicanale

Descrizione dettagliata:

La promozione dei servizi agli abitanti è una componente essenziale dello sviluppo dell'accessibilità dei servizi. Troppo spesso si registra un mancato utilizzo dei servizi e dei diritti semplicemente a causa della scarsità di informazioni.

Per questo motivo i partner realizzeranno diverse azioni di comunicazione al fine di rafforzare l'informazione sui servizi, in particolare sulle attività innovative e gli esperimenti che saranno condotti nel corso dei WP 3 e 4.

Per quel che riguarda i servizi, diversi criteri permettono di determinare se **l'informazione è pertinente**⁶:

- **Affidabile e verificata:** le informazioni provengono dall'operatore stesso o da un suo rappresentante, a maggior ragione quando gli utenti stessi hanno partecipato alla verifica delle informazioni;

⁶ Fonte: Vademecum «Informazione efficaci per valorizzare l'esistente», ADRETS, 2012, guida finanziata dal Fondo Agricolo Europeo per lo Sviluppo Rurale

- **Completa:** l'informazione include tutte le variabili (tempistiche, costi, prerequisiti necessari) permettendo all'utente di risparmiare tempo ed evitare incomprensioni o interpretazioni;
- **Trasversale:** l'informazione tiene conto di altri servizi (ad esempio i mezzi di trasporto per accedere ad uno sportello di servizi pubblici);
- **Precisa:** le informazioni possono provenire da un primo livello generale (tramite un punto di accoglienza o una piattaforma web) o da un secondo livello più specializzato (lo stesso operatore del servizio);
- **Accessibile:** i dispositivi per accedere alle informazioni sono vari (cartacei, digitali...), semplici di accesso e di utilizzo (ergonomia del sito web, documenti di facile lettura e comprensione...);
- **Aggiornata:** le informazioni vengono regolarmente aggiornate, se necessario utilizzando una rete di collaboratori.

Tra le difficoltà individuate, si riscontra spesso che la scarsa conoscenza dei servizi disponibili da parte dei residenti porta ad un sottoutilizzo dei servizi, ad un cattivo orientamento e ad un senso generale di insoddisfazione o addirittura di esclusione. L'informazione è dispersa, sovrabbondante e i dispositivi di comunicazione variano a seconda delle organizzazioni, ma non secondo le esigenze della popolazione.

Il progetto SocialLab propone una risposta concreta a questi problemi, garantendo nel contempo l'impatto comunicativo delle attività svolte nell'ambito dei WP 3 e 4. Per questo, i partner del SocialLab realizzeranno due tipi di attività:

- la creazione di strumenti di orientamento e di comunicazione;
- l'attuazione di azioni di comunicazione online e offline.

Creazione di strumenti di orientamento e di comunicazione

La creazione di strumenti di orientamento e di comunicazione rafforzerà l'impatto delle azioni condotte a favore delle persone in situazioni di fragilità o con esigenze di sostegno. Questi strumenti rispondono a molteplici obiettivi:

- rendere accessibili le informazioni sui servizi ad un pubblico solitamente distante;
- approfittare dei luoghi abitualmente visitati da questi tipi di pubblico, dotandoli di strumenti di comunicazione adeguati (riunioni informative con formato innovativo, strumenti digitali per rendere accessibili le informazioni sulle procedure - amministrative ad esempio - da realizzare su Internet);
- limitare il fenomeno del non-ricorso sensibilizzando il pubblico sui propri diritti.

A tal fine, i partner hanno iniziato ad individuare i luoghi strategici per posizionare questi strumenti di orientamento e di comunicazione. SMAPS e Arlysère posizioneranno i terminali di mediazione digitale all'interno dei centri di servizi al pubblico (MSAP) e/o dei centri sociali nei propri territori. La Città Metropolitana di Torino e la Coldiretti organizzeranno sessioni informative all'interno degli spazi di servizi condivisi (vedi WP 4.1) che saranno individuati in collaborazione con i comuni. Questi luoghi potrebbero essere i seguenti: residenze per anziani,

aziende agricole, biblioteche, uffici comunali... Inoltre, la CMT aprirà uno sportello specificamente dedicato alle persone sotto tutela, presso il Tribunale di Ivrea, per affrontare la questione delle amministrazioni di supporto.

Azioni di comunicazione online e offline

Poiché l'informazione deve mirare ai bisogni, i portali Internet che inglobano un'offerta di servizi rappresentano uno strumento efficace per fornire un primo livello di informazione. Queste piattaforme sono tanto più strategiche in quanto l'80% delle richieste riguarda informazioni di primo livello: a che ora apre un determinato ufficio di assistenza sociale? Quale documento è necessario fornire per creare una cartella?...

Queste piattaforme web saranno uno strumento efficace per comunicare ad un pubblico il più ampio possibile, sia sulle attività svolte nell'ambito del progetto Socialab, sia sui servizi a disposizione degli utenti. Le informazioni online saranno indirizzate non solo agli utenti locali, ma anche ai turisti, per tener conto delle loro specifiche esigenze in termini di servizi, in coerenza con il progetto semplice ExplorLab, al fine di contribuire all'attrattività del territorio. Nell'ambito del partenariato, l'alimentazione dei siti web esistenti e/o la creazione di piattaforme con annuari dei servizi saranno gestite dai partner Arlysère e SMAPS.

Per completare le azioni di comunicazione online, ogni partner utilizzerà i propri strumenti di comunicazione per diffondere nelle proprie reti informazioni sul progetto:

- edizione di opuscoli cartacei, roll-up e gadget;
- distribuzione negli sportelli di servizio (per esempio: MSAP, uffici Epaca in Coldiretti Torino);
- utilizzo di brochure cartacee ad ampia diffusione (es. il quotidiano Coldiretti Torino distribuito a 9.000 persone) per raggiungere persone o strutture lontane dagli strumenti digitali.

I gruppi target di queste diverse azioni di comunicazione sono i seguenti:

- le persone con difficoltà economiche;
- gli anziani e le persone non autosufficienti;
- i giovani e le famiglie;
- i turisti ed i lavoratori stagionali.

Partner responsabile dell'attività: Arlysère

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner del progetto.

Localizzazione: Le azioni di promozione dei servizi si svolgeranno nei territori in cui opera ciascuno dei partner.

Calendario: 01.02.2019 - 31.12.2021

Alcune attività si svolgeranno in tempi più brevi:

- I momenti informativi si svolgeranno tra ottobre 2019 e ottobre 2020;
- Lo sportello specializzato nel Tribunale di Ivrea sarà aperto da ottobre 2019 a ottobre 2021;
- I supporti di comunicazione saranno pubblicati a partire dal primo anno del progetto, da utilizzare durante i momenti salienti che scandiranno i tre anni.

Prodotti:

20 strumenti mirati di orientamento e comunicazione: 5 strumenti fisici (sportelli fisici o digitali) e 15 eventi d'informazione e sensibilizzazione

4 supporti di comunicazione online e offline: siti web, brochure

Attività 2.2 - Diffusione dei risultati

Obiettivi:

- Valorizzare i risultati intermedi e finali del progetto nei confronti di tutti gli stakeholder
- Garantire la sostenibilità delle attività oltre la durata del progetto, in particolare degli esperimenti effettuati
- Promuovere l'esportazione degli esperimenti tra i diversi territori e al di fuori dei territori del progetto.

Descrizione dettagliata:

La diffusione dei risultati è particolarmente importante, sia per mantenere i portatori di interesse mobilitati durante l'intero progetto, dimostrando i risultati e progressi concreti, sia per comunicare al di là di essi, al fine di promuovere l'appropriazione delle attività da parte di altri attori.

La diffusione dei risultati del SociaLab, come per altri progetti semplici, avverrà in stretto coordinamento con il PCC e il suo piano di comunicazione.

In questo contesto, diverse attività sono previste nel corso del progetto, oltre alle azioni di comunicazione già previste dal PCC.

L'organizzazione di una conferenza di lancio transfrontaliera sarà un primo momento chiave del progetto. Il seminario, della durata di un giorno, sarà organizzato da Arlysère per la parte francese. Oltre alla presentazione generale del progetto, la giornata promuoverà il coinvolgimento degli stakeholder dei territori transfrontalieri nelle diverse reti dei partner (funzionari, tecnici, operatori, associazioni...).

L'organizzazione di una conferenza transfrontaliera al termine del progetto permetterà di comunicare le attività svolte, i risultati del progetto e di riflettere su come perpetuare e diffondere gli esperimenti al di là della durata e dei territori del progetto. Il seminario finale

sarà organizzato da Coldiretti di Torino per la parte italiana, in collaborazione con Città Metropolitana.

Infine, sarà elaborata una relazione finale divulgativa sotto forma di Libro bianco. Questo documento conterrà la storia e lo stato di avanzamento del progetto e comprenderà tutte le schede di esperienza (elaborate nell'ambito del WP 4.2) e le raccomandazioni destinate agli altri attori che desiderano appropriarsi dell'approccio o degli approcci attuati. Questo libro bianco sarà redatto dallo SMAPS (CC Val Guiers) in collaborazione con gli altri partners, al fine di essere ampiamente diffuso.

Partner responsabile dell'attività: SMAPS - CC Val Guiers

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner del progetto.

Localizzazione: Le azioni di diffusione dei risultati si svolgeranno nei territori dei partner. Il seminario di lancio si svolgerà in Francia sul territorio di Arlysère (luogo da definire) e il seminario di chiusura in provincia di Torino.

Calendario: 01.01.2019 - 31.12.2021

Il calendario dettagliato, in particolare per le conferenze di avvio e di chiusura, sarà stabilito all'inizio del progetto in coordinamento con il CPS e gli altri progetti semplici.

Prodotti:

2 conferenze transfrontaliere di un giorno (lancio e chiusura)

1 libro bianco, quale rapporto di diffusione sui risultati e le raccomandazioni

WP 3 Identificazione dei modelli di intervento

Questo gruppo di attività risponde all'obiettivo specifico di definire una gamma di servizi adeguati all'evoluzione dei bisogni ed alle nuove aspettative (cfr. capitolo 4.4). I risultati attesi delle attività del WP 3.1, 3.2 e 3.3 corrispondenti ai risultati attesi 1, 2 e 3 (cfr. capitolo 4.6), vale a dire:

- Migliore conoscenza dell'offerta dei servizi esistenti e delle esigenze degli abitanti
- Analisi e migliore comprensione della pertinenza dei servizi offerti in relazione ai bisogni degli abitanti.
- Introduzione di modelli di governance condivisa trasferibili attraverso il metodo Living Lab

Attività 3.1 - Analisi delle esigenze locali e dell'offerta

Obiettivi:

- Creare un osservatorio dei bisogni e dell'offerta su scala territoriale
- Elaborare un'analisi della rilevanza dell'offerta di servizi, formale ed informale, e delle risorse del territorio, in relazione alle esigenze degli abitanti
- Creare nuovi organi di governance partecipativa

Descrizione dettagliata:

Al fine di migliorare i servizi esistenti e/o svilupparne di nuovi è necessario acquisire una conoscenza approfondita delle esigenze degli abitanti da un lato (le loro esperienze, le loro pratiche, le loro aspettative) e dell'offerta di servizi esistenti dall'altro (bilancio consolidato territoriale). Questa conoscenza, per poter essere analizzata in modo ottimale, deve essere alimentata in modo continuo attraverso strumenti dedicati.

Al fine di porre l'utente al centro della riflessione, sarà condotto un lavoro partecipativo di analisi dei bisogni specifici delle aree montane, integrando gli abitanti secondo il metodo "Living Lab". Oltre al Lab stesso, l'obiettivo è quello di creare un gruppo di lavoro permanente che continui anche dopo la sperimentazione. Questo lavoro partecipativo si tradurrà anche in un inventario dei servizi esistenti nei territori, così come l'identificazione e la capitalizzazione di iniziative innovative nel campo dei servizi sociali e di servizio al pubblico.

Durante un incontro di progetto, i partner discuteranno e definiranno una metodologia comune per la creazione dei Lab sui propri territori. Al fine di garantire il trasferimento metodologico, tutti i partner si affideranno al PCC (formazione, toolbox, supporto) e si avvarranno anche dell'accompagnamento di un fornitore esterno specializzato nel metodo Lab, al fine di affrontare i temi specifici di SociaLab.

I Living Labs saranno costruiti sulla base delle reti di partner costituite dai settori pubblico, privato, sociale, associativo e accademico e con particolare attenzione ad alcuni gruppi target (che possono variare a seconda dei partner): giovani disoccupati allontanati dal percorso

scolastico, persone in difficoltà economica, anziani isolati e persone dipendenti, prima infanzia e gioventù. I servizi interessati sono quelli definiti al capitolo 3.1 del presente documento, compresi i servizi sociali forniti da enti privati, i trasporti ed i servizi a domicilio. L'intera analisi sarà effettuata in relazione e coerenza con il PITEM Pro Sol ed il PITER Cuore delle Alpi (progetto Cuore Solidale).

Secondo questa metodologia, ogni partner realizzerà uno o due laboratori sul proprio territorio. Arlysère completerà questo lavoro con un'analisi giuridica e finanziaria che consentirà di omogeneizzare in tutto il territorio l'assunzione della competenza della Comunità di Agglomerazione in materia CIAS (Centri intercomunali di azione sociale). I risultati saranno comunicati a tutti i partner del progetto Socialab e potranno servire da feedback utile alla Città Metropolitana di Torino nell'ambito degli studi prospettici sullo sviluppo e l'omogeneizzazione dei servizi.

Tutte le informazioni raccolte saranno sistematizzate attraverso un inventario condiviso tra i partner (database, mappe...) al fine di facilitare il lavoro a distanza tra una riunione e l'altra. Nell'ambito delle riunioni di lavoro, i partner si scambieranno regolarmente le metodologie di attuazione dei laboratori, al fine di svolgere un lavoro comparativo delle azioni svolte e dei risultati associati.

Partner responsabile dell'attività: Coldiretti

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner del progetto (istituzioni, rappresentanti eletti, tecnici, operatori pubblici e privati, associazioni, università), gruppi di utenti in situazione di fragilità (giovani in situazione di abbandono degli studi, persone in difficoltà economica, anziani e persone non autosufficienti, ecc).

Localizzazione: le azioni di analisi dei bisogni e dell'offerta a livello locale si svolgeranno nei territori dei partner.

Calendario: 01.02.2019 – 30.09.2021

Prodotti:

6 Living Lab

1 diagnosi giuridica e finanziaria preventiva alla creazione di un ICAS per l'Arlysère

Attività 3.2 - Definizione di piani di fornitura di servizi

Obiettivi:

- Costruire dei “piani locali di fornitura di servizi” basati sulle analisi del WP 3.1 (secondo il modello normativo francese)
- Organizzare un trasferimento di esperienze tra i partner sulla metodologia di sviluppo di uno schema locale di servizi

Descrizione dettagliata:

La definizione di uno schema di prestazione di servizi locali risponde a diverse sfide⁷:

- integrare i servizi in una politica globale di sviluppo;
- porre i servizi al centro di una politica di accoglienza, oltre che di una politica di alloggi e di una politica economica;
- creare delle opportunità per ottimizzare l'offerta di servizi su un territorio, in quanto lo schema è uno strumento preliminare al coordinamento.

Per il fronte francese, la legge NOTRe del 7 agosto 2015 ha reso obbligatoria l'elaborazione di piani dipartimentali per migliorare l'accessibilità dei servizi al pubblico (SDAASP). I SDAASP comprendono una diagnosi e un piano d'azione di sei anni. Il loro obiettivo è quello di individuare i principali squilibri tra l'offerta di servizi (pubblico/privato, commerciali/non commerciali) e le esigenze degli abitanti e di definire un programma di azioni di partenariato.

Se gli schemi di servizio si sviluppano a livello dipartimentale, le autorità locali, in particolare gli istituti pubblici di cooperazione intercomunale, costituiscono effettivamente una scala interessante per lo sviluppo di schemi di servizio locale. Poiché i funzionari e i tecnici sono in prima linea nel contatto con la popolazione, sono spesso i più capaci nel tener conto delle esigenze globali della popolazione.

Sul fronte italiano, non vi sono regolamenti che forniscano un quadro normativo per l'implementazione di piani di servizio, intesi in senso lato. Rispetto al contesto francese, vi è quindi una vera e propria sfida nel garantire che i partner italiani possano beneficiare del feedback dei partner francesi, sia per quanto riguarda le modalità di sviluppo dei regimi che il loro contenuto.

Nei territori francesi del progetto SociaLab, lo SDAASP del Dipartimento della Savoia è stato adottato nel 2018, ma altri programmi di servizi locali erano già stati avviati sull'esempio dello Schema di Servizi Nazionali della Moriana elaborato tra il 2014 e il 2016⁸. Sul modello di questa esperienza di successo, e sulla base degli elementi di analisi risultanti dal WP 3.1, ciascuno dei partner francesi (SMAPS, soggetto attuatore del CC Val Guiers e Arlysère) svilupperà uno schema di fornitura di servizi locali.

Questi schemi locali saranno sviluppati secondo una metodologia collaudata e risolutamente basata sul partenariato.

A monte del piano, si tratterà di definire un capitolato d'oneri preciso che sarà elaborato in modo coerente e coordinato tra i partner. Sebbene il settore tematico sia vasto (servizi al pubblico), il preventivo dovrà essere relativamente preciso per quanto riguarda il perimetro geografico e la tematica trattata, nonché la metodologia (approccio trasversale e partecipativo).

7 Fonte: Vademecum "Elaborare un piano di sviluppo a medio termine", ADRETS, 2012, guida finanziata dal Fondo Agricolo Europeo per lo Sviluppo Rurale.

8 Lo schema é consultabile qui: http://www.maurienne.fr/fr/il4-maurienne_p204-schema-de-services.aspx

Il preventivo consentirà a ciascuno dei partner di selezionare un fornitore di servizi da accompagnare nello sviluppo dello schema.

Inoltre, la conferenza di lancio transfrontaliera Socialab organizzata da Arlysère sarà un'opportunità per coinvolgere attori con una solida esperienza nello sviluppo di piani di servizi (per esempio: il Dipartimento della Savoia, il Sindacato della Moriana).

Durante l'attuazione dello schema, verrà applicato un approccio partecipativo (che coinvolga i cittadini) e condiviso (tra funzionari e tecnici). Questo approccio collettivo consentirà di avere una visione a lungo termine, di facilitare l'appropriazione dell'approccio da parte degli operatori del settore e di avere un approccio trasversale volto in particolare e mettere in relazione i vari settori e operatori dei servizi. Ciò è importante in quanto la mancanza di messa in rete e lo scarso coordinamento dei servizi tra di essi sono stati individuati come difficoltà ricorrenti nell'analisi del territorio (cfr. capitolo 3.2).

Per approfondire questa metodologia partecipativa e trasversale e per comprendere meglio la logica che sta alla base dell'elaborazione degli schemi (in termini di forma e di contenuto), i partner italiani effettueranno un viaggio di studio dei territori dei partner francesi durante la costruzione di questi schemi locali di fornitura di servizi. Questa visita di studio consentirà ai partner italiani di elaborare un progetto di piano di servizi per l'area del progetto al fine di preparare gli esperimenti da intraprendere.

A valle del progetto, cioè durante la fase di realizzazione delle azioni, lo schema costituirà un documento di riferimento per lo sviluppo dei servizi nei territori interessati, sia come strumento di animazione che come quadro di riferimento.

I piani locali di erogazione dei servizi mireranno a definire un'offerta di servizi più egualitaria ed omogenea nei territori, con particolare attenzione ad alcuni gruppi emarginati. Queste azioni consentiranno inoltre di tener conto delle peculiarità di alcuni territori in cui il turismo è particolarmente sviluppato (in particolare le località sciistiche) e, nel quadro dell'ExplorLab, di affrontare alcuni servizi da un punto di vista specifico, quello dei turisti e dei lavoratori stagionali. Infatti, i bisogni di servizio formulati da questi gruppi (sanità, alloggi, mobilità...) richiedono un approccio differenziato e azioni dedicate.

Partner responsabile dell'attività: Arlysère

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altri organismi interessati: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner del progetto (istituzioni, rappresentanti eletti, tecnici, operatori pubblici e privati, associazioni, università), gruppi di utenti.

Localizzazione: I piani di servizi saranno realizzati nei territori dei partner francesi (SMAPS e CA Arlysère), con la partecipazione occasionale dei partner italiani (CMT e Coldiretti).

Calendario: 01.02.2019 - 01.02.2021

Prodotti:

2 piani locali di fornitura di servizi (SMAPS - CC Val Guiers e Arlysère)

1 bozza di piano di servizi per il territorio italiano (CMT e Coldiretti)

Attività 3.3 - Definizione dei modelli e integrazione con altri piani e progetti

Obiettivi:

- Definire il modello di processo di sviluppo degli schemi di servizi (W.P. 3.2)
- Definire un primo set di indicatori per misurare la qualità sociale e la sostenibilità economica degli esperimenti che saranno condotti nell'ambito del W.P. 4.1.

Descrizione dettagliata:

La definizione dei modelli è un importante passo intermedio tra l'osservazione dei bisogni e la definizione degli schemi di servizi da un lato, e l'avvio di esperimenti sul campo dall'altro.

Il processo stesso di modellazione consente di verificare le ipotesi formulate durante l'analisi che precede la definizione del progetto e di confrontarle con i risultati dell'analisi dei bisogni/offerte ma anche con il contenuto dei piani d'azione elaborati negli schemi di servizi. Questo approccio permette anche di preparare la fase di valutazione che seguirà l'attuazione degli esperimenti: si tratta infatti di definire, prima e/o in parallelo con la fase di sperimentazione, le modalità di valutazione che consentiranno di attestare il successo e il raggiungimento degli obiettivi perseguiti, ma anche le condizioni per la perpetuazione e la replicabilità di tali sperimentazioni.

Per adeguarsi a questo approccio, i partner attueranno le attività indicate di seguito.

I partner produrranno congiuntamente un modello di scheda di esperienza che definirà il processo di origine dei piani di servizio al fine di prevedere la riproduzione di tale metodo e il riutilizzo degli strumenti, nonché di favorire la replicabilità dei risultati.

Durante le riunioni di monitoraggio operativo del gruppo di lavoro transfrontaliero, i partner definiranno anche un modello di scheda di esperienza che consentirà di raccogliere informazioni sugli esperimenti condotti nel quadro del W.P. 4.1. Inoltre, questo modello di schede di esperienza si baserà su una serie di indicatori che saranno definiti congiuntamente dai partner.

L'obiettivo di tali indicatori è di rappresentare in modo pertinente la qualità sociale e la sostenibilità economica degli esperimenti che saranno condotti. La sostenibilità economica consente di prevedere la perennità nel tempo dei modelli testati (anche in termini di riduzione dei costi di assistenza sociale) e di prevederne la trasferibilità. La qualità sociale consiste nel valutare la misura in cui è stata data una risposta (parziale o totale) ai bisogni identificati come specifici (anche dal punto di vista della percezione psicologica degli utenti).

Per iniziare il lavoro di riflessione sugli indicatori e sul modello delle schede di esperienza, durante il seminario potrebbe essere dedicato un tempo specifico per il lancio del progetto (vedi W.P. 2.2).

Per svolgere correttamente quest'attività di modellizzazione, i partner presteranno particolare attenzione all'integrazione con altri piani e progetti come segue:

- Applicazione del metodo Living Lab alle azioni previste dal WP 3: questo metodo è trasversale e riguarda tutti i progetti del PITER GRAIES Lab. Nel progetto SocialLab, sarà adattato in base ai contenuti e alle azioni specifiche del progetto;
- Interazioni con il PITEM Pro Sol ed il PITER Cuore delle Alpi per definire indicatori coerenti di qualità sociale e sostenibilità economica (come spiegato sopra) tra i diversi piani integrati. L'obiettivo è incrociare e confrontare le scelte degli indicatori.

Partner responsabile dell'attività: Arlysère

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner di progetto, altri partner del PITER GRAIES Lab, partner PITEM Pro Sol, partner PITER Cuore delle Alpi.

Localizzazione: Le attività di modellazione si svolgeranno presso i partner.

Calendario: 01.02.2019 – 31.05.2021

Prodotti:

1 scheda di esperienza che riporta l'approccio adottato nell'ambito dei servizi

1 modello di scheda di esperienza per giustificare gli esperimenti

1 elenco di indicatori per misurare la qualità sociale e la sostenibilità economica delle sperimentazioni

WP 4 Sperimentazione dei modelli

Questo gruppo di attività risponde all'obiettivo specifico di ridurre le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi (cfr. capitolo 4.4). I risultati attesi delle attività del WP 4.1, 4.2 e 4.3 corrispondono ai risultati attesi 2, 3 e 4 (cfr. capitolo 4.6), vale a dire:

- Analisi e migliore conoscenza della pertinenza dell'offerta di servizi in relazione ai bisogni degli abitanti
- Introduzione di modelli di governance condivisa trasferibili attraverso il metodo Living Lab
- Sperimentazione di strategie innovative per l'accesso ai servizi, la promozione della diversità sociale e i legami intergenerazionali.

Attività 4.1 - Attivazione di aree di servizio condivise per il "Vivere Bene" della Comunità

Obiettivi:

- Sperimentare modelli innovativi per migliorare l'accesso ai servizi nelle zone rurali
- Rafforzare la coesione sociale sviluppando azioni che consentano la partecipazione di gruppi eterogenei
- Sviluppare offerte di servizi locali basate su dei manager sociali
- Promuovere l'autonomia e l'emancipazione dei gruppi vulnerabili

Descrizione dettagliata:

Le aree di servizio comuni "Vivere Bene" mirano a semplificare l'accesso ai servizi da parte degli utenti, in particolare per gli utenti in situazione di fragilità (giovani non scolarizzati, persone in difficoltà economiche, anziani e persone non autosufficienti, ecc.). Le attività previste consisteranno quindi nel capitalizzare e rafforzare le logiche esistenti e che già operano su piccola scala, facendo degli utenti i veri attori di questi spazi di servizi condivisi, in un processo di empowerment e di sviluppo della coesione sociale.

Tutte le sperimentazioni che saranno condotte si baseranno sull'approccio CCLD (Community Led Local Development). Questo approccio si basa su 4 elementi fondamentali⁹:

- si trova a livello sub-regionale o locale;
- è condotta dalla comunità locale e dagli stessi attori locali, con rappresentanti degli utenti, ma anche dalle autorità pubbliche e dagli operatori privati, in una logica di partenariato pubblico-privato;
- è attuato attraverso un approccio multisettoriale allo sviluppo locale, che tiene conto delle esigenze locali e del potenziale esistente;
- si basa su logiche di innovazione, di cooperazione e di creazione di reti.

⁹ Fonte: Schema informativo della Commissione Europea sull'approccio CCLD : http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/community_en.pdf

Per realizzare tali esperimenti, i partner del SocialLab hanno individuato 5 macro-azioni. Queste macro-azioni sono complementari poiché rispondono a sfide diverse. Infatti, la lotta contro le disuguaglianze sociali e territoriali nell'accesso ai servizi implica:

- l'intervento sulla prossimità geografica dei servizi (mobilità, luoghi), al fine di lottare contro le disuguaglianze territoriali;
- lo sviluppo di meccanismi specifici per i gruppi prioritari (persone in situazioni di fragilità, giovani, ecc.) al fine di promuoverne l'autonomia o l'emancipazione, al fine di lottare contro le disuguaglianze sociali.

Tutte le macro-azioni saranno adattate ai contesti territoriali precedentemente analizzati e saranno tutte conformi all'approccio CCLD.

Due macro-azioni si rivolgono a tutti i tipi di pubblico per promuovere la diversità sociale e/o la prossimità geografica:

- mobilitazione e formazione di manager sociali per animare i territori;
- la creazione e/o lo sviluppo di luoghi condivisi che condividano l'accesso ai servizi.

Altre tre macro-azioni riguardano in particolare le categorie di utenti per le quali saranno sviluppate azioni specifiche, conformemente all'analisi precedente all'elaborazione del progetto (cfr. capitolo 3.2). Si tratta di utenti con un elevato tasso di presenza (rappresentatività) nei territori (anziani e persone non autosufficienti, adulti in difficoltà economica) o che contribuiranno, grazie alla loro presenza e al loro coinvolgimento, a rendere i territori del progetto attraenti per le generazioni future (giovani e famiglie) e per le persone che già vi abitano e vi sviluppano le loro attività d'impresa (in particolare agricola). Le tre macro-azioni saranno pertanto le seguenti:

- lo sviluppo di sistemi che consentano l'adattamento degli alloggi per gli anziani e le persone non autosufficienti;
- la realizzazione di attività volte a promuovere l'autonomia dei giovani;
- l'aumento della capacità degli adulti in difficoltà economiche (nuova povertà) attraverso la mobilitazione locale di risorse in ambito alimentare e agricolo.

Mobilitazione e animazione dei manager sociali

Per manager sociali si intendono le persone che, grazie alla loro conoscenza dei territori e alla loro esperienza nel facilitare e animare le dinamiche delle comunità o le reti di attori, saranno in grado di identificare le richieste degli utenti e di rispondere il più possibile alle loro esigenze.

A seconda dei partner, queste persone saranno reclutate e retribuite internamente (se necessario con il supporto occasionale di un fornitore di servizi qualificato) o identificate e formate su base volontaria. Nella creazione di questi manager sociali, i partner del SocialLab lavoreranno insieme per riflettere e definire un profilo di riferimento. Le missioni del manager sociale possono comprendere in particolare:

- la raccolta e l'organizzazione delle informazioni sui servizi, nonché la loro diffusione;
- la creazione, l'animazione e/o il rafforzamento di reti territoriali o di solidarietà locale;

- la ricerca e capitalizzazione di iniziative di servizi innovativi nei territori in vista della loro duplicazione;
- la ricerca di sinergie tra gli attori (anche attraverso il coinvolgimento delle persone anziane come risorse, in particolare nei territori italiani);
- il sostegno alle sperimentazioni locali sui territori;
- il ruolo di intermediario tra le esigenze del territorio (utenti) e gli operatori dei servizi.

Lo SMAPS e Arlysère disporranno entrambi di un manager sociale. La CMT attiverà (attraverso il soggetto attuatore CISS 38) almeno 4 manager sociali, che avranno il ruolo di animatori di comunità, in 4 territori diversi. I manager sociali della CMT riceveranno una formazione specifica nell'ambito dello sviluppo rurale e dell'agricoltura sociale, per diventare agenti facilitanti la realizzazione di pratiche innovative che coinvolgeranno le aziende agricole. Tale formazione teorica e pratica sarà rivolta anche a gruppi mirati di stakeholder, che supporteranno i manager sociali. Inoltre, la Coldiretti identificherà e formerà almeno 6 anziani volontari che saranno scelti tra i rappresentanti del settore agricolo e artigianale ("senior di comunità"). A tal fine, la Coldiretti si farà carico dell'animazione e mobilitazione collettiva degli anziani di comunità. Si tratterà di persone conosciute e già attive nei territori coinvolti che avranno il compito di monitorare, riferire, animare (soprattutto nei confronti degli anziani) e aiutare i manager sociali a mettersi in rete. Inoltre, con la partecipazione degli anziani della comunità, saranno promosse attività di invecchiamento attivo a partire dall'offerta già presente nella regione. Nel caso non bastasse, diventeranno ambasciatori per pianificare una nuova offerta di servizi.

Creazione e sviluppo di luoghi condivisi

I luoghi condivisi offrono possibilità di mutualizzazione, il che permette ad un gruppo di servizi di essere presenti in più luoghi dove, se presenti singolarmente, non potrebbero perdurare. Ciò vale in particolare per le zone rurali e montane, dove la bassa densità di popolazione può mettere in discussione la sostenibilità economica di diversi servizi emersi separatamente. Ecco perché dei luoghi condivisi saranno sperimentati dai partner secondo modalità diverse, ma che permetteranno, di volta in volta, attraverso la mutualizzazione delle risorse, di rispondere a bisogni non soddisfatti. A tal fine, i partner hanno concordato di sperimentare questi luoghi condivisi secondo due modalità operative:

- la creazione o lo sviluppo di spazi innovativi che favoriscano l'accesso a un pacchetto di servizi attraverso il sostegno agli utenti nelle loro attività quotidiane e/o nella loro vita sociale;
- la diversificazione degli spazi esistenti per fornire servizi aggiuntivi a un maggior numero di beneficiari.

Attraverso il gruppo di lavoro transfrontaliero, queste modalità operative saranno analizzate comparativamente e sulla base degli indicatori definiti nel W.P. 3.3.

Lo SMAPS (con delega al CC Val Guiers, quale soggetto attuatore) e il CA Arlysère svilupperanno spazi innovativi (MSAP - Maisons de Services au Public in particolare¹⁰), al fine di

¹⁰ Il principio della MSAP è quello di offrire uno sportello di accoglienza multiservizio, sotto forma di punto di accoglienza multifunzionale che garantisca un primo livello di informazione agli abitanti sui servizi quotidiani. La MSAP firma un accordo locale con vari operatori nazionali del lavoro e dell'azione sociale (Pôle

favorire l'accesso ai servizi in una logica di prossimità con i bacini di occupazione. Questi spazi innovativi consentiranno, il più vicino possibile all'utente, di garantire l'accesso a una serie di servizi quotidiani, creando al contempo legami sociali.

La CMT identificherà luoghi diversi, scelti in collaborazione con le amministrazioni comunali (sedi comunali, centri e residenze per anziani, biblioteche, altri luoghi) che, a seguito di incontri di facilitazione o di formazione, beneficeranno di un aumento del loro potenziale in termini di prestazione di servizi o di informazione sociale e di attrezzature. La scelta dei servizi in questione e il contenuto delle riunioni d'informazione dipenderà delle esigenze del territorio. Coldiretti Torino mapperà le aziende agricole locali interessate a mettere a disposizione spazi fisici e competenze utili a rispondere ai bisogni locali.

Coldiretti e la CMT svilupperanno inoltre un dispositivo innovativo per aprire le residenze per anziani (almeno 4 Residenze Sanitarie Assistite - RSA). L'obiettivo sarà quello di migliorare la qualità dei prodotti alimentari, attivando anche, ove possibile, relazioni con le aziende agricole locali per poter beneficiare dei prodotti a km0. In questo contesto, la RSA potrebbe diventare un luogo di riferimento per sperimentare la ricaduta sociale della qualità dell'offerta alimentare, aspetto che potrebbe collegarsi all'innovazione delle reti alimentari. Più in generale, questo dispositivo creerà momenti di condivisione con il territorio intorno al cibo, anche per i migranti o le famiglie, i cui residenti saranno i protagonisti (pranzi all'aperto, serate a tema e intrattenimento culturale sul cibo, tradizioni legate al cibo...). Oltre alla ristorazione, altri servizi possono essere aperti verso l'esterno (lavanderia, bagni, creazione di eventuali orti collettivi laddove vi siano terreni disponibili...).

Inoltre, le aziende agricole situate nei pressi delle RSA saranno collegate in rete per facilitare le attività dei residenti a contatto con la natura e gli animali, i momenti di socializzazione e l'esercizio fisico (ad esempio, il lavoro sulla psicomotricità, "le comunità di cammino").

Infine, la RSA potrà ospitare altre attività laboratoriali di riferimento per l'intera Comunità e non solo indirizzate agli anziani ospiti (famiglia, rete familiare, residenti).

Dispositivi per anziani e persone non autosufficienti riguardanti l'adattamento dell'alloggio

Le attività di analisi dei territori svolte prima dell'elaborazione del progetto hanno dimostrato che il rischio di isolamento degli anziani e delle persone dipendenti è significativo nei territori rurali e montani interessati dal progetto. Le conseguenze dell'isolamento possono essere molteplici: difficoltà economiche non individuate, rischi per la salute, situazioni di precarietà energetica... Ecco perché i partner vogliono sperimentare dispositivi volti a favorire la manutenzione domiciliare degli anziani, attraverso azioni di adattamento dell'alloggio.

All'interno del partenariato, si è scelto di condurre questo esperimento sul territorio dello SMAPS, in quanto territorio di progetto dove l'indice di dipendenza (cioè il rapporto

Emploi, CAF, CARSAT, CPAM, MSA). Tale accordo locale prevede, tra l'altro, la formazione dell'agente di accoglienza della MSAP, affinché possa informare gli abitanti. Al di là della sua funzione di punto di accoglienza, la MSAP ha la vocazione di essere parte di un progetto territoriale, al fine di realizzare attività volte a mantenere il legame e la coesione sociale tra gli abitanti. Questo sistema ha dimostrato la sua validità dal momento che attualmente esistono più di 1.200 MSAP in Francia, di cui più di un centinaio nelle Alpi.

percentuale tra la popolazione in età inattiva e la popolazione attiva) è il più alto, e dove la questione dell'accesso alle strutture del ventaglio di servizi "anziani" è la più importante (vedi Capitolo 3.2).

Lo SMAPS (con delega al CC Val Guiers, quale soggetto attuatore) svolgerà così un importante lavoro di diagnosi dell'esistente (identificazione e censimento del pubblico "a rischio") e di raccomandazioni sulla base dell'offerta e delle soluzioni esistenti. Questo lavoro diagnostico si concentrerà sui dispositivi che consentono agli anziani e alle persone non autosufficienti di rimanere a casa e di uscire dell'isolamento, con particolare attenzione alla gestione dell'energia negli alloggi (per combattere la precarietà energetica). A seguito di questi lavori saranno organizzate azioni di sensibilizzazione in materia di costruzione, ristrutturazione energetica e alloggi condivisi, con la partecipazione dei vari attori del settore abitativo (proprietari, artigiani, assistenti sociali, ecc.). Lo scopo di questi eventi di sensibilizzazione sarà quello di:

- comunicare i concetti di comfort, salute e valore del patrimonio legati all'adattamento dell'alloggio;
- rendere più fluidi per gli utenti i percorsi di ristrutturazione (semplificazione).

L'agente di accoglienza MSAP sarà inoltre formato per essere in grado di informare gli utenti interessati da questi problemi e individuare le situazioni difficili.

Queste azioni di sensibilizzazione daranno luogo ad un seminario di restituzione al quale saranno invitati tutti gli attori e gli amministratori del territorio. Inoltre, in collaborazione con InnovLab, lo SMAPS organizzerà una "Hackathon" per individuare proposte innovative nell'ambito della riflessione sulle politiche di adattamento abitativo per gli anziani e le persone non autosufficienti (cfr. W.P. 4.3).

Per favorire una buona integrazione tra le azioni condotte dallo SMAPS e quelle condotte dalla CMT e Coldiretti sulle RSA, i membri della Commissione Sociale SMAPS (assessori, tecnici e associativi) effettueranno un viaggio di studio in Italia per osservare l'attuazione degli esperimenti, visitare i siti (RSA) e scambiare opinioni con i professionisti italiani.

Attività che promuovono l'autonomia dei giovani

Le attività volte a responsabilizzare i giovani e a coinvolgerli nello sviluppo dell'offerta di servizi del territorio contribuiscono all'attrattività del territorio stesso e all'insediamento sostenibile di giovani e famiglie nelle zone rurali e montane. Per questo motivo i partner hanno scelto di realizzare sperimentazioni volte sia a rendere i giovani attori della vita del territorio, sia a creare percorsi per rafforzare le loro capacità. La scelta è stata fatta per testare queste attività nei territori italiani, in aree dove i giovani sono fortemente rappresentati, e in particolare sfruttando le risorse agricole disponibili.

Coldiretti e la CMT supporteranno così azioni di rafforzamento dei centri famiglia gestiti dai Consorzi socio-assistenziali con particolare riferimento ad azioni di sostegno per giovani NEET e adolescenti (dopo scuola, compiti, sostegno a progetti creativi proposti dai giovani).

Coldiretti e la CMT condurranno inoltre un progetto per sviluppare le capacità dei bambini e degli adolescenti di una comunità alloggio, in collaborazione con la Procura Minori di Torino

(individuata in linea di massima la Comunità di Brosso) attraverso l'agricoltura. Due case-famiglia e una pensione integrata ospitano a Brosso 12 bambini e adolescenti di età compresa tra i 10 e i 17 anni. Le attività consisteranno nella creazione di un orto collettivo e nello svolgimento di lavori agricoli, la cura degli animali e la raccolta delle erbe selvatiche. Se la Comunità di Brosso sarà individuata come area di atterraggio del progetto saranno coinvolte le aziende agricole della Val Chiusella e uno o due educatori. Per gli adolescenti, questo programma offrirà l'opportunità di valutare se sia interessante e pertinente ricevere una formazione specifica per lavorare nel settore agricolo.

Infine, Coldiretti diversificherà le aziende agricole per creare "laboratori verdi" che consentano di valorizzare i giovani in difficoltà, creando percorsi di sviluppo di competenze legati all'attività agricola. L'accompagnamento sarà organizzato nei seguenti modi:

- sul modello di "una famiglia per una famiglia": una famiglia di agricoltori accoglierà e sosterrà una famiglia in situazione di fragilità, offrendo spazi e momenti di accoglienza e attività condivise;
- attraverso la creazione di orti condivisi, dove alcune aziende agricole potranno mettere a disposizione porzioni di terreno e competenze specifiche, affinché le persone fragili abbiano spazi e strumenti per prodursi cibo;

Durante la fase iniziale di identificazione, saranno coinvolte 120 aziende agricole in 6 territori (20 aziende per territorio) per avviare e implementare 6 esperimenti pilota (1 per territorio).

Mobilizzazione locale delle risorse agroalimentari per combattere le nuove forme di povertà

Occorre inoltre prestare particolare attenzione agli adulti in difficoltà economica, in un contesto in cui la mancanza di potere d'acquisto, dovuta a situazioni di disoccupazione o di lavoro precario, porta a situazioni di precarietà sociale. Ciò determina una forte sollecitazione degli operatori dei servizi sociali, sviluppando al tempo stesso un sentimento di esclusione. Tuttavia, si può osservare nei territori che alcune forme di solidarietà locale si creano attorno a iniziative di welfare generativo (dono – restituzione – patto di reciprocità) che permettono di coniugare sostenibilità economica e valore sociale aggiunto.

Queste forme di solidarietà locale sono già molto presenti nei territori italiani, la Città Metropolitana e Coldiretti realizzeranno due tipi di sperimentazione volti a rafforzare le esperienze locali che hanno contribuito con successo a combattere le nuove forme di povertà.

Coldiretti mobilerà i Mercati di Campagna Amica per promuovere e creare pratiche di innovazione sociale. Questi mercati svolgono un ruolo importante nello sviluppo dell'agricoltura italiana, in termini di promozione delle tradizioni e della cultura, ma anche di tutela dell'ambiente attraverso un'alimentazione sana, accessibile ad un prezzo equo e ragionevole¹¹. In questo contesto, la Coldiretti analizzerà le pratiche esistenti di recupero alimentare o di donazione per le famiglie in difficoltà economica, al fine di identificarle e

11 Consultare il sito internet della Fondazione Campagna Amica per maggiori informazioni:

<https://www.campagnamica.it/chi-siamo/>

promuoverle. Sulla base delle esperienze attuali, sarà selezionato un mercato per testare la creazione di una rete di sostegno e di donazione di cibo alle famiglie in difficoltà, anche mutuando esperienze consolidate come “Fa Bene”.

Infine Città Metropolitana di Torino e Coldiretti lavoreranno per costituire un'associazione fondiaria (ASFO), a Borgiallo e rafforzare l'ASFO di Usseglio. Le ASFO mirano a consolidare piccole porzioni di terreni incolti al fine di stimolare l'imprenditorialità agricola e la creazione di posti di lavoro. L'obiettivo sarà quello di creare percorsi per lo sviluppo di competenze nelle aziende agricole o per la creazione d'impresa, in modo che le terre incolte possano essere acquisite per mantenere il territorio e fornire opportunità alle persone in difficoltà economica. Queste azioni di imprenditoria agricola saranno realizzate in coerenza con il progetto InnovLab, attraverso il partner Coldiretti.

Partner responsabile dell'attività: Città Metropolitana di Torino

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, Consorzio intercomunale dei servizi di protezione sociale (C.I.S.S. 38), reti dei partner del progetto (istituzioni, rappresentanti eletti, tecnici, attori pubblici e privati, associazioni, università), gruppi di utenti in situazione di fragilità (giovani che abbandonano la scuola, persone in difficoltà economiche, anziani e persone non autosufficienti, ecc.), Fondazioni di comunità.

Localizzazione: le sperimentazioni relative alle aree di servizio condivise avranno luogo nei territori di ciascuno dei partner.

Calendario: 01.01.2019 - 31.12.2021

Alcune attività si svolgeranno in tempi più brevi:

- Tra maggio 2019 e settembre 2019 saranno formati i manager sociali della CMT e della Coldiretti, che interverranno poi nelle comunità da ottobre 2019 a maggio 2021.
- Le riunioni d'informazione per diversificare l'offerta di servizi nei diversi luoghi (CMT/Coldiretti) si svolgeranno nel terzo anno del progetto.
- L'attivazione di nuovi servizi nelle case di riposo avverrà tra febbraio 2020 e febbraio 2021.
- Le attività di sviluppo di competenze per bambini e adolescenti attraverso l'agricoltura si svolgeranno da settembre 2019 a settembre 2021.

Prodotti:

- 4 dispositivi di mobilitazione di manager sociali
- 4 dispositivi di luoghi condivisi
- 1 piano territoriale per l'adattamento degli alloggi per anziani e persone non autosufficienti (SMAPS)
- 2 dispositivi che promuovono l'autonomia dei giovani
- 2 meccanismi locali di mobilitazione delle risorse agroalimentari di contrasto alle nuove forme di povertà

La sintesi della valutazione globale di tutti questi meccanismi sarà integrata nel Libro bianco previsto nel W.P.2.

Attività 4.2 - Definizione dei modelli e valutazione delle sperimentazioni

Obiettivi:

- Valutare gli esperimenti condotti nell'ambito del W.P. 4.1;
- Definire modelli che consentano la perpetuazione delle sperimentazioni;
- Definire modelli che consentano la trasferibilità degli esperimenti su altri territori.

Descrizione dettagliata:

La fase di valutazione degli esperimenti consentirà di valutarne l'efficacia (è stato raggiunto l'effetto desiderato?), l'efficienza (sono stati ottimizzati i mezzi disponibili?) e l'impatto (la situazione dei beneficiari è migliorata?). Questa fase consentirà, da un lato, di prevedere l'attuazione di modelli sostenibili per perpetuare nel tempo gli esperimenti di successo e, dall'altro, di prevedere la trasferibilità e la diffusione di questi modelli in altri territori.

A tal fine, i partner si baseranno sugli elementi sviluppati nell'ambito del W.P. 3.3:

- il modello di scheda di esperienza comune a tutti i partner;
- l'elenco degli indicatori sulla qualità sociale e sulla sostenibilità economica degli esperimenti.

Ogni sperimentazione condotta nel W.P. 4.1 darà luogo ad una scheda sperimentale che comprenderà una serie di indicatori, sia qualitativi che quantitativi, oltre a raccomandazioni riguardanti l'implementazione di modelli organizzativi e/o di governance che favoriscano il successo dell'approccio.

Ogni scheda di esperienza sarà completata con una valutazione della soddisfazione degli utenti dei servizi e/o degli interventi sperimentati. Tale valutazione sarà effettuata nel quadro di indagini sulla soddisfazione dei gruppi di utenti nei diversi luoghi in cui sono stati condotti gli esperimenti.

Tutti i fogli di esperienza compilati alimenteranno la creazione di un libro bianco.

Come nell'ambito del W.P. 3.3, questo lavoro di valutazione e modellizzazione delle sperimentazioni sarà svolto in interazione con il PITEM Pro Sol e il PITER Cuore delle Alpi, e darà luogo ad incontri specifici.

Partner responsabile dell'attività: Città Metropolitana di Torino

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altre organizzazioni interessate: Comunità dei Comuni della Val Guiers, reti dei partner di progetto, partner PITEM Pro Sol, partner PITER Cuore delle Alpi, gruppi di utenti che hanno beneficiato degli esperimenti del W.P. 4.1.

Localizzazione: Le attività di modellizzazione e valutazione degli esperimenti si svolgeranno presso i partner. I sondaggi saranno sottoposti a gruppi di utenti presso i siti sperimentali del W.P. 4.1.

Calendario: 01.05.2020 - 31.12.2021

Prodotti:

1 libro bianco comprendente almeno 10 fogli sperimentali (uno per ogni esperimento condotto).

Attività 4.3 - Integrazione con altri piani e progetti

Obiettivi:

- Assicurare l'integrazione delle attività del SociaLab con quelle di altri progetti semplici del PITER GRAIES Lab;
- Assicurare l'integrazione delle attività del SociaLab con quelle di altri PITER/PITEM, in particolare il PITER Cuore delle Alpi e il PITEM MITO ;
- Assicurare l'integrazione delle attività del SociaLab con altri progetti locali.

Descrizione dettagliata:

Al fine di assicurare la coerente integrazione delle attività del SociaLab con altri piani o progetti già avviati o in corso parallelamente, i partner interverranno a diversi livelli.

Integrazione con il PCC e il PITER GRAIES Lab: Living Lab

Il metodo Living Lab sarà applicato alle azioni previste dal WP 4: questo metodo è trasversale e riguarda tutti i progetti del PITER GRAIES Lab. Nel progetto SociaLab, sarà adattato in funzione dei contenuti e delle azioni specifiche, in particolare nell'ambito dell'attivazione degli spazi di servizi condivisi "Vivere Bene".

Integrazione con il MobiLab e il PITER Cuore delle Alpi

La mobilità è identificata come uno dei fattori legati all'accessibilità dei servizi: la mobilità degli utenti per accedere ai servizi o la mobilità inversa dei servizi itineranti (cfr. capitolo 4.4). Sono previsti due tipi di integrazione tra i progetti SociaLab e MobiLab al fine di influenzare la mobilità delle persone in situazioni di fragilità.

La prima integrazione riguarda i luoghi di informazione dei servizi (W.P. 2.1 del SociaLab) ed i luoghi condivisi di servizi (W.P. 4.1 del SociaLab) che verranno utilizzate, per alcune di esse e a

seconda dell'impatto desiderato, per integrare informazioni sui servizi di mobilità. Questo lavoro sarà svolto in particolare da Arlysère e la CMT, entrambi partner del MobiLab.

La seconda integrazione riguarda i servizi di mobilità solidale che saranno testati nell'ambito del SocialLab, sotto forma di trasporto sociale su richiesta (TAD), sulla base delle raccomandazioni dello studio condotto nell'ambito del MobiLab. Arlysère attuerà queste raccomandazioni sul suo territorio e la CMT sosterrà la fase di avviamento di una start-up sociale di TAD nelle valli di Lanzo (accompagnamento, formazione) e rafforzerà il TAD nella regione del Canavese, ampliando il territorio coperto dal servizio. L'obiettivo sarà quello di individuare un modello che integri e rafforzi le esperienze esistenti dei comuni e degli enti gestori, verso la sostenibilità economica e verso modelli di governance specifici in base alle scale territoriali. Questi servizi sociali di TAD potrebbero essere forniti in modo coerente con l'accesso alle aree di servizio condivise "Vivere Bene" (mense nelle case di riposo – RSA - ad esempio).

Un'ulteriore integrazione sullo tema della mobilità avverrà inoltre con il PITER Cuore delle Alpi, che prevede, tra l'altro, l'integrazione del trasporto pubblico e privato a fini sociali e sanitari, con l'introduzione di un modello di trasporto transfrontaliero su richiesta.

Integrazione con ExplorLab ed il PITEM MITO

In generale, tutte le riflessioni e le azioni che saranno realizzate nel progetto SocialLab (elenchi di servizi, piani di servizi, diffusione di informazioni, ecc.) includono turisti e lavoratori stagionali come tipologia di pubblico presente nei territori dei partner e potenziali beneficiari di alcuni servizi. Per rafforzare questa interazione, particolare attenzione sarà dedicata all'intersezione tra i Living Labs dei due progetti semplici, ad esempio integrando gli operatori sociali nell'attività Living Lab di ExplorLab e/o integrando gli operatori turistici nell'attività Living Lab di SocialLab.

Le riunioni tra progetti semplici (vedi WP 1.1.1) consentiranno un trasferimento di competenze tra i partner dei due progetti semplici (ad esempio, con scambi sulla produzione di documenti/strumenti sull'accessibilità dell'alloggio turistico, o sull'accessibilità degli strumenti di comunicazione). Arlysère svilupperà uno spazio condiviso di servizi nella stazione di Albertville, posizione strategica, sia per la popolazione locale che per i turisti, escursionisti al fine di promuovere l'informazione, l'orientamento e la valorizzazione dei servizi, delle offerte di mobilità, delle attività turistiche e del tempo libero. Questo spazio costituirà una "piccola casa dell'outdoor", in interazione con il PITEM MITO.

Anche nell'ambito del SocialLab sono state programmate azioni per sviluppare il "turismo per tutti". A tal fine, la CMT e la Coldiretti si adopereranno per migliorare l'accesso ai servizi turistici. La Coldiretti, in particolare, coinvolgerà agriturismi, casolari rurali, imprese agricole sociali e fattorie didattiche in azioni rientranti nel "turismo per tutti". Queste azioni riguarderanno l'accessibilità delle strutture ricettive per tutti i tipi di pubblico e l'accessibilità del turismo in generale per i gruppi svantaggiati, in particolare i giovani svantaggiati.

Integrazione con InnovLab

L'integrazione con il progetto InnovLab sarà assicurata attraverso l'implementazione del metodo Lab e Hackathon (si veda il W.P. 4.1 del progetto InnovLab per maggiori dettagli sul metodo). Il metodo Hackathon permette, in brevissimo tempo, di riunire sviluppatori informatici e progettisti di servizi, e di lanciare un concorso per creare emulazioni e proposte innovative al fine di migliorare i servizi esistenti. In questo contesto, lo SMAPS (con delega al CC Val Guiers, quale soggetto attuatore) organizzerà un Hackathon per individuare proposte innovative nell'ambito delle proprie azioni sulle politiche di adattamento abitativo per gli anziani e le persone non autosufficienti (come menzionato nel W.P. 4.1 del SociaLab).

Inoltre, attraverso la Coldiretti, anch'essa partner di InnovLab, le azioni di sviluppo dell'agricoltura sociale attraverso la creazione di associazioni fondiarie (ASFO) e la valorizzazione agricola dei terreni incolti (vedi SociaLab WP 4.1) contribuiranno a stimolare l'imprenditorialità agricola e la creazione di posti di lavoro. Queste azioni saranno realizzate in linea con le azioni di InnovLab per sviluppare nuovi modelli di business per le piccole e medie imprese.

Integrazione con altri progetti di sviluppo locale

Inoltre, il progetto SociaLab è integrato con altri progetti locali in Italia.

Il progetto "Fa Bene" è un progetto/processo di welfare generativo circolare che punta a costruire nuove alleanze ed aumentare la rete sociale per il contrasto alle povertà in un contesto di co-ownership e cultura della responsabilità. Consiste nel donare cibo fresco invenduto nei mercati rionali, a famiglie in difficoltà economiche le quali restituiranno l'equivalente di quanto ricevuto in cibo sotto forma di attività di lavoro nel volontariato. Questa è un'opportunità per uscire dall'isolamento sociale attraverso un potenziamento del capitale sociale delle famiglie in difficoltà economica (e della comunità). Nell'ambito del SociaLab, saranno anche rafforzate le buone pratiche sulla restituzione del cibo e del volontariato che entrano nella filosofia "Fa Bene". Queste buone pratiche saranno capitalizzate per evolvere verso una migliore connessione con la rete di cittadini attivi attraverso la creazione di "Alternative Food Networks" solidali.

A Usseglio, inoltre, è stato condotto con successo un esperimento di creazione di una start-up mista che impiega italiani e migranti in difficoltà economica per coltivare terreni privati abbandonati attraverso un'associazione fondiaria. Nell'ambito del SociaLab verrà rafforzata l'associazione fondiaria di Usseglio e verrà costituita un'altra associazione fondiaria a Borgiallo (ed eventuali altre località di alta montagna), che prevede azioni quali: stipula di accordi con proprietari terrieri e aziende agricole, censimento delle parcelle, allineamento catastale, mappe delle colture, piano di gestione, progettazione imprenditoriale.

Quest'azione sarà svolta dalla CMT.

L'integrazione con questi ultimi due progetti (Fa Bene e l'Associazione fondiaria di Borgiallo) sarà strettamente legata alle altre azioni previste da Coldiretti nell'ambito della macro-azione "Mobilitazione locale delle risorse agroalimentari per combattere le nuove povertà" descritta nel W.P. 4.1.

Partner responsabile dell'attività: Coldiretti

Partner partecipanti: Tutti i partner

Altri organismi interessati: Comunità dei Comuni della Val Guiers, Consorzio intercomunale dei servizi di protezione sociale (C.I.S.S. 38), reti dei partner del progetto SocialLab, tutti gli altri partner del PITER GRAIES Lab, partner del PITER Cuore delle Alpi (progetto semplice Cuore Solidale), operatori di trasporto, utenti in difficoltà economica, compresi i migranti.

Localizzazione: Le attività di integrazione del SocialLab con altri piani e progetti si svolgeranno presso i partner, nell'ambito di incontri trasversali presso il PITER GRAIES Lab. Per alcune attività sono già stati definiti gli specifici territori di intervento:

- Le azioni sociali di TAD sul versante italiano si svolgeranno nelle valli di Lanzo e nel Canavese.
- L'estensione del progetto Fa Bene avrà luogo nel territorio del CISS38
- La costituzione dell'associazione fondiaria avverrà almeno a Borgiallo.

Calendario: 01.05.2021 - 31.05.2021

Alcune attività si svolgeranno in tempi più brevi:

- L'Hackathon si svolgerà nel luglio 2020.
- Tra febbraio 2020 e dicembre 2021 saranno sviluppati programmi di aiuto sociale allo sviluppo nelle valli di Lanzo e nel Canavese
- La costituzione dell'Associazione fondiaria di Borgiallo avverrà tra febbraio 2019 e febbraio 2021.

Prodotti:

- 4 punti informativi sui servizi di mobilità in "luoghi centrali" all'interno di spazi di servizio condivisi (collegamento con MobiLab)
- 2 sperimentazioni con i dispositivi sociali di TAD (collegamento con il MobiLab e il PITER Cuore delle Alpi)
- 1 Hackathon con proposte innovative per l'adattamento di alloggi per anziani e persone non autosufficienti (collegamento con InnovLab)
- 2 esperimenti di promozione e informazione sui servizi per i turisti e sul turismo per tutti
- 1 rinforzo delle buone pratiche di donazione di alimenti freschi in cambio di un'attività di volontariato (legame con Fa Bene)
- 1 associazione fondiaria costituita a Borgiallo (e rafforzamento dell'associazione fondiaria di Usseglio in sinergia)

4.9. Calendario generale del progetto

Groupe d'activités (WP)	Activité	2017			2018			2019			2020			2021						
			P	P	P	P	P	P												
0 Préparation du projet			P	P	P	P	P	P L.87193												
	0.1 Rédaction du dossier de candidature		A	A	A	A	A	A 0.1.1 L.87193												
1 Gouvernance et gestion administrative									P L.87199 L.87200 L.87201	P	P	P L.87198 L.87202	P L.87199 L.87200	P	P	P L.87195 L.87198 L.87202	P L.87199 L.87200	P	P	P L.87194 L.87196 L.87197 L.87198 L.87202
	1.1 Gestion opérationnelle								A	A	A	A	A	A	A	A 1.1.2 L.87195	A	A	A	A 1.1.1 L.87194 1.1.3 L.87196 1.1.4 L.87197
	1.2 Gestion administrative et financière								A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198	A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198	A 1.2.2 L.87199 1.2.3 L.87200	A 1.2.2 L.87199	A	A 1.2.1 L.87198

	1.3 Suivi et évaluation									A 1.3.1 L.87201	A	A	A 1.3.2 L.87202	A	A	A	A 1.3.2 L.87202	A	A	A	A 1.3.2 L.87202	
2	Communication									P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P	P L.87203 L.87204 L.87205 L.87207
	2.1 Promotion des services									A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 2.1.1 L.87203 2.1.2 L.87204
	2.2 Diffusion des résultats									A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 2.2.1 L.87205 2.2.2 L.87207
3	Identification des modèles d'intervention									P	P	P	P	P	P	P	P	P L.87208 L.87209 L.87214 L.87215	P L.87210 L.87212 O.2	P L.87213	P O.1	

4 Expérimentation des modèles									P	P	P	P L.87225	P	P	P	P L.87224	P	P	P L.87222	P L.87216 L.87217 L.87218 L.87219 L.87220 L.87221 L.87223 L.87225 L.87226 L.87227 O.1 O.2
	4.1 Activation des espaces de services partagés "Bien Vivre"								A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A 4.1.1 L.87216 4.1.2 L.87217 4.1.3 L.87218 4.1.4 L.87219 4.1.5 L.87220

4.10. Costi - Elenco dettagliato dei costi

Legenda

1	Frais de personnel / Spese di personale	PER
2	Frais de bureau et frais administratifs / Spese d'ufficio e amministrative	BUR
3	Frais de déplacement et d'hébergement / Spese di viaggio e soggiorno	DEP
4	Frais liés au recours à des compétences et à des services externes / Spese per consulenze e servizi esterni	SER
5	Dépenses d'équipement / Spese per attrezzature	EQU
6	Dépenses d'infrastructures et de BTP / Spese di infrastruttura e di edilizia	BTP

Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard (Capofila)

N. WP	N. Activité / N. Attività	Descriptione		Chiffre / Quantificazione				Répartition / Ripartizione			Déléataire / Soggetti attuatori			
		Dépense / Spesa	Catégorie de dépense / Categoria di spesa	Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità	Total activité / Totale attività	Deja soutenu / Già sostenuto	Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)	Année 3 / Anno 3 (2021)	Communauté de Communes Val Guiers (CCVG)		
0	1	Rédaction du projet	SER	16 000,00	forfait	1	16 000,00	16 000,00						
1	1	Gestion opérationnelle	PER	209,00	jour/journo	45	9 405,00		3 405,00	3 000,00	3 000,00	6 155,00	157 238,00	Frais de personnel
1	1	Frais généraux	BUR		forfait		23 585,70		9 213,90	7 493,25	6 878,55	23 585,70	23 585,70	Frais de bureau
1	1	Frais missions personnel	DEP	250,00	unité/unità	38	9 500,00		3 500,00	3 000,00	3 000,00	9 000,00	165 726,89	Autres coûts directs
1	2	Gestion administrative et financière	PER	259,00	jour/journo	54	13 986,00		5 698,00	4 144,00	4 144,00	13 986,00		
1	2	Audit	SER	2 000,00	unité/unità	3	6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00			
1	2	Assistance administrative et financière (AMO)	SER	500,00	jour/journo	10	5 000,00		3 000,00	1 000,00	1 000,00			
1	3	Suivi et évaluation	PER	259,00	jour/journo	31	8 029,00		3 626,00	1 813,00	2 590,00	8 029,00		
2	1	Supports de communication	SER	666,00	jour/journo	15	9 990,00		3 990,00	3 000,00	3 000,00	9 990,00		
2	1	Equipement des guichets de services – MSAP	EQU	18 216,89	unité/unità	1	18 216,89		10 000,00	8 216,89		18 216,89		
2	1	Appui à la communication	PER	209,00	jour/journo	57	11 913,00		3 971,00	3 971,00	3 971,00	11 913,00		
2	2	Rapport de diffusion des résultats	SER	625,00	jour/journo	8	5 000,00				5 000,00	5 000,00		
2	2	Diffusion des résultats	PER	209,00	jour/journo	10	2 090,00				2 090,00	2 090,00		
3	1	Analyse des besoins et de l'offre	PER	209,00	jour/journo	48	10 032,00		6 897,00	3 135,00		10 032,00		
3	1	Organisation Living Lab	SER	3 700,00	unité/unità	1	3 700,00		2 700,00	1 000,00		3 700,00		
3	2	Accompagnement à l'élaboration d'un schéma de	SER	26 640,00	unité/unità	1	26 640,00		20 000,00	6 640,00		26 640,00		
3	3	Modélisation fiche expérience et indicateurs	PER	209,00	jour/journo	19	3 971,00		2 090,00	1 881,00		3 971,00		
4	1	Espace de services partagés	SER	19 980,00	unité/unità	1	19 980,00		9 980,00	5 000,00	5 000,00	19 980,00		
4	1	Manager social	PER	209,00	jour/journo	57	11 913,00		5 913,00	3 000,00	3 000,00	11 913,00		
4	1	Suivi espace de services partagés	PER	209,00	jour/journo	235	49 115,00		17 556,00	16 511,00	15 048,00	49 115,00		
4	1	Dispositifs d'adaptation de l'habitat / personnes âg	SER	700,00	jour/journo	60	42 000,00		20 000,00	15 000,00	7 000,00	42 000,00		
4	1	Suivi dispositif d'adaptation de l'habitat / personne	PER	209,00	jour/journo	120	25 080,00		9 000,00	8 000,00	8 080,00	25 080,00		
4	2	Modélisation et évaluation	PER	209,00	jour/journo	26	5 434,00			3 000,00	2 434,00	5 434,00		
4	3	Organisation Living Lab	SER	3 700,00	unité/unità	1	3 700,00		1 300,00	1 200,00	1 200,00	3 700,00		
4	3	Suivi de l'intégration avec InnovLab et ExplorLab	PER	209,00	jour/journo	30	6 270,00		3 270,00	1 500,00	1 500,00	6 270,00		
		Totale					346 550,59	16 000,00	147 109,90	103 505,14	79 935,55	315 800,59		

Communauté d'Agglomération Arlyère

N. WP	N. Activité / N. Attività	Description Dépense / Spesa	Catégorie de dépense / Categoria di spesa	Chiffre / Quantificazione			Total activité / Totale attività	Deja soutenu / Già sostenuto	Répartition / Ripartizione					
				Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità			Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)	Année 3 / Anno 3 (2021)			
0	1	Rédaction du projet												
1	1	Gestion opérationnelle	PER	373,00	jour/journo	54	20 142,00		6 714,00	6 714,00	6 714,00		229 395,00	Frais de personnel
1	1	Frais généraux	BUR		forfait		34 409,25		11 469,75	11 469,75	11 469,75		34 409,25	Frais de bureau
1	2	Gestion administrative	PER	373,00	jour/journo	36	13 428,00		4 476,00	4 476,00	4 476,00		233 016,93	Autres couts directs
1	2	Audit	SER	2 000,00	unité/unità	3	6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00			
1	3	Suivi et évaluation	PER	373,00	jour/journo	15	5 595,00		1 865,00	1 865,00	1 865,00			
2	1	Supports de communication du projet	SER	2 000,00	unité/unità	1	2 000,00		2 000,00					
2	1	Equipement des guichets de services	SER	4 500,00	unité/unità	6	27 000,00		13 500,00	13 500,00				
2	1	Communication online et offline	PER	373,00	jour/journo	30	11 190,00		3 730,00	3 730,00	3 730,00			
2	1	Communication online et offline : outils web	SER	5 000,00	unité/unità	3	15 000,00		5 000,00	5 000,00	5 000,00			
2	2	Diffusion des résultats	PER	373,00	jour/journo	15	5 595,00		1 119,00	1 119,00	3 357,00			
2	2	Séminaire de lancement du projet	SER	3 035,28	unité/unità	1	3 035,28		3 035,28					
2	2	Organisation du séminaire de lancement	PER	373,00	jour/journo	5	1 865,00		1 865,00					
3	1	Analyse des besoins et de l'offre	PER	373,00	jour/journo	120	44 760,00		22 380,00	22 380,00				
3	1	Organisation Living Lab	SER	5 700,00	unité/unità	1	5 700,00		2 850,00	2 850,00				
3	1	Appropriation de la méthode Living Lab	PER	373,00	jour/journo	24	8 952,00		4 476,00	4 476,00				
3	1	Analyse juridique et financière pour la création d'un CIAS	SER	13 000,00	unité/unità	2	26 000,00		13 000,00	13 000,00				
3	1	Formation par un organisme qualifié - création d'un CIAS	SER	2 000,00	unité/unità	1	2 000,00		2 000,00					
3	2	Accompagnement à l'élaboration d'un schéma de services	SER	28 000,00	unité/unità	1	28 000,00		14 000,00	10 000,00	4 000,00			
3	2	Suivi de l'élaboration du schéma de services	PER	373,00	jour/journo	70	26 110,00		3 730,00	7 460,00	14 920,00			
3	3	Modélisation fiche expérience et indicateurs	PER	373,00	jour/journo	30	11 190,00		3 730,00	3 730,00	3 730,00			
4	1	Espace de services partagés	SER	37 000,00	unité/unità	1	37 000,00		20 000,00	17 000,00				
4	1	Manager social	PER	373,00	jour/journo	132	49 236,00		16 412,00	16 412,00	16 412,00			
4	2	Modélisation et évaluation	PER	373,00	jour/journo	40	14 920,00				14 920,00			
4	3	Intégration avec MobiLab : mise en œuvre du TAD social	SER	19 000,00	unité/unità	3	57 000,00		19 000,00	19 000,00	19 000,00			
4	3	Suivi du TAD social	PER	373,00	jour/journo	15	5 595,00		1 865,00	1 865,00	1 865,00			
4	3	Organisation Living Lab	SER	5 700,00	unité/unità	1	5 700,00			2 850,00	2 850,00			
4	3	Suivi et appropriation de la méthode Living Lab	PER	373,00	jour/journo	24	8 952,00		2 238,00	2 238,00	4 476,00			
4	3	Intégration avec ExplorLab : Espace de services partagés en gare	SER	18 581,65	unité/unità	1	18 581,65		18 581,65					
4	3	Suivi de l'intégration avec ExplorLab	PER	373,00	jour/journo	5	1 865,00		1 865,00					
		Totale					496 821,18	0,00	202 901,68	173 134,75	120 784,75			

Città Metropolitana di Torino

N. WP		N. Attività / N. Attività	Descrizione	Chiffre / Quantificazione				Répartition / Ripartizione			Déléataire / Soggetti attuatori		
		Dépense / Spesa	Catégorie de dépenses / Categoria di spesa	Coût unitaire / Costo unitario	Unité de mesure / Unità di misura	Quantité / Quantità	Total activité / Totale attività	Deja sostenuto / Già sostenuto	Année 1 / Anno 1 (2019)	Année 2 / Anno 2 (2020)	Année 3 / Anno 3 (2021)	Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38)	
0			1Creazione dossier candidatura										
1			1Gestione operativa	PER	120,00	jour/giorno	115	13 800,00	4 600,00	4 600,00	4 600,00		
												25 800,00	
												personale ufficio e amministrative	
1			1Missioni personale	DEP	250,00	unité/unità	6	1 500,00	500,00	500,00	500,00		
												459 357,65	
												altri diretti	
1			2Gestione amministrativa	PER	120,00	jour/giorno	75	9 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00		
1			2Assistenza tecnica amministrativa / rendicontazioni	SER		forfait		11 617,65	11 617,65				
1			3Monitoraggio / indicatori	SER		forfait		2 000,00	1 000,00	1 000,00			
2			1Attività informative	PER	120,00	jour/giorno	25	3 000,00	3 000,00				
2			1Attività informative	SER		forfait		2 000,00	2 000,00				
2			1Guichet Tribunale Ivrea	SER		forfait		35 000,00	35 000,00				
2			2Brochure di comunicazione	SER		forfait		2 000,00		2 000,00			
3			1Osservatorio e bilancio consolidato	SER		forfait		15 000,00	15 000,00				
3			1Organizzazione Living Lab	SER		forfait		5 600,00	5 600,00				
3			2Viaggio studio	DEP	250,00	unité/unità	10	2 500,00		2 500,00			
3			3Set di indicatori	SER		forfait		5 000,00		5 000,00			
4			1Manager sociali / animatori di comunità	SER	30 000,00	unité/unità	4	120 000,00		60 000,00	60 000,00	120 000	
4			1Altri operatori di supporto animatori di comunità	SER		unité/unità	1	20 000,00		20 000,00			
4			1formazione animatori	SER		forfait		20 000,00	20 000,00				
4			1Favorire sviluppo spazi condivisi	SER		forfait		75 000,00		50 000,00	25 000,00		
4			1Ragazzi in Comunità	SER		forfait		20 000,00		20 000,00			
4			1Rafforzamento centri famiglie e sostegno adolescenti e giovani	SER		forfait		30 000,00		30 000,00		30 000	
4			2Modelizzazione	SER		forfait		15 000,00		7 500,00	7 500,00		
4			3Organizzazione Living Lab	SER		forfait		5 600,00		5 600,00			
4			3Progetto Fa Bene e sinergie con azioni su ecc. alimentari	SER		forfait		26 540,00		26 540,00		26 540	
4			3Associazione fondiaria	SER		forfait		15 000,00	15 000,00				
4			3Integrazioni con ExplorLab	SER		forfait		10 000,00		10 000,00			
4			3Integrazioni con Mobilab : Mobilità a chiamata (sociale)	SER		forfait		20 000,00		20 000,00			
			Totale					485 157,65	0,00	116 317,65	268 240,00	100 600,00	176540

Federazione Provinciale Coldiretti di Torino

N. WP		N. Attività / N. Attività		Descrizione		Chiffre / Quantificazione		Répartition / Ripartizione														
		Dépense / Spesa		Catégorie de dépense / Categoria di spesa		Coût unitaire / Costo unitario		Unité de mesure / Unità di misura		Quantité / Quantità		Total activité / Totale attività		Deja sostenu / Già sostenuto		Année 1 / Anno 1 (2019)		Année 2 / Anno 2 (2020)		Année 3 / Anno 3 (2021)		
0	1	Creazione dossier candidatura																				
1	1	Gestione operativa		PER				forfait				47 282,00			15 760,67	15 760,67	15 760,66			70 923,00	20% altri diretti	
1	1	Spese generali		BUR				forfait				10 638,45			3 546,15	3 546,15	3 546,15			10 638,45	15% personale	
1	1	Missioni personale		DEP	200,00			unité / unità	12			2 400,00		800,00	800,00	800,00			354 615,02	altri diretti		
1	2	Gestione amministrativa		PER				forfait				23 641,00			7 880,33	7 880,33	7 880,34					
1	2	Assistenza tecnica amministrativa		SER	350,00			jour / giorno	60			21 000,00		7 000,00	7 000,00	7 000,00						
1	3	Monitoraggio		SER	300,00			jour / giorno	12			3 600,00		1 200,00	1 200,00	1 200,00						
2	1	Promozione dei servizi		SER	200,00				30			6 000,00		2 000,00	2 000,00	2 000,00						
2	2	Seminario finale		SER	300,00			jour / giorno	10			3 000,00					3 000,00					
3	1	Analisi bisogni/Osservatorio partecipato		SER	400,00			jour / giorno	100			40 000,00		30 000,00	10 000,00							
3	1	Organizzazione Living Lab		SER	250,00			jour / giorno	20			5 000,00		2 500,00	2 500,00							
3	2	Definizione schema servizi - Viaggio studio		DEP	250,00			unité / unità	2			500,00			500,00							
3	3	Modelizzazione		SER	300,00			jour / giorno	12			3 600,00		1 800,00	1 800,00							
4	1	Manager sociali (senior di comunità)		SER	300,00			jour / giorno	90			27 000,00		9 000,00	9 000,00	9 000,00						
4	1	strumenti e attrezzature		EQU	615,02			unité / unità	1			615,02			615,02							
4	1	Favorire sviluppo spazi condivisi - (es. RSA, aziende)		SER	300,00			jour / giorno	307			92 100,00		28 500,00	31 800,00	31 800,00						
4	1	Sostegno adolescenti e giovani in percorsi di AS		SER	300,00			jour / giorno	127			38 100,00		12 600,00	12 600,00	12 900,00						
4	2	Modelizzazione e valutazione delle sperimentazioni		SER	300,00			jour / giorno	12			3 600,00			1 800,00	1 800,00						
4	3	Organizzazione Living Lab		SER	250,00			jour / giorno	20			5 000,00		2 500,00	2 500,00							
4	3	Integrazioni con Mobilab e Innovlab: organizzazione azioni		SER	300,00			jour / giorno	15			4 500,00		1 500,00	1 500,00	1 500,00						
4	3	Alternative Food Networks solidali (Fa Bene)		SER	300,00			jour / giorno	136			40 800,00		14 400,00	14 400,00	12 000,00						
4	3	Persone fragili Mobilizzazione risorse (es. ASFO)		SER	200,00			jour / giorno	169			33 800,00		12 000,00	11 800,00	10 000,00						
4	3	Integrazione con Explorlab		SER	200,00			jour / giorno	120			24 000,00		8 000,00	8 000,00	8 000,00						
Totale												436 176,47	0,00	160 987,15	147 002,17	128 187,15						

4.11. Dimensione transfrontaliera

Sebbene i risultati che hanno portato alla costruzione di questo progetto di cooperazione transfrontaliera siano condivisi tra i partner (necessità di migliorare l'offerta di servizi), non tutti condividono le stesse esperienze in termini di:

- Organizzazione dei servizi a livello locale;
- Metodologia di lavoro applicata per analizzare e comprendere al meglio i territori (tipi di dati, informazioni difficili da integrare o da verificare...);
- Soluzioni considerate in passato per la riduzione dell'offerta di servizi nelle zone rurali e le conseguenti disuguaglianze;
- Esperienze e insegnamenti tratti dalla sperimentazione di tali soluzioni.

Inoltre, tenuto conto delle normative francesi (esempio: regimi di servizi) e italiane (esempio: agricoltura sociale), l'attuazione dovrà adeguarsi a tali differenze.

In particolare, le attività del WP 3 e del WP 4 si svolgeranno in tre modi:

- metodologie simili per garantire il valore aggiunto dell'approccio transfrontaliero (WP 3.1, 3.3, 4.1 e 4.2);
- approcci specifici in funzione dei destinatari prioritari individuati nei diversi territori del progetto (WP 4.1, 4.3);
- il trasferimento di buone pratiche non presenti su entrambi i lati del confine (WP 3.2).

Il fatto di considerare il progetto Socialab attraverso un approccio transfrontaliero presenta quindi vantaggi a diversi livelli:

- **per i partner:** lo scambio di pratiche nell'approccio ai servizi al pubblico e sociali (gruppo di lavoro condiviso, feedback, viaggi di studio...) che consentirà ad entrambi i lati della frontiera di prendere in considerazione nuovi modi di fare. Inoltre, i partner potranno attingere alle reciproche competenze complementari per definire metodologie comuni (sia nel modo in cui l'offerta di servizi viene definita che nel modo in cui viene valutata);
- **per i gruppi target:** l'attuazione della governance transfrontaliera consentirà di coinvolgere gli utenti secondo una modalità operativa simile, analizzandone allo stesso tempo i comportamenti, che differiscono da un territorio all'altro e perciò ricco di insegnamenti;
- **per le aree del progetto:** i territori interessati beneficeranno di una riduzione delle disuguaglianze nell'accesso ai servizi attraverso l'attuazione degli stessi metodi operativi su scala transfrontaliera (aree di servizio condivise, manager sociali, condivisione di luoghi e risorse, ecc);
- **per la zona del programma:** anche se i partner del progetto coprono solo una parte della zona del programma, i risultati delle sperimentazioni condotte saranno diffusi su

larga scala al fine di stimolare il trasferimento di talune metodologie o approcci in altri territori con problemi analoghi in termini di accesso ai servizi, siano essi in Francia o in Italia.

4.12. Integrazione con altri progetti del PITER GRAIES Lab

SociaLab									
Integrazione tematica interna	<table border="1"> <tr> <td style="text-align: center;">PCC</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Formazione - Comunicazione - Monitoraggio - Valutazione </td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">MobiLab</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Sperimentazione di servizi di «mobilità solidale» (TAD sociale) - Identificazione dei “luoghi centrali” dove saranno riportate le informazioni sui servizi di mobilità </td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">InnovLab</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Hackathon comprendente delle proposte innovative per l’adattamento degli alloggi delle persone anziane e dipendenti, secondo il metodo InnovLab, con una formazione - Integrazione delle azioni di agricoltura sociale allo sviluppo di nuovi modelli di business </td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">ExplorLab</td> <td> <ul style="list-style-type: none"> - Integrazione dei servizi dedicati ai turisti e ai lavoratori stagionali (sanità, mobilità, alloggio, ecc.) nel piano di servizi locali - Trasferimenti di competenze tra progetti su questioni relative all’accessibilità turistica - Azioni a favore del turismo per tutti - Sviluppo di uno spazio comune di servizi in stazione (piccola casa dell’outdoor), sia per la popolazione locale che per i turisti. </td> </tr> </table>	PCC	<ul style="list-style-type: none"> - Formazione - Comunicazione - Monitoraggio - Valutazione 	MobiLab	<ul style="list-style-type: none"> - Sperimentazione di servizi di «mobilità solidale» (TAD sociale) - Identificazione dei “luoghi centrali” dove saranno riportate le informazioni sui servizi di mobilità 	InnovLab	<ul style="list-style-type: none"> - Hackathon comprendente delle proposte innovative per l’adattamento degli alloggi delle persone anziane e dipendenti, secondo il metodo InnovLab, con una formazione - Integrazione delle azioni di agricoltura sociale allo sviluppo di nuovi modelli di business 	ExplorLab	<ul style="list-style-type: none"> - Integrazione dei servizi dedicati ai turisti e ai lavoratori stagionali (sanità, mobilità, alloggio, ecc.) nel piano di servizi locali - Trasferimenti di competenze tra progetti su questioni relative all’accessibilità turistica - Azioni a favore del turismo per tutti - Sviluppo di uno spazio comune di servizi in stazione (piccola casa dell’outdoor), sia per la popolazione locale che per i turisti.
	PCC	<ul style="list-style-type: none"> - Formazione - Comunicazione - Monitoraggio - Valutazione 							
	MobiLab	<ul style="list-style-type: none"> - Sperimentazione di servizi di «mobilità solidale» (TAD sociale) - Identificazione dei “luoghi centrali” dove saranno riportate le informazioni sui servizi di mobilità 							
	InnovLab	<ul style="list-style-type: none"> - Hackathon comprendente delle proposte innovative per l’adattamento degli alloggi delle persone anziane e dipendenti, secondo il metodo InnovLab, con una formazione - Integrazione delle azioni di agricoltura sociale allo sviluppo di nuovi modelli di business 							
ExplorLab	<ul style="list-style-type: none"> - Integrazione dei servizi dedicati ai turisti e ai lavoratori stagionali (sanità, mobilità, alloggio, ecc.) nel piano di servizi locali - Trasferimenti di competenze tra progetti su questioni relative all’accessibilità turistica - Azioni a favore del turismo per tutti - Sviluppo di uno spazio comune di servizi in stazione (piccola casa dell’outdoor), sia per la popolazione locale che per i turisti. 								

4.13. Coerenza

Il progetto Socialab è stato concepito e sarà condotto in coerenza con altri progetti simili, evitando così la duplicazione o la frammentazione delle azioni. L'obiettivo è quello di esplorare al massimo le sinergie e i vantaggi reciproci tra i progetti, fornendo nel contempo un maggiore valore aggiunto al programma ALCOTRA. Infatti, gli impatti e i risultati attesi nel territorio del programma saranno tanto più significativi quanto più i piani e i progetti selezionati saranno coordinati e concertati.

Coerenza con altri progetti ALCOTRA

Il PITER delle Alte Valli "Cuore delle Alpi" mira a rendere il territorio una "destinazione intelligente", ovvero più attraente per i residenti, i turisti e le imprese e garantendo un'elevata qualità della vita. Il PITER comprende, al di fuori del PCC, 4 progetti semplici: Cuore Innovativo (per le imprese), Cuore Resiliente (per i residenti, i lavoratori e i turisti), Cuore in Movimento (per sviluppare soluzioni di mobilità dolce) e Cuore Solidale. L'ultimo progetto, Cuore Solidale, condotto dalla Città Metropolitana di Torino, mira a creare le condizioni affinché le popolazioni montane dell'Alta Valle possano beneficiare di servizi essenziali di qualità, in un'ottica di innovazione sociale e di integrazione delle specificità delle aree montane. Include tra le sue azioni la creazione di una rete transfrontaliera per lo scambio di buone pratiche finalizzata alla progettazione e alla capitalizzazione di opportunità per l'innovazione sociale, nonché la sperimentazione di nuovi servizi/progetti in questa direzione.

Il progetto Cuore Solidale ha in comune con il Socialab la sperimentazione di luoghi condivisi e di manager sociali (persone-risorsa), per questo motivo la definizione di modelli di indicatori (W.P. 3.3 del Socialab) e la valutazione degli esperimenti condotti dal Socialab (W.P. 4.2) saranno effettuate in stretto coordinamento con il progetto Cuore Solidale al fine di definire una metodologia comune.

Il PITEM PRO-SOL (Prossimità Solidale) ha lo scopo di sviluppare la solidarietà locale nell'accesso ai servizi ed è suddiviso in 4 progetti semplici oltre al PCC:

- Un progetto "Giovani" per facilitare l'interazione tra i giovani preadolescenti e adolescenti vulnerabili nelle zone montane e rurali attraverso lo sviluppo, la creazione di reti e l'innovazione;
- un progetto "Donne" volto a creare un sistema di sostegno alle donne per un accesso più facile e immediato ai servizi sanitari e alla conciliazione lavoro-famiglia;
- un progetto "Anziani" che mira a proporre soluzioni innovative risultanti da un lavoro comparativo tra sistemi diversi coesistenti e rispondenti alle medesime esigenze della popolazione anziana;
- un progetto "Prossimità" che identificherà strumenti e modelli per lo sviluppo di servizi di rete volti alla costruzione di un ecosistema legato alla salute e al benessere nelle aree montane.

Il suo capofila è la Regione Piemonte.

Il PITEM PRO-SOL ha sia alcuni target di pubblico (anziani, giovani) in comune con il Socialab, sia l'obiettivo di lavorare su modelli innovativi, coinvolgendo strettamente gli utenti. Per questo motivo, anche in questo caso, la modellizzazione degli indicatori e la valutazione degli esperimenti condotti dal progetto Socialab (W.P. 3.3 e 4.2) saranno effettuate in stretto coordinamento con il PITEM PRO-SOL al fine di definire una metodologia comune.

Il PITEM MITO (Modelli integrati per il turismo outdoor) mira a creare un mercato internazionale per il turismo all'aria aperta nell'area ALCOTRA. I 4 progetti che compongono la strategia PITEM utilizzano il seguente schema: creare le condizioni per armonizzare le informazioni sull'offerta outdoor e renderla interoperabile, qualificare il prodotto turistico attraverso la formazione degli operatori, costruire le infrastrutture, provare soluzioni d'uso sostenibili, capitalizzare l'esperienza di gestione e promozione dei servizi. L'obiettivo è quello di promuovere la continuità, il rinnovamento e la soddisfazione degli appassionati di sport all'aria aperta attraverso un'offerta chiara, sicura e di qualità, contribuendo alla diversificazione dell'offerta turistica e alla destagionalizzazione.

Nell'ambito del Socialab, la creazione di un'area di servizio condivisa dal CA Arlysère, nella stazione di Albertville (WP 4.3), sarà un luogo strategico per fornire informazioni ai turisti in particolare su tutti i servizi a loro disposizione. Questa "piccola casa dell'outdoor" potrebbe essere costruita in interazione con il PITEM MITO, in particolare con l'obiettivo di rendere l'informazione interoperabile.

Coerenza con le politiche ed i programmi europei

La strategia Europa 2020 mira ad una crescita intelligente, sostenibile ed inclusiva. In particolare, mira a "ridurre di almeno 20 milioni il numero di persone colpite o minacciate dalla povertà e dall'esclusione sociale"¹². Il progetto Socialab contribuisce a questo obiettivo attraverso le sue azioni di formazione, riattivazione attraverso l'inserimento lavoro di persone in difficoltà economiche, e la creazione di legami sociali con persone emarginate o in situazione di fragilità (in particolare attraverso i manager sociali e più in generali i luoghi di servizi condivisi).

Il Programma Spazio Alpino è un "programma transnazionale di cooperazione territoriale europea a sostegno dello sviluppo regionale sostenibile nell'area alpina"¹³. Il progetto Socialab è particolarmente coerente con le priorità 1.2 (Migliorare la fornitura di servizi di interesse generale) e 4 (Buona governance dello Spazio Alpino), poiché contribuisce a rafforzare l'attrattività delle Alpi per l'installazione e il mantenimento sostenibile degli abitanti, compresi i più vulnerabili, attraverso lo sviluppo di offerte di servizi innovativi e l'applicazione di nuovi modelli di governance (Living Lab).

La Dichiarazione di Cork 2.0, pubblicata in seguito alla Conferenza Europea sullo Sviluppo Rurale, che ha riunito, il 5 e 6 settembre 2016 in Irlanda, più di 340 portatori di interesse dello

12 Fonte: https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/framework/europe-2020-strategy_fr

13 Fonte: <http://www.espacealpin.fr/a-propos/le-prog-espace-alpin/qu-est-ce-que-le-programme->

sviluppo rurale. La Dichiarazione (giunta a 20 dall'innovativa Dichiarazione di Cork del 1996) indica 10 orientamenti politici a cui dovrebbe ispirarsi una politica agricola e rurale innovativa, integrata e inclusiva nell'Unione europea. Sono particolarmente significativi per il progetto Socialab i punti 1. Promuovere la prosperità delle aree rurali, 2. Rafforzare le catene di valore rurali e 3. Investire nella redditività e nella vitalità delle aree rurali.

Il progetto è inoltre coerente con la **strategia macro-regionale EUSALP** che prevede, nel W.P. 5, la promozione dell'accessibilità ai servizi pubblici.

Coerenza con le politiche e i programmi nazionali

In Italia, la Strategia Aree Interne si basa sul presupposto che le aree lontane dai "centri urbani" presentano maggiori problemi di accesso ai servizi essenziali (istruzione, sanità e mobilità) e mira a sostenere la promozione di progetti di sviluppo locale a favore di tali aree. Ciascuna zona interna deve quindi definire una strategia territoriale per attuare progetti di sviluppo locale e migliorarne i servizi. Questa strategia di zona si basa su un'analisi delle caratteristiche specifiche di ciascun territorio. Il progetto Socialab è coerente con la Strategia delle Aree Interne in quanto adotta un approccio metodologico volto da un lato ad analizzare i bisogni e lo stato di erogazione del servizio a livello locale, ed a proporre la sperimentazione di soluzioni basate su questa analisi preliminare dall'altro.

In Italia, inoltre, la **Legge 141 del 18 agosto 2015** regola l'agricoltura sociale, introducendo misure che prevedono: a) l'inserimento socio-lavorativo di lavoratori con disabilità e lavoratori svantaggiati, persone svantaggiate e minori in età lavorativa inseriti in progetti di riabilitazione sociale; b) prestazioni e attività sociali e di servizio per le comunità locali attraverso l'uso di risorse materiali e immateriali dell'agricoltura; c) prestazioni e servizi terapeutici anche attraverso l'ausilio di animali e la coltivazione delle piante; d) iniziative di educazione ambientale e alimentare, salvaguardia della biodiversità animale, anche attraverso l'organizzazione di fattorie sociali e didattiche. Il progetto Socialab va a contribuire in particolare alla realizzazione dei suddetti punti a) e b).

In Francia, la legge NOTRe del 7 luglio 2015 (Nuova Organizzazione Territoriale della Repubblica) ha reso obbligatoria l'elaborazione di Piani per il miglioramento dell'accessibilità dei servizi al pubblico (SDAASP) per ogni dipartimento francese. Questi regimi, della durata di sei anni, definiscono un programma d'azione volto a rafforzare l'offerta di servizi nelle zone in cui i servizi non sono accessibili. Inoltre, la stessa legge prevede che, a partire dal 1° gennaio 2017, una comunità di comuni possa esercitare, in aggiunta alle competenze tradizionali obbligatorie, il potere facoltativo di creare e gestire un Centro di Servizi al Pubblico (MSAP). I MSAP, in quanto "sportelli unici" e punti di accoglienza multifunzionali, contribuiscono in tal senso a migliorare l'accessibilità e la qualità dei servizi pubblici. Il progetto Socialab è coerente con questa politica, sia in termini di metodologia per l'elaborazione di schemi di servizio locale (W.P. 3.2) che per la creazione e lo sviluppo di spazi innovativi di accesso ai servizi comuni – tra cui la MSAP (W.P. 4.1).

Coerenza con le politiche e i programmi locali e regionali

I Piani Strategici Locali (PSL) dei GAL Valli del Canavese¹⁴ e Valli di Lanzo Ceronda e Casternone prevedono, nell'ambito dell'area tematica "Sviluppo e innovazione dei settori", di stimolare e sostenere l'agricoltura sociale, alcune delle quali già avviate nei territori, al fine di sperimentare e scambiare pratiche innovative di benessere rurale. Il progetto SocialLab unisce a questi aspetti la creazione o lo sviluppo di associazioni fondiarie o la formazione di giovani e/o di persone in difficoltà economiche nelle professioni agricole, che contribuiranno a promuovere il dinamismo del settore.

La Regione Piemonte lanciato un bando sulla Misura 16.9.1 Progetti di agricoltura sociale, per promuovere le reti locali di comunità utilizzando le risorse materiali e immateriali dell'agricoltura, e per realizzare azioni volte allo sviluppo di abilità e di capacità, di inclusione sociale e lavorativa, di ricreazione e di servizi utili per la vita quotidiana. Riteniamo perfettamente coerente questa misura con le azioni del presente progetto SocialLab.

In Savoia, lo SDAASP, adottato nel 2018, prevede nelle sue azioni principali di rafforzare la rete del territorio nell'ambito degli MSAP, garantendo nel contempo la continuità e la complementarità tra l'accesso fisico e quello digitale ai servizi. Il progetto SocialLab prevede l'installazione di terminali di mediazione digitale (W.P. 2.1) e la creazione di postazioni di servizi condivisi (W.P. 4.1) per comunicare e facilitare l'accesso ai servizi.

Infine, nell'Avant-Pays Savoie lo SMAPS ha effettuato, da novembre 2016 a ottobre 2017, una diagnosi completa sul "Vivere Bene Insieme", con il supporto degli enti territoriali. La diagnosi, intitolata "Servizi alla popolazione, vettori di un territorio accogliente, dinamico e innovativo", individua 4 assi trasversali quali temi prioritari per i prossimi anni: vivere meglio e inventare nuovi modi di vivere, promuovere la mobilità, promuovere la messa in rete di servizi, strutture e associazioni, sviluppare la conoscenza reciproca e la messa in rete degli attori del territorio. Il progetto SocialLab è pienamente coerente con ciascuno degli assi (in particolare nei W.P. 4.1 e 4.3).

4.14. Sviluppo sostenibile

Il progetto SocialLab integra diversi aspetti della strategia europea per lo sviluppo sostenibile.

Nell'ambito del W.P. 4.1, le seguenti azioni avranno un impatto positivo sull'ambiente:

- l'introduzione di misure di sensibilizzazione per la ristrutturazione energetica degli edifici (macro-azione "Dispositivo per anziani e persone non autosufficienti per l'adattamento degli alloggi"), in particolare per combattere la precarietà energetica delle famiglie in difficoltà, contribuirà a ridurre il consumo energetico degli edifici e avrà pertanto un impatto positivo in termini di efficienza energetica e di lotta contro il cambiamento climatico;

14 Fonte: http://galvallidelcanavese.it/wp-content/uploads/2016/11/psl-per-sito_def.pdf

- Il recupero del cibo invenduto nell'ambito della creazione di una rete di donazioni e di assistenza sociale (mercato locale del paese) consentirà, come il progetto “Fa Bene” (W.P. 4.3), di ridurre gli sprechi alimentari e le quantità di rifiuti prodotti sui mercati;
- I “laboratori verdi” delle aziende agricole promuoveranno stili di vita e di consumo sostenibili e a minor impatto ambientale, coinvolgendo direttamente i giovani nella diffusione di queste buone pratiche;
- Nel complesso, la creazione di spazi locali di servizi condivisi (RSA, MSAP..) incoraggerà probabilmente gli scambi secondo la logica di circuito breve, riducendo in tal modo gli spostamenti inquinanti e costosi nel settore dell'energia.

In generale, la strategia complessiva del PITER GRAIES Lab consiste nell'implementare modelli di governance transfrontaliera (metodo Living Lab) che mirano non solo a favorire il coinvolgimento degli utenti nella definizione dei progetti di domani, ma anche a perpetuarlo nel tempo. Ciò è in linea con l'aspetto "sociale" dello sviluppo sostenibile, che richiede la partecipazione del maggior numero possibile di persone per rendere le azioni più giuste ed efficaci.

05 Il progetto, piano di finanziamento

CO-FINANCEURS du PROGRAMME			CONTRIBUTION				BUDGET TOTAL ELIGIBLE	
Source de cofinancement	Montant	Taux de cofinancement	Contribution publique			Contribution privée	Total contribution	
			Contribution nationale	Autre contribution publique	Total contribution publique			
FEDER	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €
Total fonds UE	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €
Total	1 500 000,00 €	85.00 %	72 773,65 €	126 505,77 €	199 279,42 €	65 426,47 €	264 705,89 €	1 764 705,89 €

N° du partenaire	Nom du partenaire	Pays	Total éligible	Subvention du fonds		Contreparties		
				Montant du fonds	Pourcentage sur le total éligible	Total contreparties	Détail des contreparties	
							Contrepartie publique	Contrepartie privée
LP1	Syndicat Mixte de l'Avant Pays Savoyard	FRANCE	346 550,59 €	294 568,00 €	85.00 %	51 982,59 €	51 982,59 €	0,00 €
PPI	Communauté d'Agglomération Arlysère	FRANCE	496 821,18 €	422 298,00 €	85.00 %	74 523,18 €	74 523,18 €	0,00 €
PP2	Città Metropolitana di Torino	ITALIE	485 157,65 €	412 384,00 €	85.00 %	72 773,65 €	72 773,65 €	0,00 €
PP3	FEDERAZIONE PROVINCIALE COLDIRETTI TORINO	ITALIE	436 176,47 €	370 750,00 €	85.00 %	65 426,47 €	0,00 €	65 426,47 €
Sous—total des partenaires de la zone du programme (territoire de l'UE)			1 764 705,89 €	1 500 000,00 €	85.00 %	264 705,89 €	199 279,42 €	65 426,47 €
Total			1 764 705,89 €	1 500 000,00 €	85.00 %	264 705,89 €	199 279,42 €	65 426,47 €

06 Sitografia

Agenzia Piemonte Lavoro : <http://www.agenziapiemontelavoro.it/>

Association AVIE : <http://www.avie73.fr>

Association Fourmilienne : <http://fourmilienne.fr/>

Association P.A.R.I. Solidarité : <http://www.parisolidarite.fr/>

Città Metropolitana di Torino : <http://www.cittametropolitana.torino.it>

Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali (C.I.S.S. 38) : <http://www.ciss38.it>

Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio Assistenziali Ciriè : <https://www.ciscirie.it/>

Consorzio Servizi Sociali INterventi e RELazioni Territoriali (IN.RE.TE.) : <http://www.inrete.to.it>

Communauté d'Agglomération Arlysère : <http://www.arlysere.fr/>

Communauté de Communes Val Guiers : <https://www.ccvalguiers.fr/>

Commune d'Ivrea : <https://www.comune.ivrea.to.it/>

CSD Diacona Valdese : <https://www.diaconiavaldese.org/>

Dichiarazione de Cork 2.0 :

https://enrd.ec.europa.eu/sites/enrd/files/cork-declaration_en.pdf

EnoLL, il network Europeo dei Living Lab: <https://www.openlivinglabs.eu>

Federazione Provinciale Coldiretti di Torino : <http://www.torino.coldiretti.it>

Scheda informativa della Commissione Europea sull'approccio CCLD:

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/community_en.pdf

Fondazione Campagna Amica : <https://www.campagnamica.it/>

Fondazione di Comunità del Canavese : <http://www.fondazionecomunitacanavese.it/>

Isactys : <https://isactys.com/>

Piano strategico locale (PSL) del GAL Valli del Canavese:

http://galvallidelcanavese.it/wp-content/uploads/2016/11/psl-per-sito_def.pdf

Progetto Fa Bene : <http://www.fabene.org>

Piano dei Servizi della Moriana:

http://www.maurienne.fr/fr/il4-maurienne_p204-schema-de-services.aspx

Società Cooperativa Sociale Liberitutti : <http://www.consorziokairos.org/liberitutti/>

Strategia Europa 2020:

https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/european-semester/framework/europe-2020-strategy_fr

Strategia nazionale Zones Internes : <http://www.agenziacoesione.gov.it/it/arint/>

Strategia macro-régionale européenne EUSALP : <https://www.alpine-region.eu/>

Syndicat Intercommunal Basse Tarentaise et Action Sociale : <http://sibtas.fr/>

Syndicat Mixte de l'Avant-Pays Savoyard : <http://avant-pays-savoyard.com/>

07 Allegati sui soggetti attuatori

7.1. La Comunità dei comuni della Val Guiers (CCVG)

www.ccvalguiers.fr

Statuto giuridico

Istituto pubblico per la cooperazione intercomunale (EPCI).

Finalità e obiettivi

Creata nel 2000, la Comunità dei comuni della Val Guiers comprende 13 comuni (Avressieux, Belmont-Tramonet, Bridoire, Champagneux, Domessin, Grésin, Pont-de-Beauvoisin, Rochefort, Saint-Béron, Saint-Genix-sur-Guiers, Saint-Maurice-de-Rotherens, Sainte-Marie d'Alvey e Verel-de-Montbel).

La Comunità dei Comuni della Val Guiers ha per oggetto l'associazione dei comuni membri in uno spazio di solidarietà, al fine di elaborare un progetto comune di sviluppo. In questo territorio, la CCVG esercita di diritto, al posto di questi 13 comuni (principio di esclusività), un insieme di competenze che le sono state trasferite o delegate (principio di specializzazione) con l'obiettivo di sviluppare la solidarietà intercomunale e di rispondere alle esigenze delle autorità locali. La CCVG gestisce quindi direttamente servizi e attività volti a promuovere lo sviluppo locale e a contribuire all'attuazione di una politica coerente di assetto del territorio.

Competenze

La CCVG esercita, in quanto competenze obbligatorie, le seguenti funzioni:

- la pianificazione territoriale per la realizzazione di azioni di interesse comunitario, il Piano di coerenza territoriale (S.C.O.T.) e i piani settoriali;
- le misure di sviluppo economico nelle condizioni di cui all'articolo L. 4251-17
- la creazione, sviluppo, manutenzione e gestione di aree di attività industriale, commerciale, terziaria, artigianale, turistica, portuale o aeroportuale politica commerciale locale e sostegno alle attività commerciali di interesse comunitario, promozione del turismo, compresa la creazione di uffici del turismo;
- lo sviluppo, manutenzione e gestione delle aree di accoglienza per i viaggiatori;
- la raccolta ed il trattamento dei rifiuti domestici e assimilati.

La CCVG ha inoltre acquisito competenze facoltative quali:

- protezione e miglioramento dell'ambiente per la realizzazione di azioni di interesse generale (in particolare sostegno alla transizione energetica);
- politica in materia di alloggi e ambiente di vita per la realizzazione di azioni di interesse generale;
- creazione, sviluppo e manutenzione di strade di interesse generale;

- costruzione, manutenzione e gestione di impianti culturali o sportivi e di istruzione preelementare ed elementare di interesse generale;
- azione sociale di interesse generale;
- fognature e risanamento;
- creazione e gestione di Centri di Servizi al Pubblico e definizione degli obblighi di servizio pubblico di interesse generale.

Tutte le competenze oggi esercitate dalla CCVG, in particolare in materia di servizi al pubblico e di politiche abitative, le conferiscono una competenza che ne giustifica il ricorso da parte dello SMAPS (ente delegante).

7.2. Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio-Assistenziali (C.I.S.S. 38)

<http://www.ciss38.it>

Statuto giuridico

Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio-Assistenziali (CISS)

Obiettivi

Il Consorzio Intercomunale dei Servizi Socio-Assistenziali C.I.S.S. 38 è un ente locale che costituisce un punto di riferimento per 36 comuni associati nell'esercizio delle funzioni di protezione sociale (41 comuni dal 2019). Le attività del C.I.S.S. 38 sono conformi ai principi e agli obiettivi stabiliti dalla legge regionale n. 1/2004. La popolazione di riferimento (77.702 abitanti al 31.12.2017) risiede nei suddetti comuni (superficie molto ampia di circa 883 km², pari a circa il 13% del territorio provinciale), caratterizzata dalla particolare estensione in alta montagna (659 km²) e dall'elevata dispersione territoriale che ne deriva. Dei 41 comuni, la maggior parte ha meno di 2.000 abitanti, 16 dei quali meno di 500.

Insieme ai servizi sanitari e ad altri servizi della comunità locale, il Consorzio contribuisce a promuovere il benessere individuale, prevenendo le situazioni di disagio e migliorando la qualità della vita.

Competenze

Il Consorzio, con gli interventi del Servizio Sociale Professionale (Famiglie, Minori e Adulti / Zona Complementare, Anziani e Disabili) e con la Zona di Sviluppo Comunitario, contribuisce a promuovere l'autodeterminazione individuale, il rafforzamento e il sostegno della famiglia, la rete parentale e la solidarietà sociale, garantendo il diritto degli individui e delle loro famiglie a partecipare alla definizione di progetti personalizzati. Il Consorzio elabora e fornisce servizi e interventi volti ad eliminare e superare le situazioni di bisogno e difficoltà che l'individuo e la

famiglia possono incontrare durante la loro vita e a sviluppare una comunità di sostegno. Garantisce inoltre attività di informazione, accoglienza, ascolto, osservazione e valutazione dei bisogni e delle richieste di assistenza, con la conseguente attivazione delle risorse più appropriate per superare gli ostacoli economici e sociali. Ogni attività del consorzio si ispira ai principi di imparzialità, economia, trasparenza, accessibilità, pubblicità, efficienza ed efficacia. L'organo direttivo e di controllo del Consorzio è l'Assemblea dei Comuni Associati.

Il Consorzio C.I.S.S. 38 è in grado, grazie alla disponibilità e alla competenza delle proprie risorse umane interne, di lavorare su progetti di particolare rilevanza territoriale e in quanto soggetto attuatore per conto di altri consorzi membri dell'assistenza sociale del territorio interessato. Questo è il motivo per cui la Città Metropolitana di Torino ha scelto di affidare a questo soggetto attuatore alcune azioni del WP 4.1 e WP 4.3.